

Rapport sur les consultations publiques
tenues en novembre 2012 à la suite de la
réalisation des centrales de l'**Eastmain-1-A**
et de la **Sarcelle** et de la dérivation **Rupert**
par Hydro-Québec

Décembre 2013

ÉQUIPE DE RÉALISATION

- Supervision :** Pierre Mercier, président du COMEX
Philip Awashish, membre du COMEX
Daniel Berrouard, membre du COMEX
Brian Craik, membre du COMEX
Robert Lemieux, membre du COMEX
- Rédaction :** Karine Dubé, MDDEFP
Pascale Labbé, MDDEFP
Marie-Michèle Tessier, secrétaire exécutive du COMEX
- Collaboration :** Pierre-Michel Fontaine, MDDEFP
Kelly Leblanc, ARC
Carl Ouellet, MDDEFP

PHOTOS DE LA PAGE COUVERTURE

Le barrage de la Rupert et l'évacuateur de crue, crédit : Photo Hydro-Québec, 2012.

Ensemencement d'esturgeons jaunes à la rivière Rupert, crédit : Photo Hydro-Québec, 2008.

Fouilles archéologiques dans la région de la dérivation Rupert, crédit : Programme d'archéologie et du patrimoine culturel (Gouvernement de la nation crie), 2009.

DÉPÔT LÉGAL

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2014

ISBN : 978-2-550-69725-1 (Imprimé)

ISBN : 978-2-550-69724-4 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2014

This publication is also available in English



Mot du président

Sept années se sont écoulées depuis l'émission du certificat autorisant Hydro-Québec à réaliser les centrales hydro-électriques de l'Eastmain-1-A, de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, sur le territoire de la Baie-James, communément appelé par les Cris, Eeyou Istchee.

Une des conditions rattachées à ce certificat d'autorisation stipulait que le promoteur devait collaborer avec le COMEX pour mettre en place un processus de consultation de la population crie entre la fin de la période de construction et avant la mise en exploitation de ce projet. L'objectif premier était, notamment, de connaître le point de vue des Cris sur l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place et les moyens qui peuvent être envisagés pour obvier aux impacts résiduels de celui-ci.

Notez que le Comité n'avait pas la responsabilité d'une analyse des coûts engendrés par ces infrastructures, d'en établir un rapport qualité prix, ni non plus d'arrêter un choix technologique concernant celles-ci.

Le COMEX tenait donc, en novembre 2012, des consultations publiques auprès des communautés de Mistissini, de Nemaska, de Chisasibi, d'Eastmain, de Wemindji et de Waskaganish, auxquelles ont participé quelque 200 Cris.

Ce rapport prend en compte leurs points de vue exprimés, les explications et réponses fournies par le promoteur et fait état, pour chacun des principaux thèmes abordés, des avis du COMEX, de ses analyses et précise ses vues à la suite des questions soulevées.

Ces consultations dégagent de profonds sentiments exprimés par les cris et particulièrement, une sensibilité à leur territoire. Leur Grand Chef, Mathew Coon Come, a bien résumé leurs sentiments lors de la dernière consultation publique tenue à Waskaganish, en rappelant les tiraillements que plusieurs de ses compatriotes ont vécus à la suite de la signature de la Convention de la Baie-James. Il rappelle, en outre, que la « La Paix des Braves » a pu en convaincre une majorité, ajoutant du même souffle que bien des familles ont été déchirées à la suite de ce que subissait leur rivière ! Il a conclu ses propos par cet appel :

« Donc, il faut essayer de trouver des solutions pour ces gens-là. C'est pourquoi l'accord est là, la Convention est là, c'est pour trouver des solutions pour tout le monde, pas seulement pour ceux qui sont directement touchés par les inondations ».

Le COMEX est d'avis qu'une très bonne collaboration s'est développée au fil des dernières années entre la Nation Crie et le promoteur. De plus, le Comité est persuadé que les travaux de l'Eastmain-1-A, de la Sarcelle et de la dérivation Rupert auront contribué à une meilleure compréhension entre toutes les parties impliquées, à une plus grande participation des Cris dans le développement du territoire et aussi peut-être à les habiliter à réaliser leurs objectifs à long terme de développement économique et communautaire.

Le COMEX entend demeurer à l'écoute et remercie le promoteur et les communautés crie de leur participation à ces consultations publiques.



Pierre Mercier
Décembre 2013



Table des matières

ÉQUIPE DE RÉALISATION.....	IV
MOT DU PRÉSIDENT	V
TABLE DES MATIÈRES	VII
LISTE DES FIGURES.....	X
LISTE DES ANNEXES	X
LISTE DES ACRONYMES	XI
1. INTRODUCTION.....	1
1.1 Présentation du COMEX.....	1
1.2 Mise en contexte	2
1.3 Objectifs du rapport.....	11
1.4 Principales mesures d'atténuation mises en place par Hydro-Québec dans le cadre du projet	12
1.5 Démarche méthodologique	15
2. PRINCIPAUX ENJEUX SOULEVÉS PAR LES CRIS LORS DES CONSULTATIONS PUBLIQUES	17
2.1 Impacts sur la faune aviaire, terrestre et aquatique	17
2.2 Impacts sur la chasse, la pêche et le piégeage	18
2.3 Impacts socioculturels	19
2.4 Impacts psychosociaux	21
2.5 Retombées et impacts économiques	25
3. MISTISSINI.....	29
3.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006	29
3.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012.....	30
3.2.1 Commentaires généraux.....	30
3.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Mistissini	30
3.2.3 Préoccupations exprimées	31

4. NEMASKA	33
4.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006	33
4.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012	34
4.2.1 Commentaires généraux	34
4.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Nemaska	35
4.2.3 Préoccupations exprimées	42
5. CHISASIBI	45
5.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006	45
5.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012	46
5.2.1 Commentaires généraux	46
5.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Chisasibi	47
5.2.3 Préoccupations exprimées	51
6. EASTMAIN	53
6.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006	53
6.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012	54
6.2.1 Commentaires généraux	54
6.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Eastmain	55
6.2.3 Préoccupations exprimées	60
7. WEMINDJI	61
7.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006	61
7.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012	62
7.2.1 Commentaires généraux	62
7.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Wemindji	62
7.2.3 Préoccupations exprimées	65

8. WASKAGANISH	67
8.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006	67
8.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012	68
8.2.1 Commentaires généraux	68
8.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Waskaganish	70
8.2.3 Préoccupations exprimées	77
9. RETOUR SUR LES CONSULTATIONS PUBLIQUES : LES RÉPONSES DU PROMOTEUR ET L'AVIS DU COMEX	81
9.1 Les fonds et le soutien pour les communautés cries	84
9.2 Les conditions hydrologiques et la qualité de l'eau	86
9.3 L'amélioration du territoire et de son accessibilité	90
9.4 Le potentiel faunique et les activités de chasse, de pêche et de piégeage	97
9.5 La sécurité et la prévention	108
9.6 Le milieu social et la santé	113
9.7 Les retombées économiques	120
9.8 La communication et la collaboration entre les Cris et le promoteur	123
10. CONCLUSION	127
REMERCIEMENTS	131
ANNEXES	133



LISTE DES FIGURES

Figure 1.

Localisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A, de la Sarcelle et de la dérivation de la rivière Rupert.....	7
---	---

Figure 2.

Localisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A, de la Sarcelle et de la dérivation de la rivière Rupert.....	8
---	---

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I

Certificat d'autorisation émis le 24 novembre 2006.....	135
---	-----

ANNEXE II

Ententes intervenues entre les Cris et Hydro-Québec.....	167
--	-----

ANNEXE III

Méthodologie et plan du rapport.....	169
--------------------------------------	-----

ANNEXE IV

Complément d'information d'Hydro-Québec dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert lors des consultations publiques tenues en novembre 2012.....	173
--	-----

ANNEXE V

Bibliographie des études de suivi réalisées par Hydro-Québec dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.....	225
--	-----



LISTE DES ACRONYMES

- ARC** : Administration régionale crie
- CBJNQ** : Convention de la Baie-James et du Nord québécois
- CCSSSBJ** : Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James
- CNEQ** : Convention du Nord-Est québécois
- COMEX** : Comité d'examen
- COTA** : Association de tourisme et de pourvoirie crie
- GCCEI** : Grand Conseil des Cris Eeyou Istchee
- GCCQ** : Grand Conseil des Cris du Québec
- LQE** : Loi sur la qualité de l'environnement
- MDDEFP** : Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
- MW** : Mégawatt
- PK** : Point kilométrique
- SEBJ** : Société d'énergie de la Baie-James
- TWh** : Téra watt-heure



1. INTRODUCTION

1.1 Présentation du COMEX

Le Comité provincial d'examen (COMEX) a été mis en place à la suite de la signature de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (CBJNQ) en 1975. Le COMEX est chargé de l'examen des projets situés dans le territoire de la Baie-James, au sud du 55^e parallèle, qui sont soumis au processus d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social prévu au chapitre 22 de la CBJNQ et au chapitre II de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE). C'est un organisme permanent créé en vertu de la section 22.6 de la CBJNQ et de l'article 148 de la LQE. Il est composé de trois membres nommés par le gouvernement du Québec, dont le président, et de deux membres nommés par l'Administration régionale crie (ARC). Le COMEX transmet ses recommandations à l'Administrateur provincial de la CBJNQ, en l'occurrence le sousministre du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.

À la suite de la transmission d'une étude d'impact par l'Administrateur provincial au COMEX, ce dernier doit s'assurer que les renseignements nécessaires à l'analyse du projet ont été fournis par le promoteur et qu'ils répondent aux exigences de la directive. Il peut également mener des audiences publiques sur le projet et ses impacts positifs et négatifs potentiels, afin de mesurer l'acceptabilité environnementale et sociale du projet. À la suite de l'analyse d'un projet, le COMEX prépare une recommandation sur l'autorisation ou non du projet, incluant, s'il y a lieu, des conditions à son autorisation.

Selon les dispositions de l'article 22.2.4 du chapitre 22 de la CBJNQ et de l'article 152 de la LQE, le COMEX doit accorder une attention particulière aux principes directeurs suivants :

- la protection des droits de chasse, de pêche et de piégeage des autochtones, dans le territoire visé, eu égard à toute activité reliée aux projets ayant des répercussions sur le territoire ;
- la protection de l'environnement et du milieu social, notamment au moyen de mesures proposées à la suite de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social, en vue de diminuer le plus possible, auprès des autochtones, les répercussions négatives des activités reliées aux projets touchant le territoire ;
- la protection des autochtones, de leurs sociétés, de leurs communautés et de leur économie, eu égard à toute activité reliée aux projets touchant le territoire ;
- la protection de la faune, du milieu physique et biologique et des écosystèmes du territoire, eu égard à toute activité reliée aux projets touchant le territoire ;
- les droits et garanties des autochtones dans les terres de catégorie II ;
- la participation des Cris à l'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social ;
- les droits et intérêts des non-autochtones ;
- le droit de réaliser des projets dans le territoire.

Le COMEX est également l'organisme auquel réfère l'Administrateur lorsqu'un projet doit faire l'objet de modifications ou lors de l'analyse des différents programmes de suivi environnementaux et sociaux produits par le promoteur en cours de réalisation de projet.

1.2 Mise en contexte

Pour comprendre le point de vue des Cris à l'égard des projets majeurs, tel que le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert réalisé par Hydro-Québec sur lequel porte le présent rapport de consultations publiques, il est utile de tenir compte de certains aspects de l'histoire des communautés crées.

Le peuple Cri compte une population de quelques 17 700 habitants¹ répartis dans neuf (9) collectivités sur le territoire visé par la CBJNQ. Les Cris se désignent sous le nom « Eeyouch », ou encore « Eenouch » dans l'arrière-pays. Ils possèdent leur propre territoire traditionnel nommé « Eeyou Istchee », qui regroupe l'ensemble de leurs territoires de chasse. Les « ndohoauchimauch », qu'on désigne dans ce rapport comme maîtres de trappe, y exercent un rôle de gestion des ressources et du territoire. La patrie Eeyou est une vaste étendue composée de forêts, de rivières et de lacs. La pêche et la chasse occupent toujours une place importante, voire essentielle dans la culture des Cris, pour qui ces activités ne se résument pas simplement à taquiner le poisson ou à traquer le gibier. La présence des Cris sur leurs territoires de chasse et les terres de leurs ancêtres revêt une importante capitale pour leur bien-être physique, psychologique et spirituel, qu'ils appellent « Miyoupimaatahsiiwun ». Ainsi, les Cris sont étroitement liés à Eeyou Istchee – ses eaux, ses forêts, sa faune terrestre et aquatique, sa flore et son esprit – et à l'identité qu'ils lui doivent et qui en découle directement. La primauté d'Eeyou Istchee constitue la pierre d'assise de la gouvernance, de la culture, de l'identité, de l'histoire, de la spiritualité et du mode de vie Eeyou.

Le mode de vie traditionnel des Cris, axé sur la chasse, la pêche, le piégeage et la cueillette des ressources d'Eeyou Istchee, a changé avec l'arrivée de produits de la technologie européenne au 17^e siècle. Cependant, si le commerce des fourrures a visiblement marqué l'intégration des Cris à l'économie européenne, leur adaptation au commerce des fourrures leur a, en fait, permis de maintenir un mode de vie essentiellement traditionnel sur le territoire pendant plus de 300 ans après les premiers contacts avec les Européens. Durant cette période, ils ont continué à vivre isolés des nombreuses influences culturelles et économiques qui caractérisaient la colonisation ailleurs dans le monde.

L'utilisation du territoire par les Cris avait peu d'impacts négatifs sur l'écosystème, car leur mode de vie ne laissait presque aucune trace de leur présence. Le mode de vie des Cris reposait et repose toujours sur la compréhension des fluctuations des cycles naturels. Les événements importants de ce mode de vie étaient le plus souvent liés à des phénomènes naturels – variations du climat, tempêtes, niveau élevé de l'eau, variations dans la profondeur de la couche de neige, pluie en plein hiver, etc. Pour les personnes vivant sur le territoire, il s'agissait d'événements importants, essentiellement imprévisibles, mais ayant des répercussions considérables sur les gens et leur mode de vie. La présence ou l'absence de maladies, l'abondance ou la rareté des denrées causant la famine et les accidents comptent parmi les expériences de tous ceux qui ont vécu avant et pendant la période du commerce des fourrures.

1 Registre des bénéficiaires crées, inuits et naskapis de la CBJNQ et de la CNEQ, 2013.

Après la Première Guerre mondiale, la trappe intensive pratiquée par des non-autochtones venus des terres de colonisation de l'Abitibi, combinée à celle que continuaient de pratiquer les autochtones, sont venues menacer la survie de certaines espèces d'animaux à fourrure, en particulier le castor, en plus de saper le mode de conservation de ces mêmes espèces. Cette quasi-extinction de certaines espèces fauniques est responsable en partie de la famine qu'ont connue les Cris à cette époque et dont les aînés se souviennent.² Les mesures prises par le gouvernement du Québec à la demande des Cris ainsi que de Jimmy Watt, gérant de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Fort Rupert, et de sa femme Maude, ont mené à la création de réserves à castors destinées à protéger les territoires traditionnels de chasse familiaux, ce qui a permis de relancer très rapidement le commerce des fourrures dans les communautés crie. En outre, le prix élevé des fourrures dans les années 1930 a donné lieu à une brève période de croissance économique et une amélioration du niveau de vie dans les communautés crie.

Au cours de la deuxième moitié du 20^e siècle, soit à partir des années 1960 jusqu'à la fin du millénaire, on a assisté à l'effondrement graduel du marché des fourrures devant la concurrence des tissus synthétiques, mais aussi en raison des activités antifourrures qui ont terni le caractère désirable des fourrures. Aujourd'hui, le commerce des fourrures représente une infime partie de l'économie crie, soit moins de 1%. Cependant, l'économie crie demeure une économie de subsistance et la chasse constitue une importante source de denrées de grande qualité pour les Cris. Les territoires de chasse familiaux ancestraux sont toujours occupés et les Cris continuent d'y exercer leurs activités traditionnelles.

C'est seulement au 20^e siècle que le développement industriel atteint l'Eeyou Istchee, avec l'exploitation minière et la foresterie dans les années 1950, puis le développement hydroélectrique au milieu des années 1970. Depuis cette époque, la population crie a triplé, notamment grâce à une plus grande prospérité et à de meilleures conditions de vie, à l'accès à des services de santé et des services sociaux modernes, et à une baisse de l'émigration.

Le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, autorisé en 2006 (Annexe I) et réalisé par Hydro-Québec, se situe dans la partie sud d'un vaste territoire où des aménagements hydroélectriques majeurs ont été réalisés au cours des quarante dernières années. Le complexe La Grande (1975) y a d'abord été implanté et s'est développé entre les années 1970 et 1990. Par la suite, le développement hydroélectrique s'est poursuivi avec le projet Eastmain-1 qui a été complété en 2007. Afin de mieux cerner le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, les sections suivantes présentent une description sommaire des aménagements hydroélectriques de la Baie-James.

Le complexe La Grande

La signature de la CBJNQ en 1975 a permis de donner une définition à l'envergure des travaux du complexe La Grande et la poursuite de la construction du projet sur la rivière du même nom. La construction du projet, réalisé en deux étapes au cours des 20 années suivantes, a évolué au fil des modifications apportées à la Convention d'origine entre les gouvernements du Québec et du Canada, la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ), Hydro-Québec, le Grand Conseil des Cris du Québec (GCCQ) et les Inuits du Nunavik.

2 Scott, C.H., & Morrison, J. 2004. «Frontières et territoires : mode de tenure des terres des Cris de l'Est dans la région frontalière Québec/Ontario. I : Crise et effondrement». *Recherches amérindiennes au Québec*, 34 (3), p. 23-43.

La première phase des travaux a débuté en 1973 (début du percement des galeries de dérivation à La Grande 2) pour se terminer en 1985 (mise en service du dernier groupe à La Grande 4). Elle a donné lieu à la construction des centrales Robert-Bourassa (La Grande-2), La Grande-3 et La Grande-4, chacune dotée d'un réservoir, auquel il faut ajouter les réservoirs des rivières dérivées, soit la Caniapiscau, l'Eastmain et l'Opinaca. La puissance installée des trois centrales est de 10 282 MW et leur production annuelle de 62,2 TWh. La superficie des réservoirs créés (La Grande 2, La Grande 3, La Grande 4, Caniapiscau et EOL) totalise près de 11 335 km² au niveau maximum d'exploitation. Ces projets étaient situés principalement sur les terres traditionnelles des communautés de Chisasibi, de Wemindji, de Nemaska, d'Eastmain et de Mistissini.

La deuxième phase des travaux du complexe La Grande a débuté en 1987 au site de La Grande-2-A, pour se terminer en 1996 par la mise en service des groupes de Laforge-2. Cinq centrales se sont ajoutées, soit celles de La Grande-1, La Grande 2-A, Laforge-1, Laforge-2 et Brisay. Ces centrales ont augmenté la puissance installée de 4 962 MW et la production annuelle de 18,3 TWh (l'énergie produite par les deux centrales, La Grande-2 et La Grande-2-A, est légèrement supérieure à celle produite par la centrale La Grande-2 seule, le gain d'énergie annuel est de 2,2 TWh). Trois nouveaux réservoirs (La Grande 1, Laforge 1 et Laforge 2), d'une superficie totale de 1 618 km² au niveau maximum d'exploitation, ont été créés.

À ces aménagements s'ajoute l'implantation de onze lignes de transport d'énergie électrique : quatre à 315 kV ; six à 735 kV, ainsi qu'une ligne à 450 kV à courant continu, totalisant plus de 6 570 km de longueur. Ces lignes permettent de transporter l'énergie produite vers le sud du Québec. Quelque 1 800 km de routes permanentes ont été construits, de même que sept aéroports.

Dans le cadre du complexe La Grande, les échanges se sont poursuivis entre les Cris et Hydro-Québec, ce qui a mené à la signature d'autres ententes entre les deux parties présentées à l'Annexe II.

L'aménagement de l'Eastmain-1

Le 7 février 2002, le Grand Conseil des Cris, l'ARC, la bande d'Eastmain, la nation crie de Mistissini, la bande de Nemaska, la bande de Waskaganish, Hydro-Québec et la SEBJ ont signé la Convention *Nadoshtin* (fonds de 29,65 M\$) qui prévoit la construction, l'exploitation et l'entretien du projet Eastmain-1. Cette convention vise à réduire les impacts du projet sur les Cris, à protéger leur mode de vie, à mettre en valeur le développement communautaire et à favoriser les conditions avantageuses pour les Cris. Cette convention traite des mesures environnementales, de correction et d'atténuation des impacts.

L'aménagement de l'Eastmain-1 comprend, sur la rivière du même nom, la centrale hydroélectrique Eastmain-1 d'une puissance de 480 MW et d'une production annuelle de 2,7 TWh, une route d'accès permanente, une ligne de transport de 315 kV et un campement. Cet aménagement inclut également la création du réservoir Eastmain-1, d'une superficie de 603 km². Les travaux ont débuté au printemps 2002 et la mise en eau du réservoir a été complétée à l'été 2006.

Le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert

Le projet comprend la dérivation d'une partie de la rivière Rupert, à 314 km de son embouchure, à proximité des rapides de la Gorge, endroit aujourd'hui appelé point kilométrique (PK) 314, ainsi que l'érection de deux biefs d'une superficie totale de 346 km², reliés par un tunnel de transfert (Figures 1 et 2). Il comprend la construction de deux centrales, soit celle de l'Eastmain-1-A (puissance installée de 768 MW) située à proximité de la centrale Eastmain-1, et celle de la Sarcelle (puissance installée de 150 MW), située entre le réservoir Opinaca et les lacs Boyd et Sakami pour remplacer l'ouvrage de régulation précédemment construit dans le cadre du projet La Grande. Les eaux dérivées de la rivière Rupert sont acheminées vers le nord via La Grande Rivière afin d'accroître l'énergie produite aux centrales Robert-Bourassa, La Grande-2-A et La Grande-1. La production annuelle du projet est évaluée à 8,5 TWh. Sur le parcours à débit réduit de la rivière Rupert, le promoteur a implanté huit ouvrages hydrauliques pour assurer la productivité biologique des habitats riverains, ainsi que pour faciliter le maintien de la pratique des activités traditionnelles, y compris la navigation. Le projet comprenait la construction de la route permanente Muskeg-Eastmain, d'une longueur de 40 km, et d'une ligne de transport d'énergie à 315 kV, d'une longueur de 101 km. Il incluait également l'implantation ou le maintien de campements, dont les principaux étaient Eastmain, Rupert et Nemiscau, pour les 5 500 travailleurs. Lors de l'autorisation du projet en 2006, son coût était évalué à près de cinq milliards de dollars, incluant les coûts de financement.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2012.

LE TUNNEL DE TRANSFERT TOMMY-NEEPOSH

Sur le territoire régi par la CBJNQ, Hydro-Québec Production confie la réalisation des projets d'aménagements hydroélectriques à la SEBJ, qui est une filiale d'Hydro-Québec, alors qu'au début de son existence, elle relevait de la Société de développement de la Baie-James. C'est donc la SEBJ qui a réalisé le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert selon le calendrier suivant :

Calendrier de réalisation du projet		
Composantes du projet	Période de construction	
	Début	Fin
Route des Biefs Rupert	Février 2007	Automne 2007
Route Muskeg-Eastmain-1	Automne 2007	Été 2008
Ouvrage Sakami	Printemps 2008	Automne 2008
Barrages et digues des biefs Rupert	Février 2007	Automne 2009
Ouvrages hydrauliques sur la Rupert	Printemps 2009	Automne 2010
Centrale de l'Eastmain-1-A	Été 2007	Hiver 2012
Centrale de la Sarcelle	Automne 2008	Été 2014



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2010.

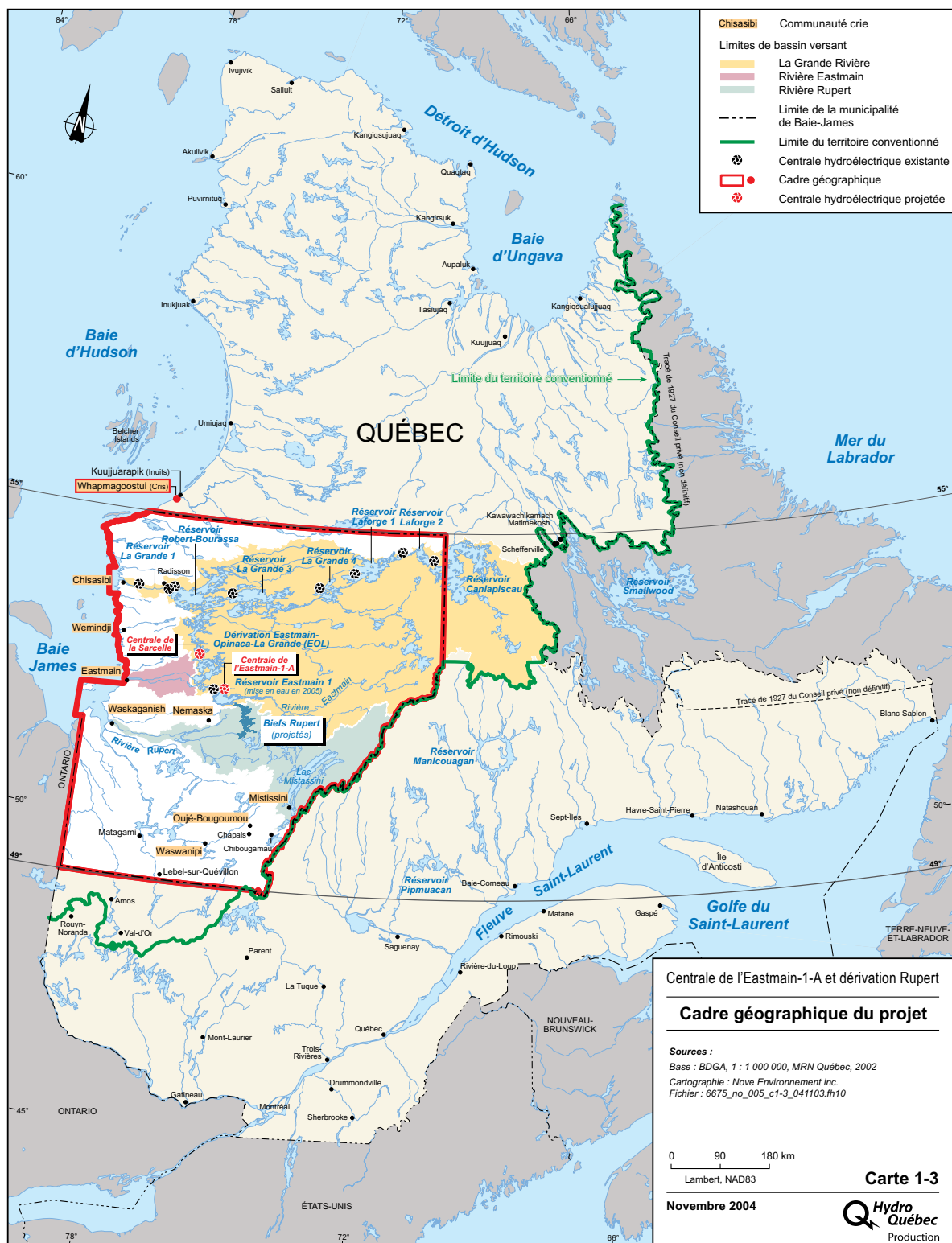


Figure 1. Localisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A, de la Sarcelle et de la dérivation de la rivière Rupert

Source : <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/evaluations/eastmain-rupert/rapport-comexfr/carte2-1.pdf>

Des ententes préalables au projet

Il est également nécessaire de rappeler certains événements qui ont conduit à l'élaboration du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert par Hydro-Québec Production. Le 7 février 2002, le Gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris Eeyou Istchee (GCCEI) et ARC ont conclu une entente concernant l'établissement d'une nouvelle relation, appelée la *Paix des braves*.

L'entente a pour objet :

« L'établissement d'une nouvelle relation de nation à nation, fondée sur la volonté commune des parties de poursuivre le développement du Territoire conventionné de la Baie-James et de rechercher l'épanouissement des Cris et de la nation crie dans un contexte de modernisation croissante. »

Elle mentionne que :

« En considération de la présente entente, les Cris consentent à la réalisation du Projet Eastmain-1-A et dérivation Rupert... et que « le projet serait soumis à la législation environnementale applicable et au régime de protection de l'environnement et du milieu social prévu au chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois selon les dispositions de ce chapitre. »

Il s'agissait de la première entente, suivant la CBJNQ, qui apportait des améliorations importantes et à long terme (50 ans et plus) au sein de la société crie. Jusque-là, la plupart des Cris estimaient que le développement hydroélectrique n'apportait que des avantages à court terme et des dommages à long terme pour le mode de vie crie. Il affaiblissait le tissu social. La Paix des Braves a donné aux Cris l'accès au filet de sécurité sociale et économique que la société québécoise et canadienne a mis en place. Au sein de la société crie, le garant de la société était la productivité naturelle du territoire et les connaissances des gens sur les façons d'utiliser les ressources pour assurer le bien-être de leur famille.

De plus, l'entente précisait que le gouvernement du Québec abandonnait définitivement le projet d'aménagement hydroélectrique des rivières Nottaway, Broadback et Rupert (projet NBR) mentionné dans la CBJNQ.

Le même jour, Hydro-Québec, la SEBJ, le Grand conseil des Cris, l'ARC, la bande d'Eastmain, la bande de Nemaska, la bande de Waskaganish et la nation crie de Mistissini ont conclu la *Convention Boumhounan*. Cette convention encadre la définition, la description, l'étude d'avant projet, de même que la participation des Cris dans les nombreuses étapes de la réalisation éventuelle du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Elle prévoit la création de fonds, administrés par les Cris, visant à atténuer les impacts du projet sur les résidents et le territoire.

L'autorisation du projet

Le processus d'évaluation environnementale du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert a été enclenché en novembre 2002, par le dépôt des renseignements préliminaires par le promoteur. Des consultations ont été tenues par le Comité d'évaluation dans les six communautés cries, de même qu'à Chibougamau et Montréal, en vue de la préparation de la directive d'étude d'impact qui a pu être transmise au promoteur en juillet 2003. Le promoteur a ensuite déposé l'étude d'impact à la fin du mois de décembre 2004, puis

une trentaine d'études sectorielles ont également été soumises, ainsi que des informations complémentaires demandées par le COMEX. Les audiences publiques sur les impacts environnementaux et sociaux du projet ont été tenues entre le 15 mars et le 9 juin 2006 de nouveau dans six communautés crie, ainsi qu'à Chibougamau et à Montréal. Le certificat d'autorisation du projet a été émis par l'Administrateur le 24 novembre 2006 (Annexe I).

Le certificat d'autorisation comprend 97 conditions, dont la condition 9.2 qui est libellée comme suit :

« Le promoteur doit collaborer avec le COMEX pour mettre en place un processus de consultation de la population crie. Cette consultation doit se faire aux environs de 2011, soit entre la fin de la période de construction et avant la mise en exploitation du projet. Elle a pour objectif, entre autres, de connaître le point de vue des Cris sur l'efficacité des mesures d'atténuation qui auront été mises en place et les moyens qui pourraient être envisagés pour obvier aux impacts résiduels du projet. »

Cette consultation publique, qui survient après la construction du projet, n'est pas une pratique habituelle pour le COMEX. Elle ne l'est pas non plus dans les processus habituels d'évaluation environnementale des projets. Cette condition a été prévue au certificat d'autorisation étant donné l'ampleur du projet, sa localisation dans une région déjà abondamment touchée par le développement hydro-électrique et les leçons tirées depuis 1975 dans le cadre du complexe La Grande.

La principale motivation derrière cette condition du COMEX tenait également à l'importance d'obtenir les commentaires de la nation crie au sujet de la construction du projet dans un contexte où le comité souhaitait une réappropriation du territoire affecté par les Cris. Elle visait également à conforter la population face à la décision d'autoriser le projet, puisque la réceptivité de celui-ci par les Cris représentait une orientation sociétale déterminante à l'intention des générations futures.

Hydro-Québec a demandé au COMEX à de nombreuses reprises s'il lui était possible de se soustraire à la condition 9.2 du certificat d'autorisation, soit celle qui a mené à la tenue de ces consultations publiques dans les six communautés crie. Il était toutefois très important pour le COMEX de revenir consulter les Cris et de connaître leur appréciation du projet. Enfin, devant l'évidence que les consultations publiques – qui devaient initialement être tenues à l'automne 2011 – allaient bel et bien avoir lieu, Hydro-Québec a demandé au COMEX à ce qu'elles soient reportées au printemps 2012, ce qui fut accordé. Cependant, à quelques jours du début des consultations publiques, Hydro-Québec a demandé à ce qu'elles soient de nouveau reportées, ce qui a été refusé par le COMEX. Toutefois, à la demande du Grand Conseil des Cris, le COMEX a finalement accepté de tenir celles-ci à l'automne 2012.

Entre-temps, le promoteur a négocié et convenu avec les Cris de *l'Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*. Ainsi, des consultations publiques sur le projet dans les six communautés crie ont eu lieu, avec la coopération des conseils de bande et du promoteur.

Les consultations publiques se sont déroulées du 6 au 22 novembre 2012, dans les communautés crie de Mistissini, Nemaska, Chisasibi, Eastmain, Wemindji et Waskaganish³, et environ 200 personnes y ont assisté. Chaque séance comportait deux parties, soit une période d'information et une période de consultation. D'entrée de jeu, le promoteur devait présenter les principales

3 Les transcriptions en version française des séances de consultations publiques sont disponibles sur demande auprès du secrétariat du COMEX à l'adresse suivante : secretariat.comex@mddefp.gouv.qc.ca

mesures d'atténuation adoptées dans le cadre du projet pour chaque communauté touchée ainsi que le nombre de Cris tirant parti des occasions ainsi créées. Lors de la seconde partie, les personnes, les groupes et les organismes étaient invités à faire part de leurs perceptions au COMEX et au promoteur et à exprimer, plus précisément, leurs points de vue concernant le projet et ses impacts. Le public pouvait présenter des témoignages verbaux et déposer des mémoires. Les consultations se sont déroulées en soirée, elles débutaient vers 19h et se terminaient vers minuit ou jusqu'à ce que les gens n'aient plus de commentaires ou de questions à formuler. L'information concernant la tenue de ces séances de consultation a été diffusée dans les journaux, à la radio, et avec l'aide des conseils de bande, des comités de suivi, etc.



Crédit : MDDEFP, 2012.

CONSULTATION PUBLIQUE TENUE DANS LA NATION CRIE DE WASKAGANISH

1.3 Objectifs du rapport

L'un des principaux objectifs est de rapporter et d'interpréter le plus fidèlement possible le point de vue des Cris sur l'efficacité des mesures d'atténuation qui ont été mises en place et les moyens envisagés pour obvier aux impacts résiduels du projet. Ce rapport permet de documenter les opinions exprimées par les Cris et recueillies par le COMEX lors de la tournée de consultations publiques de novembre 2012, ainsi que les réponses fournies par le promoteur, afin de garder en mémoire leur expérience, positive et négative, du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert et de ses impacts.

1.4 Principales mesures d'atténuation mises en place par Hydro-Québec dans le cadre du projet

Le projet entraîne une réduction du débit de la rivière Rupert du PK 314 jusqu'à son embouchure. Cette réduction diminue le débit de 71 % au point de dérivation pour laisser un débit de 51 % à l'embouchure dans la baie de Rupert, par rapport au débit moyen annuel. Du point de vue des impacts biophysiques, le promoteur a réalisé des mesures correctrices et des suivis environnementaux pour mieux définir ou corriger les impacts anticipés.

Dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet et tenant compte de la consultation des communautés autochtones concernées et de l'intégration de la question des connaissances traditionnelles à la politique régissant les travaux, Hydro-Québec et ses partenaires cris ont défini nombre de mesures conjointes visant à atténuer les répercussions des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle, ainsi que celles de la dérivation de la rivière Rupert, sur le milieu naturel et social. Elles ont également rendu disponibles des ressources importantes afin de compenser les perturbations temporaires et permanentes sur des éléments environnementaux. De plus, au cours de la planification, le promoteur et ses partenaires cris ont opté pour la version du projet qui exigeait l'inondation la moins étendue.

De façon générale, Hydro-Québec s'est engagé à maintenir un débit réservé d'environ 29 % du débit annuel moyen au point de coupure de la rivière Rupert et à construire huit ouvrages hydrauliques sur celle-ci de manière à limiter les effets de la réduction du débit et des niveaux d'eau sur le poisson, la navigation, le paysage et l'utilisation du territoire. Le promoteur s'est engagé à respecter un principe de gestion adaptative pour le régime des débits réservés écologiques prévu en aval du point de dérivation de la rivière Rupert. Cette mesure d'atténuation prévoit que, si besoin est, ce régime sera révisé pour corriger un impact détecté à posteriori par les multiples suivis environnementaux que le promoteur doit effectuer ou par les observations des usagers du territoire.

D'autres dispositions ont également été prises, comme la mise en place d'un régime hydraulique permettant de contrôler le débit aux rivières Lemare et Nemiscau afin de respecter leur moyenne saisonnière annuelle. De même, la construction d'un déversoir et d'un canal à l'émissaire du lac Sakami a permis à celui-ci de conserver son niveau maximal, conformément à l'entente, et d'autres mesures ont été prises afin de préserver les conditions de navigation naturelles dans certains segments de la rivière Rupert. Une usine a également été érigée en vue d'approvisionner convenablement la communauté de Waskaganish en eau potable de qualité, sans compter les autres mesures adoptées dans le cadre du plan.

En ce qui a trait aux effets du projet sur les activités de chasse, de pêche et de trappe des Cris, les mesures mises en place étaient surtout reliées à l'utilisation de fonds inclus dans la *Convention Boumhounan* (fonds de 47,4 M\$), qui ont pour but d'améliorer les déplacements des utilisateurs cris, la gestion de la faune et la disponibilité des ressources fauniques. Pour maintenir la pratique des activités traditionnelles et l'accès au territoire, différents moyens ont été pris : des campements ont été déplacés ou bâtis ; des chemins d'accès (en bateau, motoneige, camion et véhicules tout-terrain) ont été construits ou améliorés ; des corridors de navigation ont été dégagés, et des sentiers de portage, des plages d'échouage et des rampes de mises à l'eau ont été aménagés ; des cartes de navigation ont été rendues disponibles ; de la signalisation appropriée a été mise en place pour assurer la sécurité des usagers des routes, des sentiers et des plans d'eau ; les utilisateurs ont été informés de l'échéancier des travaux ; la stabilité de la couverture de glace a été surveillée et une cartographie a été produite régulièrement pour illustrer les conditions de

glace ; des fosses et des plates-formes ont été installées pour la pêche au cisco au site Smokey Hill ; des couloirs d'approche, des mares, des étangs et des milieux humides ont été aménagés pour la chasse à l'oie, etc.

Le projet prévoyait aussi des mesures d'optimisation pour favoriser les retombées économiques régionales et locales pour les populations criées et jamésiennes. Des moyens ont donc été adoptés pour favoriser, par exemple, l'embauche des travailleurs criés et leur maintien en emploi, l'attribution de contrats aux entreprises locales et régionales et la participation des maîtres de trappe dans la réalisation des études de suivi. Hydro-Québec, avec la participation des Cries, a surveillé les teneurs en méthylmercure des poissons et a collaboré à la production d'un guide de consommation du poisson dans un souci de protection de la santé publique. Enfin, des belvédères et des panneaux d'interprétation ont été installés pour favoriser les activités récréotouristiques.

De nombreuses mesures d'atténuation portaient également sur la faune, dans le but d'assurer la pérennité des espèces présentes. Ainsi, des frayères multispécifiques, plus particulièrement, pour le touladi, l'esturgeon jaune, le doré, et l'omble de fontaine ont été aménagées ou agrandies. Des ensemencements d'esturgeons jaunes ont également été effectués à partir d'une pisciculture établie au camp EM-1. Le déplacement de nids d'oiseaux et la création de structures de nidification pour certaines espèces dites sensibles ou plus rares, les programmes de trappe du castor, de même que la capture d'ours, en collaboration avec les maîtres de trappe, font partie des mesures adoptées. De plus, Hydro-Québec a fait des travaux de coupes de rajeunissement et de déboisement de corridors pour améliorer l'habitat de l'orignal et pour faciliter ses déplacements. Des mesures ont aussi été mises en place pour gérer et réduire les risques de surpêche et de surchasse par les utilisateurs non-autochtones du territoire, par le biais de la Société Weh-Sees Indohoun.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2011.

Hydro-Québec a procédé au réaménagement physique des aires de travaux, telles que les carrières, les bancs d'emprunt, l'emprise des accès routiers, ainsi que les aires de service et les aires de stockage des matériaux utilisés par les entrepreneurs. Il a ensuite fait des interventions visant la restauration végétale sur les sites touchés, de même que des aménagements favorisant la fréquentation de la faune de ces milieux et la pratique de la chasse à ces endroits par les Cris.

Dans le but de mettre en valeur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert et de rendre hommage à l'ancienne occupation crie du territoire, des sites commémoratifs, des belvédères et des haltes routières ont été aménagés à différents endroits aux abords des ouvrages hydroélectriques. De plus, les connaissances traditionnelles autochtones concernant l'héritage cri ont été documentées par la réalisation d'un programme de recherche, qui avait notamment pour objectif de marquer les lieux de sépulture et de faire l'inventaire de plus de 800 zones à potentiel archéologique. Parmi ceux-ci, un site d'importance majeure a été mis au jour à la confluence des rivières Rupert et Misticawissich. Ses artefacts et autres indices témoignent de l'occupation du site sur plus de quatre millénaires et des premières preuves de fabrication de céramique amérindienne sur le territoire de la Baie-James.



Crédit : Programme d'archéologie et du patrimoine culturel (Gouvernement de la nation crie), 2008.

ARTÉFACTS PROVENANT DE SITES MODERNES DE LA DÉRIVATION RUPERT

À partir des diverses études de suivi effectuées par le promoteur en collaboration avec les Cris, d'autres mesures ont été prises pour maintenir et améliorer, par exemple, l'accès aux tributaires par les poissons et la stabilité de la couverture de glace à certains points de traversée en motoneige, suivre l'évolution des frayères à doré jaune, à meuniers, à esturgeon jaune, à cisco, etc. Le travail d'Hydro-Québec se poursuit donc pour surveiller les effets du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert sur le territoire de la Baie-James, avec la participation des utilisateurs cris du territoire.

1.5 Démarche méthodologique

Analyse des consultations

La méthodologie employée pour l'analyse des consultations publiques s'inspire de méthodes fréquemment employées en recherche sociale lors de l'analyse de données qualitatives, telles que des paroles dites ou écrites. L'analyse des données est un processus qui consiste à organiser les informations recueillies de manière à répondre aux questions et aux objectifs d'une recherche.⁴ Dans ce cas-ci, l'objectif était – rappelons-le – de rapporter les opinions exprimées par les Cris lors des consultations publiques réalisées par le COMEX en novembre 2012, au sujet du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, de ses impacts et des mesures d'atténuation et de compensation qui ont été mises en place. Les propos tenus par les participants lors des six séances de consultation ont par la suite été transcrits et ce sont ces transcriptions ainsi que les quatre documents déposés par certains d'entre eux qui ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique afin de répondre à l'objectif des consultations. De plus, les documents «Faits saillants» produits par Hydro-Québec à la suite des consultations tenues dans chaque communauté, de même que les notes prises par les membres et la secrétaire exécutive du COMEX, ont servi de support à l'analyse afin de valider la compréhension des témoignages des participants. Ont également été prises en considération les informations issues des rencontres consultatives que le COMEX a tenues avec les conseils de bande au cours des quatre dernières années, ainsi que celles provenant des séances de travail et des visites des infrastructures dans certains secteurs du territoire de la Baie-James, organisées par la SEBJ, en collaboration avec Hydro-Québec Production. De plus, les rapports de suivi produits par le promoteur ont servi de références, notamment pour la mise à jour d'informations au regard de certains champs d'activités.


Il faut mentionner que les transcriptions sur lesquelles s'est basée l'analyse ont été réalisées à partir des traductions françaises faites par des interprètes présents lors des séances de consultation. Étant donné qu'un certain nombre de participants cris se sont exprimés dans leur langue, les traductions en français ont été faites à partir des traductions en anglais de propos tenus en cri, ce qui constitue un biais inhérent à l'analyse car certains sens et interprétations ont pu être perdus. Toutes les précautions ont cependant été prises pour ne pas modifier le sens des propos émis par le public et présentés dans ce rapport.

Il est à noter que certains des impacts soulevés lors des consultations relèvent essentiellement des observations et de la perception des Cris qui ont pris la parole. Ceci dit, qu'elles soient fondées ou non sur des données et des faits objectifs, ces perceptions n'en demeurent pas moins la réalité vécue et ressentie par les personnes concernées. Cependant, compte tenu de la part importante de subjectivité associée à ces perceptions et de l'insuffisance des informations fournies dans quelques-uns des témoignages exprimés par les participants, il s'est avéré difficile de documenter de façon précise la nature et l'ampleur de certains impacts mentionnés.

Enfin, certaines préoccupations ont été mentionnées à plusieurs reprises lors des consultations, ce qui peut à l'occasion donner un caractère répétitif à certaines parties du rapport. Toutefois, afin de bien rapporter les propos et les enjeux propres à chaque communauté, le COMEX a privilégié la clarté des arguments exposés à une uniformité, de manière à rapporter l'information le plus fidèlement possible et à favoriser la compréhension des propos exprimés.

D'autres informations sur la méthodologie et le plan de ce rapport sont présentées à l'Annexe III.

4 Blais, M., & Martineau, S. 2006. «L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes». *Recherches qualitatives*, 26(2), p. 3.



2. PRINCIPAUX ENJEUX SOULEVÉS PAR LES CRIS LORS DES CONSULTATIONS PUBLIQUES

Certains enjeux ont été abordés tout au long des consultations tenues par le COMEX à l'automne 2012, ceux-ci ont été regroupés en cinq catégories d'impacts : sur la faune aviaire, terrestre et aquatique ; sur la chasse, la pêche et le piégeage ; sur le socioculturel ; sur le psychosocial ; ainsi que sur les retombées économiques. Les propos tenus dans l'ensemble des six communautés cries sont résumés dans les sections suivantes.

2.1 Impacts sur la faune aviaire, terrestre et aquatique

Les impacts sur la faune terrestre, aviaire et aquatique des projets hydroélectriques ayant eu lieu sur le territoire avant le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert ont été abordés à maintes reprises au cours des consultations publiques de 2012. La possible disparition de l'esturgeon jaune de la rivière Opinaca et de ses affluents à la suite de la coupure de cette rivière est l'un des impacts fréquemment mentionnés par les participants à la séance s'étant tenue à Wemindji. Dans cette communauté de même qu'à Waskaganish, Eastmain et Chisasibi, des participants ont remarqué des changements dans les habitudes migratoires des oies et des bernaches ainsi qu'une diminution de leur fréquentation sur le territoire le long de la côte depuis l'arrivée des grands projets hydroélectriques. Selon certains intervenants, le déboisement ayant eu lieu pour ces projets, la construction des routes y étant associées et l'ennoisement d'une grande partie du territoire auraient provoqué de profondes modifications dans les habitudes de vie d'espèces telles que l'orignal, la perdrix, le lagopède, le castor et le lièvre. Certains participants ont remarqué des changements dans l'apparence du poisson, de l'orignal, du porc-épic et du castor depuis dans les secteurs affectés par ces projets et leurs lignes électriques.

En ce qui concerne les changements observés sur la faune attribués au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, la diminution marquée de la présence de sauvagine, voire la disparition de celle-ci dans certains secteurs, est l'un des éléments ayant été le plus souvent souligné par les intervenants lors des consultations. La plupart d'entre eux attribuent la diminution soudaine d'espèces telles que l'oie des neiges et le harle à l'assèchement presque complet de lieux qui étaient jadis propices à l'alimentation de celles-ci. Plusieurs participants souhaitent que des mesures soient adoptées afin de rétablir la situation qui prévalait avant le projet.

La perturbation des ressources halieutiques est également l'un des impacts majeurs perçus par les participants. Nombreux sont les membres de la communauté de Nemaska à avoir observé que les aires de fraie identifiées dans certains secteurs avant la réalisation du projet ont été grandement affectées. En effet, plusieurs ont remarqué que, depuis l'avènement du projet, et malgré les mesures d'atténuation mises en place, les esturgeons jaunes ne vont plus frayer à certains des sites de fraie connus étant donné que le niveau d'eau y est devenu insuffisant. Certains intervenants souhaitent que des mesures soient prises pour restaurer les zones de fraie de l'esturgeon jaune.

Des participants aux consultations tenues à Waskaganish et à Wemindji ont aussi observé une diminution significative de poissons dans les rivières, notamment d'esturgeons jaunes, de ciscos, de grands corégones et de dorés jaunes. De plus, certains intervenants ont noté une corrélation entre le début du projet et l'observation de poissons morts. Selon eux, l'aménagement de seuils serait fatal pour les poissons qui s'y trouveraient coincés.

Plusieurs membres des communautés de Waskaganish, Nemaska et Eastmain ont souligné que le castor avait été l'une des espèces les plus fortement perturbées par le projet. Même si les castors ont été massivement piégés ou déplacés en vue de la construction des ouvrages, la hausse du niveau de l'eau à certains endroits aurait eu pour effet d'envoyer leurs huttes. Des castors et leur progéniture qui fuient leurs huttes afin d'échapper à l'inondation printanière deviennent des proies faciles pour les prédateurs, sans compter les petits qui peuvent être emportés par le courant. Des participants de Waskaganish ont en effet remarqué une importante diminution de la présence de castors à proximité du nouveau lit de la rivière, et l'un d'eux affirme qu'environ 380 sont morts en raison du projet.

2.2 Impacts sur la chasse, la pêche et le piégeage

Les premiers projets hydroélectriques ayant eu lieu sur le territoire ont entraîné de nombreux impacts sur la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage qui ont été abordés par plusieurs participants aux consultations publiques. D'abord, plusieurs territoires de chasse et de piégeage ont été complètement inondés, particulièrement lors de la création des réservoirs du complexe La Grande. Dans d'autres secteurs, la navigation au cœur du territoire est devenue grandement limitée par l'assèchement presque complet de plusieurs cours d'eau. Plusieurs ont observé une corrélation entre l'avènement de ces projets et le réchauffement des plans d'eau qui est à l'origine des changements sur la prise des glaces de ceux-ci en hiver. L'amincissement de la couche de glace aurait été responsable de plusieurs incidents, notamment de noyades. En ce qui concerne la pêche, des participants ont remarqué que les niveaux d'eau avaient changé depuis la construction des barrages, ce qui impliquerait pour les pêcheurs une plus longue attente avant d'avoir un niveau d'eau suffisant, semble-t-il, pour mettre à l'eau leur embarcation.

Dans la majorité des communautés rencontrées lors des consultations tenues en novembre 2012, des participants ont fait état des impacts sur la chasse, la pêche et le piégeage associés au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Les changements notés dans la fréquentation du territoire par différentes espèces induisent des modifications profondes en ce qui a trait à la pratique des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage, selon eux. Non seulement un long processus de recherche sur le territoire est devenu nécessaire pour identifier les nouveaux endroits propices à la pratique de ces activités, mais il semble devenu maintenant nécessaire pour plusieurs de revoir les méthodes utilisées et même la façon de concevoir la chasse, la pêche et le piégeage. Comme l'un des participants l'a fait remarquer, ils doivent renouer avec leur territoire, non seulement avec les lieux fréquentés d'une génération à l'autre, mais avec les activités et les connaissances qu'ils utilisaient traditionnellement. Aussi, des participants ont souligné que plusieurs tronçons des cours d'eau étaient devenus impraticables pour la navigation, sans que n'aient nécessairement été aménagés des sentiers de portage dans chaque cas. Des voies navigables utilisées, et les connaissances qui s'y rattachent, ont conséquemment dû être délaissées. Un participant fait remarquer que ce ne sont pas uniquement des nouvelles voies de navigation qui doivent être recherchées, mais également toutes les connaissances se rattachant à celles-ci qui doivent être maintenant acquises (les vents, les marées, les vagues, la température et la salinité de l'eau, etc.).

De plus, il est mentionné que des endroits sont devenus inaccessibles en raison de l'ennoiment de certaines parties du territoire, incluant des routes et des sentiers traditionnellement empruntés par les Cris. Le mode de déplacement pour la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage s'est également vu modifié en raison de l'amincissement de la couche de glace sur de nombreux plans d'eau en hiver et de l'inondation de certains secteurs, ce qui contraint certains à déménager leur camp ou à cesser de pratiquer ces activités. Dans certains cas, la période de temps consacrée à la pratique de ces activités traditionnelles se voit réduite en raison des plus longs déplacements que cela implique.

D'autres participants ont mentionné que d'ici à ce que la connaissance des nouvelles routes navigables et des meilleurs endroits pour chasser, piéger ou pêcher soit consolidée et transmise, les communautés affectées se trouveraient limitées dans leur pratique de ces activités traditionnelles. Pour certains d'entre eux, la récolte tirée de ces activités est devenue insuffisante pour assurer un apport en nourriture traditionnelle comparable à celui qui prévalait avant l'avènement du projet. Un intervenant déclare avoir dû abandonner son site habituel pour la pêche au filet en raison du faible niveau de l'eau et regrette de ne plus avoir la possibilité de s'approvisionner au jour le jour pour sa consommation quotidienne. De plus, d'après certains résidents de Nemaska et de Waskaganish, l'ouverture des vannes au printemps entraîne une hausse du niveau de l'eau dans la rivière Rupert qui limite l'accès aux sites qui étaient autrefois propices à la chasse à l'oie. Un participant a souligné que la hausse du niveau de l'eau provoquée par l'ouverture des vannes entraîne une charge de travail supplémentaire pour certains qui doivent alors déplacer temporairement leurs pièges et leurs affûts. Quelques participants disent devoir maintenant prévoir plusieurs déplacements au printemps au cours d'une même expédition de chasse, alors qu'ils pouvaient jadis s'installer dans un seul secteur. Par ailleurs, la distance et les efforts physiques devant maintenant être déployés pour se rendre aux camps de chasse rendent impossible, selon eux, la pratique de certaines de ces activités traditionnelles en famille, particulièrement pour ceux qui ont de jeunes enfants.

Par ailleurs, ils ajoutent que certains lieux anciennement privilégiés pour la pêche, par exemple, les plans d'eau où se trouvent aujourd'hui le réservoir Robert-Bourassa, ne sont plus fréquentés de crainte que le taux des contaminants dans la chair du poisson pêché à ces endroits ne soit trop élevé, et ce, malgré l'information diffusée dans les dépliants produits par le Conseil cri de la santé en collaboration avec Hydro-Québec pour rassurer la population à cet effet.

2.3 Impacts socioculturels

De nombreux participants aux consultations publiques de 2012 ont fait état des impacts socioculturels des projets hydroélectriques réalisés sur le territoire. Ces impacts se situent au niveau des changements subis par le territoire et ses ressources, des repères culturels associés à ceux-ci, de la cohésion sociale à l'intérieur des communautés, des rôles traditionnels, ainsi que des changements dans le mode de vie et dans l'alimentation. Les impacts de ces projets sur le territoire ont été vécus difficilement par plusieurs intervenants.

Tout d'abord, la perte de secteurs ou de territoires privilégiés pour la pratique des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage a modifié grandement l'accès aux ressources alimentaires traditionnelles. Comme l'a souligné l'un des participants, l'abondance qui prévalait avant l'arrivée de ces projets était propice au partage à l'intérieur des communautés. Les maîtres de trappe avaient jadis la responsabilité de s'assurer que toutes les familles aient de la nourriture tout au long de l'année. Certains participants ont mis l'accent sur le fait qu'honorer cette

responsabilité était devenu aujourd'hui une mission impossible. La cohésion sociale entre les communautés et à l'intérieur de celles-ci a pu se trouver également affectée par la diminution de la fréquence de certaines activités qui se voulaient rassembleuses. Par exemple, un participant de Chisasibi a parlé de la chasse à l'oie comme étant traditionnellement une activité très encadrée qui rassemblait les membres de différentes communautés. Avec la diminution marquée de la présence des oies, que de nombreux participants attribuent aux projets hydroélectriques, les bienfaits sociaux de cette activité pourraient, selon ses dires, avoir été altérés.

De plus, il est dit que l'alimentation s'est vue grandement affectée avec l'arrivée des premiers projets hydroélectriques. Tel que décrit dans les sections 2.1 et 2.2, plusieurs espèces constituant l'alimentation traditionnelle crie ne sont plus aussi accessibles qu'avant. La valeur culturelle de ces aliments a été soulignée par différents intervenants lors des consultations publiques de 2012. Par exemple, on rapporte que l'esturgeon jaune était perçu comme un aliment primordial dans la nutrition des enfants et, à la suite des premiers projets hydroélectriques, le prélèvement de cette espèce est devenu beaucoup plus difficile. D'autres espèces, telle que l'oie des neiges, utilisées traditionnellement lors de fêtes communautaires, ne peuvent plus être servies de façon aussi systématique à ces événements. Un participant a fait remarquer que de nos jours, constituer un festin communautaire à base d'aliments traditionnels représente un grand défi et qu'un «festin moderne», acheté à l'épicerie, ne revêt pas la même valeur. Il ajoute que la préparation des festins communautaires, rendue moins fréquente, diminue d'autant la transmission du savoir-faire au sein des communautés quant à la manière d'apprêter les aliments traditionnels. Par ailleurs, un intervenant de Waskaganish a dit regretter la diminution de la population de truites mouchetées dans certains cours d'eau depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert, puisque cette espèce constitue, selon lui, un élément important dans la médecine traditionnelle.

Il est rapporté qu'une méfiance s'est répandue au sein des communautés crie par rapport à la qualité de la nourriture traditionnelle prélevée dans certains secteurs, notamment à proximité des centrales et des réservoirs. Les épisodes de contamination au mercure de la chair du poisson des réservoirs créés lors du projet du complexe La Grande se sont enracinés dans la mémoire collective à tel point que plusieurs refusent catégoriquement de consommer les espèces prélevées dans ces secteurs, et ce, malgré les recommandations diffusées par le promoteur et différents organismes à cet effet visant à favoriser une consommation sécuritaire et sans risque pour la santé. L'accès plus restreint aux ressources fauniques et halieutiques, ainsi que la méfiance envers les aliments prélevés à certains endroits a contribué à augmenter la consommation par les Cris d'aliments en provenance du Sud. Les impacts sur la santé de ce nouveau régime alimentaire seraient significatifs, sans compter les changements aux habitudes de vie connexes.

Les changements sur la qualité de l'eau à la suite des projets hydroélectriques précédents ont également été abordés par de nombreux participants, particulièrement à Chisasibi et à Eastmain. Les sources auxquelles s'abreuyaient les membres de ces communautés se sont vues grandement modifiées, l'eau de plusieurs rivières et lacs ayant perdu sa limpidité. Boire l'eau à même sa source est perçu comme un élément du mode de vie et de la culture. En effet, le discours de plusieurs participants à ce sujet laisse entrevoir bien plus qu'une simple pratique, mais une façon de vivre leur relation avec le territoire. Il va de soi que de devoir prévoir apporter de l'eau représente une contrainte supplémentaire lors de longues expéditions de chasse, de pêche ou de piégeage, ce qui a été souligné par un participant.

L'introduction de l'eau traitée dans le régime alimentaire des Cris, survenue dans les suites des premiers projets hydroélectriques, serait responsable, selon certains participants, de problèmes de santé qui étaient autrefois inexistants dans les communautés, tels que les maladies de peau

comme l'eczéma. Un intervenant de Chisasibi a mentionné que plusieurs membres de sa communauté, dont les aînés, n'aimaient pas le goût de l'eau du robinet et qu'un bon nombre d'entre eux continuaient de s'abreuver aux sources naturelles dont les eaux sont devenues troubles et contiennent potentiellement, selon lui, un haut taux de mercure, malgré les risques que cela peut représenter pour leur santé. D'autres ont mentionné avoir plutôt opté pour la recherche d'autres sources d'eau limpide sur le territoire. Ces sources étant plus éloignées, cela implique, disent-ils, du temps et des efforts qui n'étaient pas nécessaires auparavant pour s'approvisionner en eau. De plus, des participants déplorent que quelques cours d'eau soient devenus parsemés de débris à la suite du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Malgré les programmes mis en place pour assurer un suivi de certains paramètres de la qualité de l'eau et l'information transmise au public à l'effet que la qualité de l'eau n'a pas subi de modifications notables, la perception de certains utilisateurs, selon laquelle cette eau serait devenue impropre à la consommation, demeure inchangée.

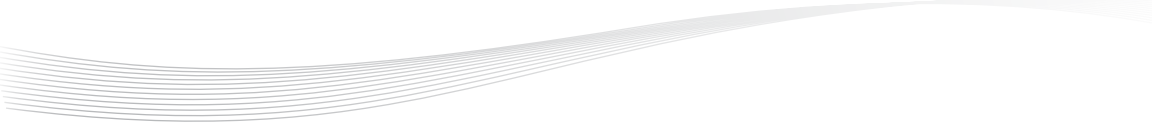
À la suite du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, des impacts socioculturels similaires ont été observés par les participants aux consultations publiques de 2012. Les modifications subies par le territoire ont été ressenties par plusieurs, semble-t-il, comme l'abandon d'une partie de soi et de leur communauté d'appartenance. Un participant de Waskaganish exprime bien cette notion : « La rivière est au cœur de notre communauté. [...] la rivière fait partie de la communauté. »

Plusieurs personnes présentes ont témoigné d'impacts à différents niveaux sur le mode de vie traditionnel. Entre autres, les changements dans les modes de déplacement résultant de la modification du territoire semblent être vécus comme la perte d'un élément important du mode de vie traditionnel. À Eastmain, un intervenant a souligné que certains n'ont maintenant accès à leurs camps de chasse qu'en hélicoptère. Selon ce dernier, c'est toute une dimension de la chasse et de la pêche associée aux déplacements à l'intérieur du territoire qui s'en trouve affectée. Ce sont donc des pratiques et la transmission aux jeunes de tout un savoir-faire associé à celles-ci qui sont menacés de disparaître si moins de nourriture traditionnelle est disponible. D'ailleurs, la diminution des occasions de transmission des connaissances et des savoir-faire traditionnels reliés à la chasse, à la pêche et au piégeage est un enjeu que de nombreux intervenants ont identifié. Comme l'a souligné un participant, les enseignements sporadiques et spontanés aux jeunes se voient maintenant limités du fait que de nombreux lieux privilégiés pour la pêche qui étaient situés à proximité des communautés ne sont maintenant plus propices à la pratique de cette activité.

Toutefois, comme le souligne un participant de Nemaska, le projet actuel aurait, quant à lui, plutôt créé des occasions pour certains membres des communautés de se rapprocher du territoire. Les études de terrain qui impliquent les Cris, autant avant l'autorisation du projet qu'au niveau du suivi environnemental, agissent comme un vecteur de transmission des connaissances au sujet du territoire et de ses ressources, particulièrement lorsque les jeunes ont l'occasion d'y prendre part.

2.4 Impacts psychosociaux

Lors des consultations publiques de 2012, de nombreux témoignages ont fait état des impacts psychosociaux ressentis par la population criée lors des projets hydroélectriques précédents ayant été réalisés sur le territoire. Le fait que plusieurs discours aient porté sur ces impacts témoigne non seulement de leur ampleur et de leur profondeur, mais également de leur persistance jusqu'à aujourd'hui. En effet, de nombreux participants ont fait état du choc qu'ils ont vécu et ressenti



dans leur entourage devant l'ampleur des impacts sur le territoire et ses ressources au lendemain des premiers projets hydroélectriques. Certains rapportent que jamais ils n'avaient anticipé des changements de cette envergure. L'isolement dans lequel vivaient les Cris autrefois, ainsi que le fait de vivre de la terre, leur apportaient un sentiment de fierté et d'indépendance communautaire. Ils sont maintenant confrontés au constat que le retour en arrière ne sera plus possible.

La douleur de la perte ou de la modification de certaines parties du territoire est l'un des éléments souvent nommés par les intervenants en lien avec le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Certains ont exprimé leur tristesse face à la perte d'endroits où des activités du mode de vie traditionnel ont été pratiquées. Parfois il s'agit de témoignages plus personnels, tels que des souvenirs d'enfance reliés aux territoires qui ne seront plus fréquentés et le regret de se voir contraints à abandonner certaines pratiques qui y étaient associées. De nombreux participants regrettent que la jeune génération ne puisse pas connaître et vivre le mode de vie de leurs aïeux. Certains l'expriment en parlant des paysages que leurs descendants n'auront pas la chance de regarder. D'autres parlent des endroits où il ne sera plus possible d'emmener leurs enfants et petits-enfants pour la pratique de la pêche, de la chasse ou du piégeage. D'autres encore manifestent leur tristesse de ne plus pouvoir effectuer avec les jeunes les longs trajets sur le territoire qu'ils ont si souvent parcourus au cours de leur vie et qui leur ont permis d'acquérir une grande connaissance de celui-ci.

Quelques participants ne témoignent pas uniquement de la détresse vécue individuellement ou collectivement, mais aussi de celle vécue par les éléments de la nature, comme l'illustre cet extrait : « La rivière est tellement triste depuis que le barrage a été construit. » Plusieurs ont manifesté leur empathie envers les animaux ayant subi des impacts tels que la destruction de leur habitat et les déplacements forcés ou ayant trouvé la mort pendant la réalisation du projet.

Par ailleurs, l'avènement des premiers projets hydroélectriques aurait miné, à certains égards, l'harmonie au sein des communautés. Certains membres des communautés se seraient soudainement enrichis, créant ainsi des inégalités notables dans la répartition de la richesse, ce qui aurait entraîné de nombreuses tensions et querelles. D'autre part, l'accès aux ressources halieutiques et fauniques, comme le souligne un participant, serait devenu inégal entre les membres de certaines communautés, selon le degré auquel les territoires fréquentés par chacun ont été affectés par ces projets. Un participant d'Eastmain a fait remarquer que depuis la construction des barrages, les membres de sa communauté situés en amont de la rivière Eastmain se voient contraints à devoir attendre plus longtemps qu'auparavant que la marée monte pour aller pêcher, alors que ceux résidant en aval de celle-ci disposent plus rapidement d'un niveau d'eau adéquat.

Plusieurs participants ont également fait état des conflits qu'a occasionnés le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert au sein de leur communauté et même entre certaines d'entre elles. D'abord, les modifications au sujet de la présence de la faune et du poisson dans certains secteurs, les entraves à l'accès à certains sites de chasse ou de pêche, ou même l'inondation de territoires de piégeage, ont quelquefois entraîné des conflits entre les membres de différentes communautés qui se sont ainsi trouvés à convoiter les mêmes lieux. De nombreux intervenants ont parlé de l'effet de polarisation qu'avait eu le projet au sein de leur communauté. À Nemaska, en particulier, des membres de la communauté ont observé que, dès les premières discussions ayant eu lieu sur le projet, la division de la communauté était palpable, et celle-ci s'est approfondie à mesure que le projet s'est concrétisé. Du point de vue d'un participant, les individus s'étant prononcés à l'encontre du projet auraient par la suite éprouvé de la difficulté à se faire embaucher pour la réalisation de contrats en lien avec celui-ci. L'octroi de

contrats ou l'obtention de mesures d'atténuation particulières par certains membres des communautés a également créé son lot de jalousie et de conflits. Un participant rapporte même que des disputes ont débouché sur des cas de violence physique.

De plus, les problèmes sociaux déjà présents au sein des communautés affectées par le projet se seraient trouvés accrus des suites du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Un participant de Waskaganish aurait observé une augmentation de la consommation d'alcool par certains membres de sa communauté qui auraient bénéficié financièrement du projet. Également, tel que l'a souligné un autre intervenant de Waskaganish, l'analyse du projet a canalisé énormément de ressources humaines et de temps, ce qui a eu l'effet néfaste d'enlever des ressources qui auraient pu être consacrées à l'atténuation des problèmes sociaux.

L'inquiétude face à l'avenir apparaît être un autre impact psychosocial présent dans plusieurs témoignages. Par rapport au Complexe La Grande, nombreux sont les participants qui ont exprimé leurs craintes quant à leur sécurité si une catastrophe naturelle devait faire céder les barrages ou encore, si les changements climatiques devaient mettre en péril ces infrastructures. Certains ont l'impression que ces premiers projets n'ont pas été élaborés en tenant compte de la sécurité des communautés environnantes et qu'il n'y a pas de plans d'intervention définis advenant de tels incidents. Quant au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, c'est davantage l'inquiétude pour l'avenir des jeunes qui se dégage des témoignages. À titre d'exemple, un intervenant s'est dit préoccupé par le fait que les jeunes n'auront plus autant de repères culturels vers lesquels se tourner. Selon lui, ils n'apprendront plus à survivre sur le territoire. L'insuffisance des emplois et des mesures d'aide susceptibles d'assurer la subsistance des jeunes à défaut de pouvoir subvenir eux-mêmes à leurs besoins par la chasse, la pêche et le piégeage est une autre source d'inquiétude. Enfin, certains se sont dits préoccupés par la disparition possible d'espèces animales. Par exemple, la diminution de l'esturgeon jaune dans la rivière Rupert est jugée significative et inquiétante.

Plusieurs rapportent avoir éprouvé de la colère en voyant le territoire transformé par l'ennoiment des terres, la construction des routes et des lignes de transport d'électricité, les modifications sur l'hydrologie et l'aménagement des infrastructures hydroélectriques dans le cadre des projets réalisés sur leur territoire. Pour ceux dont les terrains de trappe ont été endommagés, l'amertume semble, encore aujourd'hui, profonde.

Les premiers projets hydroélectriques ont en outre laissé à de nombreux participants l'impression de ne pas avoir réellement bénéficié de ces projets ou de ne pas avoir été suffisamment dédommagés. Certains considèrent qu'avec les sacrifices qu'ont dû faire les Cris, ceux-ci ne devraient pas avoir à payer pour l'accès à l'électricité et à l'eau potable. Le sentiment d'avoir été bernés provient aussi de la perception que les impacts de ces projets auraient été volontairement minimisés par le promoteur, comme le mentionne un membre de la communauté d'Eastmain : « [...] on nous a dit que rien ne serait touché, ni la sauvagine, ni les animaux, et c'est ce qu'on a dit aux aînés. » Certains ont fait mention de l'insuffisance des mesures d'atténuation ou de compensation mises en place. D'autres rapportent une grande incompréhension quant aux raisons pour lesquelles les mesures de compensation et d'atténuation des impacts sur le milieu ont été, à leur avis, restreintes, à la fois dans leur durée et dans le nombre de bénéficiaires, alors que ces projets génèrent autant d'argent. Quelques intervenants considèrent qu'il est plutôt injuste que les sources de financement s'épuisent alors que les impacts, eux, perdurent.

Le mécontentement quant aux mesures d'atténuation et de compensation est également présent dans le discours de différents intervenants en lien avec le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, notamment au sujet de leur durée qui, selon eux, serait

trop limitée. Quelques participants disent trouver inéquitables et arbitraires les critères définis pour avoir accès à des mesures d'aide pour la réalisation de travaux compensatoires ou la poursuite des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage. Certains intervenants estiment injuste de ne pas avoir droit aux mesures de compensation mises en place. Le fait que l'aide attribuée aux Cris ne concerne que la réalisation des aménagements et non leur entretien a également été critiqué. Enfin, une intervenante dit regretter qu'aucune mesure n'ait été prévue pour atténuer les impacts émotionnels, mentaux et spirituels.

Chez certaines personnes, la colère s'est manifestée en raison du manque de considération dont elles croient avoir été l'objet. D'abord, lors des projets hydroélectriques antérieurs, la participation limitée des Cris à la définition de ces projets, aux études préalables et au suivi environnemental a été vécue par certains comme un manque de reconnaissance de leur expertise sur le territoire et ses ressources. Malgré la plus grande participation des Cris dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, les valeurs et les connaissances des Cris auraient, aux dires de quelques intervenants, été peu prises en compte dans la conduite d'études comme dans la mise en œuvre de certaines mesures d'atténuation. Quelques-uns ont ressenti un manque de considération devant les refus reçus à des demandes d'accès aux mesures de compensation ou d'atténuation. D'autres rapportent qu'aucune suite n'a été donnée par le promoteur ou les comités créés à leurs questions ou à leurs demandes. L'impression qu'ont certains participants d'avoir toujours à se battre, à se justifier et à exercer de la pression pour obtenir de l'aide ou les travaux promis renforce ce sentiment d'être peu considérés.

L'impuissance est un autre sentiment qui émane de certains discours, celle-ci étant jumelée à une certaine culpabilité. Devant l'inondation d'un lieu de sépulture de la communauté de Nemaska, l'impression d'abandonner les êtres qui y reposent, de ne pas avoir réussi à empêcher un tel sacrilège de se produire, se dégage du discours d'un intervenant de cette communauté. La notion de responsabilité envers le territoire a également été abordée par des participants qui ont ressenti de l'impuissance et de la culpabilité de n'avoir su protéger ce qui leur avait été confié.

Par ailleurs, certains intervenants ont eu le sentiment d'être envahis avec le début des travaux des premiers projets hydroélectriques et l'arrivée sur leur territoire de nombreux travailleurs venus de l'extérieur. L'ouverture du territoire découlant des projets hydroélectriques précédents et l'affluence d'allochtones et de Cris provenant d'autres communautés auraient créé chez quelques-uns le sentiment de ne plus être chez soi. Par exemple, un participant dit avoir vécu de l'anxiété en constatant que des lieux qui étaient jadis propices à la solitude étaient maintenant fréquentés par plusieurs individus. Ce sentiment de ne plus être chez soi est également rapporté par un intervenant qui travaille pour Hydro-Québec et se sent traité en étranger par les travailleurs allochtones. Un intervenant d'Eastmain a fait remarquer que les travailleurs autochtones et allochtones manquaient parfois de respect entre eux sur les chantiers. Ce dernier aurait observé la même situation sur les chantiers à proximité de Nemaska.

Certains témoignages ont mis en lumière les impacts qu'ont eus les projets hydroélectriques sur l'estime de soi des individus et des communautés. Comme le mentionne un participant, la fierté d'être un peuple indépendant vivant dans l'abondance a fait place à un sentiment de rareté des ressources et de dépendance envers autrui au lendemain des premiers projets hydroélectriques. La dévalorisation qui résulte des changements qu'ont induits ces projets sur le mode de vie est un élément présent dans certains témoignages. D'abord, le rôle de pourvoyeurs de plusieurs individus, dont les maîtres de trappe, s'est vu considérablement réduit depuis l'avènement de ces projets. De plus, les changements sur l'hydrologie, comme l'affirment quelques individus, ont réduit de nombreux experts de la navigation à la condition de débutants.

Cependant, des individus ayant contribué aux études préalables à la réalisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, disent s'être sentis grandement valorisés en tant que Cris à travers ce travail. Un participant de Waskaganish fait d'ailleurs remarquer que la réussite du projet est en partie attribuable à la participation des Cris. Un autre intervenant de cette communauté considère même que les Cris ont su améliorer le projet avec l'apport de leurs connaissances.

Bref, la douleur, la colère, la frustration, la tristesse et l'impuissance et, dans certains cas, des appréciations positives, sont autant d'émotions qui ont été rapportées par les participants en lien avec les projets hydroélectriques précédents et celui des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Au-delà du besoin d'exprimer ces sentiments, il semble que certains intervenants aient souhaité témoigner de ce qu'ils ont vécu dans une perspective d'acceptation et de reconstruction. Un participant l'aborde ainsi : « Toutefois, la guérison est possible. C'est d'ailleurs ce que nous tenterons de faire ce soir. Ce soir, nous discuterons des blessures causées par la perte des terres. Et nous tenterons de découvrir comment les guérir. » Une seconde participante l'a également exprimé en ces termes : « Je voulais seulement partager comment je me sentais aujourd'hui parce j'ai lâché prise, j'ai accepté. C'est fait et je dois avancer, je ne peux rien y changer. C'est déjà fait. C'est comme ça que je suis parvenue à guérir. J'espère que mon peuple y parviendra également. » Enfin, un troisième suggère de repartir à zéro : « Nous devrions déménager. Nos idées et nos pensées seront de nouveau positives. Nous pourrions repartir sur de nouvelles bases. »

2.5 Retombées et impacts économiques

Lors des consultations de 2012, de nombreux participants ont témoigné leur reconnaissance envers le promoteur pour l'aide financière dont ils ont bénéficié, les contrats obtenus et les emplois auxquels ils ont eu accès en lien avec le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Plusieurs ont souligné que les retombées économiques du projet avaient contribué à l'augmentation de la qualité de vie dans les communautés crie, notamment en permettant aux individus d'agrandir leur logis, d'acquérir des biens et de faire des économies en vue de projets futurs. Un intervenant a profité de l'occasion pour remercier directement les représentants d'Hydro-Québec pour les opportunités dont il a bénéficié, lui qui n'avait jamais eu l'occasion d'avoir un emploi rémunéré avant l'avènement du projet. En outre, un autre participant a mentionné qu'aucun autre promoteur n'avait fait autant pour assurer des retombées économiques directes aux communautés, ce qui, selon lui, a contribué à l'amélioration des relations entre les communautés crie, Hydro-Québec et la Société d'énergie de la Baie-James.


Si certains affirment avoir eu du travail ou bénéficié de contrats sur une période de temps appréciable, la plupart des participants s'étant exprimés à ce sujet considèrent toutefois que les retombées économiques du projet ont été grandement limitées par la nature temporaire des emplois créés et des contrats attribués. Certains témoignages ont fait état des attentes qui étaient très grandes à ce sujet et ont fait ressortir que les retombées économiques du projet avaient été surestimées. Un participant a utilisé l'expression anglaise « *boom and bust* » pour décrire la période d'expansion économique ayant eu lieu pendant environ trois ans et semblant maintenant connaître un ralentissement prononcé. La diminution des opportunités d'emplois et d'obtention de contrats a été si soudaine que des mesures de transition auraient dû être prévues. Toutefois, cette impression n'est pas partagée par tous, certains participants affirmant qu'il y aura encore du travail pour de longues années à venir.

De nombreux intervenants ont fait état de leur perception selon laquelle la répartition des bénéfices économiques aurait été plutôt inégale au sein des communautés. D'abord, plusieurs ont fait remarquer qu'il était plutôt difficile, voire impossible, pour les individus autres que les maîtres de trappe d'obtenir des contrats. Aussi, selon quelques intervenants, les maîtres de trappe auraient obtenu la plus petite part du gâteau dans l'octroi des contrats, les grandes compagnies étant d'abord privilégiées et les sociétés codétenues par les conseils de bande venant en second. Certains participants considèrent que le processus établi pour l'attribution des contrats ne reflète pas une volonté réelle d'assurer des chances égales entre tous les soumissionnaires, puisqu'il est difficile pour les individus de compétitionner contre de grandes compagnies ou des entreprises créées en partenariat avec les conseils de bande. Il a notamment été mentionné que le délai pour le dépôt des offres de service était trop restreint pour permettre aux entrepreneurs locaux de mettre en place les structures organisationnelles nécessaires à la réalisation de ces dernières. Le manque d'expérience et de formation aurait également joué en défaveur de ces derniers dans l'obtention de contrats, par rapport aux compagnies codétenues par les conseils de bande étant associées avec des acteurs bien établis dans les secteurs industriels reliés à ces contrats. De plus, en ce qui concerne les emplois disponibles, certains participants ont exprimé leur perception à l'effet que les critères d'embauche n'auraient pas su assurer de chances égales entre les Cris et les allochtones, et ce, malgré les politiques organisationnelles allant en ce sens.

En ce qui a trait au développement économique des communautés résultant du projet, il semble que les attentes ont été, encore une fois, plus grandes que ce qui est advenu en réalité. Bien qu'un participant souligne que le projet a permis à certaines entreprises locales de se développer, un second trouve que le développement des affaires dans sa communauté a été plutôt limité. Les communautés auraient malgré tout connu une prospérité sans égal dans leur histoire, mais auraient peine à mettre en place les structures nécessaires pour continuer à stimuler l'économie locale : « Nous luttons pour essayer de maintenir ce moment de prospérité. »

Toutefois, tel que le fait remarquer un participant, le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert a contribué au développement des compétences chez de nombreux individus. Cet intervenant a lui-même constaté les connaissances et la confiance qu'ont acquises les jeunes ayant été appelés à contribuer aux études sur le terrain. Ce dernier a eu l'occasion d'explorer des domaines aussi différents que l'aménagement forestier et l'archéologie à travers les fonctions qu'il lui a été donné d'exercer en lien avec le projet, ce qui semble lui avoir donné une plus grande polyvalence et une meilleure confiance en ses capacités professionnelles. Par ailleurs, comme en témoigne un autre participant, la plupart des emplois nécessitant peu de formation ou d'expérience sont davantage reliés à des tâches manuelles, ce qui limite, selon lui, le développement d'autres types de compétences.

Certains impacts économiques induits par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert ont été soulignés par différents intervenants. D'abord, la rivière Rupert aurait perdu une grande partie de son potentiel récréotouristique, ce qui enlève à certaines communautés une importante opportunité de développement économique de type durable. Un participant de Waskaganish impliqué dans le tourisme s'est dit gêné aujourd'hui d'amener des touristes à la rivière Rupert, étant donné son aspect visuel depuis la dérivation partielle. L'augmentation des coûts de transport relatifs à la chasse, la pêche et le piégeage a également été mentionnée par de nombreux individus en lien avec les impacts du projet sur le territoire et la faune aviaire, terrestre et aquatique. Bien que certaines mesures aient été mises en place pour pallier à cette situation, plusieurs dénoncent les limites de celles-ci dans leur durée et leur accessibilité. D'ailleurs, un participant a souligné que les retombées économiques du projet doivent être mises en parallèle avec les dépenses qu'ont dû faire certaines communautés pour



être en mesure de composer avec les impacts du projet sur le territoire et ses ressources. Celui-ci réfère plus spécifiquement à l'achat d'un hélicoptère par la communauté de Waskaganish afin d'assurer le transport des chasseurs au cœur du territoire. Plusieurs participants disent conserver une certaine amertume à l'égard des retombées économiques réelles, autant celles des premiers projets hydroélectriques que celles découlant du projet actuel. Notamment, certains déplorent la faible quantité et la nature temporaire des emplois créés, ainsi que le processus d'octroi de contrats qui n'offrirait pas de chances égales entre les grandes compagnies, les maîtres de trappe et les autres individus.

Ainsi, les différents témoignages relatifs aux retombées économiques du projet font ressortir qu'en général, les attentes des communautés n'auraient pas été pleinement comblées. Un intervenant a rapporté les propos d'un aîné qui lui avait confié que l'acceptation du projet et des sacrifices qui devraient être faits par les Cris n'avait été possible pour lui qu'à la lumière des retombées économiques qui devaient avoir lieu pour assurer l'avenir des jeunes. Bien que de nombreux participants aient exprimé leur gratitude pour les opportunités dont ils ont bénéficié, certains d'entre eux s'interrogent sur la nature éphémère du *boom* économique qu'ils ont connu et cette situation demeure pour eux une préoccupation majeure.



3. MISTISSINI

La séance de consultation a eu lieu au Complexe sportif de Mistissini le 6 novembre 2012 en soirée. Une vingtaine de personnes ont assisté à la séance et six d'entre elles sont intervenues au micro, dont une femme. Deux maîtres de trappe ainsi que le chef adjoint du Conseil de bande de Mistissini étaient présents à la rencontre. La communauté de Mistissini regroupe une population d'environ 3 700 Cris⁵.

Il faut mentionner que cette séance de consultation a été de courte durée comparativement à celles qui ont eu lieu dans les autres communautés, de sorte que ce chapitre est plus succinct que les autres. Peu de sujets ont été abordés et les interventions étaient généralement très ciblées. En effet, les participants de Mistissini ont surtout exprimé des demandes spécifiques plutôt que des commentaires ou des témoignages généraux, ce qui se reflète dans la présentation des points de vue exprimés par les Cris (section 3.2).

3.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006⁶

Plusieurs préoccupations exprimées par les Cris de la communauté de Mistissini lors des audiences publiques tenues en 2006 étaient relatives à l'importance accordée aux connaissances traditionnelles. En effet, plusieurs Cris désiraient obtenir l'assurance qu'Hydro-Québec et ses consultants allaient maintenir les relations avec les communautés crie pour qu'elles puissent avoir accès à de l'information pertinente et que leurs préoccupations et leurs connaissances traditionnelles soient prises en considération dans les programmes de surveillance et de suivi.

Les Cris de la communauté de Mistissini ont également exprimé leur crainte que d'autres projets hydroélectriques soient réalisés sur le territoire de la Baie-James. Ils voulaient s'assurer que l'intégrité du lac Mistissini allait être maintenue.

Les participants étaient préoccupés par les incidences que le projet pourrait avoir sur les poissons et les activités de pêche. Plusieurs personnes se montraient sceptiques face aux mesures d'atténuation proposées quant à la création de frayères à de nouveaux endroits et aux risques d'exportation du mercure des réservoirs Opinaca et La Grande, après l'ennoiement des biefs Rupert. Un propriétaire de pourvoirie s'inquiétait de subir une baisse d'achalandage de la clientèle de pêche sportive en raison de la perception négative engendrée par l'harnachement de la rivière Rupert et la perte de son caractère naturel.

Finalement, la sécurité des barrages en exploitation aux réservoirs Eastmain-1, Opinaca, La Grande-2 et La Grande-1 a été questionnée, lors de ces audiences, en raison de leur construction au cours des années 1970 et quelques personnes doutaient de leur capacité à recevoir un volume d'eau supplémentaire.

Il est à noter qu'aucun de ces sujets de préoccupations n'a été abordé à nouveau lors de la consultation publique qui a eu lieu à Mistissini en novembre 2012.

5 Registre des bénéficiaires cris, inuits et naskapis de la CBJNQ et de la CNEQ, 2013.

6 Comité provincial d'examen (COMEX). 2006. *Projet hydroélectrique Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Rapport du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, p. 135-136.

3.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012

3.2.1 Commentaires généraux

Avant d'aborder les impacts proprement dits du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, tels que constatés par les Cris de Mistissini, il importe de mentionner un commentaire d'ordre général qui a été exprimé à l'égard du promoteur. L'un des participants considère qu'en refusant d'accorder du financement pour certaines propositions de projets d'amélioration ou d'atténuation des impacts, Hydro-Québec n'aurait pas respecté ses engagements à remédier aux impacts du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Il faisait plus spécifiquement référence à des projets soumis à la SEBJ en 2008, 2009 et 2010 dans le but de faciliter l'utilisation du territoire et l'accès à une baie après la mise en eau des biefs Rupert. Hydro-Québec a répondu à cela que la SEBJ avait effectivement refusé une demande en 2008 pour des raisons économiques, mais que des travaux de défrichement avaient été effectués et un sentier avait été construit pour faciliter l'accès à cette baie. Cette solution alternative avait, semble-t-il, été acceptée par le maître de trappe.

3.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Mistissini

Bien que, dans certaines communautés, les commentaires au sujet des impacts concernaient de manière générale tous les projets hydroélectriques ayant eu lieu sur le territoire de la Baie-James, la majorité des propos tenus à Mistissini portaient spécifiquement sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

3.2.2.1 Impacts sur le milieu naturel

En ce qui concerne les aménagements hydroélectriques en général, seul un impact sur le milieu naturel a été mentionné par un participant lors de la consultation, soit l'érosion des berges sur le territoire de la Baie-James, qu'il attribue aux fluctuations du niveau de l'eau causées par les barrages hydroélectriques.

Les autres impacts sur le milieu naturel dont il a été question concernent spécifiquement le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. La conjointe d'un maître de trappe a affirmé que leur territoire de piégeage avait été le plus touché par le projet, en particulier à cause de l'enneigement des terres. De plus, l'un des intervenants a remarqué, au cours de l'automne 2012, que le niveau de l'eau de la rivière Misticawissich était très élevé :

Nous nous y trouvions pour chasser l'orignal et pour y faire quelques travaux, mais cela s'est révélé impossible. J'ai vu que le niveau d'eau de la rivière était très haut. Hydro-Québec nous avait dit que le niveau d'eau serait stable pour les 40 prochaines années aux endroits où du débroussaillage avait été effectué. Et récemment, j'ai été choqué de constater à quel point le niveau d'eau était élevé. La ligne de flottaison était très près des arbres.

Ce participant a également constaté un problème d'érosion des berges en bordure de la rivière Misticawissich, qui serait, selon lui, causé par les variations du niveau de l'eau.

3.2.2.2 Impacts socioculturels et économiques

Sur le plan socioculturel et économique, une minorité de participants ont rapporté des impacts sur les activités traditionnelles, en particulier sur la chasse à l'orignal, dus à la hausse du niveau de l'eau de la rivière Misticawissich.

Une intervenante a aussi fait état de certaines nuisances causées par une route en mauvais état. Cette route a été construite par un entrepreneur cri à la suite de l'octroi d'un contrat par Hydro-Québec. Le promoteur s'était engagé à aménager un accès au campement situé au PK 14, lequel est devenu le campement principal des utilisateurs de ce territoire de piégeage depuis la dérivation de la rivière Rupert. La participante affirme que l'état de cette route se détériore, surtout au printemps, ce qui incommode les utilisateurs du territoire : « La route qui se rend à notre campement est un désastre. Nous avons demandé à ce que cette route soit réparée, mais notre requête a été ignorée. [...] Il y a du sable partout. »

3.2.2.3 Impacts psychosociaux

En ce qui a trait aux impacts psychosociaux, seul un sentiment de colère a pu être dégagé du témoignage d'une participante à la consultation tenue à Mistissini, en lien avec une demande adressée à la SEBJ pour la réparation d'une route en mauvais état, qui a été refusée :

Je voudrais savoir pourquoi cette route n'a pas été réparée même si on nous a dit que ce serait le cas et que notre territoire de piégeage a été détruit par les travaux. Chaque fois que nous faisons part d'une demande à Hydro, elle nous répond qu'elle ne dispose pas des fonds nécessaires. Elle est à l'origine de tant de destruction. Je suis certaine que des fonds sont disponibles pour nos petites demandes concernant la réparation de la route. [...] Comment est-il possible que cette route ne puisse être réparée alors qu'une aussi grande partie de notre territoire de piégeage ait été détruite? Nous n'avons fait qu'une seule petite demande et elle nous a été refusée. Je ne fais que commencer à parler. Je risque de m'emporter.

3.2.3 Préoccupations exprimées

Des préoccupations concernant la faune, et plus particulièrement le castor, ont été exprimées par certains intervenants lors de la consultation tenue à Mistissini. L'un d'eux a constaté la présence d'une nouvelle hutte de castors en bordure de la rivière Misticawissich alors que le niveau d'eau de celle-ci était élevé et s'inquiète de ce qui adviendra d'eux : « Nous savons que le niveau de l'eau redescendra une fois que la vanne sera ouverte. Je me demande ce qui se produira lorsque le niveau de l'eau descendra. Je suis inquiet pour les castors. Je me demande s'ils en mourront. » Des participants souhaitent donc que le programme de piégeage du castor soit réactivé et qu'ils puissent en faire la récolte car ils croient que les castors auront de la difficulté à survivre une fois que l'eau de la rivière redescendra.



4. NEMASKA

La séance de consultation s'est tenue au Complexe sportif de Nemaska le 8 novembre 2012 en soirée. Environ 35 personnes ont assisté à la séance et 17 d'entre elles sont intervenues au micro, dont trois femmes. Neuf maîtres de trappe, dont le chef du Conseil de bande de Nemaska, étaient présents à la rencontre. La population de la communauté de Nemaska est d'environ 800 personnes⁷.

4.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006⁸

Une des préoccupations de la communauté de Nemaska sur le projet d'Hydro-Québec lors des audiences publiques de 2006 était relative à la création d'emplois prévus lors de la construction du projet et du fait qu'il s'agissait principalement d'emplois temporaires et qui demandent aux Cris de suspendre leur mode de vie traditionnel pour un temps. De plus, la baisse des retombées économiques du projet lors du démantèlement des opérations, ainsi que la difficulté pour les personnes de retourner aux activités traditionnelles et de vivre à partir de la terre étaient appréhendées. Les Cris se questionnaient alors sur ce qui allait se produire une fois le projet complété.

La population de Nemaska était également inquiète des impacts du projet sur la qualité de l'eau de la rivière Rupert. Elle craignait que sa qualité soit altérée de façon permanente à la suite des travaux, du dynamitage et de la présence de nombreuses infrastructures reliées au projet. L'eau de la rivière était alors consommée sans qu'elle ne soit traitée et on redoutait qu'elle ne soit plus propre à la consommation, dû à la turbidité engendrée par les changements de débits.

Quelques personnes avaient des inquiétudes quant aux impacts sur les plans et les cours d'eau situés à proximité de la rivière Rupert, tels que le lac et la rivière Nemiscau, le lac Champion et la rivière Pontax. Elles voulaient avoir l'assurance que leurs niveaux d'eau ne seraient pas affectés par le projet, notamment pour préserver les habitats de poisson existants.

Au sujet du régime de débit réservé écologique, le public a souligné l'importance de tenir compte des variations naturelles des niveaux d'eau, tant d'une saison à l'autre que d'une année à l'autre, et ce, à la lumière de la moyenne des précipitations. Également, les participants se sont montrés soucieux de l'impact des barrages hydroélectriques sur le réchauffement climatique de la planète.

Avec une fréquentation accrue du territoire et du transport de véhicules lourds, certains participants étaient d'avis que l'état des routes se détériorerait et que les risques d'accident seraient accrus. On demandait alors au promoteur de faire le nécessaire pour améliorer la sécurité et les conditions routières.

Afin de préserver les milieux naturels, quelques personnes ont affirmé que des limites aux développements hydroélectriques devaient être posées, pour ne pas voir d'autres projets de barrage émerger sur le territoire et détruire d'autres rivières.

7 Registre des bénéficiaires cris, inuits et naskapis de la CBJNQ et de la CNEQ, 2013.

8 Comité provincial d'examen (COMEX). 2006. *Projet hydroélectrique Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Rapport du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, p. 138-141.

Les impacts du projet sur les populations de poissons et les zones de fraie ont été soulignés. Les participants étaient insatisfaits des études menées à ce sujet par Hydro-Québec.

Enfin, quelques résidants de Nemaska ont exprimé un sentiment de perte associé à la dérivation de la rivière Rupert et affirmé être très affectés par l'idée de perdre cette rivière à son état naturel.

Il est à noter que lors de la consultation tenue à Nemaska en 2012, des impacts ont été constatés en lien avec certains sujets qui avaient fait l'objet de préoccupations lors des audiences publiques en 2006, notamment le niveau et la qualité de l'eau de la rivière Rupert, ainsi que les populations de poissons et les zones de fraie. Toutefois, les autres sujets de préoccupations présentés ci-dessus n'ont pas été abordés à nouveau par les participants à la consultation réalisée à Nemaska en 2012.

4.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012

4.2.1 Commentaires généraux

Dans un discours dressant l'historique du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, le représentant cri de Nemaska au sein du Comité de suivi (*Monitoring Committee*) affirme avoir constaté une amélioration des relations entre les Cris et Hydro-Québec, laquelle s'est manifestée à travers la participation des Cris à diverses étapes du projet. Il explique que lors d'une conférence organisée par le Groupe d'étude et de faisabilité Cris – Hydro-Québec (Comité Boumhounan) en 2005, de nombreuses personnes touchées par les développements hydroélectriques (complexe La Grande, Eastmain-1, etc.) sont venues exprimer leurs opinions au sujet de ces projets et leurs témoignages ont mis en évidence la nécessité de mettre en place un mécanisme d'information et de consultation pour assurer la participation des Cris aux différentes étapes du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert :

[...] il fallait mettre en place un mécanisme permettant d'informer les gens de façon continue, mais surtout, les amener à participer à la conception du projet ainsi qu'aux études techniques et d'impact pour les aider à bien cerner le projet et ses éventuelles répercussions et à mieux l'accepter s'il devait être approuvé et mis de l'avant.⁹

Cela a entraîné la création du Comité de suivi Cris-Hydro-Québec en 2007. Des séances d'information ont également été tenues deux fois par année à partir de 2007 auprès des communautés cries concernées par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. De plus, des rencontres ont eu lieu régulièrement avec les maîtres de trappe afin de les informer au sujet des travaux, mais aussi pour connaître leurs préoccupations et avoir une meilleure compréhension des effets du projet sur leurs territoires respectifs, ce qui a conduit à la mise en œuvre de diverses mesures d'atténuation telles que la construction d'une nouvelle rampe de mise à l'eau, l'aménagement de frayères, la plantation d'arbres et d'arbustes pour restaurer les aires de travaux, etc. L'octroi de contrats à des entreprises cries et à des maîtres de trappe a aussi contribué à améliorer les relations entre Hydro-Québec et les communautés cries.

9 Jimiken, L. 2012. *Presentation to COMEX*. Document déposé lors des consultations publiques tenues en 2012 sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, 5 pages.

Selon ce même participant, l'adoption d'une approche basée sur la coopération entre le promoteur et les communautés crie est essentielle pour réduire les impacts du projet sur celles-ci, sur leurs territoires et sur l'utilisation qu'elles en font, en particulier pour la chasse et la pêche : « Ne pas adopter cette approche ne ferait que créer de l'acrimonie et de l'animosité entre le peuple et le promoteur de projet. » Cet intervenant est d'avis que la démarche employée par Hydro-Québec pour favoriser la participation des Crie aux différentes étapes du projet et limiter ses impacts sur les communautés pourrait même servir de modèle lors de futurs projets de développement. En revanche, un résident de Nemaska estime qu'il serait souhaitable d'approfondir davantage la réciprocité de la relation entre Hydro-Québec et les communautés crie, c'est-à-dire qu'ils travaillent en plus étroite collaboration.

Par ailleurs, quelques participants considèrent qu'il est difficile pour les maîtres de trappe d'obtenir du soutien ou des réponses à leurs questions de la part d'Hydro-Québec : « [...] je vois à quel point les maîtres de trappe doivent se battre lorsqu'ils font des demandes. [...] Vous savez, c'est très difficile sur le plan émotionnel, très difficile. Lorsqu'en plus on a l'impression de parler à un mur quand on fait une demande, c'est encore plus difficile. » Certains intervenants constatent que les mesures mises en place par Hydro-Québec n'ont pas permis d'éliminer, ou du moins d'atténuer, tous les impacts du projet car d'autres impacts se sont ajoutés à ceux prévus initialement : « Je suis reconnaissant de ce qui a été fait. Toutefois, si on songe à ce qu'étaient les territoires de piégeage avant les travaux, il y a des lacunes en ce qui concerne ce qui aurait dû être fait. » À cet égard, le représentant cri de Nemaska au sein du Comité de suivi (*Monitoring Committee*) a mentionné que, grâce à la nouvelle entente adoptée en 2012 (*l'Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*), des fonds seraient disponibles pour remédier aux impacts résiduels et imprévus du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Des participants ont également exprimé des commentaires au sujet de la durée des séances de consultation, à l'effet que celles-ci devraient durer plus longtemps pour permettre à tous ceux et celles qui le souhaitent d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations au sujet du projet et de poser leurs questions : « Nemaska a été la communauté la plus touchée et elle ne peut profiter que d'une courte période pour exprimer ses préoccupations. Je crois que c'est injuste [...] les gens méritent d'être écoutés plus qu'une soirée. » De plus, d'autres intervenants se demandent si tous les commentaires formulés par les participants lors des consultations seront pris en compte et si des mesures seront adoptées en conséquence.

Finalement, quelques membres de la communauté de Nemaska ont tenu des propos décrivant leur mode de vie traditionnel, leur attachement au territoire et à leur culture, les difficultés vécues par les communautés crie dans le passé, leurs usages du territoire et la transmission des savoirs traditionnels aux plus jeunes.

4.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Nemaska

Au même titre que lors de la consultation tenue à Mistissini, la majorité des commentaires formulés au sujet des impacts lors de la consultation qui s'est déroulée à Nemaska portaient sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert en particulier, et non sur les autres projets hydroélectriques ayant eu lieu sur le territoire de la Baie-James.

4.2.2.1 Impacts sur le milieu naturel

Tout d'abord, en ce qui concerne les impacts sur le milieu naturel, un grand nombre de participants ont fait mention de modifications sur le débit et le niveau de l'eau dans la rivière Rupert depuis la construction des infrastructures du projet. Dans certains secteurs (entre les PK 135 et PK 170 et au PK 281, entre autres), une diminution du niveau de l'eau a été constatée, tandis qu'à d'autres endroits (notamment entre les PK 223 et PK 260), c'est plutôt une augmentation du niveau de l'eau qui a été observée, en particulier lorsque les vannes du barrage de la Rupert (au PK 314) sont ouvertes au printemps. De plus, le débit de l'eau a réduit considérablement à certains endroits, notamment dans le bras Sipastikw, à un point tel que le courant a changé de direction : « Lorsque j'ai revu ce canal, l'eau reculait. Une fois la rivière fermée, l'eau est retournée vers l'amont. Tout est maintenant sec là où l'eau coulait jadis. Les changements sont radicaux. Il n'y a plus qu'un filet maintenant. Heureusement, il y a quelques ruisseaux qui permettent encore à l'eau de couler là. Mais le niveau de l'eau demeure bas. » Quelques intervenants ont également noté l'apparition de rapides et de roches en saillie au PK 285, soit l'un des secteurs de la rivière Rupert marqué par une baisse du niveau de l'eau.

Par ailleurs, plusieurs impacts sur la faune ont été constatés par les participants lors de la consultation publique tenue à Nemaska. Quelques-uns ont remarqué que les oies ne sont plus présentes en aussi grand nombre qu'autrefois dans certains secteurs de la rivière Rupert. Ils attribuent leur disparition à la hausse du niveau de l'eau qui se produit au printemps à la suite de l'ouverture des vannes du barrage de la Rupert, comme l'explique cet intervenant : « À cette période, les portes étaient ouvertes et tout à coup, l'eau est arrivée. Les oies n'iront plus à cet endroit. En fait, l'endroit où nous nous trouvons est l'aire de nutrition la plus populaire auprès des oiseaux, en particulier des oies. L'eau arrive et les oiseaux s'envolent. La région est déserte. »

D'autres intervenants ont noté une diminution de la quantité de poissons dans des secteurs de la rivière Rupert marqués par une baisse considérable du niveau de l'eau depuis la construction du barrage de la Rupert. De plus, ils ont constaté que les esturgeons jaunes ne fraient plus à certains endroits où ils frayaient avant la dérivation de la rivière Rupert, notamment à la confluence de celle-ci (au PK 281) et du bras Sipastikw :

Avant les travaux, nous avons recueilli de l'information sur les endroits importants de la rivière, soit les endroits où les poissons étaient nombreux et où les esturgeons frayaient. Le peuple cri apprécie grandement l'esturgeon. Je me souviens d'avoir discuté de trois endroits. Le premier, Chenomí, notre gagne-pain. Le second, Ká lyápshámshí, marqué PK 281, et le troisième, le lac Mesgouez. C'est à cet endroit que se trouvait le territoire de piégeage de mon grand-père. J'ai vu des esturgeons être pêchés à tous ces endroits. Avant la construction du barrage sur la rivière, les esturgeons étaient abondants.

Il est important de rappeler que des résidants de Nemaska avaient exprimé des inquiétudes à ce sujet lors des audiences publiques réalisées en 2006. Un maître de trappe a également observé la présence de lésions sur des poissons qu'il a pêchés : « Je crois que les poissons sont malades maintenant. Ils ne sont plus comme avant. »

Les castors seraient aussi affectés par les fluctuations du niveau de l'eau, selon un autre maître de trappe. Il rapporte que des huttes de castors ont été inondées à l'automne lorsque le niveau de l'eau de la rivière a augmenté : « Les castors qui se sont préparés pour l'hiver ; ils ont été dérangés et ont dû déménager. [...] toute la nourriture des castors avait été emportée par le courant. »

4.2.2.2 Impacts socioculturels et économiques

Sur le plan socioculturel, les principaux impacts du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, tels que constatés par les Cris qui ont pris la parole lors de la consultation à Nemaska, sont relatifs aux activités traditionnelles de chasse et de pêche, aux conditions de navigation, à la consommation de l'eau, aux retombées économiques et aux relations entre les membres de la communauté.

En ce qui concerne les impacts sur les activités traditionnelles, l'ouverture des vannes du barrage de la Rupert au printemps coïncide avec le congé de chasse à l'oie, une période lors de laquelle de nombreux Cris vont sur le territoire pour y chasser cette espèce. Tel que mentionné précédemment, l'augmentation du niveau de l'eau provoquée par l'ouverture des vannes entraîne la submersion de certains secteurs qui étaient autrefois propices à la chasse à l'oie :

Dans certaines régions, notamment entre le PK 223 jusqu'au PK 260 au printemps lorsque les vannes sont ouvertes, et même avant ou pendant la période de construction de la structure hydraulique au PK 223, en 2010 et 2011, et encore en 2012, la région à laquelle je fais référence a été complètement inondée, submergée. Les personnes qui chassent à ces endroits ne sont pas parvenus à avoir une chasse fructueuse depuis parce que toutes les zones basses ont été inondées, tout comme les secteurs de chasse à l'oie. Même s'il s'agit d'un problème qui n'avait pas été prévu du tout, c'est un impact imprévu qui doit être réglé.

Les chasseurs doivent donc se déplacer afin de trouver de nouveaux sites pour y chasser l'oie, ce qui peut être incommodant pour ceux-ci, comme le révèle cet extrait : « Pendant que nous chassons dans notre secteur, nous devons parfois nous déplacer jusqu'à cinq fois en raison du changement du niveau de l'eau. À la fin du congé de chasse à l'oie, je m'étais déplacé sept fois. Il est impossible de chasser confortable dans ce secteur. » Ce chasseur a d'ailleurs dû déménager sa cabane à quelques reprises avant de trouver un endroit convenable pour y établir son camp de chasse.

En outre, plusieurs participants ont souligné que les sites de pêche traditionnellement fréquentés par les Cris ne pouvaient plus être utilisés depuis la dérivation de la rivière Rupert, notamment parce que celle-ci s'assèche par endroits :

J'ai installé mon filet là pour la dernière fois il y a trois ans. Je reconnais les endroits qui ont été touchés. L'endroit où mon beau-père installait autrefois son filet commençait à s'assécher. Je pouvais voir la baie se tarir. C'est à cet endroit qu'il installait son filet de pêche avant que les poissons ne se déplacent vers les rapides. Lorsque j'ai constaté l'assèchement de ces endroits, les poissons ont commencé à disparaître.

Bref, les chasseurs et les pêcheurs ont en quelque sorte perdu leurs repères puisque les emplacements où ils pratiquaient habituellement leurs activités de chasse et de pêche ont subi d'importantes modifications, ainsi qu'en témoignent ces propos tenus par le représentant cri de Nemaska au sein du Comité de suivi (*Monitoring Committee*) :

Selon la communauté, tous les emplacements de pêche habituels ont changé. Il n'est plus possible d'attraper du poisson où c'était le cas auparavant. Et, en fait, les gens doivent réapprovisionner la rivière. Ils doivent y retourner, ils ne peuvent plus se servir des connaissances qu'ils avaient acquises. Ils doivent repartir à zéro. Où sont les poissons ? Où sont les meilleurs emplacements de chasse et de pêche ? C'est quelque chose que nous n'avions pas prévu. Nous savions qu'il y avait du poisson et qu'il y en aurait encore mais la question maintenant c'est de savoir où. Les pêcheurs tentent encore de répondre à cette question.

Les utilisateurs du territoire doivent également se familiariser avec les nouvelles conditions de navigation car celles-ci ont changé depuis la dérivation de la rivière Rupert. Cet impact a été soulevé par de nombreux intervenants lors de la consultation tenue à Nemaska. En effet, il est plus difficile, voire même impossible, de circuler dans certaines voies navigables qui étaient autrefois empruntées par les Cris, dû à la baisse du niveau de l'eau :

La section entre le PK 135 et le PK 150 n'est plus utilisable. Certains ruisseaux qui se jettent dans la rivière Rupert sont pratiquement à sec pendant l'été. Ils ne sont pas navigables. Plus en amont, ils sont asséchés. J'essaie de passer par-dessus mais c'est très difficile. Il est impossible d'y pagayer. Une de ces sections où des changements à la navigation ont été apportés, ces changements ont affecté l'écoulement fluvial, le niveau de l'eau. Cela a affecté la navigation et l'utilisation de la rivière à différents moments de l'année.

Les changements qu'a subis le territoire de Nemaska ont donc eu d'importantes répercussions pour la communauté sur les plans social et culturel. Outre ceux qui ont déjà été mentionnés, il faut également souligner les impacts du projet sur le mode de vie et sur la transmission des connaissances traditionnelles. Le témoignage d'un maître de trappe illustre bien de quelles manières le mode de vie s'est transformé :

Je trouve que tout a pris fin trop rapidement, alors que nous n'avons toujours pas trouvé de bons sites de pêche au filet. C'est ainsi que nos ancêtres vivaient. Aujourd'hui, tout est bien différent. [...] C'est inquiétant pour moi qui ai grandi avec les poissons. Je me souviens d'avoir pagayé jadis. Nous campions là où se trouve aujourd'hui ma cabane. C'est là que se fumait le poisson [...] Les temps ont bien changé.

En ce qui a trait à la transmission des connaissances traditionnelles, un autre maître de trappe a dit que certaines personnes venaient parfois à son campement avec leurs petits-enfants pour leur apprendre à chasser, mais qu'il leur est maintenant impossible de le faire car la région est inondée.

Par ailleurs, plusieurs participants ont fait état d'impacts sur leur approvisionnement en eau en raison de la détérioration perçue de la qualité de l'eau de la rivière Rupert. Des préoccupations avaient d'ailleurs été exprimées à ce sujet lors des audiences publiques tenues en 2006. L'un des participants à la consultation réalisée à Nemaska en 2012 affirme qu'autrefois les résidents de cet endroit prenaient directement l'eau du lac Nemiscau pour leur consommation personnelle, ce qui n'est plus possible aujourd'hui :

Dans le bon vieux temps, lorsque nous vivions dans le Vieux-Nemaska, nous prenions nos seaux et nous allions chercher notre eau. C'était de l'eau douce. Nous prenions même nos tasses pour boire l'eau du lac, directement du lac. Mais malheureusement aujourd'hui, cela n'est plus possible. [...] L'eau aujourd'hui est de la même couleur que le thé foncé. Il nous faut de l'eau de qualité pour boire. Nous devons en trouver quelque part.

D'après les commentaires recueillis lors de la consultation, c'est surtout au printemps que cela pose problème, lorsque les vannes du barrage de la Rupert sont ouvertes et que le débit de la rivière augmente :

Nous devons envisager de changer la date d'ouverture des vannes qui s'effectue le 5 mai. Le 8 mai coïncide avec le début de la chasse à l'oie dans la région de Nemaska. Cela affecte la qualité de l'eau. Pendant cette période, l'eau devient très trouble et polluée, et des débris flottent sur la rivière. Les gens ont peur de boire l'eau. Beaucoup d'utilisateurs apportent leur eau de la communauté, de l'eau de source, ou se rendent aux ruisseaux qui se trouvent le long de la rivière.

Sur une note plus positive, l'un des intervenants a mentionné que le maintien de certaines routes ou chemins de construction aménagés pour les besoins du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert s'est avéré bénéfique pour la communauté de Nemaska car ces nouvelles routes facilitent l'accès à des sites de chasse situés le long des rivières Rupert et Nemiscau.

De plus, de nombreux participants ont parlé des retombées économiques du projet lors de la consultation qui s'est déroulée à Nemaska. L'un d'entre eux a rappelé que 37 contrats avaient été octroyés à des entreprises de cette communauté et que 67 contrats avaient été attribués directement à des maîtres de trappe de Nemaska, pour réaliser divers travaux en lien avec le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert (déboisement, construction et entretien de routes, exploitation de campements, etc.). L'un des maîtres de trappe a d'ailleurs apprécié travailler pour la SEBJ : « J'ai beaucoup travaillé moi-même. J'ai touché à plusieurs types de travaux. C'était très agréable. J'ai même fait du débroussaillage et un peu d'archéologie. J'étais très heureux. » Le projet aurait donc contribué à l'amélioration du bien-être socioéconomique de la communauté car plusieurs de ses membres ont obtenu des emplois et des entreprises locales appuyées par le Conseil de bande se sont développées. L'implication des Cris dans la réalisation des études techniques et environnementales a en outre été soulignée. La poursuite des programmes de suivi procurera d'ailleurs des emplois à certains membres de la communauté pour plusieurs années encore.

Le mode d'attribution des contrats a cependant été critiqué par quelques intervenants cris lors de la consultation à Nemaska, dont celui-ci :

Des décisions ont été prises pour déterminer qui obtiendrait les contrats. Les contrats ont été répartis de façon à ce que les grosses entreprises soient sélectionnées en premier. Les maîtres de trappe ont dû se contenter des petits contrats parce qu'ils n'ont pas eu le temps de se préparer, de s'organiser, et encore moins d'apprendre ce qu'impliquait la poursuite d'un projet jusqu'à sa conclusion.

[...] Le moment où les contrats ont été attribués et la façon dont ils l'ont été m'ont beaucoup surpris. J'ai compris que la majorité des projets concernant les territoires de piégeage étaient destinés aux maîtres de trappe. Toutefois, dans le cas de ceux et celles qui n'avaient pas de territoire de piégeage ou qui n'étaient pas affectés par les projets, il était difficile d'obtenir des contrats. Tout était arrangé.

L'argent remis aux maîtres de trappe pour la réalisation des contrats qui leur avaient été octroyés a aussi été une source de conflits dans certaines familles, comme l'explique le représentant cri de Nemaska au sein du Comité de suivi (*Monitoring Committee*) dans un document déposé au moment de la consultation :

C'est à cette étape de l'émission de contrats qu'est né le malentendu à l'origine de la dissension familiale. Une somme équivalant à 15 % de la valeur des contrats a été prévue à des fins lucratives et administratives. Certains ont mentionné aux maîtres de trappe que cette somme leur était directement destinée, tandis que d'autres membres de la famille ont fait valoir que chacun d'entre eux devrait pouvoir en profiter, et pas seulement une personne. Cette perception erronée perdure encore aujourd'hui, si bien que les gens croient toujours que chaque contrat est assorti d'une « redevance de 15 % » et veulent leur juste part.¹⁰

10 Jimiken, L. 2012. *Presentation to COMEX*. Document déposé lors des consultations publiques tenues en 2012 sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, 5 pages.

Le projet en lui-même a créé une division au sein de la communauté de Nemaska, et même entre les membres de certaines familles, comme le révèlent les témoignages de plusieurs participants. Avant même l'annonce officielle du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, la tension était palpable, comme en témoigne cet intervenant :

Dès le début, je savais que le projet ne ferait pas l'unanimité. Une fois le projet amorcé, une division évidente s'était déjà installée entre ceux qui étaient pour et ceux qui étaient contre le projet. La perception des uns et des autres a également changé en fonction de leur opinion concernant le barrage. À cette époque, c'était l'un des aspects les plus difficiles à affronter et l'un des sujets les plus pénibles à aborder. Il était encore plus difficile pour ceux et celles qui différaient d'opinion de se parler. C'était pratiquement impossible.

Un ancien maître de trappe a même affirmé avoir été maltraité par d'autres membres de sa communauté en raison de sa position à l'égard du projet. Cette division sociale a également eu des répercussions sur les processus d'embauche de travailleurs pour la réalisation des différents contrats : « Les gens créaient leur propre méthode de sélection ou leurs propres critères d'embauche. Certains d'entre nous étaient en faveur du projet, d'autres non. Plus particulièrement, les personnes opposées au projet avaient de la difficulté à se faire embaucher. Si elles y parvenaient, elles étaient par la suite perçues comme en faveur du projet. »

4.2.2.3 Impacts psychosociaux

Les impacts psychosociaux du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert sont liés de près aux impacts socioculturels et aux effets du projet sur le territoire, qui ont été abordés dans les sections précédentes. Tout d'abord, plusieurs personnes ont dit éprouver un profond attachement au territoire et perçoivent les changements amenés par le projet comme une destruction de celui-ci, ce qui leur fait ressentir une certaine souffrance émotionnelle, comme le révèlent ces quelques extraits :

- « Les impacts sont à la fois physiques, émotionnels et spirituels. Ce sont des choses qu'on ne voit pas, sur les terres, et qui affectent le peuple. [...] j'ai été impliqué dans la fermeture définitive [des vannes du barrage de la Rupert]. Une fois de plus, tout cela était si pénible que certaines personnes n'ont même pas voulu y aller. Elles préféraient garder leurs souvenirs intacts et ne pas voir ce qu'il était advenu de l'endroit. Elles préféraient se souvenir de ce que c'était avant. » ;
- « Vous savez, c'est très difficile sur le plan émotionnel, très difficile. » ;
- « [...] lorsqu'ils ont annoncé que la rivière Rupert, lorsqu'ils ont accepté... J'ai pleuré pendant cinq jours. Je suis allé sur mon territoire de piégeage et j'ai pleuré. » ;
- « Pour moi, c'était très difficile parce que la rivière Rupert, c'est le territoire de piégeage de mon père. Je suis la sœur de Freddy et lorsque j'ai entendu parler du projet pour la première fois, je l'ai entendu, je l'ai vu à la télé et j'ai été choquée. [...] je ne pouvais pas y croire, j'avais du chagrin en regardant la rivière. Pour moi, c'était comme perdre un être cher. [...] ça m'a détruit émotionnellement, spirituellement et psychologiquement. »

Certains participants ont également exprimé des sentiments de perte et de tristesse par rapport aux changements qu'ils ont constatés à leurs sites de chasse et de pêche habituels, ainsi qu'en témoigne l'un d'entre eux :

[...] les maîtres de trappe sont à la recherche d'endroits pour installer leurs filets de pêche. C'est ce que je ferai également si je retourne à Chenomí. [...] Je m'y suis rendu il y a environ deux mois. C'est complètement sec. Le filet restera coincé dans les roches si je l'installe là. Je ne crois que pas que ce soit un bon endroit pour ça. En ce qui me concerne, je ne pense pas que j'y retournerai. [...] Les maîtres de trappe devraient bénéficier d'un certain soutien parce que cette région a été détruite. Si nous retournons là-bas, il n'y aura que de la tristesse. Elle perturbera notre esprit et nos familles.

La disparition d'un lieu de sépulture causée par l'ennoisement d'une portion du territoire a aussi fortement bouleversé des membres de la communauté de Nemaska, en particulier des aînés, comme l'explique cet intervenant : « Une fois, nous avons amené les aînés à l'endroit où l'ennoisement était prévu. Nous avons eu la chance d'aller à un des anciens cimetières, mais je crois qu'il est aujourd'hui inondé. Même si ce n'était que pour quelques heures, les effets étaient visibles et les visages tristes. Particulièrement celui des aînés, impuissants. »

Les conflits familiaux suscités par le projet et les questions d'argent sont également à l'origine du sentiment de tristesse éprouvé par certains membres de la communauté. De plus, un intervenant a laissé entendre que les problèmes de consommation d'alcool, déjà présents dans la communauté, pourraient s'être accentués en raison de la souffrance émotionnelle et psychologique ressentie par certains à l'égard des changements observés depuis l'avènement du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

D'autre part, quelques témoignages exprimant l'espoir, la résilience et la possibilité de guérison ont été formulés lors de la consultation tenue à Nemaska. Une participante chez qui la mise en œuvre du projet avait suscité une grande souffrance émotionnelle affirme être parvenue à guérir et à mieux l'accepter et souhaite que son peuple y parvienne aussi. Un autre soutient qu'il existe des façons, pour les personnes affectées par les modifications du territoire, de trouver la paix et de guérir de ces blessures. Enfin, un intervenant envisage de déménager son campement situé dans une région touchée par le projet afin de repartir sur de nouvelles bases.

Par ailleurs, de nombreuses personnes ont manifesté des sentiments de crainte et d'inquiétude associés à des préoccupations concernant les changements observés sur les territoires de chasse et de piégeage, les impacts sur les poissons, la souffrance émotionnelle (en particulier chez les jeunes), ainsi que les risques pour la population en cas de catastrophe naturelle. Certaines de ces préoccupations seront décrites de façon plus précise à la section 4.2.3.

Finalement, des sentiments de colère et de frustration ont été exprimés par certains participants lors de la consultation à Nemaska, dont cette femme qui a été profondément choquée par l'annonce du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert et la fermeture des vannes du barrage de la Rupert :

[...] Je ne pouvais pas croire ce qui nous arrivait et j'étais en colère. [...] lorsque la réalité a frappé en 2009, est-ce en 2009 qu'ils ont fermé le barrage? J'étais vraiment en colère, je ne pouvais même pas... Je voyais les autres, ils y allaient, ils regardaient la porte se refermer lentement mais moi, je ne pouvais pas y aller [...] J'ai suivi une thérapie de gestion de la colère pour me guérir de ma rage, pour guérir émotionnellement et spirituellement.

Pour l'un des maîtres de trappe, c'est la difficulté à obtenir du soutien de la part d'Hydro-Québec qui lui a fait éprouver de tels sentiments :

Lorsque la société Hydro-Québec est venue ici et a décidé du sort des territoires de piégeage, tout s'est fait rapidement. Aujourd'hui, elle est satisfaite, elle est heureuse. Quant aux chasseurs, ils se battent pour obtenir du soutien. C'est également mon cas. [...] Lorsque Hydro-Québec fait des routes, elle utilise du gravier parfait et s'assure qu'elles sont esthétiques. Pourquoi ne peuvent-ils faire de même pour les chasseurs ? Pourquoi rend-elle les choses aussi pénibles pour eux ? Pourquoi ne peuvent-ils pas répondre aux besoins des chasseurs ?

Enfin, un autre intervenant a mentionné que l'élévation du niveau de l'eau provoquée par l'ouverture des vannes du barrage de la Rupert au printemps l'avait obligé à déplacer ses pièges et ses affûts, nuisant ainsi à la pratique de ses activités de chasse et de piégeage, ce qui lui a fait ressentir de la colère.

4.2.2.4 Impacts sur la santé


Lors de la consultation tenue à Nemaska, il a été question d'impacts sur la santé dans une seule intervention. En effet, une participante a mentionné que sa mère était tombée malade après avoir bu de l'eau provenant de la rivière Rupert lorsqu'elles sont allées à leur campement sur leur territoire de piégeage pour le congé de chasse à l'oie. Depuis ce temps, elles n'osent plus prendre l'eau de la rivière pour leur consommation personnelle car elles doutent de sa qualité : « [...] pendant le congé de chasse à l'oie, c'est à ce moment qu'ils ouvrent les vannes, il y a beaucoup de débris qui proviennent d'en haut, dès qu'ils ouvrent les portes. Pour nous, nous ne voulons pas boire cette eau parce que nous ne savons pas ce qui s'y trouve, pendant la chasse à l'oie. »

4.2.3 Préoccupations exprimées

L'analyse de contenu des transcriptions de la consultation publique qui s'est déroulée à Nemaska a fait ressortir des préoccupations à l'égard du projet, relativement aux impacts sur les poissons et la qualité de l'eau, aux effets sur les générations futures, ainsi qu'à la sécurité des communautés.

D'abord, l'un des intervenants a mentionné que la diminution de la population d'esturgeons jaunes suscitait beaucoup d'inquiétude au sein de la nation crie de Nemaska, à un tel point qu'un comité de conservation de l'esturgeon jaune composé de maîtres de trappe et d'autres membres de la communauté a été mis en place et un programme d'information a été développé pour sensibiliser la population et réduire la pêche à l'esturgeon jaune. D'autres mesures seront également appliquées pour assurer la préservation de cette espèce dans la rivière Rupert. Certains craignent aussi que la pollution de l'eau augmente dans cette rivière et que cela ait une incidence sur les poissons et leur comestibilité. La présence de mercure dans la chair des poissons inquiète particulièrement la population, comme en témoigne cet extrait d'un document déposé par le représentant cri de Nemaska au sein du Comité de suivi (*Monitoring Committee*) : « [...] malgré nos efforts concertés, certains persistent à croire que ce projet entraînera des effets néfastes sur la pêche, une augmentation des concentrations de mercure dans le poisson et une détérioration de la qualité de l'eau. »¹¹

11 Jimiken, L. 2012. *Presentation to COMEX*. Document déposé lors des consultations publiques tenues en 2012 sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, 5 pages.



Ensuite, des préoccupations au sujet des effets du projet sur les jeunes ont été exprimées par une participante qui a vécu difficilement la réalisation de ce projet sur le territoire de sa communauté : « Je pensais aux jeunes, à la jeune génération et je me demandais comment ils se sentaient. Ils restent silencieux. [...] je m'inquiète de la souffrance émotionnelle sur le territoire cri, particulièrement celle de la génération plus jeune. »

Deux autres membres de la communauté ont témoigné de leur inquiétude par rapport à la sécurité des ouvrages hydroélectriques dans l'éventualité d'une catastrophe naturelle. Ils craignent que des communautés cries, en particulier celle de Chisasibi, soient submergées si des barrages cèdent et se demandent si des mesures de prévention ont été prévues.

Finalement, un participant a manifesté des préoccupations concernant les mesures de sécurité lors des opérations de dynamitage, car lui et quelques autres membres de sa communauté ont failli être victimes d'une opération de dynamitage qui comportait, semble-t-il, des lacunes sur le plan des mesures de sécurité : « J'ai dit au contremaître qu'il aurait été facile pour lui de placer un panneau au débarcadère qui n'est pas très loin. Il aurait pu indiquer que des travaux de dynamitage étaient prévus. L'heure aurait pu être indiquée également. Il ne pouvait pas me répondre. Il fixait le sol. Je lui ai aussi dit qu'il aurait dû sonner l'alarme avant le dynamitage. Il n'y a pas eu d'alarme. »



5. CHISASIBI

La séance de consultation a eu lieu à l'auditorium de l'édifice Mitchuap de Chisasibi le 13 novembre 2012 en soirée. Environ 40 personnes ont assisté à la séance et 18 d'entre elles sont intervenues au micro, dont une femme. Le chef du Conseil de bande de Chisasibi et un maître de trappe étaient présents à la rencontre. Le grand chef du Grand Conseil des Cris a également assisté à la séance. À noter que la population du village cri de Chisasibi compte environ 4 300 personnes¹².

5.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006¹³

Lors des audiences publiques qui se sont déroulées en 2006, la communauté de Chisasibi a exprimé ses préoccupations au sujet de la sécurité des barrages et des ouvrages connexes. Cette communauté étant située en aval des ouvrages hydroélectriques du complexe La Grande, les Cris ressentaient déjà un sentiment d'insécurité quant à une éventuelle catastrophe qui pourrait entraîner la destruction d'une ou de plusieurs infrastructures. L'apport d'eau supplémentaire prévu à la suite de la réalisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert amplifiait les sentiments d'insécurité et d'anxiété chez certaines personnes, minant ainsi leur qualité de vie. Les gens se questionnaient sur la possibilité de déménager la communauté.

En raison de la dérivation de la rivière Rupert et des changements de débit de La Grande Rivière, les résidants anticipaient que le phénomène de l'érosion des berges de cette dernière s'accroîtrait au fil des ans. Avec l'érosion des rives, les glissements de terrain étaient également une préoccupation importante pour les Cris de Chisasibi.

La diminution possible de différentes populations d'animaux, notamment des oies, des poissons et des castors, préoccupait aussi les participants aux audiences publiques. Les écosystèmes allaient inévitablement être affectés.

Les conditions de glace sur La Grande Rivière ayant déjà été modifiées depuis les aménagements du complexe La Grande, rendant ainsi les déplacements plus difficiles et moins sécuritaires, les Cris craignaient que ces problèmes s'aggravent avec la réalisation du projet. La fréquence et l'importance des embâcles suscitaient également des inquiétudes. De plus, des interrogations ont été soulevées au sujet des effets sur la navigation liés à l'augmentation du niveau et du débit de La Grande Rivière.

Les teneurs en mercure dans la chair des poissons étaient en outre préoccupantes pour la communauté de Chisasibi. On était soucieux de voir la consommation de poissons se restreindre à nouveau, ceux-ci étant à la base de l'alimentation des Cris.

Le chef de la communauté a demandé à ce que des emplois permanents soient offerts aux Cris. Des carrières durables et de la formation étaient demandées, plutôt que des emplois temporaires, et ce, principalement pour les jeunes.

12 Registre des bénéficiaires Cris, Inuits et Naskapis de la CBJNQ et de la CNEQ, 2013.

13 Comité provincial d'examen (COMEX). 2006. *Projet hydroélectrique Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Rapport du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, p. 168-172.

5.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012

5.2.1 Commentaires généraux

Plusieurs commentaires ont été exprimés à l'égard du promoteur lors de la consultation publique réalisée à Chisasibi. En premier lieu, quelques participants ont formulé des critiques sur les études de suivi réalisées par Hydro-Québec. Selon eux, ces études ne prennent pas suffisamment en considération le savoir traditionnel des Cris, notamment sur le caribou et la sauvagine, et ils doutent de la fiabilité des résultats présentés dans ces études scientifiques, particulièrement en ce qui concerne les causes possibles de la diminution des herbiers de zostère. L'un des intervenants a d'ailleurs déposé un mémoire dans lequel il présente, d'une part, les conclusions d'Hydro-Québec sur différents éléments qui seraient responsables du déclin de la zostère (effet des vagues et de la glace, réchauffement climatique, couverture nuageuse prolongée et précipitations abondantes, etc.) et, d'autre part, les constats et observations des Cris qui viennent contredire les conclusions d'Hydro-Québec sur chacun de ces éléments. D'après le témoignage de ce participant, les Cris sont d'avis que la disparition de la zostère découlerait des modifications du territoire entraînées par la mise en service des infrastructures du complexe La Grande, alors que les experts d'Hydro-Québec estiment que ce phénomène serait d'origine naturelle et aurait débuté dans les années 1930, bien avant le début des travaux d'aménagements hydroélectriques :

Les études menées par Hydro-Québec ont essayé d'expliquer que c'est tout à fait naturel, c'est une suite d'événements naturels qui expliquent l'incidence sur la zostère, que ça n'a rien à voir avec les aménagements hydroélectriques. Et vous verrez dans ce mémoire que ce n'est pas vrai, selon nous. C'est l'avis des Cris. D'ailleurs, c'est fondé sur le savoir traditionnel cri et la mémoire des gens de la communauté, et sur certaines données scientifiques que nous avons pu repérer.

[...] La zostère était présente en abondance avant le début des travaux. On nous apprend que la zostère est disparue dans les années 1930, mais il n'y a rien sur papier que nous avons pu trouver. Peut-être que quelqu'un sait que la zostère est disparue dans la Baie-James [dans les années 1930], mais ce n'est pas le cas selon les gens de la communauté, parce que nos grands-pères s'en seraient souvenus, nos ancêtres se seraient rappelés de cette disparition.

Comme le montrent cet extrait ainsi que d'autres témoignages exprimés lors de la consultation réalisée à Chisasibi, le savoir traditionnel des Cris repose essentiellement sur leur relation avec le territoire, sur la mémoire des aînés, sur leurs expériences vécues et leurs observations. Sur la base de ce savoir, certains membres de la communauté de Chisasibi considèrent donc que les projets hydroélectriques seraient responsables du déclin de la zostère et, comme Hydro-Québec soutient le contraire, quelques participants souhaitent que des études indépendantes soient menées sur ce sujet. L'un d'entre eux déplore également l'inaction du promoteur à l'égard des impacts sur la zostère et souhaite que des actions soient entreprises avant la fin du programme de suivi qui se poursuivra jusqu'en 2019. Il est à noter que de telles critiques à l'égard des études scientifiques réalisées par Hydro-Québec n'ont pas été formulées lors des consultations publiques menées dans les autres communautés crie.

Par ailleurs, quatre résidants de Chisasibi perçoivent un manque de transparence et d'honnêteté de la part du promoteur envers les Cris, comme en témoignent les extraits suivants :

- « Nous ne pouvons ni identifier ni vous dire d'où est venu ce problème [le déclin de la zostère]. En fait, nous ne le savons pas. Hydro le sait peut-être. [...] Peut-être qu'on ne veut pas nous dire la vérité. » ;
- « J'ai travaillé avec des gens qui sont assis ici, je les connais et je sais qu'Hydro est très bon pour cacher et pour éviter des problèmes dont ils n'assument pas la responsabilité. »

Encore une fois, il faut mentionner que de tels commentaires n'ont été exprimés que lors de la consultation tenue à Chisasibi, tout comme le souhait – formulé par trois participants – de parler directement au dirigeant d'Hydro-Québec au lieu de s'adresser à ses représentants.

Enfin, quelques témoignages décrivant les caractéristiques socioculturelles du peuple cri et ses relations avec le territoire, en particulier leur attachement à La Grande Rivière, ont été prononcés lors de cette consultation. L'un des intervenants a notamment raconté comment se déroulaient les expéditions de chasse à l'oie autrefois, lorsqu'il était jeune, et témoigné du respect que les chasseurs démontraient à l'égard de ces oiseaux : « Alors mon père, lui, il était le chef de l'équipe de chasse, c'est lui qui dirigeait la chasse, et les gens faisaient beaucoup plus attention, c'était très estimé et très respecté, la chasse à l'oie. [...] Et les aînés ne cédaient pas devant le respect qu'ils portaient à la chasse, et c'est comme si on devait nous préoccuper de soigner les oies. »

5.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Chisasibi

Alors que les témoignages formulés par les participants lors des séances de consultation tenues dans les communautés situées plus au sud du territoire de la Baie-James ont principalement fait état d'impacts en lien avec le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, la majorité des points de vue exprimés à Chisasibi ont plutôt porté sur les impacts des aménagements hydroélectriques antérieurs à ce projet, en particulier ceux situés dans le secteur de La Grande Rivière.

5.2.2.1 Impacts sur le milieu naturel

En ce qui a trait au milieu naturel, les trois impacts les plus fréquemment mentionnés par les participants lors de la consultation réalisée à Chisasibi sont la disparition de la zostère, la diminution de la population d'oiseaux migrateurs et la détérioration de la qualité de l'eau de La Grande Rivière.

Tout d'abord, plusieurs intervenants disent avoir constaté une diminution importante des herbiers de zostère. Celle-ci étant considérée comme la principale source d'alimentation des oiseaux migrateurs (oie des neiges, bernache du Canada, bernache cravant, etc.), les Cris de Chisasibi associent fortement la baisse de la fréquentation de ceux-ci sur leur territoire au déclin de la zostère. L'extrait suivant résume bien les points de vue exprimés par les participants à ce sujet :

[...] la seule chose que mangent les oies, c'est la zostère. Je ne vais pas croire quelqu'un qui dit que les oies ne mangent pas de zostère. J'en ai vu beaucoup pendant la chasse dans ma vie de chasseur. C'est tout ce qu'elles mangent, c'est surtout ce qu'elles mangent, la zostère. Et personne ne peut approuver ça s'il ne l'a pas vu. Et la zone de zostère, c'est là que les oies viennent manger. [...] Et avant, elles allaient dans le sud et elles s'arrêtaient

à cet endroit parce qu'elles adoraient ça, elles cherchaient ça, la zostère, elles raffolaient de ça. Chaque fois qu'il y avait de la zostère, c'est là qu'il y avait beaucoup d'oies. Personne ne peut dire que c'est autre chose.

C'est depuis qu'il y a eu un barrage construit sur cette rivière que ça a détruit la zostère. Je ne croirai personne qui oserait dire que c'est autre chose qui a causé cet effet. [...] Les oies survolaient cette zone tant que la rivière coulait et maintenant qu'il y a des travaux qui ont été faits sur la rivière, il n'y a plus ces plantes qui poussent. Et j'ai entendu dire, et Hydro a dit que c'était des bactéries qui avaient tué ça. Nous, ce dont on est certain, ce qu'on sait de manière sûre, c'est que dès qu'il y a eu un barrage qui a été construit, ça a arrêté de pousser. [...] Donc les oies ne viennent plus là où elles avaient l'habitude de s'arrêter. Et c'est ce qu'on sait.

Il faut rappeler que cet impact avait déjà été mentionné lors des audiences publiques tenues en 2006, avant le début du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Les aménagements du complexe La Grande étaient considérés comme étant responsables de la diminution perçue d'oiseaux migrateurs dans les secteurs habituellement fréquentés par ceux-ci.

Ensuite, de nombreux participants ont remarqué une plus grande turbidité de l'eau dans La Grande Rivière. De plus, la présence d'algues vertes a été observée par quatre personnes, notamment sur les roches en bordure de la rivière, les rendant ainsi plus glissantes. De leur point de vue, ces algues seraient apparues à la suite de la construction des infrastructures hydroélectriques du complexe La Grande. Cet impact n'a cependant été soulevé qu'à Chisasibi. L'un des intervenants pense que la croissance de ces algues serait favorisée par la pollution de l'eau :

J'ai vu ces matières vertes dans ces eaux polluées. [...] J'ai travaillé pour la nation crie et moi, j'avais l'habitude d'aller dans cette usine de traitement des eaux usées. C'est la même chose qui est dans les eaux, c'est dans cette usine aussi [...] Ce que je veux dire, c'est que toute cette matière verte, je l'ai vue. C'est de la pollution, c'est ce qu'on appelle de la pollution. C'est ce qui affecte toute la baie ici.

Par ailleurs, seulement quelques membres de la communauté ont fait mention d'impacts sur la faune, notamment sur les poissons, les caribous et les ours. L'un d'entre eux est convaincu que les lignes de transport d'électricité auraient un effet sur la santé des animaux :

[...] ils ont fait une étude sur les caribous, les biologistes. En fait, il y avait des caribous qui étaient morts et ils ont dit qu'il y en avait 45 cet hiver. Lorsqu'ils ont demandé aux aînés – les aînés, vous savez, on fait appel à eux pour leur savoir, surtout quand il se passe des choses sur les territoires de chasse – je leur ai dit, j'ai parlé personnellement, je leur ai dit : " Pourquoi les caribous meurent-ils ? ". C'est à cause des fils électriques des lignes de transport d'électricité. Il y a une maladie qui est causée par cela, je le sais moi-même. La maladie, c'est le cancer et ça vient de là. Et c'est ça qui les tue, les caribous.

Un participant a également constaté que des territoires de piégeage avaient été presque complètement submergés lors de la création des réservoirs, tandis qu'un autre a observé que le niveau de l'eau de La Grande Rivière était maintenant très élevé et le courant très fort, particulièrement depuis que les eaux des rivières Eastmain et Rupert ont été en partie dérivées vers le nord.

Finalement, d'après un résident de Chisasibi, l'île située dans le secteur du barrage LG-1 serait touchée par un important problème d'érosion des berges et il y aurait même eu des glissements de terrain : « Il y a eu un glissement de terrain, il y a des gens qui avaient construit leur maison, et

on a dû les déménager. Alors on a fait une recherche auprès de la région de LG-1 et il y a eu des glissements de terrain assez importants. [...] il y a une île là-bas, et l'érosion a touché les berges.» Il est à noter que de tels impacts, soit l'érosion des berges et les glissements de terrain, n'ont été mentionnés que lors des consultations tenues à Chisasibi et à Mistissini. Il faut également rappeler que des préoccupations avaient été exprimées à ce sujet lors des audiences publiques réalisées en 2006.

5.2.2.2 Impacts socioculturels et économiques

Les principaux impacts d'ordre socioculturel relevés lors de la consultation qui s'est déroulée à Chisasibi sont relatifs à la consommation de l'eau, à la pratique de la chasse, ainsi qu'à l'alimentation.

D'après les témoignages de six participants, les Cris de Chisasibi buvaient autrefois directement l'eau de La Grande Rivière, sans qu'elle ne soit traitée. Il semblerait qu'elle était alors très limpide, mais depuis que des aménagements hydroélectriques ont été réalisés en amont de la rivière, les membres de cette communauté ne peuvent plus consommer cette eau car elle serait devenue sombre et boueuse. Ils souhaiteraient donc retrouver une eau «à l'état pur», de source naturelle, comme celle qu'ils consommaient auparavant : «La rivière n'était pas comme ça. En fait, elle était très limpide, très propre, on pouvait la boire [...] on veut que Hydro-Québec nous redonne cette eau. Vous savez, ce que l'on apprécie le plus, les Cris, c'est de l'eau limpide, et on ne l'a plus. [...] Ce dont on a besoin le plus, c'est de l'eau pure, propre.»

Les résidents de la communauté de Chisasibi ont tout de même accès à de l'eau potable provenant de l'usine de traitement, mais certains d'entre eux, en particulier des aînés, ne veulent pas boire cette eau car ils n'apprécient pas son goût :

Il y a des aînés, même si on leur dit que l'eau [de la rivière] n'est pas bonne, les aînés la boivent de toute façon, parce qu'ils n'aiment pas l'eau [traitée], l'autre option de l'eau. [...] on n'avait pas besoin de traiter l'eau avant qu'Hydro vienne, on la buvait telle quelle, et qui est responsable du fait que cette eau ne soit plus potable?

Des impacts liés à la pratique de la chasse ont par ailleurs été soulignés par de nombreux intervenants lors de la consultation qui s'est déroulée à Chisasibi. Plusieurs d'entre eux ont fait mention d'une réduction de la quantité de gibier à chasser, en particulier de la sauvagine :

Nous avons perdu beaucoup depuis qu'il y a un barrage qui a été construit sur notre rivière, nous avons perdu beaucoup. Nous avons perdu la sauvagine le long de la côte de la Baie-James depuis que le barrage a été construit sur la rivière. Il y a beaucoup d'eau dans le réservoir à l'est, et depuis lors, on a à peine ressenti la présence des oies le long de la côte. [...] Ces oies volent là où sont les réservoirs, et nous avons perdu beaucoup sur le plan de la chasse et sur le plan de la sauvagine, depuis que le barrage a été construit sur la rivière. [...] avant ces travaux, il y avait beaucoup de gibier à chasser pour nous.

La pratique des activités de chasse et de piégeage est en outre limitée par certains obstacles qui nuisent aux déplacements sur le territoire. Par exemple, la présence d'infrastructures hydroélectriques sur La Grande Rivière empêche les Cris d'utiliser celle-ci pour se rendre à l'intérieur des terres, comme ils le faisaient autrefois : «Les Cris se servaient de cette rivière pour aller à l'intérieur des terres. Toute la chasse qui se faisait à l'intérieur des terres, ça, c'était leur autoroute, en quelque sorte.» Les chasseurs auraient aussi de la difficulté à accéder à leur territoire de chasse à cause des chemins mal entretenus, ainsi qu'en témoigne cet intervenant : «Hydro-Québec profite de nos terres, les terres qui appartenaient à nos pères et à nos arrière-grands-pères. [...]

mais il ne semble pas y avoir d'argent pour permettre aux chasseurs de se rendre sur leur territoire de chasse, il n'y a pas d'argent pour le déneigement et pour l'entretien des chemins, là où sont les camps.» De plus, dû à la prise des glaces plus tardive des lacs en hiver, les utilisateurs du territoire doivent limiter leurs déplacements sur ceux-ci, ce qui nuit à la pratique de la chasse. Et lorsque les lacs gèlent, la couche de glace est si mince qu'il est dangereux de s'y aventurer. D'après une participante, des personnes seraient d'ailleurs tombées à l'eau et l'une d'entre elles se serait même noyée. Des préoccupations concernant les conditions de glace avaient d'ailleurs déjà été exprimées lors des audiences publiques en 2006.

Les impacts sur la chasse auraient également eu des répercussions sur le plan des relations sociales et communautaires. En effet, comme l'affirme un membre de la communauté de Chisasibi, la chasse à l'oie était autrefois une occasion pour les gens de différentes communautés de se réunir, ce qui serait plus difficile maintenant que les oies ne fréquentent plus les mêmes secteurs qu'auparavant. Cette activité permettait aussi aux chasseurs de partager le fruit de leur chasse avec d'autres membres de la communauté, notamment les aînés, ce qui favorisait la consolidation des liens familiaux et communautaires, mais il leur serait aujourd'hui impossible de poursuivre cette coutume, d'après cet intervenant : « Les oies ne viennent plus là où elles avaient l'habitude de s'arrêter. [...] On apprécierait d'avoir la possibilité de manger, de recevoir de la nourriture [...] Les chasseurs ne peuvent plus fournir ce qu'ils voudraient fournir pour aider les autres. »

La sauvagine constitue d'ailleurs une part importante de l'alimentation des Cris, de sorte que la diminution des oiseaux migrateurs sur leur territoire représente un impact considérable pour eux, tel que l'ont souligné trois participants lors de la consultation tenue à Chisasibi.

Enfin, aucun impact ou retombée de nature économique n'a été mentionné par les Cris qui ont pris la parole lors de cette consultation, alors que la question des emplois et de la formation avait été l'objet de préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006.

5.2.2.3 Impacts psychosociaux

En premier lieu, quatre résidants de Chisasibi ont manifesté des sentiments de colère et d'indignation lors de la consultation réalisée dans cette communauté, car ils trouvent injustes de devoir payer leur compte d'électricité à Hydro-Québec alors qu'ils perçoivent celle-ci comme étant responsable de la « destruction » de leur territoire et de leur mode de vie, comme l'illustrent ces quelques extraits :

- « Ils veulent que je paie pour l'utilisation quotidienne, mais cette rivière nous appartient. Et ils vendent notre rivière. D'ailleurs, c'est comme ça que je vois ça, ils ont vendu notre rivière et ils veulent que je paie quand même. » ;
- « C'est vrai que nous recevons nos comptes d'Hydro-Québec, malgré tous les dégâts qu'ils ont causés tout le long de la rivière. Tout le monde ici à Chisasibi a été touché. » ;
- « Vous savez, j'avais un territoire de piégeage et maintenant il y a seulement un sommet de montagne qui apparaît et tout le reste est inondé, submergé, et tous les mois, Hydro m'envoie une facture. [...] Je serais embarrassé d'être responsable vis-à-vis de quelqu'un dont j'aurais détruit le mode de vie ; si je devais faire la même chose, et c'est ce dont je veux discuter avec quelque chef que ce soit qui est présent ici, d'y réfléchir pour l'avenir. Vous savez tous que ces gens-là sont présents ici et nous, les Cris, nous étions là les premiers, avant vous, avant que vous ne veniez ici, on était déjà là, nous. [...] Et pourtant, vous envoyez des factures à toutes les personnes dont vous avez détruit le territoire. Comment vous sentiriez-vous si je venais détruire vos fermes, vos maisons, qu'est-ce que vous me feriez ? »

En second lieu, un sentiment de perte a pu être dégagé des témoignages de quelques participants. Pour l'un d'entre eux, ce sentiment est lié à la baisse de fréquentation des oiseaux migrateurs sur le territoire de Chisasibi et à l'incidence de celle-ci sur la pratique de la chasse, tandis que pour un autre intervenant, cette impression de perte est plutôt associée au fait de ne plus avoir la possibilité de boire directement l'eau de la rivière comme autrefois :

Je me souviens encore comment était cette eau auparavant. Je viens de cette rivière. J'en ai pris connaissance à un moment donné, j'en ai pris conscience qu'on ne pourrait plus jamais boire l'eau de cette rivière, c'est parce que je connais cette rivière par cœur. Vous savez, autrefois, je me promenais sur les bords de la rivière et je pouvais boire l'eau comme ça. [...] On avait de l'eau pure, c'était vraiment une bénédiction. [...] Tous ceux et celles qui sont ici assis, on est né avec cette eau, l'eau de la vie. [...] Et ça n'existe plus maintenant.

En dernier lieu, quatre membres de la communauté de Chisasibi ont exprimé des sentiments de crainte et d'inquiétude liés principalement à leurs préoccupations à l'égard de la sécurité des barrages et des rejets possibles de produits chimiques dans La Grande Rivière. Ces préoccupations seront abordées à la section 5.2.3.

5.2.2.4 Impacts sur la santé

Outre Nemaska, la communauté de Chisasibi est la seule où des intervenants ont fait état de répercussions sur la santé lors des consultations publiques tenues en 2012. Dans les deux cas, ces impacts sont associés à la détérioration perçue de la qualité de l'eau qui serait causée par les projets hydroélectriques réalisés sur le territoire de la Baie-James.

En effet, quatre résidents de Chisasibi soutiennent que les membres de la communauté, en particulier les enfants, éprouvent des problèmes de santé, tels que des troubles digestifs et respiratoires ainsi que des éruptions cutanées, depuis la construction des infrastructures hydroélectriques du complexe La Grande. Ces problèmes seraient reliés, selon eux, à la consommation de l'eau traitée provenant de la rivière et au contact de la peau avec celle-ci, comme en témoignent les extraits suivants :

- « Depuis la construction du barrage, l'eau n'est plus bonne. [...] lorsque je bois l'eau du robinet ici, l'eau qui vient de la rivière, ça me rend malade, immédiatement malade. Et c'est parce que je ne bois pas de la bonne eau. Et nos enfants sont rendus malades par l'eau. [...] Les gens souffrent d'asthme, font des pneumonies, ils ont des troubles digestifs, et nous sommes très conscients de cela depuis la construction du barrage du moins. [...] Les gens tombent malades après avoir bu de l'eau et souffrent de toutes sortes de maladies depuis la construction du barrage. » ;
- « Les enfants commencent à avoir des éruptions cutanées sur leur visage, même sur leur corps. Les enfants ont des démangeaisons tout le temps. Vous savez, maintenant il y a de l'eau qui est chlorée. Avant ça, avant le chlore, on n'avait pas de démangeaisons, on n'avait pas d'éruptions cutanées sur le visage. »

5.2.3 Préoccupations exprimées

Tout comme lors des audiences publiques réalisées en 2006, la principale préoccupation exprimée par les participants lors de la consultation tenue à Chisasibi en 2012 concerne la sécurité. Plusieurs intervenants ont manifesté de l'inquiétude à propos de la quantité élevée d'eau se trouvant dans

les réservoirs en amont de leur communauté. Ils craignent que des barrages cèdent à la suite d'un tremblement de terre et que leur communauté soit submergée. La dérivation des rivières Eastmain et Rupert vers La Grande Rivière a d'ailleurs accentué cette crainte :

Il y a beaucoup d'eau dans le réservoir, il y a la rivière Rupert et la rivière Eastmain qui s'en vont vers le réservoir et qui se déversent dans notre rivière, donc ces rivières se déversent dans notre rivière maintenant. [...] Les jeunes et tout le monde dans la communauté semblent avoir peur à cause du niveau élevé de la rivière. [...] Je me demande s'il y a des interventions qui seront faites si jamais il y a un tremblement de terre, avec les barrages qui sont construits sur notre rivière. [...] Ici, là où nous sommes, il y a beaucoup d'eau, en amont, et c'est ça qui nous inquiète. [...] S'il y a un état d'urgence à un moment donné, notre communauté va pratiquement disparaître. [...] Je me demande si on a aménagé une zone de sécurité où on pourrait aller se réfugier s'il y avait une situation d'urgence.

De plus, l'un des membres de la communauté s'est dit inquiet au sujet des effets que pourraient avoir les produits utilisés pour l'entretien des turbines s'ils se retrouvent dans la rivière : « Est-ce qu'on ne subit pas des effets quand il y a des produits chimiques qui sont ajoutés dans les turbines ? Moi, j'en suis conscient, et ça m'inquiète encore. La rivière, l'eau descend jusque chez nous, et il est évident qu'on va subir les effets. »

Par ailleurs, des préoccupations concernant l'alimentation ont été exprimées par un autre participant. Celui-ci a constaté des impacts sur la faune, qu'il associe aux lignes de transport d'électricité, et s'inquiète de ce que les Cris vont pouvoir manger s'ils ne peuvent plus se nourrir des animaux faisant partie de leur alimentation traditionnelle, notamment les poissons :

Je sais que dans le réservoir, on ne peut pas du tout manger le poisson, pas du tout. En fait, il faut aller très très loin à l'intérieur des terres, loin des lignes de transport d'électricité, pour prendre des poissons qui sont en bonne santé, qu'on est censé manger. Alors qu'est-ce qu'on va manger dans 10 ans, dans 15 ans ? À quoi on peut s'attendre comme nourriture ? Et il va falloir qu'on aille la chercher dans les magasins ou que ça vienne du sud. On peut même pas faire confiance à ce qui nous vient du sud.

Finalement, l'un des participants a témoigné de ses préoccupations à l'égard de la préservation du territoire et du mode de vie des Cris et a exprimé le souhait de ne pas voir d'autres projets hydroélectriques se réaliser dans le futur :

Nous ne sommes pas contre le développement, comme nous l'avons déjà dit, mais à condition que ça ne détruise pas notre habitat et notre mode de vie. Nous allons continuer à essayer de préserver ce que nous sommes. [...] on ne veut plus de dérivation dans nos rivières. Nous sommes encore ici, et si vous êtes encore là, on a l'impression qu'il va y en avoir encore plus. Si vous commencez à faire cela, eh bien, on va commencer à songer à vous faire payer, et on va faire payer Hydro-Québec pour l'eau qu'il nous prend. C'est de l'eau qui appartient aux Cris, c'est sur les terres des Cris.



6. EASTMAIN

La séance de consultation s'est tenue aux bureaux du Conseil de bande d'Eastmain le 15 novembre 2012 en soirée. Près de 25 personnes ont assisté à la séance et neuf d'entre elles sont intervenues au micro. Parmi celles-ci, deux femmes ont pris la parole, dont la présidente de l'Association locale des trappeurs. Trois maîtres de trappe étaient présents à la rencontre, ainsi que le chef adjoint du Conseil de bande d'Eastmain. La population d'Eastmain est d'environ 700 personnes¹⁴.

6.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006¹⁵

Lors des audiences publiques qui se sont déroulées à Eastmain en 2006, les résidants se sont montrés préoccupés par les effets de la mise en eau des biefs sur la faune et la sécurité des personnes. En effet, l'ennoiment des terres risquerait d'affecter la faune terrestre et aviaire, notamment les orignaux, les caribous, les castors et les oiseaux, en modifiant leurs déplacements. Des personnes étaient d'avis que la mise en eau des biefs ne devrait pas s'effectuer au début de l'hiver, puisque c'est à ce moment-là que les animaux se préparent à passer l'hiver dans leur tanière. Aussi, les résidants voulaient être rassurés sur le fait qu'ils seraient informés à l'avance du moment où seraient fermées les vannes et où l'ennoiment serait effectif, par mesure de sécurité.

Les impacts sur les populations de poissons, particulièrement l'esturgeon jaune, étaient appréhendés. La diminution du débit de l'eau aurait inévitablement des effets sur le poisson, selon les participants, et le promoteur n'aurait pas suffisamment étudié les impacts sur l'esturgeon de la rivière Eastmain, disait-on.

Des explications ont été demandées à Hydro-Québec concernant l'octroi des contrats aux maîtres de trappe dont les terrains seraient touchés par le projet, car il y avait un écart perçu entre ce qui était annoncé par le promoteur au sujet des emplois qui devaient être créés et le nombre réel d'emplois obtenus par les Cris. Des emplois permanents et des contrats à long terme étaient souhaités. Il a été proposé qu'un partenariat soit établi entre les Cris des communautés d'Eastmain et de Wemindji et le promoteur afin de favoriser la création d'emplois dans ces deux communautés et de permettre aux Cris d'acquérir une expérience pratique dans le domaine de la construction et de l'exploitation de projets hydroélectriques.-

Une autre préoccupation rapportée par les Cris concernait le sort réservé aux artefacts découverts lors des inventaires et des fouilles archéologiques prévus dans le cadre du projet. La population souhaitait conserver la propriété de ces artefacts et qu'ils soient mis en valeur sur le territoire Eeyou Istchee.

¹⁴ Registre des bénéficiaires Cris, Inuits et Naskapis de la CBJNQ et de la CNEQ, 2013.

¹⁵ Comité provincial d'examen (COMEX). (2006). *Projet hydroélectrique Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Rapport du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, p. 143-146.

Le chef de la Première nation d'Eastmain désirait qu'Hydro-Québec tienne la communauté informée des résultats des activités d'inspection en regard de la sécurité des installations. On craignait que les ouvrages situés autour du réservoir Eastmain-1 ne soient pas conçus pour contenir l'apport d'eau supplémentaire qui serait entraîné par la dérivation partielle de la rivière Rupert.

Enfin, quelques résidants d'Eastmain ont exprimé leur tristesse et un sentiment de perte à l'égard des changements apportés dans l'aspect naturel des lieux et dans la pratique de leurs activités traditionnelles depuis l'apparition des barrages hydroélectriques dans le paysage de la Baie-James.

6.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012

6.2.1 Commentaires généraux

Lors de la séance de consultation qui s'est déroulée à Eastmain, certains participants, dont le vice-chef de la nation crie d'Eastmain, ont dit apprécier que le COMEX et Hydro-Québec aient organisé des consultations pour donner la chance aux Cris d'exprimer leurs points de vue sur les impacts du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert à la suite de la construction des ouvrages, ainsi que sur les mesures d'atténuation et de compensation appliquées. Cela témoigne d'une amélioration des rapports entre les Cris et Hydro-Québec, selon le vice-chef du Conseil de bande d'Eastmain.

En revanche, quelques intervenants ont manifesté des doutes quant à l'utilité de ces consultations, car ils ont l'impression que rien ne pourra être fait pour remettre le territoire tel qu'il était autrefois. Ils ont voulu savoir ce qu'Hydro-Québec avait l'intention de faire afin de remédier aux impacts mentionnés par les Cris lors des consultations : « Qu'est-ce que vous allez faire en notre nom, vous êtes venus pour écouter les Cris, mais qu'est-ce que vous allez faire de tout ça ? Qu'est-ce que vous pouvez faire pour moi ? Qu'est-ce que vous pouvez faire pour mon peuple, tout ce que je suis en train de vous dire maintenant ? »

Ceci dit, une participante aurait apprécié que la séance de consultation débute plus tôt durant la journée pour permettre aux gens de sa communauté de s'entretenir plus longuement avec les représentants d'Hydro-Québec. Un intervenant a d'ailleurs suggéré que d'autres rencontres aient lieu entre le promoteur et les chasseurs et maîtres de trappe cris afin de poursuivre les échanges et le travail en collaboration.

Certaines critiques ont été adressées aux représentants d'Hydro-Québec quant à l'administration des mesures d'atténuation et de compensation. D'après l'expérience de l'un des maîtres de trappe ayant pris la parole, la procédure pour obtenir du financement serait très longue et compliquée :

Lorsqu'on vous parle, il y a au moins vingt documents et formulaires à remplir, et si c'était pas difficile, eh bien, on pourrait avoir l'aide que nous demandons, et nous pourrions être dédommagés pour nos demandes de remboursement. [...] Et vous savez, c'est bien difficile, je pose ma question à tout le monde lorsque je présente mes demandes, je dis la même chose à tout le monde. C'est compliqué, vous n'avez pas les mêmes réponses à mes demandes, et je me sens intimidé. Il y a bien des gens qui présentent des demandes, et puis ces demandes sont refusées, ils ne sont pas dédommagés. Comment peut-il y avoir une entente pour nous permettre d'avoir cet argent ?

Cet intervenant a déjà fait des demandes de dédommagement pour du matériel qu'il s'était fait voler. Pour l'une des réclamations qu'il a faites, plus d'un an s'est écoulé avant que sa demande soit traitée et il s'inquiète de devoir attendre aussi longtemps pour une autre requête qu'il veut soumettre à la Société Niskamoon. Il préférerait que les fonds soient gérés par les conseils de bande, car il se sentirait plus à l'aise de présenter ses demandes aux dirigeants de sa communauté sans avoir à se soumettre aux formalités qu'exigent les organismes qui gèrent les fonds d'Hydro-Québec.

De plus, une certaine méfiance à l'égard du promoteur se dégage des témoignages de deux participants. Ceux-ci considèrent qu'Hydro-Québec n'a pas dit toute la vérité aux Cris au sujet des impacts qui découleraient des projets hydroélectriques, malgré l'application de mesures d'atténuation. Ils reconnaissent que les Cris ont bénéficié de compensations financières, mais ils auraient souhaité être mieux informés sur les impacts résiduels de ces projets et que le promoteur fasse preuve de transparence à ce sujet.

Un intervenant a cependant souligné l'excellent travail effectué par les représentants d'Hydro-Québec dans le cadre de l'émission *Hydlo and Friends* diffusée sur les ondes d'une radio communautaire crie et ayant pour but d'informer les Cris sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Il souhaiterait toutefois que les auditeurs aient la possibilité de poser des questions durant cette émission.

Finalement, des caractéristiques socioculturelles du peuple crie ont été décrites dans certains témoignages lors de la consultation réalisée à Eastmain. Plusieurs participants ont parlé de l'utilisation qu'ils font du territoire pour la pratique de la chasse et de la pêche, ces activités faisant partie intégrante de la culture crie et se pratiquant de génération en génération. L'un d'entre eux a raconté que, lorsqu'il était plus jeune, il allait chasser avec les aînés de sa communauté et que ceux-ci lui enseignaient les connaissances traditionnelles crie par rapport à la chasse. Enfin, un autre intervenant a exprimé le profond attachement qu'il éprouve envers son territoire : « J'aime la terre, j'aime mon territoire de chasse. Lorsque je vais à la chasse, je pense toujours à ce territoire de chasse et j'ai envie d'y aller. Je ne suis pas le seul. Il semble que la terre m'appelle pour que j'aille vers elle. La terre m'appelle, et ça représente mon bonheur. Je suis toujours heureux. »

6.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Eastmain

L'annonce du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert est survenue peu après la fin du projet de l'Eastmain-1 qui avait entraîné des impacts considérables pour la communauté d'Eastmain. En effet, certains aspects du projet hydroélectrique du complexe La Grande avaient particulièrement affecté le territoire fréquenté par les membres de cette communauté. Ainsi, les discours des intervenants lors de la séance de consultation réalisée à Eastmain en 2012 font état des impacts constatés en lien avec tous ces projets. Étant donné l'enchaînement rapide entre le présent projet et celui qui l'a précédé, les impacts associés à chacun d'entre eux ne sont pas toujours clairement départagés dans les témoignages des participants, comme si ces derniers percevaient ces deux projets comme en constituant un seul.

6.2.2.1 Impacts sur le milieu naturel

Les principaux impacts sur le milieu naturel mentionnés par les participants s'étant exprimés lors de la séance de consultation tenue à Eastmain portent sur l'hydrologie et la faune.

Les changements sur le niveau de l'eau survenus avec l'avènement des projets hydroélectriques ont été soulignés par trois membres de la communauté. Un intervenant a parlé de l'assèchement de la rivière Eastmain, faisant remarquer que le niveau de l'eau de cette rivière devenait navigable seulement lorsque la marée de la baie James était haute. Un deuxième participant a évoqué un lieu où il allait jadis à la chasse à l'oie et qui est devenu complètement asséché, à un point tel que des arbustes y poussent maintenant. Il a en outre rapporté avoir été témoin de l'inondation de larges parties de territoires à la suite de la dérivation de la rivière Eastmain. De plus, l'un des maîtres de trappe de la communauté d'Eastmain considère que 80 % de son territoire de piégeage a été affecté par l'ensemble des projets hydroélectriques. Une grande partie de la modification de son territoire pourrait être attribuable aux inondations survenues lors de la création des réservoirs Opinaca et de l'Eastmain-1. Bien que la plupart des commentaires portent sur les impacts observés sur le niveau de l'eau, un participant a également évoqué la destruction du territoire causée par la construction d'infrastructures : « [...] partout où les allochtones ont travaillé, où les routes ont été construites, c'est là que la terre semble vraiment abîmée. »

En ce qui a trait aux impacts sur la faune, un intervenant a fait état de ses observations depuis l'avènement des projets hydroélectriques. Selon lui, les orignaux, les castors et les porcs-épics auraient une plus petite taille qu'auparavant. Il croit aussi que la baisse du niveau de l'eau de la rivière Eastmain aurait causé la mort de nombreux poissons, ayant lui-même vu des poissons flotter à la surface de l'eau. Un autre participant a remarqué que la sauvagine, jadis abondante, a disparu des abords de la rivière Eastmain et même de la région côtière. Ce dernier constate qu'il y a davantage d'orignaux qui fréquentent le territoire aujourd'hui, ce qui, selon lui, contribuerait à faire fuir les oiseaux migrateurs du territoire. Un maître de trappe a en outre observé une diminution de 50 % de la présence d'esturgeons jaunes dans le secteur du PK 207 de la rivière Eastmain depuis l'aménagement d'une passe migratoire.

Plus spécifiquement en lien avec le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, un participant s'est dit étonné par la disparition presque soudaine des oies dans des secteurs que cette espèce avait l'habitude de fréquenter avant l'avènement du projet. Un maître de trappe a également parlé des conséquences qu'avait eues le projet sur le castor, notamment avec l'inondation des huttes.

6.2.2.2 Impacts socioculturels et économiques

Concernant les impacts socioculturels, ce sont principalement les contraintes qu'ont entraînées les projets hydroélectriques sur la pratique d'activités traditionnelles ainsi que les impacts relatifs à la qualité de l'eau et à l'ouverture du territoire qui ont été décrits dans les témoignages lors de la consultation à Eastmain.

Outre les modifications dans la fréquentation du territoire par certaines espèces animales, les impacts sur les activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage ont été abordés en lien avec les difficultés d'accès au territoire découlant des projets hydroélectriques. Un participant a dit déplorer le fait de ne plus pouvoir naviguer dans les cours d'eau situés dans la région côtière de la baie James étant donné que ceux-ci sont maintenant asséchés. Un intervenant s'est aussi dit limité dans la pratique de la pêche puisqu'il demeure en amont de la rivière Eastmain et doit donc attendre que la marée y fasse augmenter le niveau de l'eau afin d'être en mesure de mettre son embarcation à l'eau et d'installer ses filets.

Un autre membre de la communauté d'Eastmain a mentionné qu'il n'avait plus la possibilité de traverser les cours d'eau en hiver aussi facilement qu'auparavant en raison des changements survenus dans la couverture de glace depuis la réalisation des projets hydroélectriques sur le

territoire. Ce dernier ainsi qu'un autre participant ont affirmé ne plus pouvoir se rendre à leurs lieux de prédilection pour la pratique de la chasse. L'un d'eux a dit ne pas avoir découvert, à ce jour, de trajet alternatif pour se rendre à l'endroit qu'il préférait. De plus, l'un des maîtres de trappe a fait référence à un sentier de motoneige qui n'est plus utilisable depuis la construction d'une ligne de transport d'électricité sur son territoire. Il a mentionné qu'un autre sentier avait été aménagé afin de remédier à la situation, mais que la traversée des cours d'eau par ce sentier n'y serait maintenant plus sécuritaire. Enfin, un autre maître de trappe impliqué dans le suivi de l'état de la couverture de glace a souligné que cette tâche lui amputait beaucoup de temps qu'il aurait autrement consacré à la pratique de la chasse.

Des changements perçus dans la qualité de l'eau ont par ailleurs été rapportés par deux participants. L'un d'eux se dit maintenant obligé de prendre son véhicule pour aller chercher de l'eau à une source dont la qualité n'aurait pas été altérée par les aménagements hydroélectriques, alors qu'il s'approvisionnait jadis à même la rivière Eastmain. L'autre intervenant a déclaré ne jamais avoir apporté d'eau avec lui lors de ses expéditions de pêche, ce qu'il n'est plus en mesure de faire depuis la construction du barrage de l'Eastmain-1.

Trois participants ont mentionné des impacts relatifs à l'ouverture du territoire, induits par le projet de l'Eastmain-1 et celui des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Un premier a rapporté que la fréquentation du territoire par des chasseurs allochtones avait heurté ses valeurs quant à la façon dont les animaux chassés doivent être traités. En effet, celui-ci s'est dit choqué par la découverte de carcasses de caribous décapitées ayant été laissées sur le territoire, ce qui, selon lui, ne peut avoir été fait que par des chasseurs allochtones, les Cris ayant plutôt coutume d'utiliser toutes les parties des animaux capturés ou chassés. Un maître de trappe a pour sa part fait état de différents vols et actes de vandalisme dont il aurait été victime, incidents qui, selon lui, ne se produisaient pas avant l'avènement des projets hydroélectriques et l'ouverture du territoire qui en a découlé. Enfin, un autre maître de trappe a mentionné que ces projets avaient facilité l'utilisation du territoire traditionnellement fréquenté par les Cris d'Eastmain par des membres de la communauté de Wemindji.

Plusieurs participants ont également parlé des retombées économiques découlant du projet de l'Eastmain-1 et de celui des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. D'abord, un maître de trappe dont le territoire a été touché par les projets hydroélectriques s'est montré très reconnaissant d'avoir obtenu des emplois et d'importantes sommes d'argent de la part d'Hydro-Québec pour la réalisation de divers travaux. Toutefois, celui-ci a constaté que les opportunités étaient en constante diminution et a dit déplorer qu'aucune mesure transitoire n'ait été prévue : « [...] c'est un peu comme s'ils avaient coupé le cordon et qu'ils ne s'intéressaient plus à moi. » Il a aussi remarqué que les contrats obtenus par certains individus prenaient fin plus vite que prévu. De son point de vue, beaucoup de membres de sa communauté avaient de grandes attentes quant aux retombées économiques, attentes qui n'auraient finalement pas été comblées. Un autre intervenant a fait le constat que les emplois créés étaient majoritairement de nature temporaire.

Par ailleurs, une participante ayant travaillé à la centrale de l'Eastmain-1 pour des compagnies sous-traitantes et ayant récemment été licenciée croit que les politiques d'embauche visant à assurer des chances égales entre les Autochtones et les allochtones ne sont pas réellement appliquées puisque, d'après ce qu'elle perçoit, ce serait d'abord les allochtones qui obtiendraient des emplois. Elle semblait également convaincue qu'une autre femme crie et elle-même avaient été licenciées sur une base discriminatoire, malgré l'invocation par son employeur du critère d'ancienneté. Le témoignage d'un autre participant abonde dans le même sens en affirmant que

les allochtones remplaceraient de plus en plus les Cris à l'issue de leurs contrats de travail. De plus, ce dernier a dit percevoir un certain climat de tension entre les travailleurs cris et allochtones dans différents lieux de travail.

6.2.2.3 Impacts psychosociaux

Les témoignages formulés par les participants lors de la consultation réalisée à Eastmain ont révélé plusieurs impacts psychosociaux issus des différents projets hydroélectriques. La tristesse associée à la perte de certaines portions du territoire et d'éléments du mode de vie traditionnel, ainsi qu'à l'altération du milieu naturel et de ses ressources semble présente dans plusieurs discours. L'amertume, la colère, la frustration et l'anxiété sont autant de sentiments qui ressortent également des témoignages exprimés à Eastmain.

Un participant a exprimé sa tristesse de ne pas pouvoir connaître le même mode de vie qu'ont vécu ses parents et ses grands-parents. Celui-ci a dit regretter de ne pas avoir la possibilité de transmettre les connaissances et le savoir-faire associés à ce mode de vie à ses enfants et de devoir leur raconter des histoires à propos de certains lieux et de leurs richesses, à défaut de leur faire découvrir. Ce même intervenant a manifesté un certain sentiment de fatalité par rapport à la perpétuité des impacts sur le milieu naturel : « [...] même si nous revenons sur tout ce qui a été fait, si nous parlons de tout ce qui a été fait, nous parlons dans le vide. Perdons-nous notre temps ici? Nous ne pourrions jamais changer ni remettre en état le terrain qui a été détruit. » Un maître de trappe a pour sa part rapporté la tristesse et la douleur qu'avaient ressenties ses parents et ses grands-parents lorsqu'ils ont été témoin de l'inondation du territoire survenue lors des projets hydroélectriques précédents. Voir sa famille ainsi perturbée et le territoire si soudainement transformé a grandement affecté ce participant : « Ce sont des choses qui ont eu un effet sur moi. Ce n'est pas seulement moi, il y a d'autres personnes qui ont le même sentiment. [...] je ne verrai plus la terre à l'état vierge comme elle était autrefois, avant qu'elle soit détruite. » Rappelons que le sentiment de déchirement par rapport à la modification du territoire entraînée par les différents projets hydroélectriques avait été exprimé par plusieurs membres de la communauté d'Eastmain lors des audiences publiques de 2006. Ceux-ci avaient alors fait part de leur profond attachement envers le territoire, ses ressources et le mode de vie lui étant associé.

De plus, un participant dit avoir vécu difficilement l'inondation du lieu de sépulture où repose sa soeur : « [...] tous les ans en hiver, j'allais voir sa tombe, j'allais toujours lui rendre visite, mais aujourd'hui, je ne peux plus y aller, parce qu'elle est sous l'eau, elle est submergée. » En référence au site commémoratif ayant été aménagé dans le cadre des mesures de compensation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, cet intervenant a tenu à rappeler aux représentants d'Hydro-Québec que ce n'est pas un tel geste qui pourra réparer les blessures internes causées par la destruction de ces lieux de sépulture.

Certains membres de la communauté ont fait part de leur sentiment d'avoir été lésés, particulièrement par rapport aux projets hydroélectriques précédents. L'un d'eux l'a exprimé en ces termes : « [...] je crois que je n'ai pas bénéficié, j'en n'ai pas bénéficié comme j'aurais dû et comme je le méritais. » Un second participant partage également ce sentiment : « Ce que je veux dire, c'est que nous n'avons rien, nous sommes vraiment les perdants dans tout ça. [...] Quand vous enlevez quelque chose à quelqu'un, vous devez donner quelque chose en échange. » Ce dernier estime que le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert n'a pas entraîné suffisamment de retombées économiques pour la communauté et que les mesures de soutien n'ont pas su pallier aux impacts des projets précédents sur le territoire et ses ressources. De plus, ce participant a l'impression que les décisions ont été prises par les représentants cris

sans qu'une réelle consultation auprès des membres des différentes communautés n'ait eu lieu. Selon lui, seule une minorité de Cris auraient grandement bénéficié des ententes qui ont été signées, au détriment des autres.

Plusieurs participants ont exprimé leur mécontentement quant aux mesures d'atténuation et de compensation mises en place dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. L'un des maîtres de trappe estime que ces mesures, dont il reconnaît avoir amplement bénéficié, n'ont pas été suffisantes pour contrebalancer tous les dommages qu'a subi son territoire de piégeage. La courte durée de certains programmes a également été une source d'insatisfaction pour deux individus. L'un d'entre eux aurait apprécié que le programme de piégeage des castors soit prolongé pour que les membres de sa communauté puissent en bénéficier plus longtemps. L'autre a dit déplorer que le programme d'aide pour la pêche n'ait duré que deux ans, alors que les besoins sont encore, selon lui, bien présents. Celui-ci trouve plutôt frustrant de se faire dire que les fonds sont écoulés alors que le projet, lui, semble générer énormément de revenus pour le promoteur.

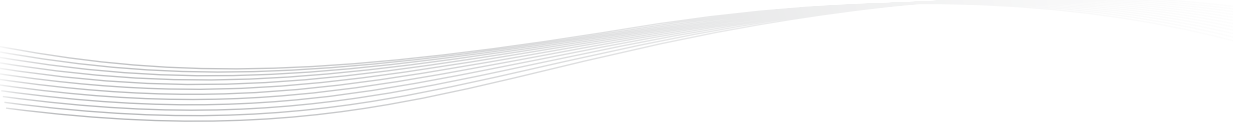
De nombreux intervenants ont dit ressentir un sentiment d'injustice par rapport aux critères établis pour déterminer les bénéficiaires de certaines mesures d'atténuation et de compensation. La présidente de l'Association locale des trappeurs ainsi qu'un autre membre de la communauté d'Eastmain considèrent que les utilisateurs des territoires de piégeage situés plus près de la zone côtière de la baie James devraient aussi avoir accès aux mesures d'atténuation et de compensation, à l'instar des utilisateurs des territoires de piégeage directement touchés par les projets hydroélectriques, car ils subissent également les impacts de ces projets :

[...] moi, j'ai rien, parce que je vis en aval. [...] je ne suis pas traité de la même façon. [...] je devrais avoir droit aux mêmes ressources. Je pense que le moment est venu qu'Hydro-Québec et Niskamoon commencent à changer leurs politiques et qu'ils commencent à nous inclure dans ces mesures de remise en état, et les mesures que vous accordez aux maîtres de trappe dans les zones touchées.

Selon un autre participant, étant donné que c'est la communauté d'Eastmain qui est signataire d'une entente, il ne devrait pas y avoir de discrimination entre les bénéficiaires des différentes mesures de soutien. D'ailleurs, un autre intervenant considère qu'il est injuste que les maîtres de trappe soient démesurément compensés par rapport aux autres utilisateurs du territoire.

Certaines critiques ont par ailleurs été formulées par la présidente de l'Association locale des trappeurs quant aux règles à suivre lors de l'exécution des travaux compensatoires. Celle-ci déplore notamment les délais imposés aux bénéficiaires de telles mesures, délais qui seraient irréalistes considérant le peu de personnes compétentes dans la communauté pour effectuer ces travaux, le manque d'équipement et le mode de vie cri qui peut limiter la disponibilité des gens selon la période de l'année.

Enfin, une autre source de frustration exprimée par l'un des maîtres de trappe réside dans le manque de considération à l'égard des connaissances des Cris dans la conception de certaines mesures d'atténuation visant à protéger l'esturgeon jaune dans la rivière Eastmain. Celui-ci a dit déplorer que le savoir traditionnel cri n'ait pas été pris en compte lors de l'aménagement des frayères, qui, à son avis, étaient vouées à l'échec : « Les zones de frayères qui ont été créées à l'intention de l'esturgeon ne fonctionnent même pas, et ça a coûté cher. On n'a jamais utilisé le savoir cri, les connaissances crie, et les Cris connaissent l'esturgeon et à quoi ressemblent ses zones de fraie. Les Cris connaissent tout ça, ils savent s'occuper de ces zones-là. » Ce dernier considère également que la passe migratoire aménagée au PK 207 de la rivière Eastmain est



inefficace en plus de comporter des pièces de métal qui seraient susceptibles, selon lui, de blesser les poissons. De son point de vue, les connaissances des Cris auraient pu contribuer à la recherche d'une solution plus efficace.

Ce même maître de trappe a affirmé vivre de l'anxiété depuis qu'un camp de travailleurs d'Hydro-Québec a été construit sur son territoire de piégeage et a dit ressentir fortement la présence des travailleurs sur cette partie du territoire où la tranquillité prévalait jadis.

6.2.3 Préoccupations exprimées

Les préoccupations exprimées par les participants ont principalement trait à l'avenir de la communauté d'Eastmain. D'abord, deux intervenants ont dit redouter le moment où prendraient fin les différentes mesures de soutien et de compensation mises en place dans le cadre des projets hydroélectriques. L'un d'entre eux se demandait si d'autres mesures de soutien seraient définies par la suite et si davantage d'emplois et de contrats pourraient revenir aux membres de sa communauté à court terme. Ce participant était également inquiet de voir se réaliser dans le futur d'autres projets hydroélectriques comportant des impacts considérables sur le territoire et ses ressources. Le second intervenant a fait remarquer que les incidences du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert se feront ressentir pendant bien des années après que les différents fonds instaurés auront été épuisés. Ce dernier se questionnait sur les sources de financement qui seraient alors disponibles pour les travaux d'entretien des routes et des sentiers, ainsi que pour les réaménagements d'infrastructures qui deviendraient nécessaires. Enfin, le sort des générations futures s'est révélé être une source de préoccupation pour ce participant : « [...] Est-ce que vous allez avoir une réponse pour les générations à venir? »

Un autre intervenant a exprimé des préoccupations à l'égard de la sécurité des motoneigistes. Selon lui, les habitudes des utilisateurs du territoire sont difficiles à changer et il craint que certains d'entre eux ne se conforment pas aux recommandations quant à la possibilité ou non de traverser les cours d'eau.



7. WEMINDJI

La séance de consultation a eu lieu aux bureaux du Conseil de bande de Wemindji le 20 novembre 2012 en soirée. Une douzaine de personnes ont assisté à la séance et cinq d'entre elles, dont une femme, sont intervenues au micro. Deux maîtres de trappe étaient présents à la rencontre et se sont exprimés. La communauté de Wemindji regroupe environ 1 500 personnes¹⁶.

7.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006¹⁷

L'augmentation du débit de l'eau en aval des biefs à la suite de la dérivation de la rivière Rupert suscitait des inquiétudes au sein de la communauté de Wemindji lors des audiences publiques tenues en 2006. Les résidants craignaient qu'une plus grande turbidité de l'eau affecte sa qualité et la rende impropre à la consommation. Aussi, les participants croyaient difficilement qu'une augmentation du débit n'entraînerait pas une élévation des niveaux d'eau dans les réservoirs et les lacs, notamment les lacs Boyd et Sakami. Certains maîtres de trappe se demandaient où ils pourraient bien aller chasser dorénavant, puisque leur territoire allait être ennoyé par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Plusieurs personnes s'étaient dites préoccupées par la sécurité des barrages et les éventuelles conséquences d'événements hors du contrôle du promoteur, tels qu'un séisme ou un acte terroriste.

Beaucoup de préoccupations exprimées par les résidants de Wemindji portaient sur les populations de poissons, en particulier l'esturgeon jaune, et leurs zones de fraie. On se demandait si les seuils aménagés sur la rivière Rupert n'empêcheraient pas les esturgeons d'accéder à leurs frayères. Enfin, les résidants craignaient que les poissons perdent leur saveur et que le goût du gibier soit modifié.

Le chef de la Première nation de Wemindji avait proposé que soit créée une division des affaires autochtones au sein d'Hydro-Québec pour élaborer et implanter des stratégies d'embauche des Cris lors des travaux de développement hydroélectriques, afin d'augmenter la proportion de Cris parmi les employés. La formation des jeunes était également une préoccupation. On souhaitait que ces derniers puissent profiter des occasions d'emploi reliées au projet.

Les Cris se disaient déçus du manque de considération accordée à leurs connaissances traditionnelles. Ainsi, ils voulaient être consultés et que leurs préoccupations soient prises en compte à toutes les phases du projet, autant lors de la période de construction qu'en période d'exploitation.

16 Registre des bénéficiaires Cris, Inuits et Naskapis de la CBJNQ et de la CNEQ, 2013.

17 Comité provincial d'examen (COMEX). 2006. *Projet hydroélectrique Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Rapport du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, p. 147-151.

7.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012

7.2.1 Commentaires généraux

Lors de la séance de consultation ayant eu lieu dans la communauté de Wemindji, un individu a entretenu les participants sur l'importance du rôle qu'ont les aînés auprès des jeunes chez les Cris. Celui-ci, lui-même un aîné, s'est dit attristé devant la détresse et les difficultés que vivent les jeunes cris. Cet individu perçoit chez ceux-ci un grand besoin d'être en contact avec le territoire, de connaître le mode de vie traditionnel et d'acquérir les connaissances nécessaires pour devenir autonomes et en mesure d'assurer leur subsistance par la chasse, la pêche et le piégeage. Selon lui, le développement des capacités des jeunes pour la pratique de ces activités traditionnelles est crucial puisque c'est à eux que reviendra la responsabilité d'approvisionner les aînés en nourriture traditionnelle lorsque ceux-ci ne seront plus en mesure de le faire. Les aînés ont ainsi une grande responsabilité auprès des jeunes pour leur transmettre tout le savoir relatif à la pêche, à la chasse et au piégeage. Pour cette raison, cet aîné se voit mal arrêter d'accompagner les jeunes dans leurs voyages au cœur du territoire, même s'il n'a plus la capacité physique de faire certaines activités.

Trois des cinq personnes s'étant exprimées au cours de cette séance de consultation ont parlé du mode de vie qu'ils ont connu jadis, des activités qui étaient pratiquées et des traditions reliées à certaines d'entre elles. Ces commentaires ont été mis en perspective avec les changements dans le mode de vie survenus à la suite des projets hydroélectriques ayant été réalisés sur le territoire.

7.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Wemindji

La majorité des personnes s'étant exprimées lors de cette séance de consultation ont témoigné des impacts ressentis à la suite des projets hydroélectriques précédents. Quelques commentaires seulement ont porté plus directement sur les impacts du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Les différents témoignages ont fait état des impacts perçus par les participants sur le milieu naturel, le milieu social et la situation économique, ainsi que d'impacts d'ordre psychosocial.

7.2.2.1 Impacts sur le milieu naturel

Lors de la séance de consultation publique de Wemindji, la plupart des participants ont fait référence aux impacts sur le milieu naturel reliés aux projets hydroélectriques précédents, notamment au complexe La Grande. D'abord, les modifications apportées à l'hydrologie par ces projets ont été soulignées, dont l'ennoiement du territoire lors de la création du réservoir Opinaca et l'assèchement de plusieurs cours d'eau à la suite de la construction du barrage OA-05 sur le territoire de piégeage VC23. L'altération perçue de la qualité de l'eau à la suite de la dérivation de la rivière Eastmain est un autre impact qui a été rapporté par l'un des intervenants.

Cependant, ce sont davantage les impacts sur la faune, et particulièrement sur l'esturgeon jaune, qui ont fait l'objet de témoignages en lien avec les projets hydroélectriques antérieurs. Trois participants ont fait état de l'importante quantité d'esturgeons que contenait anciennement la rivière Opinaca et les lacs environnants et de la disparition de cette espèce dans ces plans d'eau

depuis la création du réservoir. Selon l'un d'entre eux, les esturgeons jaunes seraient présents en abondance dans le réservoir, mais ils ne parviendraient plus à descendre dans la rivière Opinaca dû à la présence du barrage qui a été construit sur celle-ci au moment de sa dérivation.

Un autre intervenant a pour sa part remarqué que la perdrix, le castor, le lagopède et le lièvre avaient subi des impacts importants à la suite des premiers projets hydroélectriques. Une participante a également constaté que les animaux avaient changé depuis l'avènement de ces projets, sans toutefois préciser s'il s'agissait de changements relatifs à leurs comportements, leurs habitudes de vie ou leur apparence. Une autre personne a parlé des impacts que subissent les castors lorsque certaines baies du lac Sakami et des rivières avoisinantes sont inondées et que leurs huttes sont ennoyées.

Enfin, deux intervenants ont constaté que les oies ne fréquentaient plus les étangs où elles se trouvaient jadis en grand nombre, avant la réalisation des premiers projets hydroélectriques. Selon eux, le sable qui a été emmagasiné à proximité de ces étangs en vue de la construction d'une route – et qui s'y trouve toujours aujourd'hui – empêcherait les oies de voir les étangs et de s'y poser.

En ce qui a trait aux impacts reliés spécifiquement au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, les participants s'étant exprimés à ce sujet ont principalement fait état de changements remarquables sur l'hydrologie et sur le niveau de l'eau, ainsi que des conséquences qui en découlent. Un maître de trappe a parlé de la modification de la qualité de l'eau survenue à la suite du projet. Celui-ci rapporte que, d'après certains aînés, la disparition de l'esturgeon jaune de la rivière Sakami serait attribuable à la mauvaise qualité de son eau. La crainte que ce type d'impacts survienne avait d'ailleurs déjà été mentionnée lors des audiences publiques réalisées à Wemindji en 2006.

La montée du niveau de l'eau subséquente à la dérivation de la rivière Rupert aurait, selon un autre intervenant, entraîné la mort de plusieurs arbres en bordure du lac Sakami. Ce dernier dit avoir vu des arbres emportés par le courant à la suite de la dérivation de la rivière. Cet individu a également constaté que l'eau circulait encore en décembre, alors qu'elle était toujours gelée à cette période de l'année avant l'avènement du projet.

7.2.2.2 Impacts socioculturels et économiques

Les impacts socioculturels des projets hydroélectriques précédents dont ont fait état les participants concernent la pratique des activités traditionnelles de chasse, de pêche, de piégeage et de cueillette, ainsi que l'alimentation et le maintien des liens de solidarité au sein de la communauté.

L'un des impacts mentionnés est la limitation des déplacements causée par les changements dans le débit de différents cours d'eau et les effets corollaires sur la couverture de glace. Un des participants a fait remarquer que ces impacts restreignaient les jeunes dans la poursuite de leur apprentissage et dans la prise de contact avec le territoire : « Il y a des jeunes qui vont à la chasse, je peux pas dire à ces jeunes : "Allez, traversez là où vous voulez aller chasser !". C'est seulement après vérification qu'on peut traverser. » Cet individu a également constaté qu'un grand sentier de motoneige situé sur une rivière était maintenant inutilisable en raison de la mince couche de glace qui la recouvre en hiver.

Par ailleurs, une intervenante a fait état des conséquences des premiers projets hydroélectriques sur la cueillette des petits fruits. Celle-ci rapporte que les arbustes à petits fruits rouges et à bleuets ont été détruits lors des différents travaux effectués dans le secteur qu'elle fréquentait pour la pratique de cette activité.

En ce qui a trait aux impacts de ces projets sur l'alimentation, un maître de trappe a parlé de l'importance qu'avait l'esturgeon jaune dans le régime alimentaire traditionnel et des conséquences de la rareté de cette espèce sur celui-ci depuis la construction du barrage OA-05. Selon lui, la diminution de la présence de l'esturgeon jaune dans la rivière Opinaca et dans les cours d'eau environnants aurait également entraîné certains impacts sociaux étant donné qu'il n'est plus possible aujourd'hui de partager les prises avec d'autres membres de la communauté, alors qu'auparavant, l'abondance qui prévalait était propice aux gestes de solidarité à l'intérieur de celle-ci.

Les effets sur la qualité de l'eau constituent un second aspect qui a été abordé en relation avec l'alimentation traditionnelle. Non seulement un participant a rapporté ne plus être en mesure de s'abreuver à même les cours d'eau comme avant, mais en plus, un autre intervenant est d'avis que la mauvaise qualité de l'eau affecterait tout ce qui vit dans les eaux. La confiance en la nourriture provenant du territoire s'en trouverait ainsi diminuée. Pour cette même personne, la présence de mercure dans le réservoir Opinaca, résultant des projets hydroélectriques précédents, constitue une source d'inquiétude et de méfiance envers les animaux y vivant ou s'y abreuvent.

En ce qui concerne les impacts attribués directement au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, un maître de trappe a fait mention des retombées économiques entraînées par celui-ci, lui-même ayant pu bénéficier pendant une longue période des emplois créés. Ce dernier perçoit qu'il reste beaucoup de travail à faire et il est confiant que les maîtres de trappe pourront encore bénéficier de retombées économiques. Toutefois, ce même intervenant a parlé des conséquences qu'avaient eues ces emplois sur sa vie personnelle et familiale : « Mon travail a été bien difficile. J'avais des enfants, ils étaient ici, et je devais les quitter très souvent. Parfois, j'étais parti pendant un mois pour aller travailler. »

7.2.2.3 Impacts psychosociaux

Lors de la séance de consultation de Wemindji, les participants ont manifesté un grand sentiment de perte, une difficulté à rompre avec le passé, une profonde inquiétude face à l'avenir, une certaine colère et un sentiment d'être envahis. Ces aspects ont été abordés à la fois en lien avec les projets hydroélectriques réalisés antérieurement et celui des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Une participante a parlé avec nostalgie d'un passé où les membres de sa communauté vivaient presque uniquement du territoire. Celle-ci a exprimé sa tristesse de ne plus pouvoir vivre comme ses parents et ses grands-parents l'ont fait. Cette intervenante a également fait état de la difficulté qu'elle ressent face à la coupure obligée avec une période de vie où elle sentait le bonheur et la satisfaction régner dans sa communauté. Elle a souligné qu'aujourd'hui, les membres de sa communauté lui semblaient malheureux. Cette participante résume les sentiments qu'elle ressent en ces termes : « Nous avons tout perdu ce que nous avions avant, avant la construction des barrages. [...] Nous aimions notre territoire, nous aimions ce que nous avions à manger et nous avons appris que ce que nous mangions nous a beaucoup aidés. »

La tristesse exprimée par quelques résidents de Wemindji ne concerne pas seulement le passé, mais également l'avenir. Une personne a dit regretter profondément que sa descendance ne connaîtra pas le territoire tel qu'elle l'a connu, ni le mode de vie de ses aïeux. Un second participant abonde dans le même sens : « Et ça a des effets sur la population, sur les gens. Lorsque leur territoire de chasse est touché, lorsqu'il est détruit, ça a des effets importants sur les enfants aussi, sur les petits-enfants et sur les arrière-petits-enfants. Ça les touche beaucoup, ça les

perturbe beaucoup quand ils voient ce qu'on a fait à leurs terres.» Ce même intervenant s'est dit attristé de ne plus être en mesure de nourrir les enfants convenablement, de leur donner régulièrement ce qu'il nomme la «nourriture saine».

Certaines inquiétudes exprimées lors des audiences publiques de 2006 par rapport à la sécurité ont été réitérées par des participants. La crainte que les infrastructures hydroélectriques cèdent lors d'une catastrophe naturelle ou que l'augmentation du niveau de l'eau à certains endroits devienne problématique avec les conséquences des changements climatiques a été exprimée par deux intervenants, lesquels n'en parlent pas comme d'une simple préoccupation, mais comme un réel sujet d'anxiété.

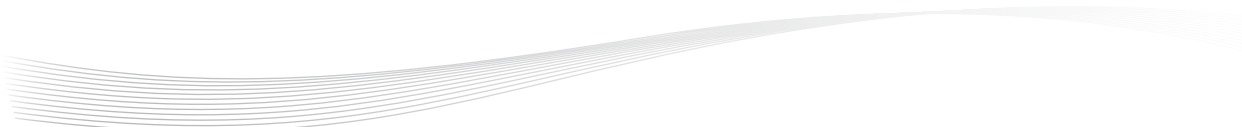
La colère et la frustration sont deux sentiments qui ont été manifestés par plusieurs intervenants, principalement en lien avec l'insuffisance ou l'absence de mesures d'atténuation. L'un d'eux dit avoir soumis au promoteur des demandes pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation afin de remédier à certains impacts en lien avec les projets hydroélectriques précédents, qui auraient été ignorées ou refusées. Ce participant a notamment fait référence à une requête qu'il avait formulée afin que le contour des cours d'eau soit nettoyé après l'enneigement du territoire, laquelle a été refusée. Un second intervenant a dit trouver injuste de devoir défrayer les coûts de la construction d'une nouvelle cabane, puisque son territoire de chasse a subi de nombreux dommages à la suite du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Il déplore également qu'aucune mesure n'ait été prise pour enlever les bancs de sable inutilisés lors de la construction de la route de la Baie-James et pour restaurer les trous de vingt pieds de profondeur qui avaient été creusés dans le secteur du kilomètre 434. Enfin, un participant considère que le promoteur leur a menti en disant que le niveau de l'eau du lac Sakami ne serait pas affecté, ce qui, selon lui, n'a pas été le cas. Il faut rappeler que des préoccupations avaient été exprimées à ce sujet lors des audiences publiques de 2006.

Enfin, un intervenant a fait part de son sentiment d'être envahi depuis l'avènement des projets hydroélectriques sur le territoire. Celui-ci a dit ressentir fortement la présence d'allochtones et de Cris d'autres communautés qui viennent chasser sur son territoire et qui commettraient parfois des méfaits. Ce même participant constate que le passage de motoneiges conduites par des allochtones s'est intensifié depuis le début de la construction de la centrale de la Sarcelle et il craint que l'augmentation de la fréquentation du territoire par des motoneigistes dérange les animaux et la faune aquatique.

7.2.3 Préoccupations exprimées

Plusieurs préoccupations ont été exprimées par les participants lors de la séance de consultation de Wemindji. D'abord, deux intervenants ont parlé de leurs craintes par rapport aux effets des lignes de transport d'électricité sur la santé des animaux et des chasseurs circulant à proximité de celles-ci. Selon eux, l'électricité qui se dégage de ces lignes de transport aurait une incidence mortelle sur la faune et des effets néfastes sur les êtres humains.

Par ailleurs, un participant s'est dit méfiant par rapport à l'information reçue à propos du taux de mercure présent dans la chair des poissons du lac Sakami. Avec l'augmentation du niveau d'eau qu'a connue ce lac depuis la dérivation de la rivière Eastmain, il lui semble improbable que le taux de mercure demeure faible. De plus, il s'est dit préoccupé par le fait que certaines mesures de suivi sur la santé humaine semblent avoir pris fin et que l'information relative à ces suivis ne lui soit jamais parvenue :



Après la première dérivation de la rivière Eastmain, on nous a dit qu'on allait prélever des échantillons sur nous pour voir s'il y avait du mercure, qu'il y aurait un prélèvement pour le mercure. Et depuis, après avoir commencé à travailler, je n'étais pas obligé d'aller à la clinique ou à l'hôpital pour le prélèvement de ces échantillons. Après les premiers prélèvements, ça s'est arrêté, et puis je ne sais pas si on avait du mercure ou non.

Un autre participant a manifesté ses inquiétudes par rapport à la situation du castor dans le contexte de l'assèchement de certaines rivières et souhaite que les impacts subis par cette espèce soient davantage documentés. Enfin, un maître de trappe a exprimé ses appréhensions à l'égard des nouveaux impacts qui pourraient survenir après la mise en opération des centrales de la Sarcelle et de l'Eastmain-1-A. Celui-ci aimerait avoir l'heure juste au sujet des modifications prévues sur le niveau de l'eau et sur la couverture de glace des cours d'eau affectés, étant donné qu'il n'a pas le sentiment d'avoir obtenu de réponse claire à ce sujet. Ce dernier ainsi qu'un autre intervenant craignent que les motoneigistes qui circulent sur les lacs et le réservoir Opinaca durant l'hiver tombent à l'eau à cause de la couverture de glace qui semble plus fragile qu'autrefois.



8. WASKAGANISH

La séance de consultation s'est tenue à la Place de rassemblement de Waskaganish le 22 novembre 2012 en soirée. Une cinquantaine de personnes ont assisté à la séance et 21 d'entre elles, dont une femme, sont intervenues au micro. Quatre maîtres de trappe de Waskaganish étaient présents à la rencontre, de même que deux maîtres de trappe de Nemaska. Le directeur de l'Association locale des trappeurs cris et un représentant du Conseil des aînés ont aussi assisté à la rencontre. Le grand chef ainsi que le secrétaire exécutif du Grand Conseil des Cris étaient également présents. Il est à noter que la population de Waskaganish est d'environ 2 800 habitants¹⁸.

8.1 Préoccupations exprimées lors des audiences publiques tenues en 2006¹⁹

Lors des audiences publiques de Waskaganish, beaucoup de témoignages ont fait ressortir la tristesse ressentie par les Cris par rapport aux changements ayant affecté leur mode de vie et la pratique des activités traditionnelles, celles-ci étant au fondement même de leur culture. On craignait que le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert contribue à accentuer ces changements.

Parmi les pertes appréhendées, des résidents de Waskaganish se sont montrés préoccupés par le risque que le poisson cesse de fréquenter le secteur des rapides de Smokey Hill en raison des changements apportés à la rivière Rupert, ce lieu étant un site de pêche particulièrement important pour les Cris, autant d'un point de vue spirituel, historique que culturel et esthétique. En ce qui concerne la qualité de l'eau de la rivière Rupert, certaines personnes redoutaient l'intrusion de l'eau saline dans l'estuaire et les impacts sur les activités récréatives habituellement pratiquées par les jeunes dans ce secteur, telles que la baignade et la pêche.

Les conditions de navigation et les effets sur la couverture de glace en hiver faisaient également l'objet de préoccupations. Un changement du niveau de l'eau pourrait entraîner des difficultés à naviguer dans l'estuaire de la rivière Rupert et rendre moins sécuritaire la traversée entre ses deux rives à l'automne et au printemps.

Une forte proportion de résidents de Waskaganish croyait que le projet aurait des impacts significatifs sur les animaux vivant dans les zones touchées par le projet ou fréquentant ces zones, incluant la rivière Rupert. La perturbation des habitats naturels entraînerait une diminution du nombre d'animaux et le déboisement de la forêt boréale aurait des effets négatifs, notamment sur les oiseaux et les caribous.

Les Cris convenaient que le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert pourrait créer des occasions d'emploi pour les jeunes et les membres de la communauté de Waskaganish. On souhaitait toutefois qu'il ne s'agisse pas que d'emplois temporaires durant la phase de construction, mais qu'ils se poursuivent aussi pendant la période d'exploitation.

18 Registre des bénéficiaires cris, inuits et naskapis de la CBJNQ et de la CNEQ, 2013.

19 Comité provincial d'examen (COMEX). 2006. *Projet hydroélectrique Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Rapport du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, p. 152-159.

Les participants aux audiences publiques se sont dits attristés à l'idée de voir la rivière Rupert modifiée de façon permanente. Les Cris s'apprétaient à perdre cette rivière dans son aspect naturel et les dommages seraient irréversibles, disait-on. La dérivation de la rivière constituait une perte importante pour la communauté.

Avec l'arrivée de nouveaux projets de développement sur le territoire de la Baie-James, la population était préoccupée par l'accroissement des problèmes sociaux, tels que la consommation abusive d'alcool et de drogues, la violence familiale, la négligence envers les enfants, les tentatives de suicide, etc. De plus, l'annonce du projet en elle-même avait déjà entraîné des impacts perceptibles sur la cohésion sociale et sur la santé des personnes, en raison des positions divergentes des membres de la communauté et de l'incertitude, du malaise et du stress engendrés par la perspective de la réalisation de ce projet. La population était profondément divisée par le projet.

Le potentiel touristique de la rivière Rupert allait être affecté, selon certaines personnes, car celle-ci ne pourrait plus être promue pour sa beauté naturelle, ce qui priverait la communauté de retombées économiques.

Les participants ont également fait allusion à la crainte que, une fois le projet réalisé, le promoteur planifie d'autres projets de développement hydroélectrique sur le territoire de la Baie-James.

8.2 Points de vue exprimés par les Cris présents lors des séances de consultation tenues en 2012

8.2.1 Commentaires généraux

Tout d'abord, la contribution des Cris au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert a été soulignée à maintes reprises lors de la consultation publique tenue à Waskaganish. Le secrétaire exécutif du Grand Conseil des Cris a notamment mentionné que le projet n'aurait pu être réalisé sans l'aide des Cris, dont la participation a été favorisée par l'octroi de contrats et l'embauche de travailleurs. Certains membres de la communauté se sont d'ailleurs montrés reconnaissants du soutien et des emplois accordés aux Cris grâce aux ententes conclues entre eux et Hydro-Québec. La volonté du promoteur d'inclure les Cris dans la réalisation du projet et de leur faire bénéficier de retombées économiques représente, selon un intervenant, une amélioration substantielle par rapport aux projets hydroélectriques qui ont eu lieu précédemment sur le territoire de la Baie-James. Les efforts faits par le promoteur pour travailler en collaboration avec les Cris et prendre en considération leurs préoccupations ont d'ailleurs été soulignés par d'autres participants. De plus, certains ont dit apprécier que des représentants d'Hydro-Québec soient venus pour écouter les Cris, prendre en note ce qu'ils disent et répondre à leurs questions dans le cadre des séances de consultation organisées par le COMEX. Ils souhaitent que ces échanges se poursuivent encore longtemps.

Quelques participants ont également parlé de l'utilisation du savoir traditionnel des Cris dans le cadre des études réalisées par le promoteur afin de mieux connaître le territoire et ses ressources : « [...] tout ce qui a été fait comme études sur les poissons, il y a beaucoup de travail qui a été fait de leur part et de la part des Cris aussi, et le savoir cri a vraiment été utilisé pour savoir où vivent les poissons, où est-ce qu'ils vont frayer. » Toutefois, un membre de la communauté de Nemaska, présent à la consultation de Waskaganish, considère que les maîtres de trappe auraient dû être davantage consultés dans le cadre du projet afin de trouver des moyens d'atténuer le plus possible

les impacts sur les poissons. Ce dernier a constaté une diminution significative de leur nombre depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert et il croit que les maîtres de trappe auraient su quoi faire pour éviter cela.

Pour sa part, le représentant du Chef de la communauté de Waskaganish a reconnu que des mesures avaient été appliquées pour atténuer les impacts du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert et que les maîtres de trappe avaient été consultés sur la conception de ces mesures, leur profonde connaissance du territoire leur permettant d'anticiper certains impacts. Cependant, il a noté que des impacts demeuraient observables malgré l'application de ces mesures d'atténuation. D'après ce qu'il a constaté, certains membres de la communauté commencent tout juste à comprendre la nature et la portée des impacts qui subsisteront à la suite du projet. Ce participant estime que des efforts auraient pu être faits pour mieux les préparer à cette situation qui les affecte profondément.

Des commentaires ont également été faits sur l'efficacité de certaines mesures d'atténuation. Un résident de Waskaganish a dit apprécier les travaux qui ont été effectués dans le secteur de Smokey Hill afin d'accroître le débit de l'eau, mais il considère que ce n'est pas suffisant : « Je vous félicite pour ce travail, mais de toute évidence, il reste beaucoup à faire et il faut faire appel aux compétences d'ingénieurs et à la compétence des maîtres de trappe pour avoir un meilleur système de débits pour les seuils. »

De plus, un maître de trappe trouve que le programme de piégeage des castors s'est avéré plutôt inefficace car il n'a pas été possible d'attraper tous les castors et plusieurs sont revenus s'installer là où ils étaient auparavant :

Vous ne pouvez pas simplement les piéger à un moment particulier et vous attendre à ce qu'ils ne reviennent pas. C'est comme ça que ça marche pour le castor. [...] lorsqu'il y a une bonne source de nourriture pour le castor, même pour d'autres animaux, pour l'orignal, c'est là qu'ils vont survivre, là où il y a une bonne source de nourriture pour les animaux. On ne peut pas simplement empêcher le castor de vivre là. Et c'est comme ça que je perçois le territoire. Même si vous les tuez, les castors, vous savez, ils vont revenir.

En revanche, un maître de trappe de Nemaska a témoigné de l'efficacité d'une mesure dont il a participé à la mise en œuvre. En effet, il a obtenu un contrat pour effectuer l'ensemencement mécanique des berges exondées de la rivière Rupert et les végétaux ont bien poussé, ce qui a eu pour effet d'attirer à nouveau les oies dans les secteurs ensemencés.

Dans un autre ordre d'idées, quelques participants ont dénoncé le fait que certaines personnes subissant les impacts du projet, notamment celles qui pratiquent la chasse à l'oie dans la baie de Rupert, n'aient pas pu bénéficier des mesures d'atténuation et de compensation offertes par le promoteur. Ils espèrent que ces personnes pourront recevoir du soutien dans le cadre de la nouvelle entente adoptée en 2012 (*l'Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*, gérée par la Société Niskamoon) et que les critères définis pour avoir accès aux mesures d'atténuation et de compensation seront modifiés pour permettre à un plus grand nombre de personnes affectées par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert d'obtenir du soutien :

Ce que j'aimerais, moi, c'est qu'il y ait une modification des critères existants de Niskamoon pour avoir un meilleur effet, pour que Niskamoon ait un meilleur effet sur sa clientèle ou sur les gens qu'elle essaie de desservir. Peut-être qu'on pourrait élargir les critères du projet [...] pour que tous les maîtres de trappe touchés puissent bénéficier de ces travaux d'atténuation le plus possible. En ce moment, ces critères sont tellement étroits qu'ils ne

s'appliquent qu'à certains territoires de piégeage. Donc je voudrais qu'on fasse beaucoup plus pour les autres trappeurs qui sont au bord de la rivière Rupert. Alors espérons qu'on pourra changer tout ça, pour que la mission de Niskamoon puisse s'élargir et qu'elle puisse aider un plus grand nombre de personnes qui sont touchées par ce qui s'est passé sur la Rupert.

Par ailleurs, de nombreux commentaires portant sur les caractéristiques socioculturelles des Cris et leur relation avec le territoire ont été exprimés lors de la consultation réalisée à Waskaganish. Plusieurs participants ont raconté des souvenirs de leur jeunesse, lorsqu'ils allaient chasser et pêcher avec les membres plus âgés de leur famille et que ceux-ci leur transmettaient leurs connaissances sur le territoire et ses ressources. Certains ont aussi décrit comment le mode de vie des Cris avait été profondément transformé depuis l'arrivée des projets d'exploitation forestière, minière et hydroélectrique sur leur territoire. Par exemple, une personne a rapporté qu'il n'y avait pas de magasins d'alimentation avec des produits venant du sud autrefois. Les Cris vivaient essentiellement de la chasse et de la pêche. Aussi, l'un des intervenants a mentionné que l'idée d'économiser de l'argent pour plus tard était plutôt étrangère à la culture crie traditionnelle, la majorité des Cris n'ayant pas d'emplois rémunérés avant l'avènement des projets de développement sur leur territoire. Par conséquent, les aînés qui n'ont plus, maintenant, la capacité d'aller chasser ou pêcher ont besoin de soutien, car ils n'ont pas de quoi subvenir à leurs besoins.

Bien que la subsistance des Cris ne repose plus seulement sur la chasse, la pêche et le piégeage, bon nombre d'entre eux, incluant des jeunes, continuent de pratiquer ces activités. Tel que souligné par certains intervenants, la responsabilité des territoires de piégeage se transmet toujours de génération en génération, étant confiée à des maîtres de trappe qui sont en quelque sorte les gardiens de ces territoires et en possèdent une connaissance approfondie. Enfin, quelques participants à la consultation ont manifesté un fort sentiment d'attachement envers le territoire et la rivière Rupert : « [...] l'une des raisons pour lesquelles on parle toujours de la rivière, on parle toujours des chutes d'eau, des animaux et de quoi que ce soit sur le territoire, c'est parce qu'on est attaché au territoire comme nos ancêtres. »

8.2.2 Impacts constatés par les participants lors de la séance de consultation tenue à Waskaganish

Les intervenants qui se sont exprimés lors de la consultation publique tenue à Waskaganish ont principalement parlé des impacts liés au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, mais certains commentaires ont également été faits sur les impacts des projets hydroélectriques précédents.

8.2.2.1 Impacts sur le milieu naturel

Certains participants ont fait mention d'impacts sur le milieu naturel qu'ils ont observés depuis la réalisation des premiers projets hydroélectriques sur le territoire de la Baie-James. L'un d'entre eux a constaté des changements dans les habitudes migratoires des bernaches et des oies ainsi qu'une diminution de leur nombre dans les secteurs que ces oiseaux avaient l'habitude de fréquenter. Un autre intervenant a noté la disparition des originaux sur son territoire de piégeage et il croit que le déboisement effectué pour la construction de la route de la Baie-James et de lignes de transport d'électricité en serait responsable.

Les autres impacts sur le milieu naturel qui ont été mentionnés par les participants lors de la séance de consultation réalisée à Waskaganish sont liés plus spécifiquement au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Comme le révèlent leurs témoignages, de nombreux changements ont été observés sur le territoire de la communauté, plus particulièrement en ce qui concerne l'aspect visuel et la qualité de l'eau de la rivière Rupert, ainsi que la faune aviaire, terrestre et aquatique.

Depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert et la construction d'ouvrages hydrauliques sur celle-ci, plusieurs membres de la communauté ont remarqué une diminution significative du débit et du niveau de l'eau à l'embouchure de la rivière et sur les premiers kilomètres de celle-ci, en particulier lorsque la marée est basse et que les vannes du barrage de la Rupert sont fermées. Certains ont d'ailleurs exprimé le souhait que des travaux soient réalisés afin de rehausser et maintenir le niveau de l'eau de la rivière Rupert :

Idéalement, ce que j'aimerais constater, ce n'est pas des seuils mais des épis pour faire venir l'eau et, à ce moment-là, on aurait vraiment une zone qui serait au bon niveau à cet endroit, mais je vais me référer aux connaissances des maîtres de trappe pour cela. J'aimerais bien que le niveau de l'eau à cet endroit soit aussi près de la normale que possible.

Le débit et le niveau de l'eau de la rivière Pontax auraient également diminué considérablement selon deux résidents de Waskaganish. Ceux-ci croient qu'il s'agit d'une conséquence des travaux réalisés sur la rivière Rupert, comme en témoigne l'extrait suivant :

[...] depuis la construction du barrage, depuis les travaux de dérivation, la rivière Pontax a beaucoup changé. Et même si on nous dit qu'il n'y a pas eu d'effets, il n'y a pas un aussi grand volume d'eau qui descend la rivière, même après la pluie. J'ai vu ça dans le passé, lorsque les niveaux d'eau baissaient. Aujourd'hui, il y a une chute dramatique quant aux niveaux d'eau. On voit la boue au fond. [...] je n'ai jamais vu de roches le long de la rivière, mais aujourd'hui, je me heurte à des pierres, même quand je prends la rivière Pontax.

Une détérioration de la qualité de l'eau a en outre été constatée par deux maîtres de trappe, dont celui-ci : « Quand on regarde l'eau et la façon dont elle est utilisée, enfin, dans le passé, on faisait en sorte que l'eau demeure toujours propre, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. On ne peut pas dire qu'elle soit propre aujourd'hui, elle change au fur et à mesure qu'elle coule. »

De plus, le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert aurait eu des impacts sur la faune, selon plus d'une dizaine de personnes parmi celles qui se sont exprimées lors de la consultation tenue à Waskaganish. En premier lieu, deux intervenants ont mentionné que de nombreux castors avaient été capturés dans le cadre du programme de piégeage qui a précédé la dérivation de la rivière, de sorte que leur population aurait connu une diminution importante. Les castors qui ont survécu seraient quant à eux affectés par les variations du niveau de l'eau de la rivière Rupert, surtout lorsque celui-ci augmente à la suite de l'ouverture des vannes du barrage de la Rupert car cela aurait pour effet d'inonder leurs huttes. Un maître de trappe a expliqué que lorsque cette situation se produit, les castors doivent alors revenir sur la terre ferme et deviennent ainsi des proies faciles pour les prédateurs. À l'inverse, lorsque le niveau de l'eau de la rivière redescend à la fin de l'automne, les castors doivent alors reconstruire de nouvelles huttes et refaire des provisions pour l'hiver. Il faut rappeler que la perturbation des habitats naturels et son effet corollaire sur les populations d'animaux étaient au nombre des préoccupations exprimées lors des audiences publiques de 2006.

En second lieu, plusieurs participants ont constaté un déclin de la population de certaines espèces de poissons depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert, dont l'esturgeon jaune, le doré jaune, le grand corégone et le cisco, notamment dans le secteur de Smokey Hill. C'est d'ailleurs ce qu'appréhendaient les membres de la communauté de Waskaganish au moment des audiences publiques de 2006. Un seul intervenant a affirmé qu'il y avait encore des poissons dans ce secteur. Un maître de trappe de Nemaska a également observé que des poissons avaient été blessés au seuil du PK 223 :

Mes petits-enfants vont à la pêche là-bas, ils ont placé des filets là en octobre. Et tous ces poissons, ils avaient l'air d'être écrasés et meurtris, et puis c'était à cause des roches, des pierres. Les pierres sont beaucoup trop aiguisées, et c'est ce qui arrive à ces poissons lorsqu'ils arrivent à ces points-là. C'est un peu comme si les poissons étaient divisés au niveau de leur estomac lorsqu'ils arrivent ici, on voit ça, ils ont des plaies ouvertes sur leur corps et ça les affaiblit.


En dernier lieu, six intervenants ont noté une réduction considérable du nombre d'oies des neiges en bordure de la baie de Rupert, ainsi que dans certains secteurs du territoire de piégeage R18 à Nemaska. De plus, le parcours migratoire de ces oiseaux semble différent, d'après les observations de certains participants, de sorte qu'elles ne s'arrêtent plus aux mêmes endroits qu'auparavant.

8.2.2.2 Impacts socioculturels et économiques

En ce qui concerne les impacts socioculturels et économiques, la grande majorité de ceux qui ont été mentionnés par les participants lors de la séance de consultation réalisée à Waskaganish sont directement associés au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Étant donné que la dérivation partielle de la rivière est encore récente, il faudra quelques années avant que les membres de la communauté de Waskaganish saisissent toute la portée et la nature des incidences du projet, selon l'un des intervenants. Le grand chef du Grand Conseil des Cris estime cependant que tout le monde en ressent déjà les effets de diverses manières. Ce sont surtout les activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage qui semblent perturbées depuis la construction des infrastructures du projet sur la rivière Rupert, d'après les témoignages de neuf participants. En effet, ceux-ci ont constaté que les endroits qui étaient autrefois propices à la pratique de ces activités ne le sont plus aujourd'hui car les espèces animales prisées par les Cris ne s'y trouvent plus. De plus, en raison de la baisse du niveau de l'eau de la rivière Rupert, certains ne peuvent plus placer leurs filets de pêche aux endroits habituels, notamment le long des côtes de la baie de Rupert, de sorte qu'ils doivent désormais chercher de nouveaux endroits pour installer leurs filets.

Dans d'autres secteurs qui étaient autrefois fréquentés par les chasseurs, les ouvrages hydrauliques construits sur la rivière Rupert provoqueraient plutôt des inondations à certains moments de l'année, ce qui semble nuire à la pratique de la chasse d'après les témoignages de quelques intervenants, dont ce maître de trappe : « Les seuils causent de l'inondation lorsque les vannes sont ouvertes, et c'est bien désagréable à mon avis. Et cela a des effets pour tous les chasseurs qui vont sur leur territoire et qui ont survécu pour aller chasser, avant que ces terres soient inondées. » Les Cris sont donc contraints de trouver de nouveaux lieux favorables à la pratique de la chasse. Un participant a même raconté qu'il avait dû se déplacer plusieurs fois lors d'une expédition de chasse sur un territoire de piégeage de Nemaska car plusieurs zones étaient



submergées. Un maître de trappe a également parlé d'un secteur sur son territoire de piégeage où il allait autrefois chasser l'oie, mais qui est maintenant inondé de sorte que les oies n'y viennent plus.

De plus, de nombreux participants ont fait état de difficultés à circuler sur le territoire, en particulier sur la rivière Rupert depuis que celle-ci a été partiellement dérivée. L'un d'entre eux a mentionné qu'il ne pouvait plus se rendre à Nemaska en motoneige durant l'hiver en passant par la rivière car la baisse du niveau de l'eau aurait entraîné des modifications sur les conditions de glace et il serait par conséquent plus risqué de s'y aventurer. De plus, la débâcle du printemps semble se produire plus tôt qu'auparavant, d'après les observations de ce même intervenant, car la couche de glace sur les rivières serait plus mince et céderait plus facilement. Selon un autre participant, les embâcles de glace qui se forment à l'embouchure de la rivière Rupert empêcheraient les Cris de traverser celle-ci en motoneige durant la saison hivernale, excepté à trois endroits précis sur les vingt premiers kilomètres de la rivière où il serait possible de la traverser sans danger, mais seulement durant une courte période de l'année. Rappelons que des préoccupations à l'égard des effets du projet sur la couverture de glace avaient déjà été exprimées lors des audiences publiques de 2006.

La navigation sur la rivière Rupert serait également devenue plus ardue en raison des changements qui ont été apportés à celle-ci, d'après les témoignages de cinq individus, dont le représentant du chef de la communauté de Waskaganish :

La navigation est devenue difficile ; bien souvent, les gens pensent que la navigation a simplement trait à la profondeur de l'eau. À Waskaganish, il faut des décennies avant de maîtriser la navigation dans notre baie, parce qu'il faut connaître les vents, le moment de la marée, les vagues, la température de l'eau, la salinité de l'eau, la fréquence et la hauteur des vagues, etc. Toutes ces choses semblent avoir changé. Vous savez, nous avons beaucoup d'experts en navigation et maintenant, tout le monde est réduit à l'état de débutant, à cause de tous ces phénomènes. Et il est difficile de se faire confiance.

Deux autres intervenants ont affirmé qu'il était désormais pratiquement impossible de naviguer sur les vingt premiers kilomètres de la rivière Rupert et d'accéder à la baie, en particulier lorsque la marée descend car le niveau de l'eau est alors trop bas. L'un d'entre eux a également noté qu'une importante quantité de boue s'accumulait à l'embouchure de la rivière Rupert dû à l'effet combiné des marées et du faible débit de la rivière Rupert depuis sa dérivation partielle, ce qui nuit considérablement à la navigation dans ce secteur et à la pratique de la pêche.

Certains membres de la communauté de Waskaganish doivent d'ailleurs être transportés en hélicoptère lorsqu'ils veulent accéder à leur territoire de piégeage, en raison de la présence d'ouvrages hydrauliques sur la rivière, comme l'a mentionné un participant. Un maître de trappe de Nemaska a aussi fait état de problèmes liés à la navigation depuis la construction de digues sur la rivière Nemiscau, car celles-ci auraient eu pour effet d'assécher la rivière à certains endroits.

La réduction du niveau de l'eau de la rivière Rupert a également eu une incidence sur les activités de l'entreprise crie Norvik Aviation, qui assure des services de transport aérien aux chasseurs et aux trappeurs de Waskaganish et de Nemaska, ainsi qu'aux clients d'une pourvoirie locale. En effet, deux participants, dont le président-directeur général de cette entreprise, ont rapporté que les hydravions ne pouvaient plus amerrir sur la rivière et qu'ils devaient maintenant utiliser le lac Carole pour ce faire.

Par ailleurs, tel que l'ont souligné trois intervenants, les difficultés reliées à la pratique de la chasse et de la pêche depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert auraient entraîné des impacts sur l'alimentation des Cris puisqu'il serait maintenant plus difficile de se procurer certains aliments faisant partie du régime alimentaire traditionnel, comme l'a exprimé l'un des maîtres de trappe dont le territoire a été touché par le projet :

Vous savez, tout ce qu'il y a de bon pour les Cris, ça vient des animaux, etc. Les Cris recherchent de bons endroits où ils peuvent aller chasser pour avoir de bons aliments, de l'original, du lièvre, du castor, et c'est comme ça que les Cris mangent. [...] Où pouvons-nous aller chercher de quoi nous nourrir? [...] Il y a eu destruction des belles zones, là où habitaient les animaux, la faune, les bons endroits où allaient ces animaux. [...] Tous les animaux vont là sur les territoires où ils peuvent se nourrir, et je voudrais que vous compreniez ça. Les animaux qu'on consomme, comme les caribous, les orignaux et les ours, ils vont là où les terres sont sèches, où ils peuvent hiverner et se nourrir [...] et c'est là où vont les chasseurs pour chasser. C'est très important pour les Cris de pouvoir aller à la chasse, d'avoir des terrains qui ne sont pas détruits afin qu'ils puissent aller cueillir de quoi manger.

Un autre participant a également constaté que la chasse à l'oie pratiquée le long des côtes de la baie de Rupert était beaucoup moins fructueuse qu'autrefois, les oies ayant déserté ce secteur. Par conséquent, il lui est désormais impossible de faire des provisions pour l'hiver : «Aujourd'hui, je n'ai plus d'oies dans mon congélateur, et ce que je crains, c'est que comme le niveau de l'eau baisse, l'herbe va pousser partout là où elles venaient manger avant. Est-ce qu'on pourrait essayer de voir ce qu'on pourrait faire dans l'avenir pour continuer d'attirer les oies le long de la baie de Rupert?»

De surcroît, certaines pratiques culturelles sont plus difficiles à perpétuer dans leur forme traditionnelle en raison des problèmes d'approvisionnement en «nourriture solennelle», comme en a témoigné le grand chef du Grand Conseil des Cris :

Lorsque vous avez des cérémonies de première sortie (*ehwiiwiithausinanoch*) – j'ai fait ces cérémonies à l'intention de mes enfants – il n'y a pas d'oies pour ces cérémonies non plus. On ne peut pas aller chercher la nourriture solennelle, on ne peut pas aller chercher du castor pour organiser ces cérémonies pour nos enfants. Tout ça a été détruit. Nous avons tous subi les conséquences dans les communautés cries. Nous ne pouvons plus faire ce que nous faisons par le passé, pour trouver la nourriture que nous avions pour les grands festins du passé. Les gens vont acheter du pain au magasin ou achètent une dinde. C'est le festin moderne. Alors on n'a plus les mets traditionnels qu'on mangeait avant.

Cinq personnes ont également rapporté que la transmission des connaissances traditionnelles relatives à la pratique de la chasse et de la pêche était maintenant plus difficile à réaliser étant donné les changements qu'a subis le territoire depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert, notamment dans le secteur de Smokey Hill :

[...] Smokey Hill, son état est permanent maintenant. On a travaillé à la fin de juin, en juillet et en août, on a travaillé pour réparer, on a apporté du contreplaqué puis toutes sortes de matériaux. Pendant combien d'années ça va continuer tout ça? Les enfants, on ne peut rien leur apprendre dans des circonstances pareilles. On a perdu ça pour toujours.

L'un des maîtres de trappe présents à la consultation a pour sa part constaté que les jeunes de sa communauté n'avaient pas acquis les connaissances et les habiletés nécessaires pour pratiquer la chasse et la pêche de manière autonome. Rendu à un certain âge, les jeunes cris devraient, selon lui, avoir atteint un certain niveau d'apprentissage en cette matière pour être en mesure de survivre sur le territoire.

La question des retombées économiques a par ailleurs été abordée par quelques participants. Leurs témoignages indiquent que, grâce au projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, la communauté de Waskaganish a connu une période de prospérité économique durant laquelle des entreprises ont été mises sur pied, ce qui a stimulé la création d'emplois pour les membres de la communauté. Les maîtres de trappe dont le territoire a été touché par le projet ainsi que certaines entreprises locales ont reçu d'importantes sommes d'argent de la part du promoteur pour la réalisation de divers travaux. Un résident de Waskaganish et un maître de trappe de Nemaska ont d'ailleurs manifesté leur reconnaissance pour les emplois et les contrats qui ont été offerts aux gens de leurs communautés respectives et exprimé le souhait que d'autres contrats leur soient donnés pour accomplir certains travaux.

La période de développement économique dont a bénéficié la communauté de Waskaganish semble toutefois connaître un certain ralentissement, comme en témoigne le représentant du chef de la communauté de Waskaganish :

Nous avons créé une entreprise à partir de certains contrats que nous avons reçus et eu beaucoup de succès à garantir des emplois et des occasions d'affaires. Dans le cas de notre communauté, cette période de trois ans a été intense, mais semble maintenant piquer du nez. L'effet de développement « *boom and bust* » est sérieusement préoccupant pour la communauté en ce moment.

De plus, quatre intervenants ont tenu à mettre en perspective les bénéfices économiques du projet à la lumière des coûts que représente celui-ci pour la communauté, faisant notamment référence à la perte de potentiel touristique de la rivière Rupert. Le secrétaire exécutif du Grand Conseil des Cris a plutôt utilisé la notion de « coûts » au sens figuré pour faire référence aux sacrifices qu'ont dû faire les Cris et à la souffrance ressentie par certains par rapport aux impacts du projet :

[...] on me dit : « Regardez ce qu'on donne aux Cris, on leur donne du travail, on leur donne de l'argent », et je sais comment on nous voit, mais eux [Hydro-Québec], ils ne voient pas le coût de tout ça. [...] on a tellement versé que le sacrifice, c'est notre versement. On paie en souffrances et en douleurs et il faut que ce soit documenté dans les rapports du COMEX, les grands sacrifices qu'ont donnés les Cris. Nous avons vu ce que ça a coûté à Hydro de bâtir leurs barrages et le nombre d'employés, mais on n'a aucune lumière sur les sacrifices des Cris, ce que les Cris ont donné au gouvernement pour que ces projets soient achevés, et je veux que ce sacrifice soit clair dans le rapport du COMEX.

Finalement, trois participants ont fait état de la division sociale engendrée par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, qui a provoqué des conflits au sein même des familles, ainsi qu'en témoigne l'extrait suivant :

Que puis-je vous dire au sujet de la dérivation de la Rupert ! Nous subissons les effets dans la communauté, les membres subissent les effets. Il y en a qui étaient pour et d'autres qui étaient contre, et je suis témoin de conflits et ça, c'est un effet. Il y a un effet social, il y a des conséquences sociales, et je pense que les collectivités ont payé le prix [...] Et je vois les effets, je vois les conflits entre les membres d'une même famille, pour certains terrains de

trappe. [...] au sein de ma famille, certains étaient pour, vous savez, on se disputait autour de la table. On m'a dit : «Tu te ranges du côté de l'Hydro», simplement parce que je participais à un groupe qui voulait dénicher des contrats pour les travaux d'aménagement.

Selon un autre intervenant, le mode d'attribution des fonds pour l'application de mesures d'atténuation ou de compensation serait en partie responsable des tensions créées au sein de la communauté, particulièrement entre ceux qui ont pu bénéficier d'un certain soutien de la part d'Hydro-Québec et ceux qui n'ont pu en bénéficier en raison des critères définis pour y avoir accès :

À cause des contraintes qui sont posées, vous savez, c'est un système, d'une certaine façon, vous braquez les maîtres de trappe les uns contre les autres, ils se battent pour s'emparer de l'argent, alors que tous les maîtres de trappe devraient bénéficier des avantages et de l'aide qui pourraient être fournis. J'aimerais que le système sème moins la division, pour pouvoir aider ces maîtres de trappe.

8.2.2.3 Impacts psychosociaux

La consultation publique réalisée à Waskaganish a révélé l'existence de certains effets psychosociaux découlant des projets hydroélectriques ayant eu lieu sur le territoire des Cris au cours des dernières décennies.

Tout d'abord, l'un des participants a raconté avoir été témoin de la vive anxiété qu'a suscitée au sein de la population l'annonce des premiers projets hydroélectriques :

Je me souviens, à la première réunion qu'ils ont eue, j'étais très jeune à l'époque, et les gens ont été informés qu'il y aurait des travaux de construction, qu'on construirait des barrages sur certaines rivières [...] Et je me souviens que personne n'écoutait personne, tout le monde parlait en même temps, et tout le monde haussait le ton : «Comment je vais élever mes enfants ? Ça, c'est ma subsistance !» Parce qu'ils savaient que le territoire serait inondé, le territoire sur lequel ils chassaient.

Un autre intervenant a pour sa part évoqué la souffrance ressentie par son peuple au moment de l'adoption de la *Loi approuvant la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, qui allait donner le coup d'envoi au développement hydroélectrique, minier et forestier sur le territoire des Cris :

J'étais à la Chambre des communes, j'étais avec eux lorsqu'ils ont lu l'adoption de la loi sur la Convention de la Baie-James. On avait fait beaucoup de chemin, mais en même temps, nous souffrions, nous souffrions dans notre for intérieur, parce que nous avons abandonné quelque chose que nous aimions beaucoup en tant que peuple. Ils ont fait vivre leur famille grâce à la chasse, la pêche et la trappe, et ils ont élevé leur famille, et une partie de ça a été perdu, et ça, c'est une conséquence.

D'autres impacts d'ordre psychosocial relèvent plus spécifiquement du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Un résident de Waskaganish a dit avoir été troublé lorsqu'il a appris que ce projet serait réalisé, car il anticipait déjà les impacts qu'aurait à subir sa communauté. Maintenant que la phase de construction du projet est terminée, les membres de la communauté constatent que des changements se sont produits rapidement, ce qui, d'après cinq participants, serait très bouleversant pour ceux qui ont connu le territoire tel qu'il

était auparavant et qui ont vécu selon le mode de vie traditionnel. Ils doivent désormais s'adapter à tous ces changements, ce qui n'est pas facile pour certains, comme l'explique ce maître de trappe :

Pour les gens qui savaient comment ça se passait autrefois, vous savez, ça les touche beaucoup qu'il y ait beaucoup de choses qui aient changé. Et le progrès n'a pas été si graduel. Des changements se produisent rapidement. C'est comme ça que ça a des effets sur nous. [...] c'est pas quelque chose qu'on peut écrire sur papier, c'est dans le cœur et dans la tête des gens. [...] les gens souffrent, surtout ceux qui ont connu l'ancien mode de vie [...] Vous savez, c'est vraiment une situation d'adversité pour nous, c'est difficile.

Un fort sentiment de perte se dégage d'ailleurs des propos tenus par plusieurs intervenants, en raison des modifications que le projet a entraînées sur le territoire et des impacts sur la pratique des activités traditionnelles de chasse et de pêche. Une personne a aussi dit éprouver de la tristesse en constatant les changements apportés à la rivière Rupert : « [...] ce n'est pas facile avec la perte de notre rivière, avec la construction du barrage sur la rivière. Et j'ai souvent pleuré en pensant à la source qui était là pour toute la population criée. Ça m'est arrivé souvent et maintenant, je vois la rivière différemment. » Il faut cependant rappeler que plusieurs témoignages exprimés lors des audiences publiques de 2006 avaient déjà fait ressortir un tel sentiment de tristesse éprouvé par les Cris à l'égard des changements affectant leur mode de vie et la pratique des activités traditionnelles. Cet impact ne découle donc pas exclusivement du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, mais celui-ci a probablement accru le chagrin ressenti par les Cris car il a entraîné d'autres changements sur le territoire et sur leur mode de vie.

Chez d'autres participants, la construction des ouvrages hydrauliques sur la rivière Rupert a plutôt provoqué un sentiment de colère en raison des effets constatés sur la navigation et sur les poissons. De plus, un maître de trappe a dit avoir été témoin d'une prise massive de truites mouchetées et d'œufs de poissons dans le cadre d'une étude de suivi sur le mercure réalisée pour le compte d'Hydro-Québec, ce qui l'a profondément irrité car le poisson constitue une ressource importante dans la médecine traditionnelle des Cris : « Je leur ai dit, vous êtes en train de détruire nos médicaments. C'est des médicaments pour nous, ça. Lorsque les gens sont malades, ils se servent du poisson pour se soigner, comme médicament. Quand quelqu'un est malade, il mange du poisson, il s'endort, et ça le guérit. Est-ce que vous allez faire ça tout le temps? Vous allez vider cette rivière. »

Enfin, pour l'un des intervenants présents à la consultation, c'est l'insuffisance de l'aide financière accordée par le promoteur pour remédier aux impacts du projet sur son territoire de piégeage qui lui a fait ressentir de l'indignation : « [...] vous savez, on vivait le long de cette rivière et on a eu vraiment une toute petite part de l'aide financière et pourtant, c'est notre rivière. Je ne sais pas comment ç'a été conclu tout ça, comment ça se fait que les choses ont été faites comme ça. »

8.2.3 Préoccupations exprimées

La consultation publique réalisée à Waskaganish a été l'occasion pour les participants d'exprimer leurs préoccupations concernant les impacts sur la faune, la sécurité de la population et l'avenir des trappeurs cris et des jeunes de leur communauté.

Tout d'abord, le directeur de l'Association locale des trappeurs cris s'est montré préoccupé au sujet de l'avenir des trappeurs :

[...] ils ont subi beaucoup d'effets sur leurs territoires de piégeage avec l'exploration minière, la foresterie, la pêche sportive, les barrages hydroélectriques, etc. Donc il faut voir un peu qu'est-ce qu'on peut envisager pour l'avenir des trappeurs cris. Leur nombre diminue et bien plus que ce à quoi on s'attendait. On ne s'attend plus à ce qu'un jeune aille dans le territoire de piégeage pour être payé seulement cinquante dollars par jour alors qu'il peut travailler dans un emploi à temps plein. Bon, on ne peut pas investir beaucoup pour l'avenir, mais quel est l'avenir qui leur est réservé?

Cinq autres personnes ont exprimé leurs préoccupations par rapport aux impacts sur les jeunes générations, notamment en raison des difficultés à assurer la transmission des connaissances traditionnelles étant donné les changements importants qu'a subis le territoire. En effet, les participants plus âgés s'inquiètent de ce qui va advenir des jeunes s'ils n'ont plus les connaissances nécessaires pour survivre sur le territoire et s'ils ont de la difficulté à obtenir des emplois rémunérés, comme en témoigne l'extrait suivant :


Vous savez, moi, je ne suis jamais allé à l'école, mais je peux dire que je savais très bien comment chasser, même si je n'ai jamais fréquenté l'école. J'allais à la chasse, c'était mon travail, je chassais pendant l'hiver, voici ce que j'ai appris de mon père. J'ai appris tout ça de lui quand il allait à la chasse, et j'ai beaucoup d'estime pour la chasse. [...] Mais s'il n'y a pas d'emplois et si on ne leur apprend pas comment chasser, ça va être comment pour les jeunes? Je n'ai pas d'enfants, mais je pense aux jeunes. [...] J'ai appris comment survivre, et c'est de là que vient ma force. C'est comme ça que je me suis nourri.

Quelques intervenants ont tenu à rappeler qu'une aide financière et des emplois avaient été promis à la population de Waskaganish et ont exprimé leurs attentes à cet égard, en particulier pour les jeunes :

Ces jeunes maintenant font face à la situation. Ils ne semblent pas recevoir l'aide dont ils ont besoin ou dont ils auraient besoin pour faire face à cette situation. Et maintenant, ils n'ont aucune façon de se tourner vers le passé lorsque les choses allaient bien. Ils n'ont aucune source à laquelle puiser, ça a complètement changé et les enseignements ont disparu avec ça. [...] Et ces jeunes qui n'auront pas les connaissances de la vie traditionnelle et qui ne seront pas capables de survivre uniquement sur la terre, ça va être difficile pour eux. Donc ce à quoi je m'attends, c'est qu'on puisse faire quelque chose.

Ces participants ont dit s'attendre à recevoir de l'aide financière pour assurer la transmission des connaissances traditionnelles aux jeunes de leur communauté et leur permettre d'aller sur le territoire pour y pratiquer la chasse, la pêche et le piégeage, comme leurs parents et leurs grands-parents le faisaient autrefois. Ils espèrent aussi que les jeunes pourront bénéficier des emplois et des retombées économiques du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, ce qui pourrait compenser, du moins en partie, pour les pertes subies par la communauté.

Des préoccupations ont également été exprimées au sujet des impacts potentiels sur la faune. Un intervenant craint que les oies ne reviennent plus dans la baie de Rupert et qu'il ne soit pas possible de perpétuer la tradition de la chasse à l'oie à cet endroit, laquelle se pratiquait de génération en génération au sein de sa famille. Deux autres participants redoutent que la qualité de l'eau de la rivière Rupert soit altérée et que cela ait des effets sur les poissons. Pour sa part, l'un des maîtres de trappe présents à la consultation s'est montré inquiet au sujet de l'effet des lignes de transport d'électricité sur la santé des orignaux qui s'alimentent sur son territoire de piégeage :




Mon territoire de chasse fait probablement 220 kilomètres de long et il y a six lignes de transport d'électricité qui le traversent. Et les arbustes qui poussent en dessous des lignes de transport, les orignaux viennent manger là. Et les orignaux sont touchés dans leur organisme. Il y a des excroissances sur leur foie, c'était pas comme ça avant. Vous savez, dans mon territoire de chasse, même s'il y a des orignaux, vous savez, il y a quelque chose à l'intérieur d'eux qui ne va pas. On dirait qu'ils ont des pierres à l'intérieur d'eux-mêmes, et nous, nous blâmons les lignes de transport d'électricité, parce qu'ils vont manger en dessous des lignes de transport.

Ce participant craint aussi que les Cris n'aient plus la possibilité de se nourrir d'aliments dits «traditionnels», tels que le poisson et le castor, vus comme étant de la nourriture saine pour les Cris :

L'alimentation traditionnelle, vous savez, les gens savaient que ce serait très sain, qu'ils pourraient vraiment vivre en bonne santé avec ces aliments. Et quel âge les gens vont atteindre s'ils ne peuvent plus obtenir la nourriture traditionnelle de la terre ? Vous voyez les poissons, ils sont malades maintenant. Même le castor, vous voyez qu'ils sont malades, parce qu'ils sont dérangés. C'est visible.

Deux membres de la communauté de Waskaganish ont également témoigné de leur inquiétude par rapport à la sécurité des gens qui se déplacent sur la rivière Rupert, notamment en raison des conditions de glace qui seraient différentes depuis sa dérivation partielle. Trois autres participants ont exprimé des préoccupations à l'égard de la sécurité des personnes qui circulent sur le chemin de Waskaganish car celui-ci serait en mauvais état à certains endroits. Ils s'attendent à ce que le promoteur accorde un soutien financier pour la réfection de cette route puisque les véhicules lourds utilisés pour le transport des matériaux lors de la construction des ouvrages sur la rivière Rupert auraient contribué à la détérioration de ce chemin.

Finalement, un intervenant a manifesté une certaine ambivalence à l'égard de la réalisation de futurs projets hydroélectriques sur le territoire des Cris en raison des coûts sociaux et culturels que ceux-ci impliquent. Il reconnaît que ces projets représentent une occasion pour les communautés crées de se développer et de devenir autonomes, mais il a constaté que ces projets entraînaient aussi des changements indésirés dans le mode de vie, les valeurs et les pratiques culturelles des Cris. En d'autres termes, cet intervenant souhaite que sa communauté se développe, mais sans devoir renoncer à ce qui fait sa spécificité culturelle et identitaire.



9. RETOUR SUR LES CONSULTATIONS PUBLIQUES : LES RÉPONSES DU PROMOTEUR ET L'AVIS DU COMEX

Le chapitre 9 est divisé en huit thèmes qui ont soulevé des questionnements de la part des participants lors des consultations publiques de 2012 : les fonds et le soutien pour les communautés crie ; les conditions hydrologiques et la qualité de l'eau ; l'amélioration du territoire et de son accessibilité ; le potentiel faunique et les activités de chasse, de pêche et de piégeage ; la sécurité et la prévention ; le milieu social et la santé ; les retombées économiques ; ainsi que la communication et la collaboration entre les Cris et le promoteur.

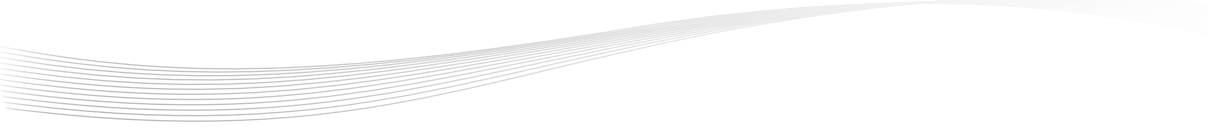
Pour chaque thème, les principales réponses qui ont été fournies par Hydro-Québec sont d'abord résumées pour répondre aux demandes et questionnements formulés par les Cris lors des six séances de consultation. Un bref retour est également effectué sur les études de suivi déposées par le promoteur conformément aux conditions du certificat d'autorisation. Enfin, l'avis du COMEX est présenté sur les différents points soulevés et préoccupations exprimées. Il est à noter que certaines précisions ont été apportées par le promoteur dans un Complément d'information qu'il a déposé au COMEX en janvier 2013. Ces dernières réponses n'ont donc pas été transmises aux participants lors des consultations publiques qui ont eu lieu en novembre 2012, mais sont présentées à l'Annexe IV.

Il faut cependant préciser que, dans certains cas, les questions ou demandes adressées par les Cris ne relevaient pas d'Hydro-Québec dans le cadre de la présente autorisation (par exemple : demandes pour le remboursement de matériel volé, pour l'accès gratuit à l'électricité, pour l'utilisation de routes déjà existantes avant le projet, ou relatives aux projets hydroélectriques antérieurs). Toutefois, l'objectif de ce chapitre n'est pas de répondre de manière spécifique à chacune de ces demandes, mais de rendre compte des réponses qu'a données le promoteur aux questions lui ayant été adressées et de donner une appréciation générale du COMEX sur les grands enjeux soulevés lors des consultations publiques.

Les considérations générales

Le COMEX tient à rappeler que, tel que mentionné en début de rapport, ces consultations publiques sont la résultante d'une nouvelle relation qui s'est manifestée à la suite de l'adoption de différentes ententes entre le gouvernement du Québec et les Cris, en vertu de l'entente-cadre dite la Paix des Braves.

Par souci de bien encadrer la réalisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, le COMEX a recommandé l'émission de nombreuses conditions au certificat d'autorisation (Annexe I) pour que le promoteur effectue, entre autres, des études de suivi sur les milieux naturel et social affectés par le projet. Les conditions relatives au suivi n'ont pas toutes été établies parce que des impacts sur l'environnement étaient anticipés, mais aussi



parce que le COMEX voulait suivre les impacts sociaux et répondre à certaines préoccupations de la population. Hydro-Québec a donc réalisé des programmes de suivi détaillés sur différentes composantes des milieux aquatique, terrestre et social. Ainsi, de nombreux éléments ont été étudiés, tels que la couverture de glace, l'esturgeon jaune et le cisco, l'embauche de la main-d'œuvre crie, etc. Les résultats de ces études de suivi – dont certaines se poursuivent actuellement, et d'autres, jusqu'en 2023 – sont transmis périodiquement aux membres du COMEX à titre d'information. De plus, ils sont diffusés au Comité de suivi Cris-Hydro-Québec, aux maîtres de trappe et aux communautés cries concernées. La liste des rapports de suivi réalisés par Hydro-Québec est présentée à l'Annexe V.

La Société Niskamoon a confié au Comité de suivi le mandat de servir de tribune privilégiée en ce qui concerne le programme de suivi environnemental du projet de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert. Ce comité est composé de huit membres crie, représentant les six communautés touchées par le projet, en plus de deux représentants régionaux et de sept membres d'Hydro-Québec issus des différentes divisions de l'entreprise responsables de la réalisation du programme de suivi. Les membres du Comité se sont réunis à 73 reprises entre les mois de janvier 2007 et novembre 2012 afin de discuter de plusieurs enjeux concernant les multiples obligations, garanties et assurances s'imposant à l'égard des Crie en lien avec le projet tel que décrit dans la *Convention Boumhounan*. Nul besoin de préciser que l'objectif du Comité est d'assurer la participation significative des Crie à tous les aspects du programme de suivi environnemental.

Tout au long de la réalisation du projet, Hydro-Québec a informé le COMEX de l'avancement des travaux et des visites sur le terrain ont été effectuées par ses membres. De plus, une trentaine de demandes de modifications au certificat d'autorisation ont fait l'objet d'analyses et, conséquemment, de recommandations de la part du COMEX.

Enfin, le COMEX a rencontré, aux dates suivantes, les conseils de bande des différentes communautés en vue de préparer les consultations publiques :

- Waskaganish, le 16 octobre 2008 ;
- Nemaska, le 26 juin 2009 ;
- Mistissini, le 16 novembre 2009 ;
- Wemindji, le 29 mars 2011 ;
- Chisasibi, le 25 octobre 2011 ;
- Eastmain, le 26 octobre 2011.

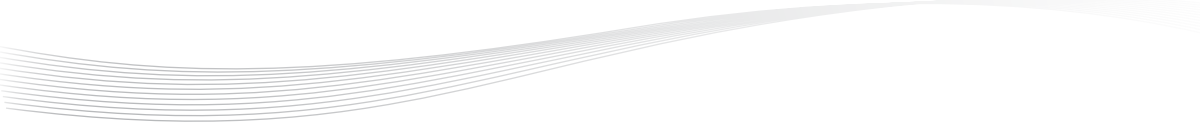


Crédit : MDDEFP, 2010.

VISITE DE TERRAIN

Il importe de mentionner que la participation des communautés crie aux consultations publiques tenues par le COMEX en 2012 a été beaucoup moins importante que lors des audiences publiques de 2006, qui ont mené à l'autorisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. En effet, ce ne sont en moyenne qu'une trentaine de personnes qui ont assisté à chacune des séances tenues en 2012. Les séances de Chisasibi et de Waskaganish ont été les plus fréquentées et, dans l'ensemble, il a semblé que les participants étaient majoritairement les maîtres de trappe et leur famille, ou ceux qui ont obtenu des contrats de la part d'Hydro-Québec. Ainsi, ce sont surtout ceux ayant été directement affectés par le projet qui ont assisté aux séances. De plus, les participants qui se sont exprimés ont surtout fait état des impacts négatifs du projet, ce qui peut donner l'impression d'un mécontentement général au sein de la population dans le présent rapport, mais il faut mettre les propos en perspective avec le faible taux de participation aux séances de consultation. Il est juste d'affirmer que la majorité des participants dans les communautés auraient préféré que l'environnement demeure inchangé, mais il faut également préciser que ce qui a été exprimé lors des consultations publiques ne représente pas nécessairement le point de vue de l'ensemble des communautés, puisque aucune vérification n'a été effectuée pour sonder l'ensemble de la population.

Le COMEX est d'avis que l'adoption de *l'Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire* qui est mentionnée à la section 9.1 peut avoir influencé le niveau de participation publique aux séances de consultation du COMEX sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. En effet, il est probable que certaines demandes qui auraient pu être adressées au promoteur aient pu être réglées par l'adoption de cette entente.



L'opposition des communautés crie au développement hydroélectrique s'enracine dans la peur suscitée en 1972 par les travaux majeurs du projet La Grande (1975) qui ont causé la submersion de vastes régions et le détournement de rivières, bouleversant à jamais leurs territoires ancestraux et leur mode de vie. Aujourd'hui, les Crie sont d'avis que ces projets ont causé des perturbations environnementales et sociales, notamment la contamination au mercure des poissons, la raréfaction des peuplements de zostère sur les berges de la baie James, la modification des routes migratoires des oiseaux, la perception de la dégradation de la qualité de l'eau, un changement comportemental des animaux, l'ouverture du territoire, la diversification des opportunités d'emploi, ainsi que les changements dans le mode de vie et l'alimentation et dans l'utilisation du territoire. De nombreux représentants de ces communautés estiment que ces changements pourraient être attribués aux projets hydroélectriques. Ils affirment éprouver un profond sentiment de perte depuis lors. D'autres intervenants soulignent aussi que les changements climatiques et certaines interactions écologiques complexes jouent un rôle de premier plan dans ces perturbations. Il va sans dire que de tels impacts biophysiques ont complexifié la réalité de ces communautés déjà aux prises avec des problèmes de croissance démographique, des transformations culturelles rapides, l'émergence d'une nouvelle économie et les fluctuations du taux de chômage.

Au cours des consultations publiques de 2012, il est apparu clairement que les participants ne parvenaient souvent pas à définir avec précision les répercussions du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, puisqu'elles s'inscrivent à la fois dans l'évolution naturelle de l'environnement et la réalisation des projets hydroélectriques précédents qui, rappelons-le, coïncide avec l'amorce de divers changements. Le COMEX s'est montré sensible à cet enjeu et a bénéficié des commentaires des participants. Devant l'ampleur des efforts d'adaptation que devra déployer la nation crie, le COMEX ne peut s'abstenir de souligner la résilience démontrée dans les nombreux témoignages des participants. Le profond respect des Crie à l'égard de leur terre et leur attachement à leur mode de vie ancestral sont manifestes. Le COMEX a pris bonne note de la détermination des Crie à maintenir leurs traditions tout en bénéficiant du développement sur le territoire.

9.1 Les fonds et le soutien pour les communautés crie

Les réponses du promoteur

En ce qui concerne le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, une nouvelle entente a été adoptée en 2012, peu de temps avant la tenue des consultations publiques, soit l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire* (2,75 M\$ indexable annuellement tant et aussi longtemps que la rivière Rupert fera l'objet d'une dérivation). Les bénéficiaires de cette entente sont les communautés les plus affectées par le projet, soit Mistissini, Nemaska et Waskaganish. Les communautés d'Eastmain, de Chisasibi et de Wemindji ne sont pas concernées par cette entente et ne peuvent donc accéder à cette source de soutien.

Ainsi, durant les consultations publiques qui se sont tenues à Mistissini, à Nemaska et à Waskaganish, Hydro-Québec a fréquemment fait référence à l'existence de cette entente pour toutes demandes de soutien financier et de dédommagement, notamment pour compenser la perte de certaines portions de territoire due à la présence d'infrastructures hydroélectriques et pour remédier aux impacts du projet sur la navigation et sur les activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage. Le promoteur a donc informé les communautés de la possibilité de présenter des demandes de financement à la Société Niskamoon en vertu des différentes ententes conclues entre les Cris et Hydro-Québec, dans le but de mettre en œuvre diverses mesures pour remédier aux impacts des projets hydroélectriques réalisés sur le territoire des Cris.

Toutefois, certaines demandes formulées à Eastmain, à Chisasibi et à Wemindji sont demeurées sans réponse concrète. Le promoteur a tout de même mentionné l'existence de la *Convention Boumhounan* et de la *Convention relative au projet de centrale La Sarcelle*, ainsi que les 45 M\$ en contrats qui seront adjugés pendant la phase de mise en œuvre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Hydro-Québec s'est engagée, lors des consultations publiques, à travailler avec les maîtres de trappe tout au long de la phase d'exploitation pour poursuivre la collaboration dans le cadre de la réalisation des études de suivi, afin de documenter les connaissances sur le territoire, de rechercher leurs avis et de les impliquer le plus possible. Enfin, le promoteur a rappelé la possibilité, pour les maîtres de trappe et les autres Cris, d'acquérir le matériel d'Hydro-Québec déclaré excédentaire, comme les roulottes de chantier par exemple.

Certains intervenants se sont dit inquiets au sujet de la disponibilité de l'aide et des fonds de soutien à l'avenir et pour les générations futures, et ce, non seulement pour les utilisateurs des territoires de piégeage situés aux abords de la rivière Rupert, mais aussi pour l'ensemble des membres des communautés et tous les territoires de piégeage, qu'ils soient directement ou indirectement affectés par les projets hydroélectriques. Cependant, grâce aux diverses ententes intervenues entre les Cris et Hydro-Québec, le promoteur mentionne que les Cris continueront de bénéficier de soutien financier, tel que prévu à celles-ci.

L'avis du COMEX

Pour remédier à certains effets des ouvrages hydroélectriques sur le territoire, avant et suivant la signature de la *Paix des Braves*, de nombreuses ententes sont intervenues au fil des années, de gré à gré, entre les Cris et Hydro-Québec (Annexe II). Les montants de ces ententes, auxquels réfère le présent rapport, sont donnés à titre indicatif. Ils visent en partie d'autres travaux d'atténuation et de mise en valeur, mais ne comptabilisent pas les avantages non monétaires prévus dans le cadre de celles-ci. Le COMEX constate que des mesures et des fonds considérables ont été mis en place pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Il est important que les fonds de ces ententes soient utilisés judicieusement par les intervenants concernés. Ces ententes ne font pas l'objet de suivi de la part du COMEX et elles ne dispensent pas Hydro-Québec de se conformer aux obligations du certificat d'autorisation. Par conséquent, le promoteur doit continuer d'informer annuellement le COMEX des travaux qui seront réalisés pour la poursuite de l'application des mesures d'atténuation en lien avec le certificat d'autorisation. Si certaines de ces mesures font l'objet de travaux qui ne sont pas autorisés dans le présent projet, ceux-ci devront être soumis à nouveau à l'Administrateur dans le cadre de la CBJNQ.

9.2 Les conditions hydrologiques et la qualité de l'eau

Les réponses du promoteur

Lors des consultations publiques de 2012, plusieurs questions ont été formulées au sujet de la fluctuation des niveaux de l'eau de certaines rivières et de la qualité de l'eau.

Fluctuation des niveaux de l'eau

Tout d'abord, l'un des participants de Mistissini a constaté que le niveau de l'eau de la rivière Misticawissich était très élevé au cours de l'automne 2012, ce qui l'a étonné car Hydro-Québec avait, semble-t-il, affirmé que le niveau de l'eau de cette rivière serait stable pour les 40 prochaines années. Une intervenante de Wemindji a aussi demandé des explications au sujet du niveau de l'eau très élevé observé dans le réservoir Opinaca en 2012. Des interventions ont également été faites par des gens de Nemaska concernant l'utilisation de la rivière Rupert et le niveau de l'eau de cette rivière au printemps.²⁰

Le promoteur a répondu aux participants qu'il était normal que le niveau de l'eau fluctue de quelques mètres au cours de l'année. Dans la rivière Misticawissich de même que dans le réservoir Opinaca, le degré de variabilité serait plus ou moins élevé d'une année à l'autre, notamment en fonction de la quantité de précipitations. Il est toutefois prévu que le niveau de l'eau sera maintenu à l'intérieur des limites prévues au projet. Ils ont également précisé que le niveau de l'eau était toujours demeuré dans la plage normale des variations prévues, à la fois dans le secteur de la rivière Misticawissich et dans le réservoir Opinaca, d'après les études de suivi réalisées sur les conditions hydrologiques dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Par ailleurs, deux membres de la communauté de Waskaganish ont remarqué une importante baisse du niveau de l'eau de la rivière Pontax et croyaient qu'il s'agissait d'un effet du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Le promoteur leur a expliqué qu'aucun ouvrage de retenue ou de dérivation associé à ce projet n'avait été implanté dans le bassin versant de la rivière Pontax.

Qualité de l'eau

Des questions relatives à la qualité de l'eau ont aussi été formulées par les participants de toutes les communautés lors des consultations publiques. Certains ont mentionné qu'ils n'avaient plus la possibilité de s'abreuver à même les rivières et les lacs comme autrefois, car ils perçoivent que la qualité de l'eau aurait été altérée par la réalisation des différents projets hydroélectriques sur leur territoire. Ils ont également exprimé le souhait d'avoir accès à une eau de source naturelle et de bonne qualité, en particulier lorsqu'ils se trouvent à leurs camps de chasse et de pêche. Les impacts potentiels sur la santé humaine liés à la consommation de l'eau provenant des rivières et de l'eau traitée ont en outre fait l'objet de demandes d'information de la part de quelques intervenants lors des séances de consultation. Certains d'entre eux ont affirmé que des membres de leur communauté avaient eu des problèmes de santé depuis l'introduction de l'eau traitée dans le régime alimentaire des Cris, laquelle coïncide avec l'avènement des projets hydroélectriques.

²⁰ D'autres demandes d'information concernant les fluctuations de débit et du niveau de l'eau ont été formulées par les participants lors des consultations publiques, mais comme elles étaient plutôt relatives aux conditions de navigation et de pêche, elles seront abordées dans les sections qui traitent de ces questions (9.3 et 9.4).

Hydro-Québec a rappelé aux participants que le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James a émis une recommandation à l'effet de ne pas consommer l'eau directement des lacs et des rivières ou, du moins, de la faire bouillir avant de la boire afin de s'assurer qu'elle ne contient aucune bactérie.

Quant à l'eau traitée, selon les résultats des tests et du programme de suivi, le promoteur a confirmé que celle qui provient de la nouvelle usine de traitement de Waskaganish respecte toutes les normes réglementaires relatives à la qualité de l'eau potable. Cette usine de traitement de l'eau potable a été construite à Waskaganish dans le cadre des mesures d'atténuation définies pour le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Le promoteur a expliqué que, compte tenu des inquiétudes exprimées par les Cris avant le commencement du projet par rapport à l'évolution de la qualité de l'eau de la rivière Rupert après la dérivation partielle, des entrevues ont été réalisées avec des maîtres de trappe afin de connaître les endroits où les utilisateurs de leur territoire prélevaient leur eau dans la rivière Rupert, ce qui a permis d'établir des stations d'échantillonnage pour effectuer le suivi de la qualité de l'eau à chacun de ces endroits (22 au total). Trois autres sites d'échantillonnage ont été déterminés dans la rivière Nemiscau à des endroits où des personnes ont dit prélever de l'eau pour leur usage personnel. D'après les suivis effectués jusqu'à présent, aucun changement important concernant les trois critères évalués (turbidité, couleur et matières en suspension) n'a été constaté, tel que mentionné par le promoteur. Les résultats de ces suivis ont été remis en main propre et expliqués à chacun des maîtres de trappe concernés, comme Hydro-Québec s'était engagé à le faire dans l'étude d'impact.

La présence d'algues vertes et brunes dans la Grande Rivière a également été abordée à maintes reprises lors de la séance de consultation tenue à Chisasibi. En effet, plusieurs participants ont dit avoir observé d'importantes quantités d'algues sur les berges de la rivière, en amont de la communauté de Chisasibi, et certains étaient d'avis que la prolifération de celles-ci serait favorisée par la pollution de l'eau. Le promoteur a indiqué que la présence de vastes colonies d'algues vertes et brunes a effectivement été notée tout au long de la côte nord-est de la baie James lors du suivi de la zostère marine effectué en 2011, mais que ce phénomène demeurerait difficile à expliquer.

L'avis du COMEX

Fluctuation des niveaux de l'eau ²¹

Au sujet du niveau de l'eau, le COMEX a pu constater que la population exigeait des réponses précises de la part du promoteur à propos des observations qu'elle a faites sur le territoire affecté par le projet. En effet, les niveaux de l'eau ont été modifiés à plusieurs endroits, tel que dans le secteur de la rivière Misticavissich et dans le réservoir Opinaca à la suite de la mise en eau des biefs Rupert. Hydro-Québec a fourni des explications sommaires à ces questionnements, en expliquant que ces fluctuations étaient en relation notamment avec les moyennes de précipitations annuelles. Le COMEX est d'avis que des explications plus précises devraient être fournies aux Cris, car plusieurs facteurs peuvent expliquer les modifications du niveau de l'eau dans des contextes qui sont très différents. Ceux-ci incluent les politiques et les pratiques relatives à la gestion des niveaux d'eau dans les biefs lors de précipitations exceptionnelles.

²¹ À noter que les questions relatives aux fluctuations des niveaux et au débit de l'eau dans le secteur à débit réduit seront traitées plus en profondeur dans les sections 9.3 et 9.4, en lien avec les conditions de navigation et de pêche.

En ce qui concerne la baisse du niveau de l'eau de la rivière Pontax, constatée par des membres de la communauté de Waskaganish, il est indiqué, dans le Complément d'information déposé par Hydro-Québec en janvier 2013 à la suite des consultations publiques, que les observations faites par les utilisateurs de cette rivière seraient justes mais explicables non pas par la mise en service des ouvrages de la dérivation Rupert, mais plutôt par les périodes prolongées de faibles précipitations estivales qui ont marqué les années 2010 à 2012.²²

Enfin, le COMEX constate que la conception de la régularisation des débits en aval du barrage de la rivière Rupert et des niveaux d'eau dans les biefs peut demeurer abstraite. Bien que des débits minimaux à maintenir théoriquement soient établis pour la rivière et qu'il existe des cotes d'exploitation à respecter dans les biefs, ces milieux demeurent sujets aux variations naturelles et aux conditions climatiques. Ces conditions variables selon les années obligeront les utilisateurs à s'adapter à une nouvelle réalité même si la rivière et les eaux dérivées demeureront sous l'influence de l'opération des barrages et des fluctuations naturelles. Ces fluctuations naturelles ont généralement des impacts positifs sur les écosystèmes, contribuant notamment au maintien d'habitats riverains ou à la mobilisation du substrat. Dans le secteur à débit augmenté, les niveaux d'eau sont également sous l'influence des nouveaux bassins versants contribuant désormais à l'alimentation de ce secteur. Comme pour les biefs et la partie aval de la rivière Rupert, les utilisateurs devront s'adapter aux nouvelles conditions dans ce secteur. Cependant, le COMEX est d'avis qu'une communication constante entre les utilisateurs cris et Hydro-Québec doit être maintenue et que ce dernier doit être particulièrement sensible aux problématiques d'usage et de sécurité. La vulgarisation des phénomènes en cause et des études de suivi demeure également de la plus grande importance.

Qualité de l'eau

En ce qui a trait aux questions relatives à la qualité de l'eau qui ont été adressées au promoteur au cours des consultations publiques de 2012, le COMEX note que les suivis effectués, à l'exception de ceux portant sur la prise d'eau brute à Waskaganish, ne concernent que l'aspect esthétique de l'eau (turbidité, couleur et matières en suspension) et s'appuient sur le postulat que l'eau des rivières étudiées ne rencontrait pas, même avant le projet, les critères de salubrité afin d'être qualifiée de potable, puisqu'elle n'était pas traitée. Le promoteur n'était donc pas tenu de s'assurer que l'eau des rivières soit assez bonne pour être consommée telle quelle, sans traitement, et c'est pourquoi aucun suivi n'a été fait sur la qualité bactériologique de cette eau. Le COMEX rappelle d'ailleurs que le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James recommande de ne pas consommer l'eau directement de n'importe quels lacs et rivières, tel que le prévoit la réglementation québécoise qui exige que les eaux de surface soient traitées avant leur consommation. Par ailleurs, plusieurs témoignages entendus lors des consultations publiques étaient à l'effet que le goût de l'eau avait changé depuis la réalisation du projet. Ce paramètre est difficilement mesurable et plutôt subjectif. Toutefois, les plus récentes études de suivi révèlent que l'eau demeure de très grande qualité pour les autres usages domestiques dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert puisque les valeurs obtenues pour les trois paramètres retenus se rapprochent de celles de l'état de référence, soit avant la dérivation.²³

22 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population cri – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 29-30.

23 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population cri – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 21.

En effet, des suivis sur la qualité esthétique de l'eau ont été effectués dans ce secteur à partir de 2008, conformément à la condition 6.6 du certificat d'autorisation, et ceux-ci tendent à démontrer que la qualité de l'eau a été légèrement altérée dans le secteur aval de la rivière (du PK 108 à l'embouchure), tandis que peu de changements ont été constatés dans le secteur amont (du PK 108 au PK 314) par rapport aux valeurs de référence. Ceci s'explique notamment par une sensibilité à l'érosion des matériaux en place (zone argileuse) plus importante dans le secteur aval de la rivière Rupert que dans le secteur amont (zone de sable et gravier), ce qui augmente l'apport de matières en suspension et la turbidité de l'eau. Les modifications de la qualité de l'eau dans le secteur aval de la rivière Rupert correspondent toutefois aux prévisions formulées dans l'étude d'impact du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Le COMEX avait alors jugé ces impacts acceptables en raison de la mesure d'atténuation prévue qu'était la construction d'une nouvelle usine de traitement de l'eau potable à Waskaganish. À noter que le suivi de la qualité de l'eau dans les tronçons à débit réduit des rivières Rupert et Nemiscau se poursuivra jusqu'en 2016.

Bien que les ouvrages hydrauliques construits sur les rivières Rupert et Nemiscau n'aient eu aucun impact sur la qualité bactériologique de l'eau selon Hydro-Québec, il est indiqué, dans le Complément d'information déposé par le promoteur à la suite des consultations publiques, que l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire* pourrait être utilisée si la communauté de Nemaska souhaitait améliorer la situation par rapport à l'alimentation en eau au site du Vieux-Nemaska par l'aménagement de puits, comme certains membres de cette communauté l'ont demandé.²⁴

Outre les suivis réalisés dans les tronçons à débit réduit des rivières Rupert et Nemiscau, des suivis sur les matières en suspension ont également été effectués en 2010 et 2011 en aval des ouvrages de restitution de débit réservé. Ceux-ci révèlent que les valeurs moyennes de matières en suspension à ces endroits sont tout à fait comparables à celles obtenues en 2008 et 2009, avant la mise en eau des biefs. Par ailleurs, une étude de suivi sur la qualité de l'eau brute à la prise d'eau de l'usine construite à Waskaganish a d'ailleurs été réalisée en 2010, conformément à la condition 6.7 du certificat d'autorisation. Cette étude a mis en évidence de légères augmentations de la turbidité, de la couleur vraie et du carbone organique total par rapport aux valeurs de référence. Ces hausses sont principalement liées à l'érosion des berges de la rivière Rupert dans des secteurs qui ne sont pas influencés par les seuils construits pour rétablir les niveaux d'eau. Cette situation s'explique également par l'apport plus important de sédiments et de matières organiques provenant des tributaires du secteur aval de la rivière à la suite de sa dérivation partielle. Si l'érosion des berges a des chances de s'atténuer avec le temps, réduisant ainsi la turbidité de l'eau, les tributaires conserveront toutefois des valeurs plus élevées de couleur vraie et de matières organiques au niveau de la prise d'eau de Waskaganish. Cependant, le système de traitement mis en place dans la nouvelle usine d'eau potable demeurera efficace, car les modifications de la qualité de l'eau ne compromettent pas sa performance ni sa capacité à fournir à la population de Waskaganish une eau potable répondant aux normes.

En ce qui concerne la présence d'algues vertes et brunes dans la Grande Rivière, le promoteur a mentionné que cette question avait déjà été soulevée en 2011 par des membres de la communauté de Chisasibi lors d'une réunion du Groupe de travail Hydro-Québec/SEBJ-Chisasibi. Il a ajouté que les causes de cette prolifération d'algues demeuraient incertaines, mais que le phosphore favorise habituellement la prolifération d'algues et qu'à la suite de la mise en eau du

²⁴ Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 21.

réserve Robert-Bourassa au début des années 1980, les teneurs en phosphore et en biomasse phytoplanctonique (algues en suspension dans l'eau) avaient augmenté par un facteur d'environ 3 dans la Grande Rivière. Ces teneurs étaient toutefois revenues aux valeurs initiales après une dizaine d'années, soit au début des années 1990, de sorte que la présence d'algues observée en 2011 ne peut être due à l'aménagement des premières phases du complexe La Grande. Une augmentation des teneurs en phosphore a également été constatée en 2007 dans le réservoir de l'Eastmain-1, mais dès 2008, elles étaient revenues équivalentes aux teneurs initiales. La présence d'algues observée dans la Grande Rivière par certains membres de la communauté de Chisasibi ne serait donc pas causée par les aménagements hydroélectriques réalisés sur le territoire de la Baie-James, mais pourrait découler des changements climatiques, d'après les explications fournies par le promoteur.²⁵ Le COMEX constate qu'il s'agit d'une préoccupation importante pour la communauté de Chisasibi. Il se peut que ce phénomène soit d'origine naturelle (changements climatiques, relèvement isostatique, etc.), mais il importe de ne pas écarter toute cause d'origine anthropique. Il serait souhaitable que les utilisateurs en amont s'assurent de l'efficacité de leurs installations, observent si celles-ci ont une influence sur la prolifération des algues, et envisagent des moyens pour y remédier, s'il y a lieu. La direction régionale du MDDEFP, le cas échéant, devrait être informée de la situation.

Lors de la séance de consultation tenue à Chisasibi, des participants se sont également montrés préoccupés au sujet d'une éventuelle dégradation de la qualité de l'eau de la Grande Rivière si des fuites ou des déversements d'huiles et d'autres produits, utilisés pour l'entretien des installations aux centrales hydroélectriques, venaient à se produire. L'un d'entre eux a d'ailleurs dit avoir observé la présence d'huile à la surface de l'eau en aval de la centrale LG-1.

Dans le Complément d'information déposé à la suite des consultations publiques, le promoteur a répondu que des systèmes de traitement étaient utilisés pour éviter que des huiles ou d'autres produits chimiques se retrouvent dans l'eau de la rivière. Par exemple, la centrale LG-1 est dotée de deux séparateurs eau/huile ainsi que d'une fosse septique avec pré-filtre et filtre à recirculation, dont les rejets sont mesurés périodiquement et respectent toutes les normes légales et réglementaires.²⁶ De tels systèmes permettent de recueillir les substances utilisées dans le cadre des opérations de chaque centrale, de même que les eaux usées, et de les traiter adéquatement avant de les rejeter dans l'environnement afin d'empêcher toute contamination de l'eau. De plus, Hydro-Québec a précisé que des plans d'urgence avaient été élaborés et que le personnel était formé pour intervenir en cas de déversement accidentel.

9.3 L'amélioration du territoire et de son accessibilité

Les réponses du promoteur

En ce qui concerne l'amélioration du territoire et de son accessibilité, les demandes émises par les participants lors des consultations publiques de 2012 portent sur le maintien, l'aménagement ou l'entretien de routes, de chemins et de sentiers de motoquad et de motoneige, ainsi que sur la construction et la relocalisation de campements et l'amélioration des conditions de navigation.

25 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crié – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 57.

26 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crié – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 59.

Le maintien, l'aménagement ou l'entretien de routes

En premier lieu, plusieurs demandes ont été formulées au sujet du maintien et de l'entretien de routes et de chemins construits dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, et ce, dans la majorité des communautés où ont eu lieu les séances de consultation. Hydro-Québec a expliqué aux participants que, normalement, les routes et les chemins construits pour les besoins du projet étaient démantelés et remis à l'état naturel une fois les travaux terminés, mais que, dans certains cas, ils pouvaient être maintenus à la demande des maîtres de trappe. Il a toutefois été convenu avec ces derniers qu'ils seraient désormais responsables de l'entretien de ces routes et chemins conservés à leur demande, ainsi que des autres chemins construits ou améliorés dans le cadre des mesures d'atténuation et de mise en valeur du projet.

Les chemins et les sentiers de motoquad et de motoneige

Des participants de Mistissini et de Nemaska ont également demandé que des travaux correctifs soient effectués pour améliorer des tronçons de sentiers de motoquad aménagés dans le cadre des mesures d'atténuation et de mise en valeur du territoire, car il serait difficile de les utiliser en raison de leur mauvaise condition. Le promoteur a affirmé que ces sentiers avaient été aménagés par des entreprises crie dans le cadre de contrats octroyés par Hydro-Québec. Lorsqu'un contrat est terminé, a-t-il précisé, et que les maîtres de trappe sont satisfaits des travaux exécutés, l'entretien et l'amélioration de ces sentiers ne relève plus de la responsabilité d'Hydro-Québec, ce qui a été établi dès le début du projet en 2007. Le promoteur a cependant ajouté que si des travaux correctifs s'avèrent nécessaires par la suite pour améliorer des sentiers de motoquad afin de permettre aux Cris de poursuivre leurs activités sur le territoire, des demandes de fonds peuvent être adressées à la Société Niskamoon pour soutenir la réalisation de ces travaux. Il est également possible de soumettre des projets, à cette société, afin d'obtenir de l'aide financière pour la construction de nouvelles pistes de motoneige et de motoquad.

La construction et la relocalisation de campements

En second lieu, quelques questions ont été soulevées lors des consultations publiques tenues à Eastmain, Wemindji et Nemaska au sujet de la construction et la relocalisation de campements. En effet, des participants se sont plaints de ne pas avoir obtenu de nouveaux campements qu'ils devaient, selon eux, recevoir ou qu'ils avaient déjà demandés. Le promoteur a répondu à l'un de ces participants qu'il pouvait soumettre une demande à la Société Niskamoon et que celle-ci pourra lui accorder une aide financière si sa demande est acceptée. Une autre requête sur ce sujet a été référée à un programme d'aide mis en place à la suite d'une entente conclue en 2002 entre les Cris et Hydro-Québec.

L'amélioration des conditions de navigation

En dernier lieu, des demandes relatives à l'amélioration des conditions de navigation ont été exprimées à quelques reprises lors des séances de consultation qui se sont déroulées à Nemaska et à Waskaganish. Certains participants ont rapporté que la navigation sur la rivière Rupert était devenue plus difficile depuis sa dérivation partielle en raison de la réduction du débit et du niveau de l'eau et de l'apparition de nouveaux obstacles, notamment des affleurements rocheux. Des intervenants ont même affirmé qu'il était rendu pratiquement impossible de naviguer sur les vingt premiers kilomètres de la rivière Rupert et d'accéder à la baie, en particulier lorsque la marée est

basse. L'un d'entre eux a d'ailleurs proposé de construire un ouvrage hydraulique pour rehausser et maintenir le niveau de l'eau de la rivière Rupert en amont du PK 5 afin de faciliter la navigation dans ce secteur.

Le promoteur reconnaît que la réduction du débit et du niveau de l'eau de la rivière Rupert a rendu la navigation plus ardue dans certains secteurs, notamment entre les PK 5 et 20. C'est pourquoi un balisage de chenaux de navigation a été réalisé en 2012, avec la collaboration des maîtres de trappe, afin d'identifier des passages navigables dans les sections les plus difficiles de la rivière à l'aide de bouées. Celles-ci seront installées à chaque année par des membres de la communauté de Waskaganish grâce aux fonds prévus à cette fin dans le cadre de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*. Des panneaux de signalisation de danger et des épis aménagés sur la rivière ont également été installés à l'approche des seuils Rupert et des cartes de navigation ont été produites et distribuées. D'après Hydro-Québec, ces mesures auraient été favorablement accueillies par les utilisateurs du territoire car elles leur permettent de naviguer de façon sécuritaire sur la rivière. Il faut aussi mentionner que des aires d'accostage et des rampes de mise à l'eau, de même que des portages, ont été aménagés ou améliorés afin d'atténuer les impacts sur la navigation entraînés par la dérivation partielle de la rivière Rupert. À ces mesures, s'est ajouté en 2010 un « Programme de navigation et de pêche » subventionné par Hydro-Québec et géré par la Société Niskamoon, visant à inciter les Cris à se familiariser avec les nouvelles conditions de navigation et à découvrir de nouveaux sites de pêche. Ce programme, destiné aux maîtres de trappe de Nemaska et de Waskaganish dont le territoire a été touché par le projet ainsi qu'aux membres de leur famille respective, devrait se poursuivre jusqu'en 2018.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2012.

Pour ce qui est des difficultés à naviguer dans la baie de Rupert et dans l'estuaire de la rivière, qui ont été signalées par certains participants lors des consultations, le promoteur a mentionné qu'un comité avait été créé au cours de l'été 2012 afin d'identifier et de mettre en œuvre des mesures pour améliorer les conditions de navigation dans cette zone et jusqu'aux premiers rapides (PK 5) de la rivière. Enfin, en vertu de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire* adoptée en 2012, les maîtres de trappe de Nemaska et de Waskaganish pourront soumettre des projets à la Société Niskamoon dans le but d'améliorer les conditions de navigation sur leur territoire de piégeage (pour le retrait de roches dans la rivière ou l'aménagement de nouveaux portages ou de débarcadères, par exemple). Une aide financière pourra leur être accordée pour réaliser ces projets s'ils sont acceptés.

L'avis du COMEX

Le maintien, l'aménagement ou l'entretien de routes, de chemins et de sentiers de motoquad et de motoneige

Tout d'abord, le COMEX constate que le promoteur a respecté ses obligations en ce qui a trait au démantèlement des routes temporaires désaffectées et au maintien de certaines d'entre elles à la demande des maîtres de trappe, et qu'il a transmis, sur une base annuelle en fonction de la réalisation du projet, les schémas directeurs des travaux de réaménagement de ces routes à l'Administrateur, conformément à la condition 2.7 du certificat d'autorisation. En outre, environ 375 kilomètres de voies d'accès²⁷ à des lots de trappe et à des campements cris ont été construits ou améliorés et la planification de ces voies d'accès a été soumise à l'Administrateur, tel que le stipule la condition 2.6 du certificat d'autorisation. La localisation précise de ces aménagements et leur nature ont été déterminées à la suite d'ententes avec les maîtres de trappe concernés. Le COMEX reconnaît ainsi les efforts déployés par le promoteur pour améliorer l'accessibilité du territoire de manière à assurer la poursuite des activités traditionnelles menées par les Cris. En effet, les routes et les chemins construits ou améliorés dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert ainsi que les pistes de motoneige et de motoquad aménagées à titre de mesures d'atténuation et de mise en valeur semblent avoir facilité l'accès et l'utilisation du territoire par les Cris, en particulier dans le secteur des biefs et dans le secteur à débit réduit, comme le révèle l'étude de suivi sur l'utilisation du territoire réalisée en 2010-2011.

Bien que la majorité des maîtres de trappe et des autres utilisateurs cris semblent satisfaits des travaux exécutés en matière d'aménagement de voies d'accès terrestres, le COMEX constate que certaines plaintes ont été formulées lors des consultations publiques tenues en 2012, particulièrement en ce qui concerne l'entretien des routes, des chemins et des sentiers aménagés dans le cadre du projet. À cet égard, le COMEX rappelle qu'il était prévu, dès le début du projet, que le promoteur aurait la responsabilité d'entretenir les routes principales construites pour les besoins du projet, mais que l'entretien des routes et des chemins temporaires désaffectés serait à la charge des maîtres de trappe et des autres usagers si ceux-ci désiraient les maintenir pour faciliter l'accès et l'utilisation de leur territoire de piégeage. De même, l'entretien des ponts et des ponceaux aménagés par le promoteur ne relève pas de sa responsabilité lorsqu'ils ne sont plus utilisés dans le cadre du projet, mais conservé comme mesure d'atténuation et de mise en valeur

27 Les voies d'accès dont il est question ici incluent les chemins d'accès à des camps, construits ou améliorés, ainsi que les pistes de motoneige et de motoquad aménagées dans le cadre des mesures d'atténuation et de mise en valeur du projet. Cela exclut les routes construites pour les besoins du projet et maintenues à la demande des maîtres de trappe.

à la demande des maîtres de trappe. Il était également entendu que l'entretien des pistes de motoneige et de motoquad aménagées à titre de mesures de mise en valeur du territoire serait à la charge des maîtres de trappe. Enfin, le COMEX note une contradiction de certains participants entre la volonté d'accessibilité et d'aménagement de routes et du fait qu'ils s'inquiètent de la trop grande ouverture du territoire.

La construction et la relocalisation de campements

De nombreux campements (camps ou carrés de tente) ont été déplacés ou construits lorsque l'utilisation des campements existants s'avérait compromise par l'inondation du territoire, l'exondation des berges ou une accessibilité réduite. Les nouveaux campements ont été relocalisés à proximité de leur emplacement initial, dans un lieu déterminé par les utilisateurs concernés, afin de permettre à ceux-ci de poursuivre leurs activités dans le territoire qu'ils avaient l'habitude de fréquenter. C'est le cas pour les trois campements situés entre les PK 5 et 20 de la rivière Rupert qui ont été relocalisés en 2012 pour pallier aux difficultés d'approche de la rive en embarcation.²⁸ Les Cris qui ont bénéficié de cette mesure semblent généralement satisfaits de leur nouveau campement, d'après le suivi de l'utilisation du territoire réalisé en 2010-2011. Bref, par rapport à la construction et la relocalisation des campements, le COMEX est d'avis que le promoteur a respecté ses engagements initiaux lors de la construction du projet.

L'amélioration des conditions de navigation

Dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, des mesures semblables à celles qui ont été mises en place dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert ont aussi été réalisées dans le secteur des biefs Rupert ainsi que dans le secteur à débit augmenté afin d'améliorer les conditions de navigation. En effet, outre le ramassage des débris ligneux, des panneaux de signalisation de danger et d'interdiction de navigation ont été installés à certains endroits, des cartes illustrant les corridors de navigation ont été produites, des rampes de mise à l'eau, des aires d'accostage et des sentiers de portage ont été aménagés, un balisage des corridors de navigation a été exécuté afin de créer des conditions de navigation favorables et sécuritaires et de permettre aux utilisateurs du territoire d'accéder à des campements et à des secteurs d'intérêt pour l'exploitation des ressources fauniques. Le suivi des conditions de navigation dans les biefs Rupert se poursuivra jusqu'en 2015 et dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert, ce sera jusqu'en 2014. Le COMEX constate ainsi que toutes les conditions du certificat d'autorisation relatives à la navigation ont été respectées par le promoteur et reconnaît les mesures supplémentaires réalisées par celui-ci afin de maintenir ou améliorer les conditions de navigation dans tous les secteurs touchés par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

28 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 33.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2011.

LA RIVIÈRE RUPERT PRÈS DE GRAVEL PIT DANS LE SECTEUR À DÉBIT RÉDUIT (PRÈS DE WASKAGANISH)

Toutefois, bien que ces mesures semblent généralement appréciées par les utilisateurs du territoire, des impacts se font toujours ressentir sur la navigation, en particulier dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert ainsi qu'à l'embouchure de celle-ci et dans la baie de Rupert. En effet, le suivi sur les conditions de navigation réalisé dans cette région en 2012 a révélé l'existence de certaines contraintes à la navigation liées à la variation des débits et des niveaux d'eau de la rivière. Dans certains secteurs, l'accès aux campements est difficile car le niveau de l'eau est trop élevé et les rives sont submergées, en particulier lors de la restitution des débits réservés au printemps et en automne, à la suite de l'ouverture de l'ouvrage régulateur. Dans d'autres secteurs, la présence de nouveaux affleurements rocheux et de rives exondées en raison du faible niveau de l'eau nuit à la navigation et rend l'accès aux campements plus difficile. La prudence est donc de mise et une période d'adaptation sera nécessaire pour les utilisateurs, tel que prévu dans l'étude d'impact du projet. À cet égard, le COMEX tient à souligner l'initiative du promoteur de mettre en place un «Programme de navigation et de pêche» dans le but de faciliter aux Cris une adaptation plus rapide aux nouvelles conditions de navigation et de favoriser ainsi la poursuite de leurs activités traditionnelles. Ceci dit, considérant que le niveau de l'eau de la rivière Rupert est jugé trop bas à certains endroits et trop élevé dans d'autres secteurs par les utilisateurs du territoire, le COMEX pourrait, à la demande du promoteur, considérer certains ajustements aux débits réservés qui respecterait l'esprit d'une gestion adaptative de ceux-ci, visant la préservation des zones de frai et la pérennité des ressources piscicoles, dont celles valorisées par les Cris.

Par ailleurs, l'un des participants à la séance de consultation tenue à Wemindji s'est enquis de la possibilité de poursuivre le programme de ramassage des débris ligneux car il a noté la présence de tels débris dans certaines baies du lac Sakami, ce qui nuit à la navigation dans ce secteur. En réponse à cette demande, le promoteur a précisé que l'objectif de ce programme était de s'assurer que les corridors de navigation empruntés par les Cris dans le secteur des lacs Boyd et Sakami étaient sécuritaires et exempts de débris ligneux. Avec la collaboration des maîtres de trappe, dix sites ont été identifiés en 2009 et des travaux de ramassage de débris ligneux ont été exécutés à ces endroits en 2010 afin de dégager les corridors de navigation. Par la suite, la caractérisation détaillée de ces corridors, effectuée lors d'une campagne de navigation en 2011 en compagnie des maîtres de trappe ou de leur représentant, a permis de démontrer qu'aucun autre programme de ramassage des débris n'était nécessaire pour assurer la sécurité de la navigation ou pour permettre l'accès aux sites de campement présents sur les rives.²⁹

L'amélioration du territoire relativement à l'érosion des berges

Finalement, en ce qui concerne les préoccupations exprimées lors de la consultation publique tenue à Chisasibi relativement à l'érosion des berges de la Grande Rivière, le COMEX tient à préciser que des travaux ont été réalisés et d'autres sont en voie de l'être par rapport à cette question. Il faut cependant souligner que ces mesures de protection des berges ont déjà été réalisées par le promoteur dans le secteur de la Grande Rivière, essentiellement en réponse à une préoccupation du milieu. En effet, bien qu'il ne fût pas anticipé que l'augmentation du débit de la rivière à la suite de la dérivation partielle de la rivière Rupert accentuerait de façon notable le processus d'érosion déjà en cours le long des rives de la Grande Rivière, des tapis granulaires ont été mis en place sur la rive gauche de cette rivière afin de limiter l'érosion des berges. Il était prévu que ces travaux soient réalisés en trois phases, mais seules les deux premières phases ont pu être exécutées jusqu'à présent, ce qui a tout de même permis de protéger plusieurs kilomètres de berges. La dernière phase devait avoir lieu en 2011, mais les travaux n'ont pu être effectués pour des raisons de sécurité. Un comité de travail a par la suite été créé afin de trouver une solution alternative. Des travaux de stabilisation des berges devraient donc être réalisés au lieu de l'aménagement de tapis granulaires.

29 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population criée – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 49.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2013.

TAPIS GRANULAIRES SUR LES BERGES DE LA GRANDE RIVIÈRE À CHISASIBI

Pour ce qui est du problème d'érosion des berges à l'île de Fort George, constaté par l'un des participants à la séance de consultation de Chisasibi, le promoteur a entrepris la caractérisation des berges et l'élaboration de différents scénarios de stabilisation en 2011 et le Groupe de travail HQ/SEBJ-Chisasibi a convenu en 2013 qu'une demande serait acheminée à la Société Niskamoon pour solliciter une aide financière. Le COMEX tient à rappeler au promoteur que si ces travaux devaient se réaliser, ils devront également être autorisés préalablement, suivant les dispositions du chapitre 22 de la CBJNQ.

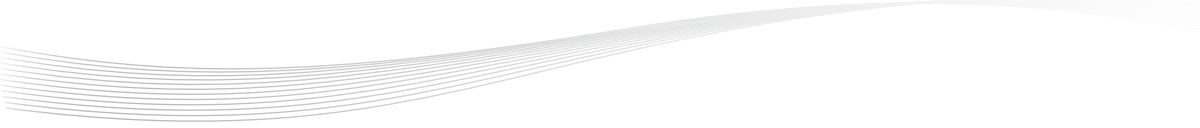
9.4 Le potentiel faunique et les activités de chasse, de pêche et de piégeage

Les réponses du promoteur

Les impacts sur la faune (aviaire, terrestre et aquatique) et sur les activités de chasse, de pêche et de piégeage ont soulevé beaucoup de questions lors des consultations publiques qui se sont déroulées dans les six communautés crie concernées par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Impacts sur la faune aquatique en lien avec la pêche

Tout d'abord, plusieurs demandes relatives aux impacts du projet sur les poissons, en particulier l'esturgeon jaune, et sur la pratique de la pêche ont été formulées lors des séances de consultation tenues dans les communautés de Waskaganish, Nemaska, Eastmain et Wemindji. En effet, de



nombreux participants ont dit avoir constaté une diminution du nombre d'esturgeons jaunes en aval des points de diversion des rivières Rupert, Eastmain et Opinaca, et ils ont réclamé la mise en place de mesures pour remédier à la situation étant donné qu'il s'agit d'une espèce de poisson très importante pour les Cris.

Un maître de trappe de Nemaska a notamment réclamé que des travaux soient effectués pour rétablir un site de fraie situé à la confluence de la rivière Rupert (au PK 281) et du bras Sipastikw. Il a en effet remarqué que les esturgeons ne venaient plus frayer à cet endroit au printemps, car le niveau de l'eau a considérablement diminué depuis la dérivation partielle de la rivière. À ce sujet, le promoteur a affirmé que l'esturgeon jaune était une espèce de poisson surveillée de très près dans le cadre du programme de suivi mis en œuvre dans le contexte du projet. Celui-ci vise à vérifier l'efficacité du régime de débits réservés écologiques pour assurer la préservation de zones de fraie dans la rivière Rupert et la pérennité des ressources piscicoles prisées par les Cris. Ainsi, plusieurs études de suivi sur l'esturgeon jaune ont été effectuées depuis 2008, notamment sur la dérive larvaire et sur les juvéniles de cette espèce, ainsi que sur l'utilisation des frayères naturelles et de celles ayant été aménagées dans le cadre du projet.

La mise en place de mesures pour rétablir la population d'esturgeons jaunes dans la rivière Opinaca a également été demandée par quelques membres de la communauté de Wemindji. Lors de la séance de consultation tenue dans cette communauté, le promoteur a précisé qu'une étude avait été menée sur ce sujet au cours des dernières années et que le rapport de cette étude allait bientôt être complété, ce qui devrait permettre de mieux connaître l'état de la population d'esturgeons jaunes en aval du point de dérivation des rivières Opinaca et Eastmain.³⁰ Si des mesures doivent être appliquées pour rétablir la population d'esturgeons dans ces rivières, Hydro-Québec en assumera les frais par les fonds prévus dans le cadre d'ententes conclues avec les Cris et gérés par la Société Niskamoon, car il s'agirait d'une incidence des phases 1 et 2 du complexe La Grande.

30 Environnement Illimité inc. 2013. *État des populations d'esturgeon jaune dans la portion aval des rivières Eastmain et Opinaca et potentiel d'aménagement – Travaux 2010-2011*. Rapport préparé par La Haye, M., F. Dalbec et M. Gendron pour Hydro-Québec Production et la Société Niskamoon, 67 pages et 6 annexes.



Crédit : MDDEFP, 2011.

FRAYÈRES AMÉNAGÉES

D'autres espèces de poissons ont aussi fait l'objet de préoccupations lors de la consultation publique tenue à Waskaganish. En effet, des participants ont dit avoir constaté une diminution des populations de dorés jaunes, de ciscos de lac anadromes et de grands corégones depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert. Le promoteur a répondu que la plupart des espèces étaient encore bien présentes même après la dérivation, d'après les études réalisées en 2009 et 2011 sur les communautés de poissons et sur la dynamique des populations dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert. Par conséquent, il n'envisage pas, pour le moment, de mettre en place de nouvelles mesures pour augmenter la population de certaines espèces de poissons, comme l'ont demandé quelques participants (en particulier pour le cisco, le grand corégone et l'esturgeon jaune), car les suivis effectués jusqu'à présent n'ont pas démontré une réduction notable de leur nombre, mais plutôt une modification de leur répartition dans la rivière Rupert, ce qui a eu des incidences sur la pratique de la pêche. Pour remédier à cette situation, le promoteur a souligné la mise en place d'un «Programme de navigation et de pêche» qui s'est amorcé en 2010 et dont l'objectif est d'inciter les Cris à se familiariser avec les nouvelles conditions de navigation dans la rivière Rupert et à trouver de nouveaux sites de pêche, car certains emplacements qui étaient autrefois propices à la pratique de cette activité ne le sont plus depuis la dérivation partielle de la rivière. Ce programme s'adresse plus spécifiquement aux maîtres de trappe de Nemaska et de Waskaganish dont le territoire a été touché par le projet ainsi qu'aux membres de leur famille respective. Aussi, le promoteur a expliqué que dans le cadre de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*, il est prévu que ce programme soit maintenu jusqu'en 2018. Ainsi, grâce à ce programme, les Cris pourront bénéficier du soutien de la Société Niskamoon pour poursuivre leurs activités traditionnelles sur la rivière Rupert, tel que mentionné par le promoteur.

Impacts sur la faune aviaire en lien avec la chasse

En ce qui concerne les impacts sur la faune aviaire, quelques membres des communautés d'Eastmain, de Waskaganish et de Chisasibi ont dit avoir observé un déclin de certaines espèces d'oies sur le territoire lors des périodes de migration, notamment l'oie des neiges, la bernache du Canada et la bernache cravant, et souhaitaient que des mesures soient mises en œuvre pour attirer à nouveau les oies dans les secteurs où elles se trouvaient autrefois en abondance. Le promoteur a expliqué que ce phénomène n'était pas en lien avec les projets hydroélectriques réalisés dans la région de la Baie-James, mais découlait plutôt d'un changement dans le parcours migratoire des oies qui s'est produit au cours des dernières décennies. En effet, pour faire face à la surabondance d'oies et réduire les dommages causés par celles-ci dans les champs agricoles, des aires d'alimentation ont été aménagées aux États-Unis ainsi que dans certaines régions au sud du Québec, ce qui a eu pour effet de modifier le mode de migration des oies car elles sont si bien nourries durant l'hiver et au début du printemps qu'elles ont assez d'énergie pour se rendre jusqu'à leurs sites de nidification dans le nord sans devoir s'arrêter dans la région de la Baie-James comme elles le faisaient autrefois. Le promoteur a également mentionné que, dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, un programme de suivi sur la sauvagine avait été mis en place pour vérifier l'effet du projet sur l'abondance et la répartition de certaines espèces d'oiseaux dans le secteur des biefs Rupert et du réservoir Opinaca, ainsi que le long des rivières Broadback et Rupert (en aval de son point de dérivation). Il a ajouté que les résultats des études de suivi réalisées jusqu'à présent étaient assez positifs puisqu'ils ne démontraient pas un déclin des populations de sauvagine depuis la dérivation partielle de la rivière et la mise en eau des biefs Rupert. Enfin, le suivi sur la sauvagine se poursuivra en 2014, 2017 et 2021. Comme l'a spécifié le promoteur, les informations recueillies dans le cadre de ces études pourront être utilisées pour planifier la mise en œuvre de nouvelles mesures d'atténuation, si cela s'avère nécessaire pour assurer le maintien des populations de sauvagine et des sites de chasse à l'oie.

Du côté de Chisasibi, plusieurs questions ont été posées au sujet du déclin de la zostère lors de la séance de consultation tenue dans cette communauté puisque les Cris et leurs consultants associent ce phénomène à la diminution de certaines espèces d'oies migratrices (bernache cravant, oie des neiges et bernache du Canada) qui étaient jadis présentes en abondance sur leur territoire. En effet, selon eux, la zostère constitue une part importante de leur alimentation. Le promoteur a cependant nuancé cette idée en affirmant que la zostère était effectivement une plante essentielle pour la bernache cravant, ce qui ne serait toutefois pas le cas pour la bernache du Canada et l'oie des neiges. Les participants ont néanmoins contesté ces propos en insistant sur l'importance de la zostère pour l'ensemble des oies qui fréquentent leur territoire. Leur présence en moins grand nombre sur la côte est de la baie James s'expliquerait plutôt par les changements dans leur parcours de migration, tel qu'expliqué précédemment par Hydro-Québec.

Par ailleurs, certains membres de la communauté de Nemaska ont fait état d'impacts sur la chasse à l'oie pratiquée aux abords de la rivière Rupert, associés à l'augmentation du niveau de l'eau provoquée par l'ouverture des vannes du barrage de la Rupert au printemps et la présence des seuils. En effet, le relâchement du débit réservé additionnel sur la rivière Rupert a pour effet d'inonder rapidement les platières le long des berges de la rivière, de faire fuir les oies et d'envoyer les appelants et les caches des chasseurs, ce qui les force à déplacer leurs installations sur les terrains plus secs. Lors de la consultation publique tenue à Nemaska, des demandes ont donc été faites pour que soit retardée de quelques jours la date d'ouverture des vannes du barrage de la Rupert afin de favoriser la chasse à l'oie. Le promoteur a précisé que cette demande avait déjà été portée à l'attention du Comité de suivi et du Comité de gestion de la rivière Rupert. Après une

analyse des avantages et des inconvénients, les membres de ces comités ont décidé de ne pas déplacer la date d'ouverture de l'ouvrage régulateur pour l'instant, car une modification du régime de débits réservés écologiques pourrait avoir des effets négatifs sur la fraie de certaines espèces de poissons dans la rivière Rupert. L'étude d'impact du projet prévoyait d'ailleurs que les chasseurs cris auraient à s'adapter aux nouvelles conditions de chasse à la suite de la dérivation partielle de la rivière Rupert, comme l'a rappelé le promoteur.

Impacts sur la faune terrestre

Finalement, en ce qui a trait à la faune terrestre, ce sont surtout les impacts du projet sur les castors qui ont retenu l'attention des participants présents aux consultations, en particulier à Mistissini, Nemaska, Waskaganish et Wemindji. L'un d'entre eux a manifesté ses préoccupations au sujet du rétablissement de la population de castors à la suite du programme de piégeage intensif qui a précédé la dérivation de la rivière et la mise en eau des biefs. D'autres intervenants ont mentionné que les castors étaient affectés par les variations du niveau de l'eau entraînées par l'ouverture et la fermeture des vannes du barrage de la Rupert, notamment en bordure de la rivière Misticawissich (à l'intérieur de la zone de marnage du bief Rupert amont) et dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert, et certains se sont enquis de la possibilité de réactiver le programme de piégeage du castor pour qu'ils puissent en faire la récolte. En réponse à ces demandes, le promoteur a précisé qu'aucun nouveau programme de piégeage n'était prévu, mais qu'un inventaire de la population de castors serait réalisé en 2014 en collaboration avec les maîtres de trappe. Il a aussi mentionné que si la situation du castor préoccupait beaucoup les utilisateurs du territoire, ils pouvaient soumettre des propositions de projets à la Société Niskamoon pour obtenir du financement dans le cadre de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*. Le promoteur a également assuré aux participants que leurs préoccupations à l'égard des castors seraient transmises au Comité de suivi Cris-Hydro-Québec, qui évaluera si des mesures doivent être prises pour favoriser le rétablissement de la population de castors.

L'avis du COMEX

Impacts sur la faune aquatique

En ce qui concerne la faune aquatique, le COMEX considère important l'effort fourni par le promoteur pour assurer le maintien et la pérennité de l'esturgeon jaune, l'une des espèces très prisées par les Cris. Des études de suivi ont notamment été réalisées sur la dérive larvaire de cette espèce ainsi que sur l'utilisation des frayères naturelles et aménagées, conformément aux conditions 5.24 et 5.25 du certificat d'autorisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Le COMEX note aussi qu'un ensemencement d'alevins d'esturgeons jaunes a été effectué à chaque année depuis 2008 dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert, avec la collaboration des maîtres de trappe qui ont participé au choix des sites d'ensemencement. De plus, comme le stipule la condition 5.26, un programme de promotion de l'enregistrement volontaire des captures d'esturgeons jaunes a été mis en œuvre. Cependant, au-delà de la variabilité naturelle de la population d'esturgeons, le succès des mesures mises en place dépend de la persévérance des uns et de la collaboration des autres. Une collaboration étroite entre le promoteur et les pêcheurs cris est primordiale pour obtenir des résultats probants. En effet, le COMEX juge qu'étant donné la grande longévité de l'esturgeon jaune et sa fragilité à la surexploitation, les efforts visant à garantir sa pérennité connaîtront un succès si leur durée est en accord avec le cycle de vie de l'espèce et si les prélèvements sont ajustés en fonction du rendement que la rivière fournira dans les années à venir.

Après que les travaux de construction de la centrale de l'Eastmain-1-A eurent été entrepris, les habitants de Nemaska se sont inquiétés de l'incidence du projet sur les populations de poissons, en particulier sur l'esturgeon. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que la nouvelle rivière ne pourrait pas supporter une aussi grande population de poissons et qu'une grande part de celle-ci serait perdue. Diminuer la population d'esturgeons dans le but d'éviter la famine de masse chez l'espèce et utiliser la chair avant qu'elle ne soit perdue représentait, selon eux, la solution logique à ce problème.

En 2009, plus de 1 500 esturgeons ont donc été pêchés aux frayères de la rivière lors du rassemblement annuel au lac Nemaska. Cette importante prise a sonné l'alarme chez certains membres de la communauté crie et chez les scientifiques étudiant l'esturgeon, ces derniers étant plus optimistes quant aux chances de survie d'un grand nombre de poissons après la construction du barrage. Selon eux, il était même possible que l'espèce prolifère davantage que dans les conditions naturelles actuelles.


En 2011, le COMEX a eu à analyser une demande de construction de chemin d'accès au PK 280 de la rivière Rupert. En raison du risque de surexploitation de l'esturgeon jaune à cet endroit, le Comité conjoint Chasse, Pêche et Piégeage a été consulté sur l'à-propos que cet accès à la rivière Rupert soit construit, ce à quoi il s'est dit favorable. Les dirigeants de la communauté se sont donc vus demander si des procédures avaient été mises en place pour gérer la pêche à l'esturgeon. Cette demande a retardé la construction de la voie d'accès de près d'un an, période au cours de laquelle une conférence sur la pêche à l'esturgeon a été organisée. On y a décidé de sensibiliser les pêcheurs et de leur demander de réduire leur prise d'esturgeons aux frayères et pendant la pêche estivale.

Les maîtres de trappe sont responsables de veiller à ce que la limite soit observée. La communauté a aussi lancé un programme visant à informer ses membres à propos de la vulnérabilité de l'esturgeon ainsi qu'à limiter la prise des plus gros spécimens. Actuellement, on demande aux membres d'autres communautés qui viennent à Nemaska pour la pêche de limiter leurs prises en raison de la gestion de la population d'esturgeons. Certains décident de ne pas pêcher du tout. De plus, les maîtres de trappe suivent maintenant les traces de leurs ancêtres. En effet, ils ont réinstauré une rotation entre les lieux de pêche à l'esturgeon suivant un cycle de quatre ans.

Le suivi des résultats indique que ces méthodes ont porté leurs fruits. Ainsi, il appartiendra aux utilisateurs de la ressource, en particulier les maîtres de trappe concernés, de s'assurer qu'une saine gestion de cet important site de fraie soit maintenue.

Pour ce qui est du site de fraie situé au point de rencontre du bras Sipastikw et de la rivière Rupert mentionné par un maître de trappe de Nemaska, les suivis réalisés en 2010 et 2011 ont démontré que le régime de débit écologique printanier avait permis de maintenir la production larvaire totale d'esturgeons dans ce secteur, malgré la modification des conditions de fraie.³¹ Les sites de fraie qui étaient auparavant situés en bordure de la rivière Rupert se seraient en fait déplacés vers le centre de celle-ci en raison de la diminution de l'apport hydraulique dans le bras Sipastikw. Par conséquent, la pêche traditionnelle au harpon, qui était autrefois pratiquée dans ce secteur, ne serait désormais plus possible. Tel que spécifié par le promoteur dans son Complément d'information, le maître de trappe pourra cependant compter sur l'aide technique des membres du Comité de suivi Cris-Hydro-Québec pour l'aider à identifier des mesures appropriées afin de remédier à cette situation. Il a aussi mentionné la possibilité de soumettre un projet à la Société

31 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 23.



Niskamoon, dans le cadre de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*, afin d'assurer le maintien des activités de pêche traditionnelle dans ce secteur. Le promoteur a également précisé que le suivi de la dérive larvaire et de l'utilisation des frayères à esturgeon se poursuivrait jusqu'en 2014 dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert.

Le COMEX reconnaît par ailleurs l'importance de la frayère à ciscos dans le secteur de Smokey Hill (*Notimeshanan*) comme élément déterminant pour le maintien de cette espèce dans la rivière Rupert, mais aussi pour l'intérêt culturel de la pêche pratiquée à cet endroit. L'abondance de ciscos doit être préservée, notamment pour assurer la continuité de l'usage qu'en font les Cris de Waskaganish, qui pratiquent traditionnellement la pêche au cisco à l'épuisette dans le secteur de Smokey Hill. En effet, le succès de cette activité dépend de l'abondance des poissons, mais aussi de la configuration des rapides de ce secteur. Comme la pêche au cisco est devenue plus difficile à pratiquer en raison de la baisse du niveau de l'eau suite à la dérivation partielle de la rivière Rupert, le promoteur a aménagé de nouveaux sites de pêche à l'épuisette dans ce secteur en 2010 avec la collaboration des usagers cris et des maîtres de trappe concernés. Ceci a été fait conformément à la condition 5.22 du certificat d'autorisation. Toutefois, étant donné les résultats décevants de la saison de pêche 2010, de nouveaux bassins et trottoirs en bois ont par la suite été construits des deux côtés de la rivière avec le soutien de la SEBJ, ce qui aurait amélioré l'accessibilité au site en 2011 et les prises de cisco ont été un peu meilleures que l'année précédente, tel que mentionné dans le rapport de suivi sur l'utilisation du territoire par les Cris réalisé en 2010-2011. Les résultats des études de suivi effectuées à ce jour démontrent que le cisco de lac anadrome est encore présent dans la rivière Rupert, mais qu'il ne se trouve pas forcément aux endroits habituels. Il semble donc impératif que les Cris poursuivent leurs efforts dans la réappropriation de ce secteur de la rivière en s'adaptant aux nouveaux lieux et modes de pêche. Dans cette perspective, un soutien leur sera offert par la Société Niskamoon dans le cadre de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*. Il est encore trop tôt pour déterminer si l'enrochement de protection et la préservation de la pêche à l'épuisette à Smokey Hill ont porté leurs fruits. Cela dit, le COMEX envisage la nécessité de poursuivre les efforts engagés pour maintenir les activités à Smokey Hill.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2011.

PÊCHE TRADITIONNELLE AU CISCO AU PIED DES RAPIDES DE SMOKEY HILLS DANS LE SECTEUR À DÉBIT RÉDUIT DE LA RIVIÈRE RUPERT

Enfin, le promoteur s'est engagé à respecter les principes de la gestion adaptative pour le régime de débits réservés écologiques prévu en aval du point de dérivation de la rivière Rupert. Cette mesure prévoit que, si besoin est, le régime sera révisé pour corriger un impact détecté *a posteriori* lors des multiples suivis environnementaux réalisés ou par les observations des utilisateurs du territoire. Le COMEX prend note des demandes faites par les Cris lors des consultations publiques pour hausser ou diminuer le niveau de l'eau à différentes périodes de l'année, notamment pour éviter la submersion de certains sites de chasse à l'oie au printemps, mais considère qu'il serait prématuré de modifier le régime de débits réservés à ce stade-ci du projet. Il faut se donner un vécu suffisamment important avant de considérer de telles modifications. Les débits actuels ont été déterminés de manière à préserver la qualité des habitats de fraie et à garantir la pérennité de certaines espèces de poissons prisées par les Cris. Pour le moment, tout indique que les conditions sont propices au maintien de ces espèces, bien que leur répartition dans la rivière soit différente. En effet, dans le rapport de l'étude de suivi réalisée en 2011 sur les communautés de poissons et sur la dynamique des populations dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert, il est indiqué que les rendements numériques étaient plus élevés qu'en 2009 pour toutes les espèces les plus abondantes dans la rivière (doré jaune, esturgeon jaune, grand corégone et grand brochet), de même que pour le cisco de lac anadrome. Le suivi des communautés de poissons et de la dynamique des populations se poursuivra en 2016 et en 2021, dans le but de décrire l'évolution des communautés de poissons dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert (en aval du PK 314) à la suite des modifications du milieu aquatique. Le COMEX est d'avis que si ces études de suivi, combinées aux observations des utilisateurs du territoire, révèlent éventuellement que les objectifs du régime de débits réservés écologiques n'ont pas été atteints, le promoteur devra envisager de procéder à des changements et adapter

les débits de façon à assurer le maintien des ressources piscicoles, et ce, tout en respectant l'esprit de la condition 5.18 du certificat d'autorisation qui prévoit que de telles modifications doivent préalablement être autorisées.

En ce qui a trait à la diminution de la population d'esturgeons jaunes dans la rivière Eastmain, qui a été constatée par un maître de trappe depuis la construction d'une passe migratoire au PK 207 de cette rivière et l'aménagement de frayères en amont et en aval du seuil construit à cet endroit, le promoteur a expliqué que la fermeture complète de la rivière Eastmain au PK 217, dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, avait entraîné un assèchement du tronçon de la rivière situé immédiatement en aval du barrage (OA11) ainsi que la perte de la frayère à esturgeon jaune qui se trouvait au PK 215 de la rivière Eastmain.³² Pour compenser la perte de ce site de fraie, le promoteur a précisé que trois frayères à esturgeon avaient été aménagées et les résultats du suivi réalisé en 2010 montrent que l'esturgeon jaune utilise l'une de ces frayères, soit celle qui a été aménagée au pied du seuil construit au PK 207. Les deux autres frayères ont été utilisées par différentes espèces de poissons jusqu'à présent, mais pas par l'esturgeon jaune. Pour ce qui est de la passe migratoire aménagée au PK 207, le suivi effectué en 2010 révèle que seuls quelques esturgeons, parmi ceux qui ont été munis d'émetteurs, l'ont franchie avec succès. D'autres espèces ont cependant réussi à franchir cette passe migratoire, soit le meunier noir, le meunier rouge, le grand brochet et le doré jaune, tel que mentionné par le promoteur. À noter que le suivi de la passe migratoire du PK 207 et des frayères aménagées dans ce secteur se poursuivra jusqu'en 2016.

Impacts sur la faune aviaire

En lien avec la diminution des populations d'oies migratrices observée par les Cris de Chisasibi, le COMEX constate que le déclin des herbiers de zostère préoccupe grandement les membres de cette communauté, comme en témoigne le nombre d'interventions faites à ce sujet lors de la séance de consultation tenue à Chisasibi. En effet, plusieurs participants ont exprimé leur insatisfaction quant aux conclusions du programme de suivi associé à la zostère et ont dit souhaiter que des études indépendantes soient menées. L'objectif de ce programme est de suivre l'évolution des herbiers de zostère le long de la côte nord-est de la baie James et de diffuser l'information auprès des utilisateurs du milieu et des communautés cries concernées. Le dernier rapport réalisé en 2011 rappelle que la zostère, qui a subi un important déclin en 1998-1999, poursuit son rétablissement, bien que la répartition et l'abondance des herbiers n'aient pas encore atteint l'ampleur d'avant le déclin. Les données recueillies aux stations d'échantillonnage révèlent également une grande variabilité à l'intérieur même de chacun des secteurs à l'étude. En effet, le rétablissement des zostérais ne se fait pas de façon uniforme le long de la côte. Dans certains secteurs, les zostérais sont maintenant presque comparables à celles qui s'y trouvaient en 1996, tandis qu'à d'autres endroits répartis çà et là le long de la côte, la zostère tarde à réapparaître. De façon générale, la zostère semble se rétablir plus lentement au nord qu'au sud de La Grande Rivière.

Ceci dit, à la lumière des informations fournies dans le rapport de cette étude ainsi que dans un document déposé par l'un des participants lors de la consultation publique tenue à Chisasibi, le COMEX note des divergences de points de vue entre les Cris et les spécialistes d'Hydro-Québec quant aux causes possibles du déclin de la zostère. Selon les spécialistes, un ensemble de facteurs peuvent exercer une influence prépondérante sur l'abondance de la zostère, notamment le climat,

32 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 43.

le substrat, l'hydrodynamique, la salinité et le relèvement isostatique. Toutefois, l'hypothèse la plus plausible expliquant le déclin de 1998-1999 serait, selon eux, la propagation du micro-organisme *Labyrinthula zosterae*, comme cela a été le cas dans d'autres régions du globe. Pour les Cris, le déclin des herbiers de zostère serait plutôt lié aux modifications de l'écosystème induites par l'aménagement du complexe La Grande, et plus particulièrement à la diminution de la salinité côtière causée par l'apport plus élevé d'eau douce provenant de La Grande Rivière. Tout en respectant les points de vue exprimés, pour les membres du COMEX, il n'est pas évident d'établir les causes de cette problématique. Deux autres études de suivi sur la zostère sont prévues en 2014 et 2019. Le COMEX surveillera donc les résultats de ces études une fois qu'elles seront complétées. Enfin, le COMEX tient à souligner la prise en compte du savoir écologique traditionnel des Cris dans le cadre du suivi sur la zostère réalisé par le promoteur, conformément à la condition 5.35 du certificat d'autorisation qui exigeait que ce suivi soit réalisé en concertation avec les Cris.

Cependant, au-delà de la question de la zostère, ce qui préoccupe avant tout les Cris, c'est la diminution de certaines espèces d'oies migratrices dans les secteurs où elles se trouvaient autrefois en abondance. C'est d'ailleurs sous cet angle que le problème de la zostère doit être considéré. Néanmoins, le COMEX estime que l'aménagement de réservoirs hydroélectriques a pu jouer un rôle dans les changements de corridors migratoires, mais il est plausible que d'autres facteurs, tel que mentionné précédemment, aient influencé ces derniers. De plus, tel qu'indiqué dans le Complément d'information déposé par le promoteur à la suite des consultations publiques, l'un des maîtres de trappe d'Eastmain a affirmé, lors du suivi sur l'utilisation du territoire par les Cris effectué en 2010-2011, que la chasse à l'oie avait été meilleure en 2011 qu'auparavant.³³ D'autre part, tel que mentionné par le promoteur sur la base des connaissances acquises par le Service canadien de la faune, aucune des populations d'oies chassées par les Cris ne serait en déclin.³⁴ Le COMEX reconnaît les efforts déployés par le promoteur dans toutes les communautés concernées par le projet afin d'améliorer les conditions de chasse à l'oie, tels que le déboisement de corridors d'approche et l'ensemencement des berges exondées de la rivière Rupert, ainsi que l'aménagement d'étangs de chasse à l'oie et d'aires d'alimentation. Ces dernières ne font toutefois pas l'unanimité auprès notamment des maîtres de trappe de Mistissini, de Nemaska, de Waskaganish et de Wemindji, comme le révèle l'étude de suivi sur l'utilisation du territoire par les Cris effectuée en 2010-2011. Le promoteur a toutefois précisé qu'ils peuvent bénéficier d'un soutien de la Société Niskamoon pour développer des stratégies de chasse adaptées à ces nouvelles conditions en vertu de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*.³⁵

Des résidants de Nemaska ont également mentionné que certains sites de chasse à l'oie, situés en amont des seuils construits aux PK 170, 223 et 290, étaient désormais ennoyés en permanence. Ces sites étaient effectivement fréquentés par les oies en migration au printemps, mais la hausse du niveau de l'eau entraînée par l'aménagement des seuils a eu pour effet d'envoyer les rives et les herbiers qui constituaient autrefois des zones d'attrait pour les oies. Tel qu'indiqué dans le Complément d'information déposé par le promoteur à la suite des consultations publiques, cette situation a été discutée avec divers maîtres de trappe en 2011 et lors d'une assemblée publique tenue à Nemaska en janvier 2012. Pour aider les Cris à trouver de nouveaux sites de chasse, le

33 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 42.

34 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 58.

35 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 19.

promoteur a précisé que la SEBJ avait étendu à la chasse à l'oie le programme de subvention dédié à la navigation et à la pêche. De plus, diverses mesures d'atténuation ont été réalisées ou sont en voie de l'être avec la participation des utilisateurs du territoire.³⁶ Bref, concernant la problématique de la hausse du niveau de l'eau en amont des seuils, le COMEX constate que cette situation a également eu pour effet de submerger des zones arbustives en rives. Malgré ces désagréments, les gains environnementaux apportés par ces structures, en aval du point de dérivation, sont indéniables en raison du maintien du niveau de l'eau tout au long de la rivière.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2012.

SEUIL DU PK 223

Enfin, certains intervenants ont affirmé vouloir revoir les périodes où le relâchement de l'eau au printemps et à l'automne commence et se termine, en fonction de leurs activités de chasse, notamment à l'oie. Le COMEX est d'avis que l'objectif premier des débits réservés est d'assurer le maintien d'habitats aquatiques adéquats pour le poisson. Toute modification éventuelle devra être soumise pour évaluation à l'administrateur et devra démontrer l'acceptabilité environnementale et sociale de telles modifications sur le milieu aquatique.

³⁶ Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 20.

Impacts sur la faune terrestre

Enfin, en qui a trait aux effets du projet sur les castors, le COMEX considère que le programme de piégeage intensif réalisé entre 2007 et 2009 en prévision de la perte possible de castors à la suite de la dérivation de la rivière Rupert et de la mise en eau des biefs a eu des effets escomptés, car il a permis de récupérer les ressources d'environ 450 huttes de castors actives dans les biefs Rupert, dans le cours aval de la rivière Rupert et dans le secteur des lacs Boyd et Sakami. De plus, tous les maîtres de trappe concernés par cette mesure ont été mis à contribution et rémunérés pour chaque hutte trappée. D'après le rapport de suivi sur l'utilisation du territoire par les Cris réalisé en 2010-2011, ce programme semble avoir été apprécié par la majorité des maîtres de trappe, ceux-ci ayant jugé cette mesure utile et nécessaire dans les circonstances.

Par ailleurs, tel qu'expliqué par le promoteur, lors des inventaires effectués en 2008 et 2009, plus de 150 huttes de castors actives ont été répertoriées en bordure des lacs Boyd et Sakami, et ce, malgré les perturbations qu'ont subies ces plans d'eau dans le cadre de projets hydroélectriques antérieurs, ce qui, selon le promoteur, démontre que les castors se sont adaptés aux importantes fluctuations du niveau de l'eau qui caractérisent ces deux lacs. À partir de ce constat, Hydro-Québec présume que les castors seront en mesure de s'adapter aux nouvelles conditions hydrologiques dans tous les secteurs touchés par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, et que leur survie ne sera pas compromise.³⁷ Le suivi sur le castor se poursuivra en 2014, ce qui permettra de vérifier si les populations se rétablissent et s'adaptent aux nouvelles conditions hydrologiques.

9.5 La sécurité et la prévention

Les réponses du promoteur

En matière de sécurité et de prévention, plusieurs questions ont été posées lors des consultations publiques au sujet de la sécurité des ouvrages hydroélectriques et des plans de mesures d'urgence en cas de catastrophe, ainsi que sur la couverture de glace et la sécurité des motoneigistes.

Sécurité des ouvrages hydroélectriques et plans de mesures d'urgence

Les risques de bris majeurs des installations hydroélectriques et les plans de mesures d'urgence pour faire face à ces éventualités se sont révélés d'importantes préoccupations lors des audiences publiques tenues en 2006, avant le commencement du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Lors des consultations de 2012, celles-ci sont apparues tout aussi importantes et plusieurs participants ont souhaité obtenir plus d'information sur les risques réels que ce genre d'incident se produise et sur les mesures de sécurité prévues pour y faire face, le cas échéant. En effet, des résidents de Nemaska, de Chisasibi et de Wemindji ont fait état de leur crainte de voir leur communauté anéantie si les ouvrages de retenue devaient céder à la suite d'une catastrophe naturelle ou en raison des changements climatiques. Ceux-ci souhaitent savoir quelle réflexion avait eu lieu à ce sujet lors de l'élaboration du projet et quelles seraient les mesures d'urgence mises en place advenant de tels événements.

37 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 11.

Le promoteur a d'emblée assuré aux participants que les normes d'Hydro-Québec en matière de sécurité des installations hydroélectriques figurent parmi les plus élevées au monde et vont au-delà des normes exigées par la *Loi sur la sécurité des barrages*. Selon le promoteur, la cause première des cas de rupture d'ouvrages de retenue s'avère être le manque de conformité aux normes et, en ce sens, Hydro-Québec rencontre des standards très élevés en matière d'ingénierie. Le promoteur a ajouté que les règlements du Québec qui découlent de la *Loi sur la sécurité des barrages* et se rapportant aux divers aspects du projet ainsi que le suivi des travaux effectués par les ministères responsables offrent d'ores et déjà un encadrement qui minimise ce genre de risques. La seconde cause de cas de rupture de tels ouvrages serait le manque d'entretien et de surveillance. Hydro-Québec considère que son programme d'entretien et d'inspection des ouvrages en est un des plus rigoureux.

En ce qui concerne les risques de rupture des ouvrages de retenue à la suite d'un tremblement de terre, le promoteur a répondu que les probabilités que cela se produise dans la région de la Baie-James étaient pratiquement inexistantes, puisque la région se situe sur le bouclier canadien, une formation très stable et peu propice aux tremblements de terre. À cette affirmation, un participant a répondu qu'il se souvenait d'un tremblement de terre s'étant fait ressentir à l'intérieur des terres dans les années 1960. Un autre intervenant a également souhaité rectifier les faits en témoignant d'un tremblement de terre ayant eu lieu il y a quelques années seulement, à environ 120 km de la centrale LG-4.

Le promoteur considère que les seuls risques réels de rupture des ouvrages de retenue pourraient provenir des attentats terroristes. Toutefois, selon Hydro-Québec, de tels attentats ne seraient pas susceptibles de provoquer la destruction complète et immédiate des installations. Le promoteur a établi une procédure précise pour ce genre d'événement et a mis en place un canal de communication avec le ministère de la Sécurité publique, les responsables de la sécurité dans les communautés crie, le GCCQ et l'ARC, afin d'être en mesure de recevoir et de communiquer les informations relatives à toute menace éventuelle et de déclencher rapidement ladite procédure.

Un participant de Chisasibi a questionné Hydro-Québec sur la mise en oeuvre d'une mesure de sécurité qui avait été prévue dans le cadre de la *Convention concernant une nouvelle relation entre Hydro-Québec/SEBJ et les Crie de Eeyou Istchee* (2004), soit l'établissement d'une aire de sécurité en terrain élevé (High Ground Park Development) qui serait situé dans les hautes terres de Chisasibi. Afin de faciliter l'évacuation de la population vers ce refuge advenant un problème de sécurité des ouvrages de retenue, la route existante devait être élargie pour permettre la circulation à plusieurs voies. Selon ce participant, les Crie auraient exercé des pressions auprès du promoteur afin que l'élargissement en question soit rapidement réalisé. Il souhaitait donc connaître les causes du délai dans la mise en oeuvre de cette mesure. Le promoteur a répondu que les discussions allaient bon train avec le Conseil de bande de Chisasibi en vue de débiter l'aménagement de l'aire de sécurité et l'élargissement de la route d'accès au cours de 2013-2014.

Couverture de glace et sécurité des motoneigistes

Des maîtres de trappe et d'autres utilisateurs du territoire de Wemindji, de Waskaganish et d'Eastmain ont exprimé des préoccupations concernant les changements dans la couverture de glace qu'ils ont observés depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert et la mise en service des centrales de l'Eastmain-1 et de l'Eastmain-1-A. En effet, à certains endroits, la couche de glace semble plus mince et fragile qu'auparavant, en plus de se former plus tardivement au début de l'hiver et de céder plus rapidement au printemps, ce qui entrave les déplacements en motoneige. Par conséquent, certains participants aux séances de consultation tenues dans ces trois

communautés ont demandé que des mesures soient mises en place pour assurer la sécurité des motoneigistes qui traversent certains lacs et cours d'eau, en particulier l'estuaire de la rivière Rupert, le lac Sakami et la rivière Eastmain (en aval des centrales).

Des réponses spécifiques à chacun de ces secteurs ont été données par le promoteur lors des consultations publiques ainsi que dans le Complément d'information déposé par la suite. Tout d'abord, en ce qui concerne la modification de la couverture de glace au lac Sakami, le promoteur a précisé que le site de traversée de motoneige situé au PK 50 de ce lac avait été retenu comme lieu d'échantillonnage aux fins du suivi sur la couverture de glace prévu dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Jusqu'à présent, a-t-il ajouté, les résultats des relevés effectués dans ce secteur montrent que, de janvier à mars, l'épaisseur de la glace y est sécuritaire pour la circulation en motoneige. Le promoteur a également expliqué que l'état de la couverture de glace sur le lac Sakami était surtout influencé par les conditions météorologiques et non par l'augmentation du débit de l'eau entraînée par la dérivation de la rivière Rupert.

Dans le secteur de la rivière Eastmain, la modification de la couverture de glace s'est amorcée dès la mise en service de la centrale de l'Eastmain-1 en 2006, comme l'a mentionné le promoteur. Les forts débits turbinés et la hausse de la température de l'eau empêchent la formation du couvert de glace jusqu'aux environs du PK 190 en aval des centrales de l'Eastmain-1 et de l'Eastmain-1-A et, passé ce point, les conditions de glace sont changeantes et la prudence est de mise. Le promoteur a cependant précisé qu'une traversée de motoneige sécuritaire pouvait être empruntée dans les environs du PK 173 de la rivière Eastmain et que ce site avait été retenu comme lieu d'échantillonnage pour le suivi de la couverture de glace réalisé dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Concernant les changements de la couverture de glace dans l'estuaire de la rivière Rupert liés à l'abaissement du niveau de l'eau et les difficultés qu'ils entraînent sur la traversée en motoneige à cet endroit, le promoteur a souligné que cette situation avait été rapportée dans le cadre du suivi sur l'utilisation du territoire réalisé en 2010-2011. Il a également précisé que, depuis plusieurs années, la communauté de Waskaganish faisait le marquage de cette traversée et que la SEBJ avait offert, dès l'hiver 2008, une formation sur l'évaluation des conditions de glace à des membres de cette communauté afin d'identifier des endroits sécuritaires pour circuler en motoneige sur la rivière. Ces personnes ont par la suite participé aux campagnes d'échantillonnage réalisées dans ce secteur dans le cadre du programme de suivi sur la couverture de glace. Comme l'a spécifié le promoteur, les résultats de ces échantillonnages ont été transmis à la communauté mensuellement et affichés dans les locaux du Conseil de bande et de l'Association des trappeurs. Ce sont cependant des intervenants locaux qui déterminent quand la traversée est ouverte ou fermée aux motoneigistes.

L'avis du COMEX

Sécurité des ouvrages hydroélectriques et plans de mesures d'urgence

Conscient des préoccupations des Cris à l'égard de la sécurité des infrastructures hydroélectriques, le COMEX a jugé important, lors de l'examen du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, que cet aspect soit bien pris en compte. En vertu de la condition 7.1 du certificat d'autorisation, le promoteur était tenu d'élaborer des plans de mesures d'urgence distincts pour les phases de construction et d'exploitation, lesquels ont été déposés respectivement en 2007 et 2010. Le COMEX a également recommandé que le promoteur convienne d'une entente avec les communautés de Nemaska et de Waskaganish sur les mesures

de surveillance des installations et de communication (condition 7.2 du certificat d'autorisation). Au cours des discussions ayant eu lieu en décembre 2010 entre le promoteur et les conseils de bande de ces deux communautés, les plans de mesures d'urgence ont été présentés, des personnes-clés au sein des communautés ont été identifiées et un protocole de communication a été défini.

De plus, afin de rassurer la population, un programme de formation a été mis en place pour former et embaucher des travailleurs cris et les inclure au personnel responsable de la planification et la mise en œuvre du programme de surveillance et d'inspection d'Hydro-Québec, conformément à la condition 7.3 du certificat d'autorisation. Aussi, dans le but de familiariser les jeunes des communautés cries avec les aménagements hydroélectriques, plusieurs écoles cries visitent les installations d'Hydro-Québec dans la région de la Baie-James à chaque année. Accompagnés d'un guide, ces jeunes cris sont témoins du sérieux d'Hydro-Québec face à la sécurité de ses installations. Enfin, une soixantaine de Cris travaillent dans ces installations en exerçant des métiers tels qu'électriciens et mécaniciens d'appareillage, techniciens en automatismes ou techniciens en télécommunications. Ceux-ci peuvent ainsi constater la rigueur d'Hydro-Québec dans l'application de son programme de surveillance et d'inspection des ouvrages hydroélectriques.

Par ailleurs, tel qu'il l'avait souligné dans le rapport d'analyse environnementale du projet, le COMEX souhaite que l'engagement du promoteur, issu de l'entente survenue entre Hydro-Québec/SEBJ et les Cris en 2004, de construire une aire sécurisée dans les hautes terres de Chisasibi ne soit pas interprété comme une confirmation de l'existence de risques réels de rupture d'ouvrages de retenue. Le COMEX considère que ces risques sont extrêmement faibles. De plus, les plans de mesures d'urgence déposés en 2007 et 2010 devraient permettre de gérer efficacement une telle situation. D'autre part, le COMEX tient à mentionner que, selon Ressources Naturelles Canada, la zone du bouclier canadien où se situent les ouvrages est de très faible sismicité.³⁸ Ceci dit, c'est un paramètre qui est suivi par Hydro-Québec et la conception des ouvrages tient compte de cet aspect.

Couverture de glace et sécurité des motoneigistes

Lors des consultations publiques tenues en 2012 dans les communautés de Waskaganish, d'Eastmain et de Wemindji, quelques participants ont manifesté un sentiment d'insécurité par rapport à leurs déplacements en motoneige sur certains lacs et cours d'eau en raison des changements survenus dans la couverture de glace depuis la dérivation partielle de la rivière Rupert et la mise en service des centrales de l'Eastmain-1 et de l'Eastmain-1-A. À cet égard, le COMEX tient à souligner les efforts déployés par le promoteur dans tous les secteurs touchés par le projet afin de soutenir les Cris dans le processus d'adaptation aux nouvelles conditions de circulation à motoneige.

En effet, des cartes des conditions de glace ont été produites mensuellement et distribuées aux maîtres de trappe par l'entremise du représentant local du Comité de suivi, des survols du territoire ont été faits avec les maîtres de trappe concernés durant la saison hivernale, et des formations sur l'évaluation des conditions de glace ont été données à des membres de certaines communautés. Entre autre, le promoteur a indiqué qu'un maître de trappe de Wemindji avait reçu une formation

³⁸ Lamontagne, M. *Earthquakes in Canada*. Geological Survey of Canada, Natural Resources Canada. http://nuclear-safety.gc.ca/eng/pdfs/japan-earthquake/March-30-2011-NRCAN-Presentation-Earthquakes-in-Canada_e.pdf, consulté le 22 octobre 2013.

sur l'évaluation de la qualité du couvert de glace et qu'afin de lui permettre d'atteindre ses campements sans avoir à emprunter la traversée du PK 50 du lac Sakami, la SEBJ avait aménagé un sentier de motoneige d'une quarantaine de kilomètres en rive est du lac à partir de la route Transtaïga.³⁹ De plus, des dépliants ont été produits et des panneaux d'information ont été installés dans certains secteurs de la rivière Rupert et dans la zone des biefs afin de renseigner les motoneigistes au sujet des modifications possibles de la couverture de glace et des dangers associés à la circulation en motoneige sur les plans d'eau.

Au cours du suivi sur l'utilisation du territoire par les Cris réalisé en 2010-2011, certains maîtres de trappe de Nemaska et de Waskaganish ont mentionné que les cartes des conditions de glace les avaient aidés à identifier les endroits sécuritaires pour circuler sur la rivière Rupert. Le promoteur a précisé qu'en 2011 et 2012, la traversée avait été ouverte à la circulation en motoneige dès le début décembre et les résultats des relevés effectués dans l'estuaire de la rivière Rupert montrent que l'épaisseur de la glace augmente régulièrement au cours de l'hiver pour atteindre en moyenne plus de 60 centimètres à la mi-mars.⁴⁰ Un participant de Waskaganish a aussi mentionné que la formation d'embâcles de glace dans la baie de Rupert rendait les déplacements plus difficiles à cet endroit. Selon le promoteur, les observations faites dans ce secteur dans le cadre du suivi sur la couverture de glace corroborent la description de la dynamique des glaces exposée dans l'étude d'avant-projet. D'après les explications qu'il a fournies sur la base du suivi effectué, les conditions de glace dans la baie de Rupert seraient avant tout influencées par la température de l'air, les courants de marée et les vents, et elles ne seraient pas affectées par la dérivation partielle de la rivière Rupert.⁴¹ En ce qui concerne la zone de l'estuaire, ce même programme de suivi semble démontrer que l'épaisseur de la glace demeure sécuritaire pour assurer le passage des motoneiges. Enfin, lors de la séance de consultation tenue à Waskaganish, le promoteur a indiqué que si les utilisateurs du territoire craignaient de traverser la rivière à certains endroits, ils pouvaient soumettre une proposition à la Société Niskamoon afin d'obtenir de l'aide.

Par contre, des maîtres de trappe de Wemindji et d'Eastmain ont affirmé ne pas avoir confiance à l'information véhiculée par les cartes des conditions de glace, notamment parce qu'ils estiment que celles-ci ne permettent pas de juger de la solidité de la couverture de glace sur les plans d'eau. L'un de ces maîtres de trappe a d'ailleurs dit se fier davantage à sa propre évaluation des conditions de glace au moment de ses déplacements sur le réservoir Opinaca, plutôt qu'aux cartes produites par Hydro-Québec. Pour ce qui est de la rivière Eastmain, tel qu'indiqué dans le Complément d'information déposé à la suite des consultations, les relevés effectués au PK 173 de cette rivière montrent que, de janvier à mars, l'épaisseur de la couche de glace (plus de 20 centimètres) est largement sécuritaire pour la circulation en motoneige et n'est pas influencée par l'exploitation des centrales. Il est également possible de traverser en motoneige en amont du PK 207 dans le secteur des centrales de l'Eastmain-1 et de l'Eastmain-1-A.⁴² Le suivi sur l'utilisation du territoire par les Cris révèle aussi que, malgré les mesures mises en place pour assurer la sécurité des motoneigistes, des craintes subsistent quant aux déplacements à motoneige sur la

39 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 50.

40 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 31.

41 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 32.

42 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 41.

rivière Rupert, bien que la grande majorité des utilisateurs de Nemaska et de Waskaganish continuent à emprunter la rivière à motoneige pour pratiquer leurs activités. Toutefois, dans le secteur des biefs Rupert, les utilisateurs évitent généralement de circuler à motoneige sur ceux-ci car ils craignent que la couverture de glace soit instable en raison des variations du niveau de l'eau. Il est cependant indiqué, dans le rapport de suivi sur la couverture de glace réalisé pendant l'hiver 2011-2012, qu'un site de traversée de motoneige a été caractérisé au PK 326,5, en collaboration avec les maîtres de trappe concernés ou leurs représentants.

Le COMEX constate par ailleurs qu'un suivi de la couverture de glace a été effectué à chaque année depuis 2009 dans tous les secteurs touchés par le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, dans le but d'assurer la sécurité des utilisateurs du territoire aux principaux sites de traversée en motoneige. Ce suivi a été exécuté avec la collaboration des Cris et leurs connaissances traditionnelles ont été intégrées aux études réalisées, conformément aux conditions 6.12 et 6.14 du certificat d'autorisation. L'étude de suivi réalisée au cours de l'hiver 2011-2012 démontre que les modifications de la couverture de glace correspondent généralement à celles qui avaient été anticipées dans l'étude d'impact du projet. Cependant, dans certains secteurs, les conditions météorologiques, en particulier les épisodes récurrents de redoux, semblent avoir plus d'influence sur la couverture de glace que les différentes composantes du projet. Ainsi, le COMEX est d'avis que les déplacements sur les plans d'eau affectés par le projet durant la saison hivernale, en particulier sur les biefs et la baie de Rupert, nécessitent la plus grande prudence, surtout dans le contexte des changements climatiques. En effet, avec les modifications rapides du climat depuis les dernières décennies, les études de suivi sur la couverture de glace ont une portée plutôt limitée car l'état de celle-ci est largement tributaire des conditions climatiques. Les utilisateurs devront donc mettre en place leurs propres repères avec le temps et effectuer leurs déplacements dans les zones sûres, en particulier les sites de traversée en motoneige identifiés, tout en demeurant vigilants. Le promoteur a d'ailleurs accompagné les Cris dans la démarche d'identification de ces corridors de traversée. Il serait maintenant souhaitable que toute information nouvelle détenue par Hydro-Québec, pouvant aider les utilisateurs dans la planification de leurs déplacements, soit transmise aux personnes concernées.

Enfin, le COMEX note que le suivi de la couverture de glace est terminé dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert ainsi que dans le secteur des biefs Rupert, mais qu'une autre étude de suivi sur cet aspect est prévue en 2014 dans le secteur à débit augmenté. De plus, un suivi de la couverture de glace aura lieu à chaque année jusqu'en 2019 dans l'estuaire de la rivière Rupert ainsi que dans la baie de Rupert. Le COMEX considère important que ce suivi se poursuive et qu'une attention particulière soit portée à la zone de l'estuaire située devant la communauté de Waskaganish.

9.6 Le milieu social et la santé

Les réponses du promoteur

Au cours des consultations publiques tenues en 2012, portant sur le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, plusieurs questions se rapportant aux impacts sur la santé humaine ainsi qu'aux impacts socioculturels et psychosociaux ont été adressées au promoteur.

La santé humaine

D'abord, la présence de mercure dans la chair des poissons provenant de certains lacs et réservoirs est l'une des préoccupations qui a été exprimée par différents participants, qui se sont montrés inquiets des risques pour la santé associés à la consommation de ces poissons et ont souhaité obtenir plus d'information à ce propos. Hydro-Québec a référé les participants au guide publié par le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James (CCSSSJ) dans lequel est indiquée la fréquence de consommation recommandée pour chaque espèce de poisson, selon l'absorption de mercure propre à chaque espèce en fonction de leur position dans la chaîne alimentaire. Il a reconnu qu'il y avait des restrictions plus grandes dans la zone du réservoir Robert-Bourassa et a donné de l'information aux participants au sujet des programmes de suivi portant sur la teneur en mercure dans la chair des poissons de différents secteurs.

Hydro-Québec a également informé les participants que les suivis effectués ont révélé que la teneur en mercure du grand corégone avait diminué en 2011 dans le réservoir de l'Eastmain-1, alors que celle du grand brochet et du doré jaune avait plutôt augmenté. La consommation de grands corégonos provenant du lac Sakami est toutefois recommandée sans restriction. Le promoteur a aussi mentionné que la prochaine édition du guide de recommandation pour la consommation des poissons serait publiée en 2013, sur la base des mesures effectuées à l'été 2012 sur l'ensemble du territoire couvert par les aménagements du complexe La Grande, incluant les lacs Boyd et Sakami.

Par ailleurs, les impacts sur la santé humaine relatifs à la présence des lignes de transport d'électricité ont suscité des questions lors des consultations publiques. Hydro-Québec a affirmé qu'aucune des études réalisées par son entreprise ou par d'autres instances, telles que l'Organisation mondiale de la santé, n'avait établi de lien entre la fréquentation des emprises et les problèmes de santé humaine. Il s'assure que les champs électromagnétiques demeurent faibles à l'intérieur des emprises afin de ne pas affecter la santé humaine et encourage les Cris à poursuivre leurs activités à proximité des emprises des lignes hydroélectriques. Le promoteur s'est dit disposée à fournir de plus amples explications de la part des spécialistes d'Hydro-Québec travaillant sur cette question, si des participants souhaitaient obtenir plus d'information. Enfin, en réponse à un participant qui a dit avoir senti quelque chose descendre sur lui lorsqu'il se trouvait sous des lignes de transport d'électricité et qui souhaitait savoir ce dont il s'agissait, le promoteur a affirmé que lorsqu'il y a de l'humidité, il peut arriver qu'on ressente des petits chocs, comme au contact de l'électricité statique, en circulant sous les lignes de transport, mais qu'il n'y a aucun danger pour la santé humaine.

Les impacts socioculturels et psychosociaux

En termes d'impacts socioculturels, l'une des préoccupations exprimées par différents intervenants lors des consultations publiques de 2012 est relative à la coupure observée dans la transmission des valeurs et des connaissances traditionnelles aux jeunes, ainsi que du savoir-faire se rapportant à la chasse, à la pêche et au piégeage. En effet, cette transmission se trouverait affectée par les divers obstacles qui limitent la pratique de ces activités depuis l'avènement des projets hydroélectriques. Les détenteurs de ces connaissances traditionnelles ainsi que les parents des plus jeunes générations semblent de ce fait éprouver un sentiment d'échec envers celles-ci. Ce sentiment est aussi présent dans les témoignages qui rendent compte de la difficulté de nourrir exclusivement les enfants selon le régime alimentaire traditionnel, comme il était encore possible de le faire avant que le territoire et ses ressources soient modifiés par la réalisation des projets.

Un des participants a dit déplorer plus spécifiquement que le programme d'apprentissage de la pêche n'ait duré que deux ans, car il a constaté que les jeunes ne possédaient généralement pas les habiletés nécessaires pour être autonomes dans la pratique de cette activité. À cela, le promoteur a confirmé que le fonds de 24 millions de dollars (24 M\$) pour la pêche avait effectivement été écoulé. Toutefois, celui-ci a précisé que la Société Niskamoon, ayant constaté les mêmes besoins, avait décidé de rendre admissibles à d'autres fonds les projets relatifs à la pêche où il y a participation des jeunes dans un objectif de transfert des connaissances traditionnelles.

Un autre participant a exprimé le souhait que de nouvelles mesures soient adoptées afin d'aider les jeunes à entrer en contact avec le territoire et à apprendre le mode de vie traditionnel des Cris, pour qu'ils aient des repères culturels auxquels se rattacher. Le promoteur a souligné que la participation des jeunes aux études de suivi qui se poursuivront au moins jusqu'en 2021 représente une occasion intéressante pour que ces derniers acquièrent une bonne connaissance du territoire, de ses écosystèmes et de sa faune. Il a également informé les participants que le programme de réappropriation de la rivière, offert en 2011 et 2012 aux maîtres de trappe et aux membres de leur famille et ayant pour objectif de les aider à se familiariser avec les nouvelles conditions de navigation et de pêche dans la rivière Rupert, allait être maintenu. Le promoteur a ajouté qu'en vertu de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire*, des fonds seraient mis à la disposition des maîtres de trappe et des utilisateurs du territoire afin qu'ils puissent partager leur savoir traditionnel avec les jeunes. Tel que convenu dans cette entente conclue entre le promoteur et les communautés de Waskaganish, Mistissini et Nemaska, ces fonds seront disponibles tant et aussi longtemps que la rivière Rupert fera l'objet d'une dérivation. Enfin, Hydro-Québec a suggéré aux participants de faire part de leurs préoccupations aux différents comités mis en place, par exemple le Comité de liaison de Smokey Hill ou le Comité de suivi, afin qu'ils puissent considérer la mise sur pied d'initiatives visant à favoriser la transmission des connaissances traditionnelles en lien avec le territoire et ses ressources.

L'ouverture du territoire résultant de la réalisation des projets hydroélectriques dans la région de la Baie-James a également fait l'objet de plusieurs commentaires lors des consultations publiques de 2012, notamment en ce qui a trait à la présence grandissante de chasseurs allochtones dans certains secteurs. Deux participants ont demandé des informations sur les règlements relatifs à la pratique de la chasse et de la pêche auxquels doivent se conformer les allochtones. Hydro-Québec a indiqué à ces participants qu'ils pouvaient utiliser la ligne téléphonique sans frais SOS - Braconnage pour requérir les services des agents du Service de protection de la faune dont les bureaux sont situés à Radisson, à Chisasibi et à Eastmain, lorsqu'ils sont témoins de ce qui leur apparaît être une infraction aux règlements concernant la chasse ou la pêche.

L'un des participants a cependant souligné la difficulté à signaler les infractions en raison du manque d'agents de protection de la faune sur le terrain. Hydro-Québec a alors spécifié que des fonds avaient été versés dans le cadre d'une entente dans le but de faciliter l'embauche d'agents de la protection de la faune et l'achat de véhicules (camions, motoneiges et véhicules tout-terrain) afin que le territoire soit patrouillé tout au long de l'année, et particulièrement pendant la période de la chasse.

En ce qui concerne les différents impacts psychosociaux dont ont fait état certains participants au cours des consultations publiques de 2012, des intervenants ont souligné l'absence de mesures de soutien visant spécifiquement à aider les Cris dans leur démarche de guérison psychologique, en particulier ceux qui ont été durement éprouvés par les changements que les projets hydroélectriques ont entraînés sur le territoire et sur la pratique des activités de chasse, de pêche

et de piégeage. Le promoteur a suggéré aux participants de soumettre des propositions de projets de soutien en cette matière à la Société Niskamoon dans le cadre du fonds pour les projets communautaires.

L'avis du COMEX

La santé humaine

En ce qui a trait à la présence de mercure dans la chair des poissons, dans le cadre du projet du complexe La Grande, un tel programme de suivi a eu lieu de 1978 à 2000.⁴³ Les résultats de ce suivi démontrent que la teneur en mercure dans la chair des poissons a atteint son niveau maximal entre cinq et quinze ans après la création des réservoirs. Selon les recherches effectuées dans ce contexte, le retour à la teneur normale en milieu naturel revient de 20 à 30 ans après la mise en eau des territoires. Un suivi de la présence du mercure dans la chair des poissons a également été effectué dans le cadre du projet de la centrale de l'Eastmain-1 à partir de l'année 2007. Pour les années 2011 et 2014, les suivis associés à ce projet sont intégrés à ceux requis pour le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Selon les conditions 5.3, 5.9, 5.27 et 5.34 du certificat d'autorisation de ce projet, le promoteur est tenu de réaliser un programme détaillé de suivi des teneurs en mercure dans la chair des poissons dans les rivières Rupert, Lemare et Nemiscau en aval des ouvrages de contrôle, dans le secteur des biefs Rupert, ainsi que dans le secteur à débit augmenté situé en aval de la centrale Eastmain-1-A. Un premier rapport a été publié en 2011, et d'autres suivis sont également prévus pour les années 2014, 2016 et 2021.

L'étude réalisée en 2011 confirme les hypothèses contenues dans l'étude d'impact. C'est ainsi que, par exemple, dans le tronçon à débit réduit de la rivière Rupert, les teneurs moyennes en mercure des grands corégones, des esturgeons jaunes, des dorés jaunes et des grands brochets sont demeurées comprises dans l'étendue des valeurs obtenues dans les plans d'eau naturels de la région. Toutefois, dans le secteur de la rivière Nemiscau en aval des ouvrages de dérivation, des teneurs moyennes supérieures à celles enregistrées dans les milieux naturels de la région ont été obtenues pour le grand brochet, ce qui laisse présager, tel que prévu, des hausses significatives dans les années à venir pour la plupart des espèces de poissons dans ce secteur. Suivant les résultats obtenus jusqu'à maintenant dans le secteur des biefs Rupert, on peut également s'attendre à des tendances à la hausse pour les prochaines années. Dans les secteurs où une augmentation a été constatée, les teneurs en mercure feront l'objet d'un suivi continu jusqu'à ce qu'un retour aux valeurs normales soit observé. Le suivi se poursuivra également dans les zones où les teneurs en mercure enregistrées correspondent sensiblement aux valeurs obtenues dans les plans d'eau naturels de la région afin de s'assurer qu'elles demeurent stables.

Le COMEX souligne qu'une des dispositions de la *Convention Bouhmounan* prévoit un fonds sur le mercure notamment afin de faciliter l'accès à des sites de pêche de remplacement et la mise en valeur des habitats de poissons, dans l'objectif de favoriser la consommation continue de poissons par les Cris. Le COMEX rappelle également l'existence de la *Convention sur le mercure (2001)*, signée entre Hydro-Québec, l'Administration régionale crie (ARC), le Grand Conseil des Cris Eeyou Istchee (GCCEI) et la Société d'énergie de la Baie-James (SEBJ). Cette convention, qui vient en continuité avec une première convention signée en 1986, a pour objectif de fournir du soutien aux autorités de santé publique dans l'élaboration et la prestation de programmes de

43 Hydro-Québec Production. 2002. *Évolution des teneurs en mercure dans les poissons : rapport synthèse 1978-2000*, 176 pages.

gestion des risques liés à l'exposition humaine au mercure, d'établir un cadre de collaboration entre les différentes instances signataires, et de rétablir et revaloriser la pêche chez les Cris. La Société Eeyou Nameless est mandataire de cette entente. Enfin, selon la condition 6.4 du certificat d'autorisation, le promoteur doit réaliser, en collaboration avec le CCSSSBJ, une étude sur l'évolution de la recherche portant sur la problématique du mercure et sur l'efficacité des campagnes d'information réalisées à ce sujet.

Les impacts socioculturels et psychosociaux

Le COMEX est conscient que les projets hydroélectriques entrepris à la Baie-James sont en grande partie à l'origine de l'évolution de la situation économique de la région et ont accéléré le changement culturel qui s'opérait déjà dans les communautés cries. Ces projets, par l'installation de leurs réseaux routiers et de leurs infrastructures de télécommunication, ont contribué à désenclaver la région. Ils ont aussi entraîné l'inondation d'importants territoires de chasse et le remodelage du paysage naturel, ce qui, pour la plupart des Cris touchés, représente l'effet le plus négatif. Les Cris ont vu leurs us et coutumes se métamorphoser en un court laps de temps, et l'adaptation à leur nouvelle réalité pourrait s'avérer longue et ardue. Le COMEX constate que la majeure partie des effets mentionnés par les participants aux consultations publiques de 2012 est attribuable à des projets hydroélectriques antérieurs à celui des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Les communautés touchées, particulièrement celles qui le sont directement, s'engagent plus que jamais dans les nouveaux projets ; pour la première fois, des chasseurs ont participé à leur conception, à leur construction et à leur surveillance. Néanmoins, la rapidité avec laquelle s'accomplit le changement culturel, peu importe son origine, y compris les effets majeurs des projets sur l'environnement, relève du jamais vu pour certaines communautés et ne vient qu'ajouter aux répercussions socioculturelles subies par d'autres.

Pour tous les projets de développement du territoire que le COMEX a eu l'occasion d'analyser, un des enjeux les plus importants pour les Cris et pour le Québec est le maintien de leur pratique du mode de vie traditionnel, en fonction de son évolution. Dans ce contexte, le COMEX considère que le véritable défi concernant la poursuite des activités traditionnelles, dans les secteurs touchés par le projet, est d'assurer la continuité de ces pratiques et l'adaptation à ces milieux modifiés. En raison des changements engendrés par ces nouveaux aménagements hydroélectriques (l'Eastmain-1 et l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert), certaines espèces pourraient diminuer, et d'autres augmenter, alors que la nature tentera de se rééquilibrer dans les prochaines années. Parallèlement, la population crie se multiplie, ayant passé de 2 500 au début du 20^e siècle à plus de 17 700 de nos jours, et les non-Cris montrent un intérêt de plus en plus marqué pour la chasse et la pêche sur le territoire. À ce rythme, l'environnement et les ressources naturelles pourraient ne plus être en mesure de répondre aux besoins de la population comme ils le faisaient auparavant. De nouvelles solutions doivent donc être trouvées afin d'éviter de surexploiter la faune.

Plusieurs participants aux consultations publiques de 2012 ont par ailleurs exprimé leurs préoccupations à l'égard des impacts sur les récoltes de la chasse et de la pêche, découlant du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert ainsi que des projets hydroélectriques précédents. Certains ont souligné qu'il était devenu impossible d'assurer à toutes les familles l'accès à la nourriture traditionnelle et de faire des réserves. De plus, l'un des intervenants a mentionné que le soutien pour les usagers dont le territoire de piégeage n'a pas été directement affecté par le projet était limité et s'est enquis au promoteur de l'existence d'une certaine aide qui lui permettrait de chasser davantage et d'être ainsi en mesure d'aider les familles de sa communauté.

Le promoteur a répondu qu'il existait plusieurs fonds consacrés au soutien des trappeurs. Ces fonds sont administrés par la Société Niskamoon. Dans le Complément d'information déposé à la suite des consultations publiques, il est précisé qu'en vertu de la *Convention concernant une nouvelle relation entre Hydro-Québec/SEBJ et les Cris de Eeyou Istchee* (2004), des fonds seront mis à la disposition de tous les utilisateurs du territoire tant et aussi longtemps que le complexe La Grande sera en opération.⁴⁴

Lors de la consultation publique tenue à Waskaganish, Hydro-Québec a mentionné qu'un fonds spécial, dans le cadre de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire* appelé le «fonds de navigation», avait été créé pour permettre aux utilisateurs de la baie de Rupert de faciliter l'accès à celle-ci depuis leur communauté. Il est en outre indiqué, dans le Complément d'information d'Hydro-Québec, que les utilisateurs cris des territoires de piégeage indirectement affectés par les développements hydroélectriques, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas dans leurs limites des infrastructures d'Hydro-Québec, pourront obtenir de l'aide financière pour la réalisation de projets soumis à la Société Niskamoon s'il reste suffisamment de fonds, car la Société donne préséance aux utilisateurs des territoires de piégeage directement touchés.⁴⁵

Le COMEX reconnaît le travail effectué par le promoteur pour comprendre les impacts cumulatifs de tous ces projets, ainsi que ses efforts pour prendre en considération les impacts résiduels des projets précédents dans la définition des différentes mesures de suivi, d'atténuation ou de compensation dans le cadre du projet actuel.

Le COMEX considère toutefois qu'à la lumière des connaissances ayant été acquises lors des suivis effectués dans le cadre des projets hydroélectriques précédents et des résultats des études de suivi qui seront menées pour le présent projet, une étude approfondie des impacts cumulatifs, tel qu'évoqué à la condition 8.1 du certificat d'autorisation pour le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, serait souhaitable. L'évaluation des impacts cumulatifs des projets hydroélectriques sur les baies James et d'Hudson concerne, à cause de leur étendue, plusieurs juridictions, dont les communautés autochtones concernées, et va au-delà de la responsabilité d'un seul promoteur. Hydro-Québec sera tenue de contribuer à une telle étude. Le COMEX constate toutefois que, sept ans après l'autorisation du projet, aucune initiative n'a été entreprise à cet effet.

De plus, le promoteur devait, conformément à la condition 9.1 du certificat d'autorisation, entamer des discussions avec les communautés de Chisasibi et de Nemaska afin d'explorer des pistes de solution visant à réduire les impacts cumulatifs du projet. En vertu de cette condition, des discussions devaient également avoir lieu entre Hydro-Québec et les représentants de la communauté de Waskaganish sur la possibilité de faciliter la fréquentation d'une autre rivière importante pour pallier aux impacts du projet sur la rivière Rupert. À l'intérieur de différentes instances, des échanges se rapportant aux impacts cumulatifs ont eu lieu entre ces trois communautés et le promoteur, notamment dans le cadre des activités du Comité de suivi Cris-Hydro-Québec, et ceux-ci sont susceptibles de se poursuivre au cours des prochaines années. Entre autres, des discussions ont été entreprises entre le promoteur et la communauté de Chisasibi au sujet de la zostère, et plus spécifiquement en ce qui a trait à la chasse à l'oie.

44 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 34.

45 Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 35.

Par rapport à la chasse et la pêche sportives pratiquées par les travailleurs allochtones, le COMEX souligne que plusieurs conditions visant à limiter les conflits d'usage ont été incluses dans le certificat d'autorisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. En vertu de la condition 6.26, le promoteur a mis en place un programme de diffusion de l'information sur la gestion et l'exploitation de la faune afin de s'assurer que les travailleurs allochtones soient informés des règlements relatifs à la chasse et à la pêche dès leur arrivée dans le territoire. De plus, conformément à la condition 6.27, le promoteur a installé des panneaux de signalisation sur les routes existantes et sur les nouvelles routes afin d'identifier les limites des terres de catégories I et II, tout en spécifiant les restrictions en matière de chasse et de pêche pour les allochtones à l'intérieur de ces terres.

Dans le Complément d'information déposé à la suite des consultations publiques, il est en outre mentionné qu'Hydro-Québec a financé les activités de la Société Weh-Sees Indohoun, mise sur pied dans le cadre de la *Convention Nadoshtin*, qui a pour mandat de veiller, en collaboration avec le Service de protection de la faune du gouvernement du Québec à une saine gestion de la faune dans le secteur de la Sarcelle.⁴⁶ Le mandat de cette société a été reconduit dans le cadre de la *Convention Boumhounan*, mais elle sera dissoute en 2014, soit un an après la mise en service de la centrale de la Sarcelle. Hydro-Québec a également financé les activités des agents de protection de la faune dans le territoire géré par la Société Weh-Sees Indohoun. De plus, toujours dans le Complément d'information d'Hydro-Québec, il est indiqué que le Service de protection de la faune assure une surveillance accrue dans la région de la Sarcelle durant la période de chasse à l'original.

Conformément à la condition 6.25 du certificat d'autorisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, un suivi des activités de chasse et de pêche sportives réalisées par les travailleurs allochtones présents sur les différents chantiers du projet a été effectué chaque année, de 2007 à 2011.

Le COMEX remarque que certaines préoccupations qui avaient été soulevées lors des audiences publiques de 2006, comme par exemple les problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie, n'ont pas été relevées à nouveau par les participants au cours des séances de consultation de 2012. Le COMEX croit que les mesures d'atténuation qui avaient été prévues à l'égard de certains impacts appréhendés, suite aux consultations préalables au projet, ont pu faire en sorte que ceux-ci aient été évités ou minimisés.

Seule la condition 6.2 abordait les impacts psychosociaux en exigeant du promoteur qu'il identifie les moyens qu'il entendait mettre en œuvre pour remédier aux problèmes susceptibles de se produire dans certaines communautés crie dus à la présence de camps de travailleurs à proximité, et pour intervenir, lorsque requis, auprès des travailleurs crie aux prises avec des problèmes psychosociaux reliés à leur intégration au milieu de travail. La réalisation de cette condition s'est soldée par l'embauche d'une travailleuse sociale dont le mandat est d'offrir des services en relation d'aide aux travailleurs crie sur les chantiers. De plus, des lieux de rassemblement crie ont été construits à trois campements et une coordonnatrice a été embauchée pour organiser des activités traditionnelles crie. Les impacts psychosociaux des travailleurs sur les chantiers ont été peu relevés lors des consultations publiques de 2012, ce qui pourrait s'expliquer par l'efficacité

⁴⁶ Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Consultation de la population crie – Novembre 2012. Complément d'information*, p. 52.

de ces mesures. Le COMEX constate les impacts positifs que de telles mesures peuvent avoir et cherchera à s'assurer que ce type d'impact puisse être davantage pris en considération dans les projets subséquents qu'il lui sera donné d'examiner.

9.7 Les retombées économiques

Les réponses du promoteur


Lors des consultations publiques de 2012, plusieurs participants se sont dits reconnaissants d'avoir bénéficié des retombées économiques du projet. Toutefois, la plupart des intervenants ont déploré que les emplois, les contrats et la période de prospérité économique aient été d'une durée plutôt limitée dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Quelques-uns ont demandé des informations au sujet des perspectives à venir quant aux opportunités d'emplois reliées au projet et aux contrats qui pourraient éventuellement être octroyés. Dans les réponses fournies à ces participants, Hydro-Québec a donné l'assurance que la collaboration des Cris, et des maîtres de trappe plus particulièrement, continuerait d'être sollicitée pour la réalisation des études de suivi.



Crédit : Photo Hydro-Québec, 2012.

CENTRALE LA SARCELLE

L'un des participants a plus spécifiquement demandé à ce que davantage de contrats soient donnés aux maîtres de trappe pour effectuer l'ensemencement mécanique de graminées sur les berges du tronçon à débit réduit de la rivière Rupert, plutôt que de procéder par avion. Hydro-Québec lui a expliqué qu'il était nécessaire de procéder à l'ensemencement par avion dans certains secteurs en raison des conditions d'accès plus difficiles, sans toutefois préciser si d'autres contrats seraient octroyés aux Cris pour effectuer ce travail.



Un autre intervenant s'est montré préoccupé par la perte du potentiel récréotouristique de la rivière Rupert, dont l'aspect visuel a été modifié par dérivation partielle. Selon ce participant, la dérivation de la rivière Rupert a enlevé à sa communauté une importante opportunité de développement économique. À cela, le promoteur a répondu que cette rivière n'avait pas, selon lui, perdu ce potentiel et que certains lieux, dont Smokey Hill, étaient susceptibles d'attirer beaucoup de visiteurs si un produit touristique était développé, puisque ceux-ci offrent également une expérience culturelle unique.

L'avis du COMEX

La question des retombées économiques est au cœur de l'analyse et de la réalisation d'un projet d'une telle envergure. Le COMEX juge que le promoteur doit jouer un rôle de partenaire à court et à long terme auprès des établissements dotés d'un mandat lié aux ressources humaines, notamment la Commission scolaire crie et l'Agence crie de développement des ressources humaines. La construction d'un projet et l'utilisation des installations subséquentes dans leur milieu d'accueil représentent certaines possibilités d'emploi, notamment à long terme, comme le suivi environnemental, l'exploitation des installations et l'intégration des nouvelles entreprises cries à l'économie locale. En outre, l'implantation d'installations administratives sur le territoire par Hydro-Québec permettrait de créer des possibilités d'emploi à long terme. Une autre mesure positive serait de maintenir la politique favorisant l'embauche de travailleurs locaux et d'entrepreneurs crie.

Le COMEX considère également que le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert a permis à la nation crie de bénéficier de retombées économiques sans précédent en termes d'emplois, de contrats, de développement et de formation professionnelle. Afin d'assurer l'apport de retombées économiques pour les Crie, la *Convention Boumhounan* et la *Convention relative au projet de centrale La Sarcelle* comprenaient des dispositions prédefinisant les sommes d'argent minimales devant être attribuées en contrats aux entreprises crie, sans compter la valeur de ceux qui seraient négociés avec les maîtres de trappe. Le COMEX constate qu'à ce jour, ces montants ont été grandement surpassés. En effet, alors qu'il était prévu que des contrats d'une valeur minimale de 240 M\$ soient offerts à des entreprises crie durant la phase de construction du projet, la valeur totale des contrats attribués à plus d'une trentaine d'entreprises crie s'élève à 831 M\$ pour la période allant de 2007 à 2011, à la satisfaction mutuelle des parties.

En ce qui concerne les contrats de mesures d'atténuation attribués aux maîtres de trappe et aux entreprises locales crie, le processus d'attribution des contrats s'est avéré insuffisamment transparent, tel que l'a souligné l'un des participants à la séance de consultation tenue à Nemaska. Le COMEX a d'ailleurs été informé que la valeur des contrats avait été convenue de manière confidentielle directement avec les maîtres de trappe et les entreprises crie.

Relativement à l'emploi, toujours en vertu de la *Convention Boumhounan*, le promoteur a effectué différentes démarches auprès de la Commission de la Construction du Québec (CCQ) afin de faciliter le processus d'accréditation des travailleurs crie. Cela a mené à l'adoption par la CCQ de mesures complémentaires à celles qui avaient été prises dans le cadre du projet Eastmain-1 pour permettre aux Crie d'obtenir des certificats de compétence. La convention prévoyait aussi la création d'un fonds de formation de 1,5 M\$, mis à la disposition des entreprises employant des Crie pour couvrir les frais relatifs à la formation de ces derniers.

De plus, tel que convenu dans l'*Entente concernant l'emploi des Cris*, survenue entre Hydro-Québec et les Cris de la Baie-James, le promoteur s'est engagé à garantir, d'ici le 31 mars 2017, des emplois permanents à 150 Cris rencontrant ses critères d'embauche et il a pris l'engagement d'accorder la priorité aux Cris pour les autres emplois disponibles, dans la mesure où ces derniers respectent les critères d'embauche. Cette entente prévoyait en outre qu'un fonds annuel de 6,7 M\$ serait versé à la Société Niskamoon pour, notamment, la mise en place de programmes de formation ou d'immersion en langue française afin d'accroître les possibilités d'embauche pour les travailleurs cris. À noter également que, dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert, le promoteur a mis sur pied des programmes de formation pour les travailleurs cris, qui ont débuté en 2007 et se poursuivront jusqu'en 2016.

Des études de suivi portant sur les retombées économiques du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert ont été effectuées de 2007 à 2011, et d'autres sont prévues en 2016 ainsi qu'en 2021. Le rapport de suivi de 2011 révèle qu'entre 2007 et 2011, 831 M\$ ont été versés aux entreprises cris pour la réalisation de divers contrats lors de la phase de construction du projet. Pour cette même période, les activités de construction ont généré des emplois pour environ 1 444 travailleurs cris différents, ce qui correspond à 10,7 % de la main-d'œuvre totale. À la lumière du rapport de suivi de 2011 sur les retombées économiques, le COMEX constate que la proportion moyenne mensuelle des travailleurs cris par rapport à l'ensemble des travailleurs a fluctué d'une année à l'autre depuis 2007, pour atteindre environ 10 % pour l'ensemble de la période 2007-2011. Cette proportion a atteint son maximum en 2007, avec 17 % d'employés cris affectés principalement à des tâches relatives à la construction, à la conciergerie, à la cuisine ou aux travaux de déboisement et de reboisement. Il est aussi intéressant de garder à l'esprit que beaucoup de nouvelles entreprises cris ont été créées dans le cadre du projet et que les employeurs cris travaillant sur le projet ont embauché la proportion la plus importante de la main d'œuvre régionale, tant autochtone qu'allochtone.

Le COMEX reconnaît cependant que le projet a pu créer un phénomène de « *boom and bust* » économique⁴⁷, dans la mesure où, à l'approche de la fin de la phase de construction du projet, les opportunités d'emploi et d'octroi de contrats diminuent de plus en plus. Toutefois, le COMEX croit que l'expérience acquise par les entreprises autochtones grâce à leur participation au projet leur a permis d'accroître leur expertise et de se structurer davantage afin d'être en mesure de compétitionner avec d'autres entreprises pour l'obtention de contrats lors de futurs projets qui pourront avoir lieu sur le territoire ou ailleurs. De plus, les travailleurs cris pourront bénéficier pour longtemps de l'expérience et de la formation qu'ils ont acquises, lesquelles constituent un important tremplin dans la poursuite de leur développement professionnel. Cette expertise acquise pourra être mise à profit de nouveau pour d'autres projets ayant lieu sur le territoire (parcs nationaux, mines, etc.).

Par ailleurs, le COMEX est conscient que, pour plusieurs travailleurs cris, l'occupation d'un emploi dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert a représenté d'énormes défis, tant sur le plan personnel et familial que culturel. En effet, lors des consultations publiques de 2012, certains participants ayant obtenu un emploi à l'extérieur de leur communauté ont affirmé avoir trouvé pénible d'être éloignés de leur famille pendant de longues périodes de temps en raison de leur travail. D'autres ont souligné que le fait d'occuper un emploi avait impliqué une certaine rupture avec le mode de vie traditionnel, ceux-ci n'ayant plus le temps de pratiquer la chasse, la pêche ou le piégeage. De plus, quelques participants ont

47 C'est-à-dire une période de ralentissement marqué de l'économie après la fin des travaux d'un projet qui avaient initialement engendré un accroissement économique important et rapide.

remarqué que les relations entre les Cris et les allochtones dans différents lieux de travail étaient tendues, et ce, malgré les différentes mesures d'atténuation mises en place par le promoteur à ce sujet. Globalement, l'expérience des travailleurs cris s'est tout de même avérée positive selon les études menées dans le contexte du suivi environnemental et social du projet. Le COMEX reconnaît et se réjouit des efforts faits en ce sens et recommande que les mesures facilitant l'adaptation socioculturelle des Cris sur les lieux de travail soient maintenues et renforcées lors de projets futurs.

Finalement, le COMEX reconnaît les efforts déployés par le promoteur afin de répondre à la condition 6.30 du certificat d'autorisation exigeant le développement de stratégies pour promouvoir les activités récréotouristiques offertes par les Cris sur le territoire de la Baie-James. En 2008, un comité composé de représentants d'Hydro-Québec, de l'Association de tourisme et de pourvoirie crie (COTA) et de Tourisme Baie-James a été créé. Plusieurs initiatives issues de ce groupe de travail sont en cours, dont une étude conjointe portant sur le potentiel touristique de la rivière Rupert. De plus, un dépliant a été produit par Hydro-Québec et la SEBJ à l'attention des pourvoiries Osprey Excursions et Awashish Outdoor Adventures afin d'informer leurs clients que les secteurs de pêche utilisés par ces dernières le long de la rivière Rupert demeure un excellent potentiel pour la pratique de cette activité. La rivière Rupert demeure donc attrayante pour les visiteurs, conséquemment le développement touristique peut certainement continuer à contribuer à la diversité économique de la région.

En vertu de la condition 6.29 du certificat d'autorisation, un suivi a également été effectué en 2011 au sujet des impacts de la présence des routes d'accès et de l'ouverture du territoire sur le tourisme et la villégiature, avec la collaboration de la COTA et de Tourisme Baie-James. Un second suivi sur cette question est prévu en 2014. Les résultats de cette étude révèlent que la chasse et la pêche ont été les activités récréotouristiques les plus populaires en 2011, de même que les forfaits de motoneige. De plus, la comparaison des données recueillies en 2011 avec celles de l'étude d'impact réalisée en 2003 démontre que la progression des volumes de fréquentation du territoire à des fins récréotouristiques se fait lentement. Cependant, de nouveaux potentiels de développement économique liés au tourisme culturel autochtone, aux activités d'observation de la nature, au plein air et à l'aventure se développent pour répondre aux tendances de marché des dernières années.

9.8 La communication et la collaboration entre les Cris et le promoteur

Les réponses du promoteur

Plusieurs intervenants aux consultations publiques de 2012 ont souligné la participation des Cris dans la réalisation des différentes étapes du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Certains témoignages ont fait ressortir que ces opportunités, notamment dans le cadre des études de suivi, avaient contribué à la valorisation de la culture crie et des individus impliqués, en plus d'avoir permis à ces derniers d'approfondir leur connaissance du territoire et de sa faune. Plusieurs participants ont dit souhaiter que cette collaboration entre le promoteur et les Cris se poursuive. L'un d'entre eux a demandé à Hydro-Québec de s'engager à maintenir cette relation et à entretenir la communication et la bonne collaboration avec les Cris tout au long de la période d'exploitation du projet, étant donné que les impacts se feront encore ressentir.

Hydro-Québec a confirmé que cette collaboration serait maintenue tout au long des différents suivis qui auront lieu et que la participation des Cris, et particulièrement celle des maîtres de trappe, continuerait d'être sollicitée. Celui-ci a ajouté que même si la Société d'énergie de la Baie-James ne sera plus aussi présente sur le territoire, la communication et la collaboration seront maintenues par le biais de différentes instances, dont le Comité de suivi Cris-Hydro-Québec et le Conseil de gestion de la rivière Rupert. Le promoteur a également mentionné que des tournées d'information publiques du Comité de suivi auraient lieu deux fois par année et que tous les maîtres de trappe seraient rencontrés annuellement afin que les résultats des différents suivis effectués leur soient présentés.


Par ailleurs, certains participants aux consultations publiques ont témoigné de leur impression de ne pas avoir été suffisamment consultés, notamment en ce qui concerne la définition et la mise en place des mesures d'atténuation. L'un d'entre eux a souligné que la relation établie entre le promoteur et les Cris se devait d'être profitable également aux deux parties, ce qui, selon lui, ne serait pas le cas. Ce dernier considère que le lien de réciprocité entre les Cris et Hydro-Québec mériterait d'être approfondi davantage. À ces considérations, Hydro-Québec a répondu que des efforts avaient réellement été faits par le promoteur pour tenir compte des préoccupations et des connaissances des Cris dans la définition et la réalisation des mesures d'atténuation. Il a en outre affirmé qu'à différentes reprises, à la suite de commentaires formulés par les maîtres de trappe, certaines méthodes de collecte de données et la planification d'activités avaient été modifiées. Le promoteur a souligné que, de son point de vue, la relation établie dans le cadre du projet avait profité à chaque partie étant donné qu'Hydro-Québec a beaucoup appris des Cris et a même intégré certains principes enseignés par ces derniers, en s'efforçant, par exemple, de traiter les animaux avec un plus grand respect dans la réalisation des activités de collecte de données.

Pour le promoteur, la signature de la *Convention Boumhounan*, en 2002, marque l'établissement d'une nouvelle relation entre Hydro-Québec et les Cris, une relation basée sur la collaboration et le respect mutuel. Celui-ci affirme que la réalisation du projet n'aurait pas été possible sans l'excellente collaboration des Cris et que certains aspects du projet en ont été grandement améliorés grâce à celle-ci.

L'avis du COMEX

Le COMEX reconnaît que le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert a permis au promoteur de travailler au développement d'une relation avec les Cris davantage axée sur le respect et la collaboration que celle qui avait prévalu dans le cadre des projets hydroélectriques ayant eu lieu précédemment sur le territoire de la Baie-James. D'après la condition 6.9 du certificat d'autorisation, le promoteur était tenu de mettre en place un mécanisme pour recevoir les commentaires et les plaintes et de proposer des solutions à tout problème pouvant découler de l'insatisfaction des usagers du territoire causée par les impacts du projet. Dans les faits, aucune nouvelle structure n'a été mise en place, le promoteur ayant jugé que les Cris faisant partie du Comité de suivi Cris-Hydro-Québec pourraient faire le lien entre les membres des différentes communautés crie et les représentants d'Hydro-Québec advenant la formulation de plaintes. Ce choix a été fait lorsque le promoteur a réalisé que le nombre de plaintes ne justifiait pas la mise en place de cette structure. On peut se demander si la présence d'un tel mécanisme aurait mené à une augmentation du nombre de plaintes.

Par ailleurs, plusieurs instances permettront de poursuivre la communication et la collaboration entre les Cris et le promoteur à l'avenir. Parmi celles-ci, le Comité de suivi Cris-Hydro-Québec est un forum d'échanges dont le mandat consiste à assurer la participation des représentants cris aux



discussions relatives à des questions environnementales d'importance pour les Cris, à planifier les suivis environnementaux, à coordonner le soutien apporté aux Cris et à diffuser de l'information aux communautés crie par rapport aux suivis, aux programmes et aux mesures d'atténuation réalisés dans le cadre du projet. De plus, les équipes *Relations avec le milieu* et *Environnement* d'Hydro-Québec seront maintenues. Celles-ci ont notamment pour mandat de tenir les Cris informés des activités d'exploitation de l'entreprise sur tout le territoire de la Baie-James. Elles constituent également le premier canal de communication pour la formulation des plaintes relatives aux activités d'Hydro-Québec sur le territoire et gèrent les suivis environnementaux tout en assurant la participation des Cris à leur réalisation. La Société Niskamoon, chargée de l'administration et de la gestion des conventions et des ententes conclues entre les Cris et Hydro-Québec, est une autre instance qui favorise les échanges et la coopération entre les Cris et le promoteur. Enfin, plusieurs groupes de travail sectoriels formés de représentants d'Hydro-Québec et de Cris, dont le Comité de liaison de Smokey Hill et le Comité Waskaganish-Hydro-Québec pour le développement riverain, poursuivront leurs activités au-delà de l'année 2013. De plus, la diffusion de l'émission de radio *Hydlo and Friends* continue d'avoir des retombées positives sur les relations du promoteur avec les communautés.

Le COMEX a toutefois constaté que les conseils de bande n'ont pas été systématiquement informés des activités du Comité de suivi Cris-Hydro-Québec et, en ce sens, le promoteur devrait dorénavant s'assurer de faire circuler efficacement l'information auprès de ceux-ci.



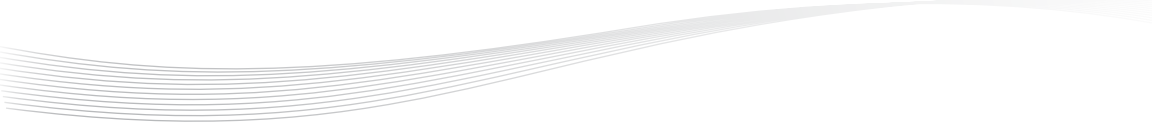
10. CONCLUSION

L'intention du COMEX lors des consultations tenues en novembre 2012 était d'obtenir le point de vue des Cris sur l'efficacité des mesures d'atténuation et de compensation mises en place dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert et sur les impacts résiduels prévus et imprévus, et ce, en complément de l'information reçue du promoteur dans le cadre du programme de suivi réalisé pendant la phase de construction du projet. Alors que les maîtres de trappe ont été impliqués par le promoteur à différents degrés et en diverses occasions pendant cette période, les conseils de bande, quant à eux, l'ont été vraisemblablement beaucoup moins et il apparaissait impératif de permettre aussi à la population générale crie de s'exprimer. Étant donné le rôle du COMEX dans le territoire, ces consultations publiques permettent de prendre en compte des problématiques majeures qui n'auraient pas été relevées à travers le suivi du projet. Le COMEX en vient à l'évidence que la condition 9.2 du certificat d'autorisation du projet – qui imposait au promoteur de collaborer à la réalisation de ces consultations, et ce, malgré ses réticences du début – a pu représenter pour ce dernier un incitatif supplémentaire à s'assurer de l'efficacité des mesures d'atténuation et de compensation adoptées, ainsi que de la qualité du suivi environnemental. Ces consultations ont principalement mis en évidence les constats qui suivent.

Mentionnons d'abord que pour les participants aux consultations, ce projet s'inscrit dans la continuité des grands projets hydroélectriques ayant eu lieu précédemment sur le territoire. En effet, dans de nombreux témoignages, la distinction entre les impacts de ce projet et ceux associés aux projets antérieurs était rarement effectuée par les intervenants. Il semble que, peu importe leur ordre de grandeur, la perception des impacts du projet est amplifiée lorsqu'ils sont considérés comme des contraintes supplémentaires dans la pratique d'activités traditionnelles. En ce sens, les consultations publiques ont démontré l'importance de l'analyse des impacts cumulatifs dans l'examen des projets. Le COMEX est conscient, en tant qu'organisme permanent qui révisé les projets qui se réalisent dans le territoire régi par le chapitre 22 de la CBJNQ, de l'importance d'avoir une appréciation globale dans le temps et l'espace de ce type d'impacts. Il reconnaît cependant les limites des méthodologies actuellement disponibles et les incertitudes qui demeurent quant à leur évaluation, particulièrement pour les impacts sociaux.

Si on le compare aux projets antérieurs réalisés dans le territoire, le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert a été plus adéquat et sans précédent en regard du nombre de mesures d'atténuation et de compensation mises en place, autant sur le plan environnemental que social. Bon nombre d'entre elles s'inscrivent sous le thème de la réappropriation du territoire par ses utilisateurs. Une nouvelle façon de faire s'est développée et les Cris ont su tirer avantage des partenariats avec le promoteur, ce qui a contribué à l'établissement d'une nouvelle relation. Cette collaboration entre la nation crie et Hydro-Québec doit être maintenue, maintenant que le projet est en opération.

Entre l'autorisation du projet et la tenue des consultations publiques de 2012, le promoteur s'est montré proactif, au-delà des exigences du certificat d'autorisation, afin de limiter au maximum les impacts du projet et d'assurer une plus grande participation des Cris aux suivis environnementaux et sociaux. Notamment, le Comité de suivi Cris-Hydro-Québec a été créé en 2007 et la signature de l'*Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire* est survenue peu avant les consultations de 2012. Il est probable que la condition 9.2 ait fortement contribué à la mise en place de ces mesures pour compenser les impacts résiduels du projet et augmenter le taux de satisfaction des Cris à l'égard de celui-ci.




Les consultations publiques ont également fait ressortir l'importance, pour les Cris, de la pratique des activités traditionnelles que constituent la chasse, la pêche et le piégeage. Non seulement les impacts du projet sur la pratique de ces activités et sur la facilité d'accès au territoire nécessitent-ils des adaptations pour assurer la perpétuité de la relation des Cris avec celui-ci, mais ils comportent aussi des implications sur le maintien du tissu social et sur la transmission de la culture crie aux générations futures. Plusieurs témoignages ont mis en lumière de telles conséquences ainsi que les impacts psychosociaux reliés aux modifications qu'a apportées le projet au territoire et à ses ressources. Devant ce constat, le COMEX demeure sensible aux sentiments de perte et de tristesse exprimés et convient que ceux-ci ne doivent pas être sous-estimés. Pour les Cris, l'opportunité de s'exprimer devant les membres du COMEX et le promoteur peut avoir contribué à réduire la souffrance psychologique résultant des changements apportés sur le territoire par les projets hydroélectriques en général, et par celui des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert en particulier.

Pour le moment, les résultats des différents suivis portant sur les composantes des milieux aquatique, terrestre et social correspondent aux hypothèses formulées par le promoteur lors de la planification du projet, ce qui démontre que les impacts avaient été, dans l'ensemble, bien évalués. Les consultations réalisées en vertu de la condition 9.2 du certificat d'autorisation ont permis au COMEX de constater, au-delà des données factuelles et scientifiques, qu'aucune problématique majeure n'a été relevée. Sans nier l'importance des impacts du projet sur le territoire et ses populations, le COMEX croit que le promoteur a su mettre en place les mesures nécessaires pour faire en sorte que les impacts résiduels du projet soient réduits à un niveau qui les rend acceptables. De plus, le concept de réappropriation du territoire, qui a été au cœur de la planification et de l'autorisation du projet, a permis de conserver un milieu d'une grande valeur pour les usagers du territoire. Le COMEX conclut à ce sujet qu'il appartient, dans le futur, à ces mêmes usagers de poursuivre leurs efforts pour restaurer et protéger cet important héritage.

Par ailleurs, les opportunités qu'a créées le projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert ont été amplement soulignées par de nombreux participants. Que cela concerne les occasions d'emplois et de formation, ou encore l'octroi de contrats, les Cris s'étant exprimés à ce sujet ont reconnu que le promoteur avait déployé des efforts considérables afin que le projet rapporte des bénéfices aux communautés autochtones. Toutefois, certains intervenants ont souligné la portée limitée dans le temps des retombées économiques et leur perception d'une certaine inégalité dans la répartition des bénéfices entre les communautés cries et au sein de celles-ci. Plusieurs ont également déploré la façon dont a été déterminée l'attribution des mesures d'aide telles que la réalisation de travaux compensatoires, ainsi que le manque de transparence dans les règles et le processus d'attribution de la SEBJ et de la Société Niskamoon.

À l'issue des consultations publiques, il apparaît clairement au COMEX que les impacts de grands projets tels que celui des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert ne sont pas ponctuels, mais perdurent dans le temps. En ce sens, la réalisation de ce type de projets demande un engagement à long terme de la part du promoteur. D'ailleurs le COMEX est d'avis que tous les projets sur le territoire de la Baie-James doivent être conçus en respectant les principes de consultation, de compromis, d'implication et de collaboration avec les communautés cries. Le COMEX considère que, dans cette perspective, la Société Niskamoon et le Comité de suivi Cris-Hydro-Québec auront un rôle prépondérant à jouer dans le maintien de la communication entre les Cris et le promoteur lors de la phase d'exploitation du projet. Afin d'être en mesure de bien jouer ce rôle, le Comité de suivi Cris-Hydro-Québec devra travailler à améliorer la diffusion de l'information et la Société Niskamoon devra pour sa part s'assurer de faire preuve de transparence et d'équité. Quant au COMEX, il demeurera attentif aux résultats du programme



de suivi du projet qui devrait se terminer en 2023. Le COMEX considère d'ailleurs que le promoteur, tenant compte de la qualité du travail réalisé à ce sujet, devrait diffuser plus largement l'information contenue dans ces rapports de suivi au profit des communautés crie, jamésiennes et québécoises.

Le COMEX conclut finalement que l'inclusion de la condition 9.2 dans le certificat d'autorisation a permis une meilleure compréhension de la perception des Crie à l'égard des impacts résiduels du projet et des mesures d'atténuation et de compensation mises en place. Cette consultation « post projet » était d'autant plus justifiée étant donné l'envergure du projet lui-même et du choix qui a été fait par la société crie lors des audiences publiques réalisées préalablement à l'autorisation du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert :

Le développement est une réalité incontournable de la vie moderne, imposé par l'augmentation de la population, la croissance économique et le progrès technologique. La modernité, les changements sociaux suscités par les propositions et les technologies nouvelles, sont des impératifs auxquels tous les gens et tous les peuples doivent s'adapter. Certains préféreront les boudier, mais ils ne pourront pas empêcher ces changements de transformer le monde qui les entoure.⁴⁸

Pour ces raisons, l'imposition de cette condition, qui ne connaissait aucun précédent, doit demeurer une façon exceptionnelle de faire, qui pourrait être considérée, sous différentes formules, lors de futurs projets d'envergure qui auraient lieu dans le territoire régi par la CBJNQ.

48 Comité provincial d'examen (COMEX). 2006. *Projet hydroélectrique Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Rapport du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, p. 436.

Ce rapport fût ratifié en assemblée régulière des membres du COMEX, à Québec, le 11 décembre 2013, et transmis à l'Administrateur de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, soit le sous-ministre du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs du Québec, M. Clément D'Astous.



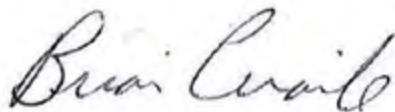
Pierre Mercier
Président, Gouvernement du Québec



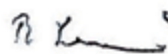
Philip Awashish
Administration régionale Crie



Daniel Berrouard
Gouvernement du Québec



Brian Craik
Administration régionale Crie



Robert Lemieux
Gouvernement du Québec



Remerciements

Le COMEX tient à remercier toutes les personnes présentes aux séances de consultation publique, et en particulier celles s'étant exprimées ou ayant déposé un mémoire. Le COMEX souhaite remercier Hydro-Québec pour sa bonne collaboration lors des consultations et à la suite de celles-ci, les conseils de bande, ainsi que les différentes personnes ressources qui ont contribué à l'organisation des consultations, veillé au soutien technique et au bon déroulement des séances. Enfin, le COMEX remercie les personnes ayant contribué à la rédaction et à la traduction de ce rapport.



Annexes



ANNEXE I

Certificat d'autorisation
émis le 24 novembre 2006

Québec, le 24 novembre 2006

CERTIFICAT D'AUTORISATION

Hydro-Québec
75, boulevard René-Lévesque Ouest, 20^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1A4

N/Réf. : 3214-10-17

Objet : Projet de centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert

Mesdames,
Messieurs,

À la suite du dépôt des renseignements préliminaires datés du 29 novembre 2002 et reçus le 11 décembre 2002, concernant le projet de centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert sur le territoire de la Municipalité de Baie-James, suivant la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social prévue au chapitre II de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et après avoir obtenu la recommandation du Comité d'examen, j'autorise, conformément à l'article 164 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), le titulaire ci-dessus mentionné à réaliser les travaux décrits ci-dessous :

- la construction et l'exploitation de la centrale de l'Eastmain-1-A d'une puissance nominale totale de 768 MW, à environ 500 m à l'est de la centrale de l'Eastmain-1, à la sortie du réservoir Eastmain 1. La centrale de l'Eastmain-1-A comprend trois groupes Francis à axe vertical d'une puissance de 256 MW chacun;
- la construction et l'exploitation de la centrale de la Sarcelle d'une puissance nominale totale de 125 MW, à la sortie du réservoir Opinaca. La centrale de la Sarcelle comprend trois groupes bulbes d'une puissance de 41,7 MW chacun;
- la construction d'un barrage en enrochement, désigné comme étant l'ouvrage C-1, au point kilométrique PK 314 de la rivière Rupert;
- la dérivation d'une partie des eaux de la rivière Rupert vers le réservoir Eastmain 1, effectuée au moyen du bief Rupert amont (au sud) et du bief Rupert aval (au nord) reliés entre eux par un tunnel qui passe sous le lac de la Sillimanite. Les eaux dérivées provenant de la rivière Rupert emprunteront par la suite le parcours des eaux du réservoir Eastmain 1 jusqu'à l'embouchure de La Grande Rivière, en passant par la rivière

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 2 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Eastmain, le réservoir Opinaca, les lacs Boyd et Sakami, le réservoir Robert-Bourassa et La Grande Rivière;

- la création du bief Rupert amont, par la construction d'un barrage sur la rivière Lemare, désigné comme étant l'ouvrage C-R-21A, et de 31 digues;
- la construction de quatre canaux dans le bief Rupert amont afin de faciliter la libre circulation de l'eau à l'intérieur du bief. Le canal S73-1 sert à faire passer les eaux du bassin hydrographique de la rivière Rupert vers la tête du bassin du ruisseau Kayechischekaw. Le canal S73-3 sert à faire passer les eaux du bassin du ruisseau Kayechischekaw vers le bassin de la rivière Lemare. Le canal S73-4 et le canal S73-4A servent à faire transiter l'eau entre des lacs sans nom du bassin de la rivière Lemare;
- la création du bief Rupert aval, qui s'étend de la sortie du canal de fuite du tunnel de transfert, à environ 1 km au sud du lac Arques, jusqu'à l'entrée du réservoir Eastmain 1, par la construction de deux barrages et de 41 digues. Le barrage désigné comme étant l'ouvrage C-108 est situé sur le bras sud de la rivière Nemiscau (Nemiscau-2), alors que le barrage désigné comme étant l'ouvrage C-76 est situé sur le bras nord de la rivière Nemiscau (Nemiscau-1);
- la construction d'un ouvrage de transfert des eaux entre le bief Rupert amont et le bief Rupert aval. Cet ouvrage de transfert comprend un tunnel creusé à environ 40 m sous le lac de la Sillimanite, afin de relier le bassin hydrographique de la rivière Lemare au bassin de la rivière Nemiscau. L'ouvrage de transfert comprend, en amont du tunnel, un canal d'amenée, avec un seuil déversant en béton dont la crête est à la cote d'élévation de 303,4 m, et un bassin de mise en charge. Un canal de fuite, du côté aval du tunnel, permet l'écoulement des eaux. Les débits varient entre 100 et 800 m³/s;
- la construction de six canaux dans le bief Rupert aval afin de faciliter la libre circulation de l'eau à l'intérieur du bief. Il s'agit des canaux 16, 15, 4, 5, C et Z. Les canaux 16 et 15 assurent le libre passage des eaux entre la sortie du tunnel de transfert et le lac Arques. Les canaux 4 et 5 font passer les eaux du bassin hydrographique du ruisseau Arques vers le bassin de la rivière Nemiscau. Le canal C fait passer les eaux du bassin de la rivière Nemiscau vers le réservoir Eastmain 1, via la vallée du ruisseau Caché. Le canal Z facilite le passage des eaux à l'intérieur de la vallée du ruisseau Caché;
- la construction d'un canal et d'une plate-forme dans l'emprise de la digue C-P-17A ouest située au nord du lac Cabot. La plate-forme est au niveau 304,15 m et le canal, au droit de la crête des bassins versants, a environ 4 m de profondeur;

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 3 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- la construction d'un ouvrage de contrôle des débits (évacuateur de crues) au PK 314 de la rivière Rupert, permettant la restitution de débits réservés écologiques dans la rivière Rupert. Après dérivation, le débit réservé écologique moyen annuel de la rivière Rupert, à l'aval de l'ouvrage de contrôle de la Rupert, est de 184,7 m³/s, ce qui correspond à environ 29 % du débit moyen annuel en conditions naturelles. L'ouvrage de contrôle est conçu pour évacuer un débit de 3 470 m³/s, soit le débit de crue maximale probable;
- la construction d'ouvrages de contrôle sur la rivière Lemare, la rivière Nemiscau (Nemiscau-1 et Nemiscau-2), le ruisseau Arques et le ruisseau Kayechischekaw, permettant la restitution des débits naturels de ces cours d'eau affectés par les biefs;
- la construction de huit ouvrages hydrauliques sur la rivière Rupert afin de préserver le caractère naturel de la rivière dans les tronçons qu'ils influencent ainsi que les habitats aquatiques qu'on y retrouve. Les sites retenus sont situés au PK 290, à 2 km en aval de l'embouchure de la rivière Lemare, au PK 223, à 7 km en aval de l'embouchure de la rivière à la Marte, au PK 170, à la sortie du lac Nemiscau et à quelques kilomètres en aval de l'embouchure de la rivière Nemiscau, au PK 110,3, à quelques kilomètres en amont des Rapides Oatmeal (Kamaakwewts), au PK 85, aux Rapides The Fours (Kanewshtekaw), au PK 49, aux Rapides The Bear, au PK 33, aux Rapides Plum Pudding (Kaowpischewaan) et au PK 20,4, à quelques kilomètres en aval des Rapides de Smokey Hill (Notimeshanan);
- la construction d'un canal avec seuil en béton dont la crête est à la cote de 185,2 m, à l'exutoire du lac Sakami, afin de respecter les niveaux d'eau présentement autorisés pour le lac Sakami, en vertu de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et des conventions complémentaires qui en découlent;
- une ligne de transport d'énergie à 315 kV d'une longueur d'environ 1 km, permettant de raccorder la centrale de l'Eastmain-1-A au réseau québécois;
- une ligne de transport d'énergie à 315 kV d'une longueur d'environ 101 km, permettant de raccorder la centrale de la Sarcelle au réseau québécois. Cette ligne passe à l'ouest du réservoir Opinaca pour suivre, sur une distance de près de 38 km, l'axe de la route d'accès à l'ouvrage régulateur de la Sarcelle. Elle est ensuite jumelée à deux lignes (à 25 kV et à 735 kV) sur une distance d'environ 16 km, jusqu'à la route d'accès au barrage 0A-11, sur la rivière Eastmain. De là, le tracé emprunte successivement l'emprise d'une ligne à 735 kV et d'une ligne à 69 kV sur une distance de 14 km, avant de suivre, sur 33 km, l'axe de la route Muskeg-Eastmain-1;
- une ligne de transport d'énergie à 25 kV d'une longueur d'environ 33 km, permettant de relier le poste Albanel au campement de la

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 4 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Rupert, au tunnel de transfert et à l'ouvrage de contrôle de la rivière Lemare. Elle longe le chemin d'entretien des circuits 7069 et 7070 pour se rendre au campement de la Rupert et, par la suite, se rend jusqu'au tunnel de transfert en longeant les chemins d'accès au bief Rupert amont et au tunnel de transfert. Cette ligne sert à alimenter le campement de la Rupert et le chantier du tunnel durant les travaux de construction du projet. En phase d'exploitation, la ligne sera prolongée sur une longueur d'environ 3 km pour alimenter l'ouvrage de restitution des débits réservés écologiques de la rivière Lemare;

- une ligne de transport d'énergie à 25 kV d'une longueur d'environ 30 km, reliant le poste Albanel à l'ouvrage de contrôle de la Rupert. Cette ligne longe la route du Nord et le chemin d'accès à l'ouvrage de contrôle de la Rupert;
- le déplacement ou le rehaussement de la base de pylônes de trois lignes de transport d'énergie à 735 kV existantes. Un total de 8,3 km de lignes et de neuf pylônes sont touchés par ces travaux, soit : le circuit 7059, au niveau du PK 39 du bief Rupert aval; les circuits jumelés 7069 et 7070, et ce à deux endroits, soit au PK 51 et au PK 54 du bief Rupert aval;
- le déplacement d'un tronçon du chemin d'entretien de deux lignes jumelées de transport d'énergie à 735 kV par la construction d'un chemin de raccordement avec le chemin des circuits 7069 et 7070 débutant au chemin d'accès du bief Rupert aval, à quelques kilomètres au nord du barrage de la Nemiscau-2. Ce chemin de raccordement, qui traverse le bief Rupert aval au PK 47,5, comprend un pont permanent d'une portée de 140 m reposant sur quatre piliers dans l'eau;
- la restauration d'un tronçon abandonné du chemin d'entretien des lignes jumelées de transport d'énergie à 735 kV des circuits 7069-7070, au PK 51 du bief Rupert aval, soit au point de traversée actuel de la rivière Nemiscau. Les travaux consistent en l'enlèvement des ponceaux et du remblai dans la rivière Nemiscau. L'excavation du remblai est réalisée de façon à aménager une frayère en rive gauche du bief et les matériaux excédentaires servent à la création d'un îlot près de la rive du futur bief;
- l'aménagement de huit campements pour loger les travailleurs, dont trois campements existants. Les trois campements existants sont : le campement de l'Eastmain, le campement Nemiscau et le campement du km 257 de la route de la Baie-James. Les cinq nouveaux campements sont : le campement du Lac-Sakami, le campement de la Sarcelle, le campement de la Rupert, le campement du Lac-Jolliet et le campement du Kauschiskach;
- la construction d'environ 255 km de routes et de chemins et l'amélioration d'environ 105 km de chemins. À ce réseau routier, il faut ajouter divers chemins secondaires qui ne sont pas localisés pour l'instant. Ces chemins secondaires comprennent les chemins de

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 5 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

raccordement aux bancs d'emprunt et aux carrières, aux digues et aux ouvrages de contrôle, aux canaux, à l'extrémité nord du tunnel de transfert et au canal de fuite du tunnel. Ils comprennent également les chemins d'accès aux sites de déboisement dans les biefs et aux aires de disposition des déblais excédentaires. De plus, l'implantation de la ligne de transport d'énergie à 315 kV Sarcelle-Eastmain-1 nécessite la construction d'environ 110 km de chemins secondaires situés en parallèle et à proximité de la route permanente Sarcelle-Eastmain-1;

- l'exploitation des carrières et sablières identifiées dans l'étude d'impact du projet;
- les aires de disposition pour entreposer environ 12 millions m³ de matériaux excédentaires provenant des déblais. Le choix définitif des emplacements de ces aires de dépôt se fera lors de la phase de construction du projet. En général, elles seront situées à proximité des lieux d'extraction et, dans la mesure du possible, à l'intérieur des biefs projetés si le relief et les conditions de drainage sont favorables;
- les travaux de déboisement des routes, des campements, des lignes de transport d'énergie, des carrières et sablières, des sites des ouvrages et autres sites requis par le projet, ainsi que dans les biefs;
- la mise en place et l'opération des installations de chantier, dans chacun des secteurs des travaux, qui sont mises à la disposition des entrepreneurs pour qu'ils puissent y placer leurs bureaux et leurs équipements. L'aménagement de ces sites comprend, selon les cas, les bâtiments et les équipements qui s'y trouvent, dont des bureaux, des ateliers, des garages, des installations sanitaires, des parcs à carburant, des parcs à véhicules, des usines de fabrication de béton et des concasseurs;
- l'endiguement de la baie située au droit du PK 311 de la rivière Rupert, appelée baie Jolly, afin de permettre le maintien dans la baie, en fin d'hiver, d'un niveau d'eau propice à la chasse à l'oie et, en été, d'un niveau d'eau moyen semblable à celui retrouvé en conditions naturelles. La crête de la digue est conçue pour permettre le passage de véhicules tout-terrain;
- les travaux de stabilisation de berge le long de la rive gauche de La Grande Rivière. Les travaux de stabilisation sont effectués aux neuf endroits suivants : aux PK 22, PK 20 (trois tapis granulaires), aux PK 18, PK 16, PK 14 (deux tapis granulaires) et entre le PK 13 et le PK 10. La méthode de stabilisation proposée consiste à enlever les matériaux fins des berges situées au pied des talus à risque pour les remplacer par des tapis granulaires composés d'un mélange de gravier sableux, de cailloux et de petits blocs, et ce, sur toute la largeur de la berge comprise entre le talus et le lit de la rivière;

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 6 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- les travaux de stabilisation de talus riverains, sur la rive gauche de la rivière Rupert, au niveau de la prise d'eau potable de Waskaganish. Ces travaux comprennent le prolongement et le renforcement, sous la forme d'enrochement mis en place sur une distance d'environ 200 m vers l'aval et de 100 m vers l'amont de la prise d'eau, de la protection mise en place dans le talus lors de la construction de la prise d'eau;
- les travaux requis en vue de la construction d'une nouvelle usine de traitement d'eau potable pour desservir la communauté de Waskaganish, y compris les travaux requis au poste de pompage.

DISPOSITION GÉNÉRALE

À moins d'indication contraire dans les conditions décrites ci-après, le projet doit être réalisé et exploité conformément aux documents suivants, qui font partie intégrante du présent certificat d'autorisation :

Lettres :

- lettre de M. Élie Saheb, de la Société d'énergie de la Baie James, à M^{me} Madeleine Paulin, sous-ministre de l'Environnement, datée du 29 novembre 2002, concernant le dépôt des renseignements préliminaires, 2 pages + annexe;
- lettre de M. Richard Cacchione, de la Société d'énergie de la Baie James, à M. Thomas J. Mulcair, ministre de l'Environnement, datée du 17 décembre 2004, concernant le dépôt de l'étude d'impact et une demande de certificat d'autorisation pour le projet en vertu du chapitre 22 de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois et de l'article 154 de la Loi sur la qualité de l'environnement, 2 pages;
- lettre de M. Philippe Mora, de la Société d'énergie de la Baie James, à M. Clément Tremblay, président du COMEX, et M. Bernard Forestell, président de la Commission fédérale d'examen, datée du 29 avril 2005, concernant les réponses aux questions prises en différé lors de la rencontre d'information technique des 20 et 21 avril 2005, 1 page + annexe;
- lettre de M. Philippe Mora, de la Société d'énergie de la Baie James, à M. Clément Tremblay, président du COMEX, et M. Bernard Forestell, président de la Commission fédérale d'examen, datée du 16 mai 2005, concernant le préavis relatif à la conformité de l'étude d'impact du projet, 4 pages;
- lettre de M. Philippe Mora, de la Société d'énergie de la Baie James, à M^{me} Madeleine Paulin, sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, datée du 8 décembre 2005, concernant le dépôt des volumes 1 à 7 du complément de l'étude d'impact sur l'environnement, 2 pages;

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 7 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- lettre de M. Philippe Mora, de la Société d'énergie de la Baie James, à M^{me} Madeleine Paulin, sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, datée du 21 décembre 2005, concernant le dépôt des volumes 8 à 10 du complément de l'étude d'impact sur l'environnement, 2 pages;
- lettre de M^{me} Laurence Hogue, d'Hydro-Québec Équipement, à M^{me} Mireille Paul, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, datée du 7 août 2006, concernant les engagements d'Hydro-Québec et les informations complémentaires relatifs au projet, 2 pages + annexes;

Étude d'impact :

- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Renseignements préliminaires*, octobre 2002, 7 pages;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Étude d'impact sur l'environnement*, 9 volumes, décembre 2004, pagination par chapitre;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Étude d'impact sur l'environnement, Rapport de synthèse*, décembre 2004, 177 pages + cartes et planches;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Sommaire de l'étude d'impact sur l'environnement*, décembre 2004, 17 pages;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Étude d'impact sur l'environnement, Errata en fonction des nouvelles valeurs de biomasse*, 11 pages;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Modifications au chapitre 4, Description du projet*, novembre 2005, pagination multiple;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Réponses aux demandes de renseignements additionnels de l'administrateur provincial de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Commission fédérale d'examen*, 9 volumes, décembre 2005, pagination par chapitre;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Réponses aux demandes de renseignements*

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 8 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

additionnels de l'administrateur provincial de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Commission fédérale d'examen, Volume 10, Rapport de synthèse, Mise à jour, décembre 2005, 226 pages;

- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Réponses manquantes des volumes 1 à 7, 2 volumes, décembre 2005;*
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Réponses aux demandes de renseignements additionnels de l'administrateur provincial de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Commission fédérale d'examen, Suite partielle de la réponse 272, janvier 2006, 22 pages;*
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Réponses aux demandes de renseignements additionnels de l'administrateur provincial de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Commission fédérale d'examen, Suite partielle de la réponse 272 (deuxième partie), janvier 2006, 81 pages;*
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Réponses aux demandes de renseignements additionnels de l'administrateur provincial de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Commission fédérale d'examen, Rapport Morantz (Question 272), mars 2006, 33 pages;*
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Réponses aux requêtes de dépôt de documents avant les audiences publiques, 2 volumes (Parties 1 & 2), mars 2006;*
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Complément de l'étude d'impact sur l'environnement, Réponses aux demandes de renseignements additionnels de l'administrateur provincial de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et de la Commission fédérale d'examen, Errata et précisions, avril 2006, 23 pages;*
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Engagements environnementaux d'Hydro-Québec Production énoncés dans l'étude d'impact et son complément, Mesures environnementales intégrées à la conception du projet, Mesures d'atténuation, de compensation et de mise en valeur, Suivi environnemental, mai 2006, 114 pages + annexe;*

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 9 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- HYDRO-QUÉBEC, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS, PÊCHES ET OCÉANS CANADA, *Faits saillants, Rencontre*, 19 juin 2006, 5 pages;
- HYDRO-QUÉBEC, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE, PÊCHES ET OCÉANS CANADA, *Faits saillants, Rencontre*, 6 septembre 2006, 6 pages;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Documents déposés par le promoteur lors des rencontres d'information techniques et des audiences publiques*, DVD;

Rapports sectoriels :

- AMENATECH INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Étude relative à l'utilisation du territoire par les Jamésiens, Rapport sectoriel, Rapport présenté à Hydro-Québec*, rapport préparé pour Hydro-Québec, juin 2004, 2 volumes;
- ARCHÉOTEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Inventaire archéologique aux sites des ouvrages, Campagne de relevés géotechniques 2002*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, juillet 2003, 271 pages;
- ARCHÉOTEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Inventaire archéologique effectué en 2003 du territoire touché par la dérivation Rupert, Rapport de recherches*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, septembre 2004, 188 pages;
- ARCHÉOTEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Potentiel archéologique*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, novembre 2004, 101 pages + 9 feuillets;
- ARCHÉOTEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Inventaire archéologique effectué en 2004 du territoire touché par la dérivation Rupert, Rapport de recherches*, février 2006, 516 pages;
- ARCHÉOTEC INC., *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert, Intervention archéologique effectuée en 2005 sur le territoire touché par la dérivation Rupert, la centrale Sarcelle et la route Eastmain-Muskeg*, juin 2006, 3 volumes;
- BERNATCHEZ, L. et R. SAINT-LAURENT, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Caractérisation génétique de l'esturgeon jaune et de l'omble de fontaine*, rapport présenté par l'Université Laval pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2004, 50 pages;

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 10 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- CROP RECHERCHE MARKETING SONDAGES D'OPINION, *Sondage auprès des travailleurs crie de l'Eastmain-1, présenté à Hydro-Québec*, 26 pages;
- CROP MARKETING RESEARCH OPINION SURVEYS, *Étude sur la perception des communautés crie présentée à Hydro-Québec*, 41 pages;
- CURTIS, Mark, *Rupert Diversion, 2002, Fish parasite survey*, Université McGill, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2003, 42 pages + 4 annexes;
- DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Étude de la grande et de la petite faune, Rapport sectoriel, Version finale*, rapport préparé pour Hydro-Québec Production, mars 2004, 2 volumes;
- ENVIRONNEMENT ILLIMITÉ INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, État de référence : esturgeon jaune*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2003, 124 pages + 4 annexes;
- ENVIRONNEMENT ILLIMITÉ INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Biefs Rupert et zone à débit augmenté, Aménagements pour l'ichtyofaune, Schéma directeur*, avril 2006, 100 pages;
- FORAMEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Avifaune, Oiseaux de proie et espèces à statut particulier*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, février 2004, pagination multiple;
- FORAMEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Avifaune, Sauvagine et autres oiseaux aquatiques*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, février 2004, 113 p. + 9 annexes;
- FORAMEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Avifaune, Oiseaux forestiers*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, février 2004, pagination multiple;
- FORAMEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Végétation et espèces floristiques et fauniques à statut particulier*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, février 2004, 91 pages + 15 annexes;
- FORAMEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Avifaune, Limicoles migrateurs et nicheurs*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, février 2004, pagination multiple;

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 11 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- FORAMEC INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Étude de faisabilité des ensemencements sur les berges de la rivière Rupert*, avril 2006, 48 pages + 3 annexes;
- GENIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Caractérisation de l'eau brute de la prise d'eau potable du village de Waskaganish*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2003, 15 pages + annexe;
- GENIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Mercure dans la chair des poissons*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2004, 121 pages + 7 annexes;
- GENIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Océanographie biologique de la baie de Rupert*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2004, 144 pages + 3 annexes;
- GENIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Détermination du régime de débits réservés écologiques*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2004, 92 pages + 3 annexes;
- GENIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Potentiel d'aménagement pour l'omble de fontaine et le touladi*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2004, 86 pages + 3 annexes;
- GENIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Caractérisation des habitats du poisson*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2004, 128 pages + 11 annexes et 5 cartes;
- GENIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Caractérisation des communautés et de la production de poissons*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, décembre 2004, 173 pages + 7 annexes et 3 cartes;
- GÉNIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel préliminaire, Comparaison des pêches cries et des pêches scientifiques dans le secteur des biéfs Rupert*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec, juillet 2005, 35 pages + 4 annexes;

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 12 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- GÉNIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Modélisation hydraulique de l'aire de reproduction du cisco de lac anadrome, en aval de Smokey Hill*, mai 2006, 34 pages + 4 annexes;
- GÉNIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Schéma directeur des aménagements piscicoles dans le secteur des rivières Rupert, Lemare et Nemiscau*, juillet 2006, 68 pages + 5 annexes;
- HYDRO-QUÉBEC, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Évaluation des impacts sur les anatidés*, mars 2006, 5 pages;
- HYDRO-QUÉBEC, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Prévisions organisationnelles des services médicaux des campements, 2006-2011*, septembre 2006, 7 pages;
- HYDRO-QUÉBEC, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert : rectificatif de l'analyse d'impact sur l'habitat de la faune terrestre*, octobre 2006, 2 pages;
- HYDRO-QUÉBEC ÉQUIPEMENT et GÉNIVAR GROUPE CONSEIL INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Qualité de l'eau*, décembre 2004, 70 pages + annexe;
- HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Conditions de navigation dans la rivière Rupert en conditions futures, planche 2-10*, juin 2006, 1 carte;
- INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel, Simulation des habitats de reproduction piscicole de la rivière Rupert avec hydrosim/modeleur*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James et Hydro-Québec Équipement, décembre 2004, 60 pages;
- NOVE ENVIRONNEMENT INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Utilisation du territoire par les Cris, Activités de chasse, de pêche et de trappage, Version finale*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, mai 2004, pagination multiple + 3 annexes;
- POLY-GÉO INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Géomorphologie de la baie de Rupert, Étude présentée à la Société d'énergie de la Baie James*, février 2004, 94 pages + 9 annexes;
- POLY-GÉO INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Étude géomorphologique des axes fluviaux et lacustres*, rapport présenté à la Société d'énergie de la Baie James, mars 2004, 2 volumes;

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 13 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

- POLY-GÉO INC., *Avant-projet de la centrale de l'Eastmain-1-A et de la dérivation Rupert, Observations géomorphologiques et caractérisation des berges de La Grande Rivière entre le barrage Robert-Bourassa (PK 117) et l'embouchure (PK 9,7)*, rapport présenté à la Société d'énergie de la Baie James, décembre 2004, 62 pages + 3 annexes;
- POLY-GÉO INC., *Avant-projet de la centrale de l'Eastmain-1-A et de la dérivation Rupert, Étude de faisabilité de travaux de stabilisation des berges de La Grande Rivière entre la centrale La Grande-1 (PK 36,5) et l'embouchure (PK 9,7)*, rapport présenté à la Société d'énergie de la Baie James, août 2005, 75 pages + 4 annexes;
- ROCHE, *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Portrait économique du territoire*, rapport présenté à Hydro-Québec, décembre 2004, 68 pages + 2 annexes;
- RSW INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Rapport sectoriel complémentaire sur les baies James et d'Hudson*, rapport préparé pour Hydro-Québec, juin 2006, 39 pages + annexe;
- SCHETAGNE, Roger, *Projet potentiel EM-1/Rupert, Prévion des teneurs en mercure dans les poissons*, rapport préparé pour le Groupe IAC et la Société d'énergie de la Baie James, juin 2000, 96 pages + 16 annexes;
- SERVICES CONSEILS GEEWEHEDIN CONSULTING SERVICES INC., *Enquêtes de perception auprès des chefs de file dans les neuf communautés crie d'Eeyou Istchee, préparées pour le projet de la centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert*, février 2006, 136 pages + 2 annexes;
- TECSULT INC., *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert, Mesures d'atténuation pour l'avifaune et la chasse à la sauvagine, Aménagement de 10 ha de milieux humides pour la chasse à l'oie, Note technique*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, mars 2006, 17 pages + annexe;
- VINCENT ROQUET ET ASSOCIÉS INC., *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert, Description du milieu cri*, rapport préparé pour la Société d'énergie de la Baie James, novembre 2004, 2 volumes.

En cas de divergence entre ces documents, l'information contenue au document le plus récent prévaudra.

Le projet doit être réalisé et exploité conformément à cette demande de certificat d'autorisation et à ces documents.

Le titulaire du présent certificat d'autorisation doit se conformer aux conditions suivantes :

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 14 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

CONDITIONS D'AUTORISATION

La numérotation des conditions suit les sections du rapport d'analyse du Comité d'examen (COMEX).

LE PROJET ET SON ENVIRONNEMENT

La conception des ouvrages

Condition 2.1 : Si le promoteur doit fermer le tunnel de transfert entre les biefs pour réparation et diriger une partie des eaux dérivées vers le lac Cabot, il devra soumettre à l'administrateur provincial (l'Administrateur) du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, pour autorisation, une description détaillée de cette option de dérivation temporaire et des impacts anticipés.

Condition 2.2 : La prolongation éventuelle, jusqu'au PK 280, du chemin d'accès temporaire pour la construction de l'épi en enrochement du PK 290, doit être soumise pour autorisation à l'Administrateur. L'analyse doit inclure, entre autres, les impacts d'une surexploitation possible du poisson dans le secteur de la frayère du PK 280.

Condition 2.3 : Le promoteur doit installer des arches préfabriquées pour toutes les traversées de cours d'eau où les conditions du lit ne sont pas propices à l'installation de ponceaux.

Condition 2.4 : Pour le réaménagement ou le prolongement de tous les chemins existants, construits ou entretenus par la Municipalité de Baie-James ou par un conseil de bande, le promoteur doit planifier les travaux à réaliser pour ces chemins en concertation avec les représentants de la communauté cri ou de la municipalité concernée, et ce, pour les phases de construction et d'exploitation du projet.

Condition 2.5 : Les travaux d'aménagement des tapis granulaires le long de La Grande Rivière doivent comprendre un programme de réaménagement de la végétation riveraine des berges qui auront été affectées par la construction de chemins reliant différents tapis granulaires entre eux.

Condition 2.6 : À la demande des maîtres de trappe, le promoteur prévoit construire ou améliorer plus de 100 kilomètres de voies d'accès à des lots de trappe et à des camps cris. La localisation précise de ces aménagements et leur nature devant être déterminées à la suite d'ententes avec les maîtres de trappe concernés, le promoteur doit transmettre à l'Administrateur, pour autorisation, la planification complète de ces voies d'accès.

Condition 2.7 : Les routes temporaires seront désaffectées à moins que les maîtres de trappe concernés désirent les conserver. Un an après la fin des travaux de construction du projet, le promoteur doit soumettre à

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 15 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

l'Administrateur, pour autorisation, la planification complète du démantèlement des routes.

Condition 2.8 : Le promoteur doit soumettre à l'Administrateur, pour autorisation, un an avant la fin des travaux, sa programmation complète de fermeture des diverses composantes du chantier. Cette programmation doit comprendre, entre autres, la planification de la fermeture des campements de travailleurs et un schéma directeur des travaux de réaménagement des aires perturbées par les activités de construction, y compris par les carrières et les sablières.

Condition 2.9 : Le choix final des sites des carrières et des sablières qui seront utilisées pour la construction des routes, des digues, des barrages et des autres ouvrages se fera au moment de la construction, en fonction de la stratégie retenue. Les sites retenus des carrières et des sablières, autres que ceux localisés dans l'étude d'impact, doivent être soumis à l'Administrateur pour autorisation.

Condition 2.10 : Compte tenu des distances de transport, d'importants volumes excédentaires de matériaux d'excavation ne pourront être acheminés vers les futurs biefs. Ce sera le cas, entre autres, des matériaux provenant de la centrale de l'Eastmain-1-A (2,5 millions m³), de la centrale de la Sarcelle (1,1 million m³), du canal Sakami (0,22 million m³) et des ouvrages hydrauliques sur la rivière Rupert (0,51 million m³). Ces aires de dépôt des matériaux excédentaires, à l'extérieur des biefs, doivent préférentiellement être localisées dans des secteurs affectés par des travaux de construction et qui devront faire l'objet de travaux de restauration. Les autres sites d'élimination, après consultation des maîtres de trappe concernés, doivent être soumis à l'Administrateur pour autorisation.

Condition 2.11 : Dans le bief Rupert amont, étant donné la possibilité d'utiliser le lac Cabot pour l'évacuation des eaux, le corridor de navigation à déboiser le long du cours d'eau sans nom qui relie le lac Cabot à la rivière Lemare a fait l'objet d'une demande de révision par les maîtres de trappe des lots M18, M25 et M33. Ceux-ci ont demandé que le plan de déboisement du corridor tienne compte de l'augmentation éventuelle des débits. Le promoteur, après consultation des maîtres de trappe, doit soumettre son projet final de déboisement à l'Administrateur pour information.

Condition 2.12 : Le promoteur doit soumettre à l'Administrateur, pour autorisation, les nouveaux sites d'élimination des déchets solides y inclus ceux des campements de la Rupert et de la Sarcelle. Le promoteur doit privilégier l'utilisation de sites déjà autorisés et demander, le cas échéant, une prolongation d'autorisation de ceux déjà autorisés. La stratégie d'entreposage et d'élimination des déchets de construction doit être soumise à l'Administrateur pour autorisation.

Condition 2.13 : Le promoteur analyse les trois options suivantes pour la gestion des boues de fosses septiques : l'utilisation de lieux d'élimination

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 16 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

déjà autorisés (à Chibougamau, Matagami ou Radisson), l'ouverture de lieux d'élimination dits de nouvelle génération et l'utilisation d'unités mobiles de déshydratation. Lorsque le promoteur aura défini son programme de gestion des boues de fosses septiques, il devra le soumettre à l'Administrateur pour autorisation.

Condition 2.14 : Dans son étude d'impact, le promoteur indique que les eaux usées du campement de la Rupert seront traitées et que l'effluent sera rejeté dans une tourbière avoisinante. Le promoteur doit soumettre à l'Administrateur, pour autorisation, un programme de suivi pour évaluer l'efficacité du processus.

L'ANALYSE DES IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL

Les trois conditions d'ordre général suivantes s'appliquent à l'ensemble des secteurs touchés par le projet.

Condition 5.1 : Le promoteur doit déposer les programmes détaillés de suivi des différentes composantes des milieux aquatique et terrestre ainsi que celui de la faune avienne (trois schémas directeurs) pour l'ensemble des secteurs de la zone d'étude identifiés dans les documents déposés au soutien de la demande. Les programmes de suivi proposés doivent préciser les méthodes et les protocoles d'échantillonnage, l'échéancier de réalisation et les secteurs du projet qui seront inventoriés. Ces programmes doivent expliquer, entre autres, le choix des mesures d'atténuation finales, l'emplacement des aménagements fauniques et comment l'intégration des données provenant des observations des chasseurs cris sera favorisée et rendue possible.

Ces programmes doivent être soumis à l'Administrateur, pour autorisation, au plus tard un an après le début des travaux. En plus de voir au respect des engagements pris par le promoteur, ces programmes doivent, entre autres, prendre en compte les aspects précisés dans les conditions que l'on retrouve ci-après. Les résultats obtenus dans le cadre des différents programmes de suivi doivent être déposés à l'Administrateur, pour commentaires, et serviront à réviser périodiquement la planification de ces programmes.

Lors de la réalisation des suivis, le promoteur doit s'assurer de transmettre les résultats aux Cris et aux maîtres de trappe. Il doit élaborer un mécanisme permettant de vulgariser les résultats et une méthode pour les présenter en les localisant sur des cartes.

Condition 5.2 : Le promoteur doit intégrer à ses équipes de terrain chargées des campagnes d'échantillonnage des Cris de chacune des communautés affectées par le projet. Les connaissances traditionnelles des utilisateurs doivent être considérées lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre des programmes de suivi.

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 17 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Condition 5.3 : Le promoteur doit proposer une intégration des éléments pertinents de son programme de suivi du projet avec ceux déjà prévus pour l'aménagement de l'Eastmain-1 afin d'éviter la duplication et favoriser la complémentarité et l'efficacité.

SECTEURS DES BIEFS RUPERT

Faune piscicole

Condition 5.4 : Afin d'établir un état de référence, le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, au plus tard six mois après l'autorisation du projet, pour autorisation, son programme de suivi des communautés de poissons et de la dynamique des populations dans les biefs Rupert.

Condition 5.5 : Le promoteur doit déposer son plan de communication des résultats des campagnes d'échantillonnage pour la caractérisation des communautés de poissons et de la dynamique des populations des biefs Rupert qui visera à tenir informés les usagers de ces plans d'eau. Ce plan doit être déposé auprès de l'Administrateur, pour information, au plus tard six mois après l'autorisation du projet.

Condition 5.6 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, son programme de suivi de l'efficacité des aménagements de frayères et des conditions physico-chimiques des lacs RP062 et Des Champs.

Condition 5.7 : Si les frayères aménagées s'avèrent inefficaces pour la reproduction des espèces piscicoles, le promoteur devra rechercher de nouveaux plans d'eau plus favorables aux populations et y procéder aux aménagements requis. Ces nouveaux aménagements doivent être soumis auprès de l'Administrateur pour autorisation.

Condition 5.8 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme de caractérisation génétique de l'omble de fontaine de souche Rupert, du bassin de la rivière Rupert, entre le lac Mistassini et le lac Mesgouez, en utilisant, entre autres, les captures de pêche sportive aux pourvoies opérées dans la zone.

Condition 5.9 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme détaillé de suivi des teneurs en mercure dans la chair des poissons pour le secteur des biefs Rupert. Le choix des stations doit permettre notamment de mesurer le phénomène de bioaccumulation chez les poissons.

Faune avienne

Condition 5.10 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme de suivi pour chacun des aménagements

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 18 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

fauniques afin d'en vérifier l'utilisation par la sauvagine. Ce programme doit être déposé au plus tard six mois après l'autorisation du projet.

Condition 5.11 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme de suivi sur l'évolution de la densité de la sauvagine dans le secteur des biefs Rupert afin de vérifier si cette densité est conforme aux objectifs inscrits dans les documents déposés au soutien de la demande. Ces informations pourront être utilisées pour la planification des mesures d'atténuation.

Condition 5.12 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme de suivi sur l'utilisation des nichoirs par les canards arboricoles. Ce suivi doit s'échelonner sur une période d'au moins cinq ans et pourrait être réalisé en collaboration avec les maîtres de trappe concernés.

Faune terrestre

Condition 5.13 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, six mois après l'autorisation du projet, le programme de suivi qu'il a prévu sur le caribou et l'orignal afin d'évaluer leur densité et leur abondance dans le secteur des biefs. Ce programme doit être bonifié pour inclure un suivi télémétrique du caribou forestier dans les différents secteurs du projet lors des périodes de construction et d'exploitation. Le promoteur doit réaliser un inventaire pour localiser les hardes de caribous forestiers afin d'obtenir un état de référence. Le programme de suivi permettra de mesurer l'évitement durant la phase de construction, d'identifier les habitats utilisés durant et après les travaux et de déterminer les tendances démographiques.

Condition 5.14 : Le promoteur doit, en concertation avec les organismes cris concernés, effectuer un suivi de la récolte de subsistance du caribou dans la zone d'étude.

Condition 5.15 : Lors de la mise en eau des biefs, le promoteur réalisera un survol hélicopté dans les limites des biefs afin de suivre les déplacements de la faune terrestre. Par la suite, le promoteur devra déposer auprès de l'Administrateur, pour information, un bilan des observations effectuées, des problèmes rencontrés et des actions prises, s'il y a lieu.

Condition 5.16 : Le programme intensif de trappe ou de déplacement du castor prévu dans les biefs doit être réalisé suffisamment tôt avant la mise en eau pour permettre un effort adéquat pour piéger ou déplacer les castors affectés par le projet. Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, un bilan de ses opérations.

Condition 5.17 : Le promoteur doit réaliser un nouvel inventaire des micromammifères afin d'améliorer les connaissances sur la présence de ces espèces dans la zone d'étude. Il doit bonifier à cette fin le programme

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 19 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

de suivi qu'il a prévu réaliser dans les milieux humides aménagés ou ensemencés. Le promoteur doit déposer le programme de suivi auprès de l'Administrateur pour autorisation.

SECTEUR À DÉBITS RÉDUITS : RIVIÈRES RUPERT, LEMARE ET NEMISCAU

Régime de débits réservés écologiques

Condition 5.18 : Le promoteur s'étant engagé à une gestion adaptative du régime de débits réservés écologiques, il doit proposer les modifications requises pour corriger la situation, si les valeurs ou les périodes de ce régime s'avéraient mal évaluées à l'égard des habitats de fraie ou ne garantissaient pas la pérennité des ressources piscicoles valorisées par les Cris. Ces modifications doivent être déposées auprès de l'Administrateur pour autorisation.

Faune piscicole

Condition 5.19 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, son programme de suivi de la régénération des herbiers aquatiques du secteur en aval du PK 314 de la rivière Rupert. Le promoteur doit inclure au suivi l'utilisation et la colonisation des herbiers par le grand brochet et par les espèces proies.

Condition 5.20 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme de suivi du cisco de lac anadrome entre les PK 13,5 et 25,5 de la rivière Rupert. Le suivi doit inclure la dérive larvaire au printemps et la structure de la population de cisco de lac anadrome à l'automne ainsi qu'un état de référence sur une période de 2 ans avant la dérivation partielle des eaux de la rivière Rupert. La condition 5.18 sur la gestion adaptative du débit réservé doit être appliquée au cisco de lac anadrome en plus des espèces déjà visées. Le suivi sur la migration des ciscos de lac anadrome doit être élaboré en collaboration avec la communauté de Waskaganish et les maîtres de trappe concernés.

Condition 5.21 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, au plus tard six mois après l'autorisation du projet, un programme de promotion de l'enregistrement volontaire des captures de cisco de lac anadrome en aval du PK 25. Ce programme doit débuter deux ans avant la dérivation de la rivière Rupert et être élaboré en collaboration avec la communauté de Waskaganish et les maîtres de trappe concernés.

Condition 5.22 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, tout aménagement de site de pêche à l'épuisette à Smokey Hill. Cet aménagement doit être élaboré en collaboration avec la communauté de Waskaganish et les maîtres de trappe concernés.

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 20 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Condition 5.23 : Le promoteur doit élaborer, en collaboration avec la communauté de Waskaganish, un programme d'information auprès des résidents de la communauté afin de promouvoir, de valoriser et de maintenir l'utilisation d'un site de pêche à Smokey Hill.

Condition 5.24 : Le promoteur doit déposer un programme de suivi de l'efficacité des aménagements de frayères situés en aval du PK 314 de la rivière Rupert. Dans l'éventualité où ces aménagements ne rencontreraient pas les objectifs fixés dans les documents déposés au soutien de la demande, la planification des mesures correctrices, allant jusqu'à la création de nouvelles frayères, doit être déposée auprès de l'Administrateur pour autorisation.

Condition 5.25 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme de suivi spécifique à l'esturgeon jaune, incluant la dérive larvaire de l'espèce. Une attention particulière doit être portée à la section de la rivière Rupert située entre les PK 216 et 300.

Condition 5.26 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, un programme de promotion de l'enregistrement volontaire des captures d'esturgeon jaune en aval du PK 314 de la rivière Rupert. Le programme doit être planifié et réalisé en collaboration avec les usagers concernés.

Condition 5.27 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme détaillé de suivi des teneurs en mercure dans la chair des poissons pour le secteur des rivières Rupert, Lemare et Nemiscau en aval des ouvrages de contrôle. Le promoteur doit prévoir, à son programme de suivi des teneurs en mercure dans la chair des poissons, des stations en aval des ouvrages de contrôle. Ces stations doivent permettre notamment de mesurer le phénomène de bioaccumulation chez les poissons et d'évaluer l'ampleur de l'exportation du mercure en aval des ouvrages.

Espèces floristiques à statut particulier

Condition 5.28 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, un programme de suivi sur les espèces floristiques à statut particulier. Il tiendra notamment compte de l'effet des ensemencements des berges sur les populations *Gratiola aurea* répertoriées.

BAIE DE RUPERT

Faune piscicole

Condition 5.29 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, au plus tard un an après l'autorisation du projet, un programme détaillé de suivi sur le carbone organique total (COT). Ce programme doit prévoir un état de référence sur la croissance des

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 21 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

meuniers rouges dans l'estuaire de la rivière Rupert et dans la baie de Rupert.

Condition 5.30 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme détaillé de suivi de l'intrusion saline dans la baie de Rupert et l'embouchure de la rivière Pontax pour valider les prédictions de la simulation.

SECTEUR À DÉBITS AUGMENTÉS

Faune piscicole

Condition 5.31 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme détaillé de suivi des aménagements de frayères multispécifiques en aval de la centrale de la Sarcelle.

Condition 5.32 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme détaillé de suivi des populations d'esturgeons jaunes dans le tronçon Boyd-Sakami.

Condition 5.33 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme de suivi détaillé du maintien des populations piscicoles dans le tronçon de la rivière Eastmain entre les PK 193 et 217 qui tiendra compte de la mise en service de la centrale de l'Eastmain-1-A et des résultats recueillis dans le cadre du programme de suivi environnemental de la faune piscicole en aval du barrage de l'Eastmain-1.

Condition 5.34 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, un programme détaillé de suivi des teneurs en mercure dans la chair des poissons pour le secteur à débits augmentés. Le promoteur doit prévoir à son programme de suivi des teneurs en mercure dans la chair des poissons des stations en aval de la centrale de l'Eastmain-1-A. Ces stations doivent permettre notamment de mesurer le phénomène de bioaccumulation chez les poissons non piscivores et d'évaluer l'ampleur de l'exportation du mercure en aval des ouvrages.

SECTEUR DE LA BAIE JAMES

Condition 5.35 : Le promoteur doit effectuer, en concertation avec les Cris, un suivi à long terme de l'état des herbiers de zostère sur la côte est de la baie James, tel qu'effectué en 2004, de façon à contribuer à une meilleure évaluation de sa condition. Le promoteur déposera auprès de l'Administrateur, pour autorisation, son programme de suivi un an après le début des travaux.

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 22 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

L'ANALYSE DES ENJEUX SUR LE MILIEU HUMAIN

La santé générale des Cris

Condition 6.1 : Le promoteur doit collaborer avec le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James (CCSSSBJ) afin d'établir un programme de suivi visant à évaluer les effets du projet sur certains déterminants, à choisir conjointement, sur la santé des Cris. Ce programme sera déposé auprès de l'Administrateur, pour information.

Condition 6.2 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, avant le début des travaux, les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour :

- intervenir, lorsque requis, auprès des travailleurs cris qui connaissent des problèmes psychosociaux reliés à leur intégration au milieu de travail;
- favoriser les relations sociales entre les travailleurs cris et les travailleurs allochtones;
- identifier les problèmes susceptibles de se produire dans certaines communautés cries dus à la présence de camps de travailleurs à proximité et les moyens qu'il entend mettre en place pour y remédier.

Condition 6.3 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, au plus tard un an après l'autorisation du projet, un programme de suivi sur les trois volets suivants :

- les conséquences du projet sur les travailleurs cris qui y ont participé;
- l'efficacité des mesures qu'il entend prendre pour favoriser l'intégration des travailleurs cris dans ses chantiers;
- les relations entre les communautés cries et les campements de travailleurs situés à proximité.

Le mercure et la santé

Condition 6.4 : Le promoteur doit fournir les données sur l'évolution des teneurs en mercure dans la chair des poissons prévues aux conditions 5.9, 5.27 ainsi que 5.34 et assurer un support technique et scientifique au CCSSSBJ. En collaboration avec cette institution, le promoteur doit présenter un rapport sur l'évolution de la recherche sur la problématique du mercure dans une perspective de santé globale et sur l'efficacité des campagnes d'information sur le mercure et la consommation de poisson. Ce rapport doit être déposé à l'Administrateur pour information.

Condition 6.5 : La Convention sur le mercure 2001 a une durée plus courte que l'évolution des teneurs en mercure dans la chair des poissons des réservoirs et des biefs, de même que les impacts sur la santé. Un an avant l'expiration de cette convention, le promoteur, en collaboration avec les instances cries concernées, doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, un bilan des activités régies par la convention et un état de la situation de l'évolution des teneurs en mercure. Ce rapport doit faire état

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 23 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

du bien-fondé de reconduire (ou non) la convention et de préciser, le cas échéant, les objectifs et les orientations contenus dans la prochaine entente.

L'approvisionnement en eau

Condition 6.6 : Le promoteur doit mettre en place un programme de suivi de la qualité de l'eau de la rivière Rupert en insistant sur les secteurs où sont concentrés les camps autochtones de façon à déterminer l'évolution de la qualité de l'eau en fonction des usages. Ce programme doit être présenté à l'Administrateur, pour autorisation, au plus tard six mois après le début des travaux.

Condition 6.7 : Le promoteur doit réaliser un suivi permettant de s'assurer de l'intégrité de la prise d'eau de Waskaganish et de prévenir les risques d'ensablement associés à une modification de l'hydrodynamique de la rivière ou de la stabilité des berges. Il doit présenter à l'Administrateur, pour autorisation, au plus tard six mois après le début des travaux, un programme de suivi et l'échéancier des travaux de stabilisation des berges.

Condition 6.8 : En ce qui concerne l'implantation de la nouvelle usine d'eau potable de Waskaganish dans des terres de catégorie I, le promoteur doit s'assurer d'obtenir l'autorisation de l'administrateur local en environnement pour sa réalisation.

L'utilisation du territoire par les Cris

Condition 6.9 : Le promoteur, en étroite collaboration avec les instances cries responsables, doit s'assurer de la disponibilité d'une structure d'accueil pour recevoir les commentaires et plaintes et proposer des solutions à tout problème pouvant découler de l'insatisfaction des usagers du territoire causée par les impacts du projet.

Les impacts sur la chasse, la pêche et la trappe

Condition 6.10 : Le promoteur doit soumettre à l'Administrateur, pour autorisation, sa planification à long terme du suivi et des mesures d'atténuation et de compensation qu'il entend réaliser en collaboration avec les maîtres de trappe concernés afin de réduire les impacts sur l'utilisation des lots de piégeage de même qu'avec la communauté concernée pour les lieux communautaires. Cette planification doit s'étendre sur au moins dix ans pour les lots affectés le long de la rivière Rupert et quinze ans pour ceux situés aux abords des biefs et être réévaluée après ces périodes. Les actions conjointes prévues pourront comprendre, entre autres, la participation aux inventaires de suivi, le nettoyage des débris et toutes autres mesures visant à accroître la connaissance et l'utilisation du territoire par les usagers. Un programme quinquennal comprenant les actions prévues annuellement doit également être soumis à l'Administrateur pour son autorisation.

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 24 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Condition 6.11 : Le promoteur doit fournir à chacun des maîtres de trappe un document écrit précisant toutes les mesures d'atténuation et de compensation prévues et entendues avec les maîtres de trappe concernant leur terrain de chasse respectif. Il présentera annuellement à l'Administrateur, pour information, un bilan des ententes convenues.

Condition 6.12 : Le promoteur doit intégrer des membres des communautés d'Eastmain et de Wemindji, notamment les maîtres de trappe touchés par le projet ou des utilisateurs désignés par le titulaire, à ses équipes de terrain chargées de la réalisation du programme de suivi et de cartographie des couloirs de navigation et de déplacement en motoneige sur le réservoir Opinaca et les lacs Boyd et Sakami. Les connaissances traditionnelles des utilisateurs doivent être intégrées lors de l'élaboration et de la mise en application des programmes.

Condition 6.13 : En plus des paramètres déjà prévus à son programme de suivi de l'utilisation des terrains de chasse au cours de la phase de construction, le promoteur doit tenir compte de la nécessité, pour les maîtres de trappe, de recourir à d'autres terrains pour subvenir à leurs besoins essentiels en nourriture et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.

Condition 6.14 : Le promoteur doit réaliser un suivi de la couverture de glace dans l'estuaire de la rivière Rupert et sur les berges de la baie de Rupert. Ce suivi doit être réalisé en collaboration avec les maîtres de trappe ou leurs délégués. Le programme de suivi, s'étendant sur une période de dix ans à partir du début de l'exploitation du barrage de la Rupert, doit inclure les périodes de prise et de fonte des glaces. Il doit être transmis à l'Administrateur, pour information, au plus tard deux ans après l'autorisation du projet.

Condition 6.15 : Le promoteur doit installer une signalisation indiquant les traversées de motoneige le long des nouveaux accès construits pour le projet. Il doit également, à l'aide des maîtres de trappe concernés par le projet, déterminer les lieux où des aires de stationnement pourront être implantées le long de ces routes afin de réduire les risques d'accident. Il doit procéder à l'aménagement des aires de stationnement.

Navigation

Condition 6.16 : Le promoteur identifiera avec les maîtres de trappe concernés les corridors à déboiser dans les biefs pour permettre l'accès par embarcation aux rives de certaines baies.

Condition 6.17 : Les cartes de navigation produites dans le cadre du projet doivent être disponibles pour tous les usagers. Le promoteur doit indiquer aux communautés crie et aux autres usagers ce qu'il entend faire pour assurer leur disponibilité.

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 25 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Condition 6.18 : Il est souhaitable que l'activité appelée «la brigade de canots» soit maintenue pendant et après les travaux. Avant le début de la construction des ouvrages hydrauliques sur la Rupert, le promoteur doit collaborer avec les communautés crie pour encourager les jeunes à y participer. Le promoteur doit aussi collaborer à la promotion et à la poursuite de cette activité, peu importe le parcours retenu et les rivières avoisinantes utilisées. Il doit informer les organisateurs de son implication.

La navigation dans le secteur à débit réduit de la rivière Rupert et dans la baie de Rupert

Condition 6.19 : Le programme de suivi sur les conditions de navigation dans la rivière Rupert, notamment la présence d'une profondeur d'eau minimale de 1 m sauf dans les zones de rapides, doit être déposé auprès de l'Administrateur, pour autorisation, au moins un an avant le début de l'exploitation du barrage de la Rupert.

Condition 6.20 : Dans la baie de Rupert et l'estuaire de la rivière Rupert ainsi que dans les endroits critiques situés dans les tronçons non influencés par un ouvrage hydraulique, le promoteur doit baliser un chenal de navigation. Durant les cinq premières années suivant le détournement d'une partie des eaux de la rivière Rupert, il doit financer l'embauche d'une personne de la communauté de Waskaganish pour baliser le chenal de navigation.

Condition 6.21 : Le promoteur s'est engagé à réaliser une étude des conditions de navigation dans certains tributaires de la Rupert comprenant la réalisation d'un état de référence. L'état de référence doit être déposé auprès de l'Administrateur, pour information, au moins un an avant le début de l'exploitation du barrage Rupert. Le programme détaillé de suivi doit être déposé auprès de l'Administrateur, pour autorisation, dans les mêmes délais.

Condition 6.22 : En collaboration avec les utilisateurs concernés, le promoteur doit améliorer les portages situés le long de la rivière Rupert afin de les rendre sécuritaires et utilisables par les Cris et les autres utilisateurs. Les travaux requis doivent être réalisés par les Cris des communautés concernées. Le promoteur doit informer l'Administrateur des travaux exécutés.

La navigation dans le secteur à débit augmenté

Condition 6.23 : Le promoteur doit mettre en place un programme de ramassage de débris ligneux dans le secteur à débit augmenté. Ce programme doit être élaboré et réalisé en collaboration avec les Cris afin qu'ils identifient les secteurs qu'ils jugent prioritaires où un tel ramassage doit être effectué. Le promoteur doit engager de la main-d'œuvre locale pour réaliser les travaux.

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 26 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Condition 6.24 : Afin de faciliter la navigation, le promoteur doit réaliser une cartographie des couloirs de navigation dans le secteur à débit augmenté. Pour ce faire, il doit déterminer, en collaboration avec les Cris, les secteurs à cartographier.

L'utilisation du territoire par les autres utilisateurs

La chasse et la pêche sportives

Condition 6.25 : Le promoteur doit déposer, auprès de l'Administrateur, pour information, au plus tard six mois après l'autorisation du projet, le programme détaillé de suivi qu'il a prévu réaliser sur la chasse et la pêche sportives pratiquées par les travailleurs présents sur les différents chantiers du projet.

Condition 6.26 : À l'instar de ce qui est prévu au campement Nemiscau, le promoteur doit établir pour les autres campements du projet, dont celui de la Sarcelle, de l'Eastmain, de la Rupert, du Lac-Jolliet et du km 257 de la route de la Baie-James, un programme de diffusion de l'information sur la gestion et l'exploitation de la faune. Le promoteur doit s'assurer que les renseignements sur les règlements de chasse et de pêche sportives sur le territoire sont fournis aux travailleurs dès leur arrivée dans le territoire.

Condition 6.27 : En collaboration avec les instances responsables, le promoteur doit installer, le long des nouvelles routes du projet et sur les routes existantes de la zone d'étude, une signalisation identifiant les limites des terres de catégories I et II, tout en spécifiant les limitations de chasse et de pêche pour les allochtones.

Condition 6.28 : Dans l'éventualité où le mandat de la société Weh-See Indohoun serait reconduit, le promoteur doit effectuer une étude sur la satisfaction des responsables des lots de trappe situés dans le secteur d'intervention de cette société relativement au bilan des travaux d'aménagement et de contrôle de la faune réalisés et, le cas échéant, suggérer des moyens de réduire les inconvénients identifiés par les maîtres de trappe. Cette étude, comprenant des recommandations sur la gestion des ressources fauniques après la période de construction, sera remise à l'Administrateur pour information.

Les activités récréotouristiques

Condition 6.29 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, au plus tard un an après l'autorisation du projet, le programme détaillé de suivi des impacts de la présence des routes d'accès et de l'ouverture du territoire sur le tourisme et la villégiature. Ce programme doit être réalisé avec la collaboration de l'Association de tourisme et de pourvoirie crie (COTA) et de Tourisme Baie-James.

Condition 6.30 : Le promoteur doit promouvoir le développement d'activités récréotouristiques offertes par les Cris. À titre d'exemple, à

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 27 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

l'occasion de visites touristiques des centrales hydroélectriques de la Baie-James, incluant celles du Complexe La Grande, il doit développer des stratégies pour informer les touristes sur les principales activités récréotouristiques offertes par les Cris sur le territoire de la Baie-James. Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, au plus tard un an après l'autorisation du projet, les stratégies retenues pour assurer cette promotion.

Archéologie

Condition 6.31 : Pour les inventaires prévus des zones à potentiel archéologique qui doivent être réalisés avant le début des travaux de construction, le promoteur doit fournir, avant l'été 2007, un bilan des inventaires réalisés en 2006 et un deuxième, avant l'été 2008, pour les inventaires envisagés en 2007. Ces bilans doivent comprendre notamment une mise à jour du tableau de l'annexe 320 (document RP13, annexe 2 du rapport du COMEX) qui présente les données archéologiques. Ce tableau doit permettre de différencier les zones à potentiel archéologique qui sont dans la zone d'étude et celles touchées par le projet. Les bilans doivent comprendre une carte de localisation des zones inventoriées et un calendrier des travaux de construction réalisés. L'ensemble de cette documentation doit être remis, aux dates prévues, à l'Administrateur pour information.

Condition 6.32 : Le promoteur doit effectuer des fouilles archéologiques pour chaque site touché par le projet incluant le site préhistorique FkGr-13 situé le long de La Grande Rivière. Pour la durée des travaux, un bilan annuel doit être déposé auprès de l'Administrateur, pour information, afin de rendre compte des fouilles archéologiques réalisées.

Condition 6.33 : Le promoteur doit fournir à l'Administrateur, pour information, un bilan des travaux archéologiques réalisés dans le corridor des routes du projet. Si les travaux ne sont pas complétés, c'est-à-dire que l'évaluation du potentiel archéologique, les inventaires de ces zones et les fouilles archéologiques nécessaires n'ont pas été réalisés, le promoteur doit les finaliser.

Condition 6.34 : Si, lors du choix final des emplacements pour les campements, le potentiel archéologique de chacun des sites retenus n'a pas été étudié, le promoteur doit l'évaluer et procéder aux inventaires et aux fouilles nécessaires. Il doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, un bilan des travaux archéologiques réalisés.

Condition 6.35 : Le promoteur doit mettre en place des mesures pour la mise en valeur des vestiges découverts lors des recherches archéologiques, le cas échéant. Ces mesures doivent être élaborées en collaboration avec les Cris. Cinq ans après la mise en eau des biefs, le promoteur doit présenter à l'Administrateur, pour information, un bilan des mesures concrètes mises en place.

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 28 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

Sépultures

Condition 6.36 : Dès l'autorisation du projet, le promoteur doit amorcer des discussions avec les Cris et la Société Niskamoon afin d'identifier les lieux de sépulture affectés par le projet et déterminer, le cas échéant, les actions à prendre pour le transfert des restes funéraires ou toutes autres mesures telle une cérémonie commémorative, avant que les travaux de construction ne commencent sur les sites identifiés. Un bilan des activités relatives au traitement des restes funéraires sera déposé pour information auprès de l'Administrateur.

Patrimoine

Condition 6.37 : Le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour autorisation, son programme détaillé de suivi sur le paysage. Ce programme doit avoir une durée suffisamment longue pour évaluer les impacts quelques années après le début de l'exploitation du projet.

Condition 6.38 : Si des interventions dans les rapides de la Gorge, d'Oatmeal et de Smokey Hill devaient être planifiées, le promoteur doit les soumettre à l'Administrateur pour autorisation.

Les aspects économiques

Condition 6.39 : Le promoteur doit soumettre auprès de l'Administrateur, pour information, le suivi annuel des retombées économiques de son projet durant la phase de construction. Une attention particulière doit être apportée à la priorité accordée à l'embauche de la main-d'œuvre crie, aux moyens mis en place pour assurer son intégration aux équipes de travail et aux contrats accordés aux entreprises crie. Il doit également faire rapport sur le suivi prévu durant l'exploitation, cinq ans et dix ans après le début de cette phase.

Condition 6.40 : Étant donné le nombre et la répartition des campements, le promoteur doit informer l'Administrateur du nombre additionnel de conseillers cris à l'emploi qu'il entend embaucher.

Condition 6.41 : Un an après le début des travaux, le promoteur doit informer l'Administrateur de ses discussions avec la Commission de la construction du Québec (CCQ) et des résultats obtenus concernant l'accessibilité des Cris aux emplois disponibles sur les chantiers.

Condition 6.42 : Le promoteur doit convenir, avec ses partenaires cris (Commission scolaire crie, l'Agence crie de développement des ressources humaines et la Société Niskamoon), des créneaux de formation à privilégier afin d'atteindre les objectifs d'emplois fixés dans l'étude d'impact lors de la construction et de l'exploitation. Afin de faciliter la diversité des emplois chez les Cris, les instances responsables doivent examiner la possibilité d'offrir de la formation dans des domaines autres que ceux de la construction : tourisme, écologie, à titre d'exemples. Le

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 29 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

promoteur doit informer l'Administrateur sur ce volet un an après le début des travaux. De plus, le promoteur doit avec ses partenaires réaliser un suivi annuel des résultats des programmes de formation et en informer l'Administrateur.

LA SÉCURITÉ DES OUVRAGES ET DES PERSONNES

Condition 7.1 : Avant le début des travaux de construction, le promoteur doit déposer auprès de l'Administrateur, pour information, son plan de mesures d'urgence devant s'appliquer en période de construction du projet. La même mesure s'applique au plan de mesures d'urgence en période d'exploitation du projet et au plan de gestion des eaux emmagasinées. Ces deux documents doivent être déposés six mois avant la mise en service du barrage de la Rupert.

Condition 7.2 : Le promoteur doit convenir, avec les communautés de Nemaska et de Waskaganish, des mesures de surveillance des installations prévues au projet et de communication, inspirées de celles de la Convention concernant une nouvelle relation entre Hydro-Québec, la Société d'énergie de la Baie James et les Cris de Eeyou Istchee (document R13, annexe 2 du rapport du COMEX). Cette entente doit être déposée auprès de l'Administrateur pour information.

Condition 7.3 : Pour ses activités d'inspection et de surveillance des ouvrages de retenue du projet, de même que pour celles de l'aménagement de l'Easmain-1 et du complexe La Grande, le promoteur doit entreprendre des mesures pour former et embaucher des Cris et les inclure à son personnel responsable de la planification et de la mise en œuvre de son programme de surveillance et d'inspection.

LES IMPACTS CUMULATIFS

Condition 8.1 : L'évaluation des impacts cumulatifs des projets hydroélectriques sur les baies James et d'Hudson concerne, à cause de leur étendue, plusieurs juridictions et va au-delà de la responsabilité d'un seul promoteur. L'analyse de ces impacts ne pourra se faire sans la mise en place d'un programme de recherche et de suivi, à grande échelle, effectué par un consortium formé principalement des instances gouvernementales concernées auxquelles devraient s'associer le milieu académique universitaire et tous les intervenants responsables de cette problématique dont une partie seulement incombe au promoteur. Ce programme devrait tenir compte du savoir traditionnel dans le but de mieux définir les axes de recherche. Le cas échéant, le promoteur déposera auprès de l'Administrateur l'information recueillie.

CONCLUSION

Condition 9.1 : Le promoteur doit faire rapport à l'Administrateur de ses discussions avec les autorités concernées et les communautés de Chisasibi, Nemaska et Waskaganish au sujet des solutions possibles pour réduire les

CERTIFICAT D'AUTORISATION

- 30 -

N/Réf. : 3214-10-17

Le 24 novembre 2006

impacts cumulatifs dans les deux premiers villages et de la possibilité de faciliter la fréquentation d'une autre rivière importante pour Waskaganish.

Condition 9.2 : Le promoteur doit collaborer avec le COMEX pour mettre en place un processus de consultation de la population crie. Cette consultation doit se faire aux environs de 2011, soit entre la fin de la période de construction et avant la mise en exploitation du projet. Elle a pour objectif, entre autres, de connaître le point de vue des Cris sur l'efficacité des mesures d'atténuation qui auront été mises en place et les moyens qui pourraient être envisagés pour obvier aux impacts résiduels du projet.

En outre, ce certificat d'autorisation ne dispense pas le titulaire d'obtenir toute autre autorisation requise par toute loi ou tout règlement et, le cas échéant, celles pouvant être requises en vertu du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement.

La sous-ministre,

Original signé par :

Madeleine Paulin



ANNEXE II

Ententes intervenues entre les Cris et Hydro-Québec

Source : Administration régionale crie, 2013.

Nom de l'entente	Date de la signature
Convention du Lac Sakami	4 juillet 1979
Convention La Grande	6 novembre 1986
Convention sur le mercure	6 novembre 1986
Convention Opimiscow	8 janvier 1993
Convention Nadoshtin	7 février 2002
Convention Boumhounan	7 février 2002
Entente concernant l'emploi des Cris	7 février 2002
Convention sur le mercure	7 février 2002
Convention relative au démantèlement des « sites de travaux » d'Hydro-Québec-SEBJ ou des installations mises hors service	7 février 2002
Convention relative à la ligne de transport de Waskaganish	7 février 2002
Convention relative à la ligne de transport de Whapmagoostui	7 février 2002
Convention relative aux différends et à un comité de règlement des différends	7 février 2002
Convention concernant l'administration des ententes entre les Cris et Hydro-Québec et concernant la Société Niskamoon	31 août 2004
Convention concernant une nouvelle relation entre Hydro-Québec / SEBJ et les Cris de Eeyou Istchee	31 mars 2004
Convention relative à la centrale la Sarcelle	17 février 2010
Entente concernant l'utilisation continue et la réappropriation du territoire	7 août 2012



ANNEXE III

Méthodologie et plan du rapport

Méthodologie


L'analyse de contenu thématique consiste à procéder au repérage systématique et au regroupement des thèmes abordés dans un corpus de données.⁴⁹ Ainsi, l'analyse des consultations publiques a nécessité une lecture approfondie des transcriptions des six séances et des documents remis par certains participants, laquelle a permis d'identifier des thèmes représentatifs du contenu analysé et en lien avec l'objectif des consultations. Cette analyse a été exécutée à l'aide du logiciel d'analyse de données NVivo 9. Celui-ci permet de découper un texte en différents segments présentant une signification spécifique et de les classer à l'intérieur de chacun des thèmes correspondants, ce qui facilite le repérage de l'information par la suite. Cette opération de codification a permis de mettre en évidence l'importance de certains éléments, notamment à travers la fréquence des thèmes convergents, c'est-à-dire ceux qui ont été le plus souvent mentionnés lors des consultations. Des catégories regroupant plusieurs thèmes ont également émergé de l'analyse ; celles-ci correspondent aux grandes sections des chapitres 3 à 8 de ce rapport. Une vérification de la codification a ensuite été effectuée par un second analyste, ce qui entraîné l'ajout, le regroupement, la subdivision ou la précision de certains thèmes dans le but de donner un éclairage représentatif de ce qui a été soulevé par les divers intervenants cris.

Plan du rapport

Le rapport du COMEX présente au deuxième chapitre les principaux enjeux soulevés par les Cris lors des consultations publiques. Il s'agit d'une synthèse des impacts les plus fréquemment mentionnés par les participants dans l'ensemble des communautés. Les chapitres 3 à 8 exposent une présentation détaillée des points de vue exprimés lors des consultations publiques tenues dans chacune des six communautés cries, soit Mistissini, Nemaska, Chisasibi, Eastmain, Wemindji et Waskaganish. Ces chapitres débutent par un rappel des préoccupations qui avaient été formulées lors des audiences publiques en 2006, suivi des points de vue exprimés (par les Cris) lors des consultations tenues en novembre 2012. Cette dernière partie a été divisée en trois grandes sections, soit les commentaires généraux, les impacts constatés par les Cris présents aux consultations et les principales préoccupations soulevées à l'égard du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert. Par la suite, les réponses du promoteur aux questions qui lui ont été adressées par les Cris et l'avis du COMEX se trouvent au chapitre 9. Les renseignements supplémentaires contenus dans le Complément d'information déposé en janvier 2013 par Hydro-Québec apportent un éclairage additionnel et sont considérés dans les avis du COMEX qui se trouvent dans ce dernier chapitre. Enfin, un bilan sommaire de l'expérience de ces consultations est présenté en conclusion.

Les impacts constatés par les Cris ont été regroupés en quatre catégories, soit les impacts sur le milieu naturel, les impacts socioculturels et économiques, les impacts psychosociaux et les impacts sur la santé. Dans le cadre de ce rapport, les impacts sur le milieu naturel désignent des répercussions d'ordre biophysique, tels que les effets sur les conditions hydrologiques, sur la qualité de l'eau, sur la faune et ses habitats et sur la végétation. Les impacts socioculturels et économiques font référence aux effets (directs ou indirects, positifs ou négatifs) sur la réalisation des activités de la vie quotidienne (alimentation, consommation d'eau), sur l'utilisation du territoire (déplacements, chasse, pêche et piégeage), sur les relations communautaires (conflits, tensions, division sociale), sur l'identité culturelle et sur la transmission des connaissances

49 Paillé, P., & Mucchielli, A. (2003). «L'analyse thématique», dans *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin, p. 124.



traditionnelles. Sont également inclus dans cette catégorie les impacts liés à l'ouverture du territoire et à la présence accrue de travailleurs allochtones dans la région, de même que les retombées économiques et les coûts entraînés par le projet. Les impacts psychosociaux renvoient quant à eux aux émotions ressenties par les individus (colère, tristesse, anxiété, inquiétude, sentiment de perte, etc.) résultant de leurs perceptions à l'égard des incidences du projet sur le territoire et sur les communautés crie. Les impacts sur la santé font, pour leur part, référence aux symptômes physiques attribués par certains participants à la détérioration perçue de la qualité de l'eau des rivières et à la consommation de l'eau traitée.

De plus, de nombreux témoignages ont débordé le cadre du projet et porté sur l'ensemble des aménagements hydroélectriques réalisés sur le territoire de la Baie-James, mais compte tenu de la place qu'ils ont occupée au cours des consultations, il a été jugé opportun d'en faire état afin de bien rendre compte des opinions exprimées par les participants.



ANNEXE IV

Complément d'information
d'Hydro-Québec dans le cadre
du projet des centrales
de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle
et de la dérivation Rupert
lors des consultations publiques
tenues en novembre 2012

Source : Hydro-Québec, 2013.



Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie - Novembre 2012

Complément d'information



Janvier 2013

Table des matières

Introduction	1
Section 1 – Mistissini	3
– Mise en contexte.....	5
– Reboisement des chemins d'accès temporaires désaffectés.....	7
– Niveaux hauts du bief amont et ennoiment d'une section nouvellement relocalisée de la piste de motoquad longeant la rivière Misticawissich.....	8
– Demande d'un déboisement complémentaire d'une grande baie en bordure de la rivière Misticawissich et d'une aire d'accostage	9
– Érosion de certaines sections des berges de la rivière Misticawissich dans le bief Rupert amont ..	10
– Hutte de castor active en bordure des biefs	11
Section 2 – Nemaska.....	13
– Mise en contexte.....	15
– Navigabilité du rapide du PK 285 de la Rupert.....	17
– Présence de grosses roches sous le pont du PK 24 de la rivière Nemiscau qui gênent la navigation	18
– Déversement du débit réservé printanier et interférences avec des sites de chasse à l'oie	19
– Ennoiment permanent de sites de chasse à l'oie en amont des seuils des PK 170, 223 et 290...	20
– Modification de la qualité de l'eau de la Rupert.....	21
– Piètre état du sentier motoquad menant au lac Theilhard (3,6 km).....	22
– Modification des conditions dans le bras Sipastikw et conséquences sur la fraie de l'esturgeon jaune à sa confluence avec la Rupert, au PK 281	23
Section 3 – Waskaganish	25
– Mise en contexte.....	27
– Effet du projet sur le niveau de la rivière Pontax - Présence d'ouvrages sur la Pontax	29
– Modification de la couverture de glace dans l'estuaire de la Rupert	31
– Modification de la couverture de glace dans la baie de Rupert.....	32
– Construction d'un seuil au PK 5.....	33
– Accès à l'aide ou aux fonds pour les utilisateurs qui se disent impactés mais dont les terrains de trappage ne bordent pas la rivière Rupert	34

Table des matières (suite)

Section 4 – Eastmain	37
- Mise en contexte.....	39
- Modification de la couverture de glace sur la rivière Eastmain et perte d'accès à la rive nord	41
- Diminution des populations d'oies (bernache du Canada) en bordure du réservoir Opinaca lors des migrations	42
- Population d'esturgeon jaune de la rivière Eastmain entre les PK 193 et 217	43
- Possibilité de récupérer des roulottes du chantier pour les installer dans la communauté	44
Section 5 – Wemindji	45
- Mise en contexte.....	47
- Présence de débris ligneux dans certaines baies du lac Sakami et possibilités de ramassage complémentaire	49
- Modification de la couverture de glace du lac Sakami au site d'une traversée en motoneige	50
- Taux de mercure dans la chair des poissons des lacs Boyd et Sakami.....	51
- Manque d'agents du MRN pour la surveillance de la chasse sportive	52
Section 6 – Chisasibi	53
- Mise en contexte.....	55
- Présence d'algues vertes dans la Grande Rivière.....	57
- Diminution des herbiers de zostères et baisse des captures de bernaches.....	58
- Présence d'huile à la surface de l'eau en aval de La Grande 1.....	59

Introduction

Le présent document fait suite à la consultation de la population de six communautés cries (Mistissini, Nemaska, Waskaganish, Eastmain, Wemindji et Chisasibi) menée en novembre 2012 par le Comité d'examen et d'évaluation environnementale (COMEX) dans le cadre de l'achèvement des travaux de construction du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert.

Cette consultation, tenue à la fin du projet, découlait de la condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction délivré par le MDDEFP le 24 novembre 2006. Elle avait pour objectifs, entre autres, de connaître le point de vue des Cries sur l'efficacité des mesures d'atténuation mises en place et les moyens qui pourraient être envisagés pour obvier aux impacts résiduels du projet.

Dans chacune des six communautés concernées par le projet, les intervenants, dont certains maîtres de trappages des terrains directement touchés, ont formulé des questions ou exprimé des constats ou préoccupations sur la modification de certaines composantes du territoire et, dans certains cas, sur la nécessité de mesures d'atténuation complémentaires.

À la demande du COMEX, les représentants d'Hydro-Québec, collaborant aux consultations, ont pu fournir les informations en réponse à plusieurs des questions et des préoccupations émises par les participants. Dans quelques cas, des engagements ont été pris par l'entreprise.

Mentionnons que, dans le cadre des activités du comité de suivi, les tournées annuelles continueront et les maîtres de trappage seront rencontrés.

Ce document a pour objectif de fournir des informations additionnelles ou plus précises sur les principales questions et préoccupations émises en relation avec le projet et pour lesquelles des réponses n'ont pu être données ou ne l'ont été que partiellement.

Par ailleurs, l'*Entente concernant la réappropriation du territoire visé par le projet de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert* (ci-après Entente de réappropriation) permet aux maîtres de trappage de soumettre à la Société Niskamoon des projets afin de faciliter la poursuite des activités traditionnelles sur leur terrain de trappage.



Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population crie - Novembre 2012

Complément d'information

Section 1 - Mistissini





PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE MISTISSINI
Mise en contexte

<u>DATE ET HEURE</u>	Le mardi 6 novembre 2012; 19 h 45 à 22 h 19	
<u>LIEU</u>	Gymnase de Mistissini	
<u>ASSISTANCE</u>	Environ 20 personnes (au plus fort) ont assisté à cette séance	
<u>MÉDIAS</u>	Aucun	
<u>ÉQUIPE HQ/SEBJ</u>	Panel : Céline Belzile, porte-parole René Dion André Tessier Johnny Saganash Lloyd Mayappo Gestion : Jean Matte et Philippe Mora	Personnes-ressources : Réal Courcelles Réjean Gagnon Pierre Vaillancourt Michel Traversy Nicolas Noell Jimmy Lavoie
<u>ÉQUIPE COMEX</u>	Pierre Mercier, président Philip Awashish Daniel Berrouard Brian Craik Robert Lemieux	Personnes-ressources : Pierre-Michel Fontaine Marie-Michèle Tessier
<u>RÉSUMÉ DE LA SÉANCE</u>	Six personnes sont intervenues au micro (9 questions/sous-questions) dont les préoccupations concernaient l'emploi, l'obtention de contrats en exploitation et le fait que certains travaux n'avaient pas été complétés comme ils l'auraient souhaité. Le chef adjoint a dit qu'il déposerait un mémoire au COMEX.	
<u>PRINCIPAUX SUJETS D'INTERVENTIONS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Emploi et nouveaux contrats en phase exploitation ➤ Niveaux d'eau élevés du bief amont : érosion des berges le long de la Misticawissish et impact sur le castor ➤ Reboisement des chemins d'accès temporaires désaffectés près de la rivière Misticawissich ➤ Inondation d'une section d'un sentier de motoquad près de la Misticawissich 	
<u>MAÎTRES DE TRAPPAGE</u>	Présents : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Marco Voyageur : M26 ➤ Matthew Iserhoff : M33 	Absents : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Robert Jimikin : M18 ➤ George Neeposh : M25
<u>AUTRES PRÉSENCES À SOULIGNER :</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ John Matoush, chef adjoint de Mistissini 	
<u>ENGAGEMENTS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Évaluer la demande de M. Robert Coonishish (terrain de trappage M26) de planter des arbres sur les chemins d'accès temporaires désaffectés présents sur le terrain de trappage M26. ➤ Vérifier le problème, mentionné par M. Peter Coonishish-Coon M26, d'inondation d'une section du chemin d'accès maintenue comme piste de motoquad. 	

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population crie

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Mistissini

Intervenant : Robert Coonishish - Utilisateur du terrain de trappage M26

Objet du commentaire : *Reboisement des chemins d'accès temporaires désaffectés*

Les utilisateurs du terrain M26 ont constaté que des tronçons de chemins d'accès temporaires ayant servi aux travaux de déboisement environnemental le long de la rivière Misticawissich ou à l'aménagement des frayères dans le bief amont n'ont toujours pas fait l'objet de travaux de plantation. Il s'agit de sections localisées au-dessus de la cote maximale du bief amont. Malgré leur demande en ce sens, ils disent qu'ils n'ont pas eu de réponse.

Informations complémentaires :

Les intervenants SEBJ/HQ mentionnent qu'ils n'étaient pas au courant des demandes de travaux de plantation qu'ils avaient faites.

Actions :

Des représentants SEBJ/HQ, accompagnés du maître de trappage ou de son représentant, se rendront sur place en 2013 afin de valider les tronçons à reboiser.

Par ailleurs, la SEBJ planifie pour l'été 2013 l'ensemble des travaux de plantations sur les tronçons des chemins d'accès temporaires dans le secteur des biefs amont et aval, à l'exception de ceux que les utilisateurs auront jugé opportun de conserver pour faciliter leurs activités sur leur territoire.

Référence :

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Mistissini

Intervenant : James Voyageur - Utilisateur du terrain de trappage M26
(Frère du maître de trappage Marco Voyageur)

Objet du commentaire : *Niveaux hauts du bief amont et ennoisement d'une section nouvellement relocalisée de la piste de motoquad longeant la rivière Misticawissich*

Les utilisateurs ont constaté qu'une courte section de leur piste de motoquad qui avait déjà été modifiée en 2011 était susceptible d'être à nouveau inondée à l'automne 2012.

De plus, les utilisateurs croient que le niveau d'eau maximum atteint en 2012 était plus élevé que ce qui était attendu sur la rivière Misticawissich.

Informations complémentaires :

Niveaux d'eau

Le niveau d'eau maximal du bief amont atteint à l'automne 2012 était à la cote 306,52. Bien qu'élevé, ce niveau était en deçà de la cote maximale prévue dans cette section du bief, soit la cote 306,6 (Réf.1).

Les niveaux d'eau de l'automne 2012 n'étaient pas exceptionnels et se situaient dans la plage normale des variations des niveaux d'eau dans cette section du bief. Ces niveaux observés pourront d'ailleurs être atteints en tout temps dans les années à venir, selon les conditions hydrologiques et météorologiques.

Tronçon inondé de la piste motoquad

Des travaux correctifs avaient été réalisés en 2011 par l'entrepreneur désigné par le maître de trappage dans le but de s'assurer que le tracé de la piste se situerait en dehors de la zone inondée, soit au-dessus de la cote 306,6.

Action :

Des représentants de SEBJ/HQ, accompagnés du maître de trappage ou de son représentant, se rendront sur place au début de la saison de navigation 2013 afin d'évaluer l'état de la piste à l'endroit désigné et, le cas échéant, définir les mesures à prendre.

Référence :

Réf.1 : Page 65 du rapport : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Bilan des mesures d'atténuation et de mise en valeur. Volume 1 - Mistissini*. Juin 2012, 79 p.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Mistissini

Intervenant : Marco Voyageur - Maître de trappage du terrain M26

Objet du commentaire : *Demande d'un déboisement complémentaire d'une grande baie en bordure de la rivière Misticawissich et d'une aire d'accostage*

Informations complémentaires :

Les utilisateurs du terrain M26 avaient déjà demandé le déboisement de cette baie le 30 octobre 2008 pour accéder à une zone de chasse à l'original. L'ampleur des travaux était telle que, pour des raisons économiques, la SEBJ avait refusé. Cependant, la SEBJ proposait au maître de trappage une solution alternative qui fut acceptée, soit :

- le maintien du chemin de construction le long de la Misticawissich, ce dernier longeant et donnant accès à la zone de chasse à l'original ;
- l'installation des ponceaux permanents sur la totalité des cours d'eau présents sur ce chemin ;
- la construction de sections additionnelles de pistes de motoquad permettant de contourner les zones ennoyées du bief ainsi que l'aménagement d'une aire d'accostage.

Ces travaux ont été réalisés par un entrepreneur nommé par le maître de trappage et des correctifs ont été apportés à cette piste en 2011 à la demande du maître de trappage.

Actions :

La SEBJ/HQ ne prévoit aucun travail additionnel car :

- la solution alternative mise en place et acceptée par le maître de trappage répond entièrement à l'engagement de l'entreprise de rendre accessible la zone de chasse à l'original ainsi que l'accès à son campement ;
- la demande de travaux de déboisement additionnels dans la baie et celle d'une nouvelle aire d'accostage au fond de la baie n'améliorent pas significativement l'accès à la zone de chasse à l'original. En effet, l'aire de chasse s'étend sur tout le territoire au nord de la Misticawissich que borde le chemin d'accès maintenu, et ce, depuis l'aire d'accostage existante. De plus, la localisation de l'aire d'accostage à la limite ouest de la baie a été déterminée par l'entrepreneur du maître de trappage (Réf. 1).

Référence :

Réf.1 : Page 67 du rapport : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Bilan des mesures d'atténuation et de mise en valeur. Volume 1 - Mistissini*. Juin 2012, 79 p.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Mistissini

Intervenant : Peter Coonishish-Coon

Objet du commentaire : *Érosion de certaines sections des berges de la rivière Misticawissich dans le bief Rupert amont*

Les utilisateurs ont constaté de l'érosion sur certaines sections des berges de la rivière Misticawissich à la suite de la création du bief et demandent si Hydro-Québec/SEBJ envisagent d'effectuer des travaux de stabilisation.

Informations complémentaires :

Érosion des berges des biefs

Hydro-Québec avait prévu dans l'étude d'impact que les berges de sable à pente moyenne et forte, comme on en retrouvait le long de la portion inondée de la rivière Misticawissich, allaient subir l'effet de l'érosion par la vague, déstabilisant les talus naturels et entraînant l'éboulement successif des sables. On y mentionnait également que ce phénomène se poursuivrait jusqu'à l'atteinte à moyen et long terme de la pente d'équilibre.

L'impact d'un tel phénomène a été jugé de faible intensité et aucune mesure d'atténuation n'a été retenue (Réf.1).

Action :

La SEBJ/HQ n'a prévu aucun ouvrage de stabilisation des rives des biefs Rupert sensibles à l'érosion par les vagues.

Référence :

Réf.1 : Pages 10-3 à 10-10 du rapport : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION. 2004. *Centrales de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Étude d'impact sur l'environnement. Volume 2 - Chapitres 10 à 12.* Décembre 2004, Pagination multiple.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population criée

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Mistissini

Intervenant : James Voyageur - Utilisateur du terrain de trappage M26

(Frère du maître de trappage Marco Voyageur)

Objet du commentaire : *Hutte de castor active en bordure des biefs*

À l'automne 2012, les utilisateurs ont observé la présence d'une nouvelle hutte de castors en bordure de la rivière Misticawissich, à l'intérieur de la zone de marnage du bief. Avec la hausse des niveaux d'eau observée en octobre, ils s'inquiètent du comportement des castors et de la survie des jeunes de l'année. Ils se demandent quelle action entreprendre : laisser faire ou procéder au trappage.

Informations complémentaires :

Bien que les variations interannuelles du bief Rupert amont prévues soient de 2,5 m, dans cette portion du bief, les variations annuelles sont plutôt de l'ordre de 1,5 m.

Les variations annuelles et interannuelles des niveaux d'eau du bief Rupert amont s'apparentent à celles qui caractérisaient les lacs Boyd et Sakami avant la dérivation Rupert. Or, lors des inventaires des huttes de castors effectués en 2008 et 2009 en vue du trappage intensif, on a répertorié plus de 150 huttes de castors actives en bordure de ces plans d'eau (Réf. 1 à 3).

À partir de constat, on peut présumer que le castor s'adapte à des fluctuations telles qu'on les rencontre dans les secteurs de la rivière Misticawissich et du bief Rupert amont et que sa survie n'est pas compromise.

Il revient donc aux utilisateurs de trapper ou non les castors de la hutte observée.

Actions :

Aucun nouveau programme de trappage n'est prévu par la SEBJ/HQ. Le programme de trappage intensif dans le secteur des biefs a été réalisé tel que prévu au cours des trois années précédant leur mise en eau conformément aux engagements du certificat d'autorisation et tel que convenu avec chacun des maîtres de trappage.

Un inventaire de la population de castor sur les rives des biefs Rupert est prévu à l'automne 2014 en compagnie des maîtres de trappage.

Références :

Réf. 1 - Pages 11 et 19 du rapport : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Bilan des mesures d'atténuation et de mise en valeur. Volume 5 - Wemindji*. Juin 2012, 77 p.

Réf. 2 - DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Inventaire du castor. Automne 2008. Lacs Boyd et Sakami, biefs Rupert, section à débit réduit de la rivière Rupert. Rapport d'activités*.

Réf. 3 - DEL DEGAN, MASSÉ ET ASSOCIÉS. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Inventaire du castor. Septembre 2009. Biefs Rupert, section à débit réduit de la rivière Rupert, lacs Boyd et Sakami. Rapport d'activités. 24 p. et annexe*.



Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population crie - Novembre 2012

Complément d'information

Section 2 - Nemaska





**PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE NEMASKA**
Mise en contexte

<u>DATE ET HEURE</u>	Le jeudi 8 novembre 2012; 19 h 40 à 1 h 28	
<u>LIEU</u>	Gymnase de Nemaska (Nemaska Sports Complex)	
<u>ASSISTANCE</u>	Environ 35 personnes (au plus fort) ont assisté à cette séance	
<u>MÉDIAS</u>	Aucun	
<u>ÉQUIPE HQ/SEBJ</u>	Panel : Céline Belzile, porte-parole René Dion André Tessier Johnny Saganash Lloyd Mayappo Gestion : Jean Matte et Philippe Mora	Personnes-ressources : Réal Courcelles Réjean Gagnon Pierre Vaillancourt Michel Traversy Nicolas Noell Jimmy Lavoie
<u>ÉQUIPE COMEX</u>	Pierre Mercier, président Philip Awashish Daniel Berrouard Brian Craik Robert Lemieux	Personnes-ressources : Pierre-Michel Fontaine Marie-Michèle Tessier
<u>RÉSUMÉ DE LA SÉANCE</u>	<p>Les intervenants étaient des maîtres de trappage ou des membres de leur entourage/famille. Dix-sept (17) personnes sont intervenues au micro; total de 18 questions/sous-questions.</p> <p>La soirée a commencé par une présentation du chef Matthew Wapachee au cours de laquelle il a demandé aux membres de sa communauté d'exprimer leurs sentiments par rapport au projet. Il a parlé d'un processus de guérison (healing) et d'adaptation à la nouvelle réalité.</p> <p>La plupart des participants ont répondu à l'appel par des témoignages personnels qui comportaient peu de questions, mais faisaient référence à de nombreux changements qu'ils ont perçus sur le territoire au cours des dernières années.</p>	
<u>PRINCIPAUX SUJETS D'INTERVENTIONS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le poisson et les sites de pêche ➤ La chasse à l'oie ➤ La qualité de l'eau ➤ Les niveaux d'eau et la navigation ➤ L'accès au territoire et l'entretien des pistes de motoquad ➤ Les conflits familiaux ➤ La sécurité des ouvrages 	



PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE NEMASKA
Mise en contexte

<u>MAÎTRES DE TRAPPAGE</u>	Présents : <ul style="list-style-type: none">➤ Kenny Jolly, R21➤ Luke Tent, R18➤ Walter Jolly, N25➤ Matthew Wapachee (aussi chef de la communauté et président de la Corporation Weh-Sees Indohoun), R19➤ Neil Wapachee, R17➤ Représentants de la famille Moar, N24➤ Sam Mettaweskum, N24A➤ James Wapachee, R20➤ Charles Cheezo, R16	Absents : <ul style="list-style-type: none">➤ Andrew Brien, M33➤ Abel Wapachee, N23
<u>AUTRES PRÉSENCES À SOULIGNER :</u>	➤ Lawrence Jimiken, représentant cri de Nemaska au Monitoring Committee	
<u>ENGAGEMENTS</u>	➤ Aucun	

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population criée

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Nemaska

Intervenant : Kenny Jolly – Maître de trappage du terrain R 21

Objet du commentaire : *Navigabilité du rapide du PK 285 de la Rupert*

M. Jolly explique qu'il a descendu le rapide du PK 285 en embarcation à moteur et qu'il a eu peur à cause du ressaut créé par la présence de roches dans le passage qu'il a emprunté. Il demande si ces roches peuvent être enlevées.

Informations complémentaires :

Dans le cadre du suivi des conditions de navigation sur la Rupert réalisé en 2010 et auquel a participé le maître de trappage, le rapide du PK 285,5 a été caractérisé en embarcation à moteur et déclaré non navigable, bien qu'un corridor en rive nord est praticable.

Dans une entrevue réalisée en octobre 2012 pour les fins du suivi des conditions de navigation, M. Jolly a décrit la situation ainsi : *"There are new rapids at KP 285-286 since the diversion but even before, it was a little rough and shallow there. Bigger rocks are exposed. Boats cannot go into a straight line there anymore. Now the northern shore is used as a natural portage since it is more exposed due to the lower water level. They can drag their canoes along the shore."*

En somme, il existe un passage praticable mais difficile. Au besoin, les embarcations peuvent être hâlées à partir de la berge. Dans ces conditions, aucun nouveau portage n'a été aménagé. Rappelons par ailleurs que le prolongement de la route d'accès au PK 290 par un sentier motoquad jusqu'au PK 279 a été réalisé à la demande des maîtres de trappage riverains pour leur faciliter l'accès au cours aval de la rivière, le tronçon du PK 290 au PK 280 étant ponctué de plusieurs (4) rapides et portages (3).

Action :

Aucune intervention en rivière n'est prévue pour modifier les conditions de navigation dans le rapide.

Référence :

GENIVAR. 2011. Suivi des conditions de navigation. Secteur des rivières Rupert, Lemare et Nemiscau 2010. lots 2 à 4. Décembre 2011. 103 p. et annexes.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Nemaska

Intervenant : Johnny Trapper - Utilisateur du terrain R16

Objet du commentaire : *Présence de grosses roches sous le pont du PK 24 de la rivière Nemiscau qui gênent la navigation*

L'intervenant se plaint que des grosses roches ont roulé dans le rapide sous le pont qui enjambe la rivière Nemiscau au PK 24 lors de la construction de l'ouvrage. Ces roches rendent difficile le passage des embarcations.

Informations complémentaires :

Ce problème a été rapporté à la SEBJ à l'été 2011 par feu Sam Cheezo, l'ancien maître de trappage du terrain R16.

Profitant de la présence de machinerie dans le secteur à l'été 2012, la SEBJ a procédé au retrait des roches en présence du nouveau maître de trappage (Charles Cheezo).

Action :

Aucune.

Référence :

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population criée

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Nemaska

Intervenants : John-Henry Wapachee (R18), Samuel Rabbitskin et Winnie Moar (N24)

Objet du commentaire : *Déversement du débit réservé printanier et interférences avec des sites de chasse à l'oie*

Les utilisateurs qui pratiquent la chasse à l'oie au printemps se plaignent que le relâchement du débit réservé sur la Rupert a pour effet d'inonder rapidement les platiers, de faire fuir les oies et d'envoyer leurs appelants et caches, ce qui les force à déplacer rapidement et dans certains cas, à quelques reprises, leurs installations plus haut sur la rive.

Informations complémentaires :

L'abaissement des niveaux d'eau dans les secteurs où ils ne sont pas maintenus par des ouvrages hydrauliques a eu pour effet d'exonder des platiers dont une grande proportion a été ensemencée, ce qui les rend attrayantes pour les bernaches en migration. Les niveaux d'eau étant plus bas qu'ils ne l'étaient en conditions naturelles, plusieurs chasseurs se sont installés plus loin de la rive et ont été surpris, principalement en 2011, par la montée des eaux suite à l'ouverture de l'ouvrage de débit réservé de la Rupert. L'étude d'impact du projet prévoyait que les chasseurs auraient à s'adapter aux nouvelles conditions de chasse sur la rivière. L'Entente sur la réappropriation du territoire leur offrira, au besoin, un soutien pour développer des stratégies de chasse adaptées à ces conditions.

Les utilisateurs de la rivière ont demandé que le déversement du débit réservé soit reporté de quelques jours pour favoriser la chasse à l'oie.

Cette demande a été soumise aux membres du Comité de suivi et à ceux du Comité de gestion de la rivière Rupert. Après une analyse des avantages et des inconvénients, ces derniers ont convenu de ne pas modifier le régime de débit réservé écologique pour l'instant. En effet, depuis 2010, les suivis sur le milieu aquatique et le poisson ont montré que le régime de débits réservés atteint ses objectifs.

Action :

Aucune.

Référence :

CONSORTIUM WASKA GENIVAR, 2012. *Suivi de l'utilisation du territoire par les Cris 2010-2011*. Pagination multiple et annexes.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Nemaska

Intervenant : Luke Tent – Maître de trappage R 18, Winnie Moar N 24

Objet du commentaire : *Ennoiment permanent de sites de chasse à l'oie en amont des seuils des PK 170, 223 et 290*

À l'amont des seuils, les niveaux d'eau sont trop hauts avant et pendant la crue printanière, entraînant l'ennoiment permanent de rives et d'herbiers autrefois exposés à la fin de l'hiver et qui constituaient des zones d'attrait pour les oies en migration.

Informations complémentaires :

Durant l'hiver et au printemps avant l'augmentation du débit réservé, le niveau d'eau à l'amont des seuils jusqu'à la section cible se maintient légèrement sous le niveau moyen d'été (août-septembre). Ce niveau est supérieur à celui observé en conditions naturelles avant la crue (étiage d'hiver). Ainsi, plusieurs sites fréquentés par les oies en migration (rives exposées, embouchures de tributaires, herbiers ceinturant les îles) sont aujourd'hui ennoyés en permanence.

Cette situation a été discutée avec divers maîtres de trappage en 2011 et lors d'une assemblée publique en janvier 2012 à Nemaska. Pour aider les utilisateurs à trouver de nouveaux sites de chasse, la SEBJ a étendu à la période de chasse à l'oie le programme de subvention à la navigation et à la pêche. De plus, diverses mesures d'atténuation ont été réalisées ou sont en voie de l'être par les utilisateurs. Des abris ont également été offerts à la famille Moar pour faciliter la fréquentation d'un site de chasse sur la rivière à la Martre mais la famille n'a pas donné suite à ce jour.

Terrain	Mesure
R16	Construction d'un abri au PK 169 près d'un nouveau site de chasse, déboisement d'aires d'approche à l'embouchure de tributaires et près de tourbières sur le lac Nemiscau
R18	Déboisement d'aires d'approche près d'un étang aménagé dans un banc d'emprunt ainsi qu'à l'embouchure d'un tributaire, construction d'un sentier motoquad pour accéder au tributaire
N24	Déboisement d'aires d'approche près d'une tourbière et construction d'un sentier de motoneige pour accéder au site près du PK 235
R21	Construction d'un abri près d'un nouveau site de chasse au PK 279

Action : Poursuivre la recherche de solutions avec la famille Moar quant à la chasse à l'oie printanière.

Référence :

HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Bilan des mesures d'atténuation et de mise en valeur. Volume 2 - Nemaska*. Juin 2012, 141 p.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Nemaska

Intervenant : Stella Moar (N24), Matthew Tanoush

Objet du commentaire : *Modification de la qualité de l'eau de la Rupert*

De l'avis de plusieurs utilisateurs, la qualité de l'eau de la Rupert s'est dégradée depuis la dérivation. Certains voudraient que des puits soient aménagés notamment au Vieux-Nemaska.

Informations complémentaires :

Compte tenu des inquiétudes exprimées par les utilisateurs en avant-projet relativement à l'évolution de la qualité de l'eau de la Rupert après la dérivation partielle, 22 stations d'échantillonnage ont été établies avec les maîtres de trappage et autres utilisateurs là où ils prélèvent leur eau dans la Rupert et la Nemiscau. La méthode d'échantillonnage et les paramètres mesurés (turbidité, couleur, matière en suspension) ont été expliqués aux participants et les résultats des analyses à l'état de référence leur ont été remis. De plus, des efforts particuliers de vulgarisation des résultats ont été réalisés par le biais de bulletins d'information.

Le suivi de la qualité de l'eau effectué en 2010 montre que, pour la portion de la Rupert comprise dans le territoire de Nemaska, les valeurs obtenues pour les trois paramètres retenus sont très similaires à celles de l'état de référence. Ces résultats ont été remis en main propre et expliqués à chacun des maîtres de trappage concernés, comme on s'y était engagé dans l'étude d'impact (Réf. 1 et 2).

Quant à la préoccupation relative à l'alimentation en eau au site du Vieux Nemaska, l'Entente de réappropriation pourrait être utilisée pour améliorer la situation si la communauté de Nemaska le souhaite.

Action :

Aucune.

Références :

Réf. 1 - WASKA RESSOURCES. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la qualité de l'eau des rivières Rupert et Nemiscau. 44 p. et ann.*

Réf. 2 - WASKA RESSOURCES. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la qualité de l'eau des rivières Rupert et Nemiscau. 33 p. et ann.*

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Nemaska

Intervenant : James Wapachee, maître de trappage R 20

Objet du commentaire : *Piètre état du sentier motoquad menant au lac Theilhard (3,6 km)*

M. Wapachee se plaint que le sentier présente une faible capacité portante dans une section construite sur tourbière. Il souhaiterait que le sentier soit recouvert de gravier. Une passerelle de bois installée dans la tourbière a également été construite trop près de la surface de l'eau.

Informations complémentaires :

Le maître de trappage a établi le tracé du sentier, s'est vu confier sa construction et a choisi de sous-traiter le contrat à un entrepreneur de son choix. Il n'était pas présent au moment de la réalisation des travaux. Le guide de construction prévoyait la mise en place d'un radier de bois dans les zones de faible capacité portante, ce qui n'a pas été fait. À noter que le déboisement du sentier a été réalisé à l'aide d'une déchiqueteuse, ce qui n'a pas permis la récupération de billes de bois (Réf. 1).

Une fois le projet terminé, le maître de trappage a accepté les travaux tels que réalisés.

Action :

La SEBJ ne compte pas apporter de correctifs au sentier.

Référence :

Réf. 1 - HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Bilan des mesures d'atténuation et de mise en valeur. Volume 2 - Nemaska*. Juin 2012, 141 p.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population criée

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Nemaska

Intervenant : Walter Jolly – Maître de trappage du lot N25

Objet du commentaire : *Modification des conditions dans le bras Sipastikw et conséquences sur la fraie de l'esturgeon jaune à sa confluence avec la Rupert, au PK 281*

Le maître de trappage a maintes fois rapporté qu'historiquement les esturgeons fréquentaient la confluence du bras Sipastikw et de la Rupert durant la saison printanière. Il exprime sa préoccupation quant à la réduction des apports dans ce bras où l'esturgeon fraie en rive et où une pêche traditionnelle au harpon a déjà été pratiquée.

Informations complémentaires :

Le bras Sipastikw est un embranchement de la Rupert dont la connexion amont se trouve au PK 287 et dont l'exutoire se trouve au PK 281. Depuis la dérivation partielle, le lien hydraulique avec la Rupert au PK 287 n'existe plus et conséquemment l'apport de ce canal au PK 281 a beaucoup diminué, se limitant aux apports de petits tributaires.

Au bras Sipastikw, des observations réalisées entre 2007 et 2009, avant la dérivation, montrent que l'attrait de ce bras pour la fraie en rive de l'esturgeon était très variable (présence irrégulière de géniteurs). Le réchauffement plus hâtif des eaux du bras Sipastikw pouvait favoriser la présence d'esturgeons en rive et permettait la pêche traditionnelle au harpon.

Depuis la dérivation partielle de la Rupert, il apparaît que les nouvelles conditions de fraie et le programme de débit écologique printanier ont permis le maintien de la production larvaire totale d'esturgeons dans ce secteur. Cependant, les sites de fraie qui étaient en rive auparavant se seraient déplacés vers le centre de la rivière Rupert. Ainsi, la pêche au harpon en rive ne serait plus possible dans ce secteur.

Actions :

Le suivi de la dérive larvaire et de l'utilisation des frayères à esturgeon dans la Rupert se poursuit jusqu'en 2014. De plus, le maître de trappage peut compter sur l'aide technique des représentants cris et d'Hydro-Québec sur le Comité de suivi pour l'aider à identifier des mesures appropriées.

Enfin, l'Entente sur la réappropriation permet au maître de trappage de soumettre un projet en lien avec le maintien de ses activités de pêche traditionnelle dans ce secteur.

Références :

Réf. 1 : Pages 11-100 du rapport : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION. 2004. *Centrales de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Étude d'impact sur l'environnement. Volume 2 - Chapitres 10 à 12.* Décembre 2004, Pagination multiple.

Réf. 2 : Environnement Illimité Inc. 2011. *Dérive larvaire de l'esturgeon jaune dans la rivière Rupert (secteur à débit réduit)* Rapport d'étude 2010. 65 p. et ann.

Réf. 3 : Environnement Illimité Inc. 2012. *Dérive larvaire de l'esturgeon jaune dans la rivière Rupert (secteur à débit réduit)* Rapport d'étude 2011. 63 p. et ann.



Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert

Consultations de la population crie - Novembre 2012
Complément d'information

Section 3 - Waskaganish





PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE WASKAGANISH
Mise en contexte

<u>DATE ET HEURE</u>	Le jeudi 22 novembre 2012; 16 h 35 à 00 h 15	
<u>LIEU</u>	Waskaganish Gathering Place	
<u>ASSISTANCE</u>	Près de 50 personnes (au plus fort) ont assisté à cette séance	
<u>MÉDIAS</u>	Représentant de la radio locale	
<u>ÉQUIPE HQ/SEBJ</u>	Panel : Céline Belzile, porte-parole René Dion André Tessier Johnny Saganash Lloyd Mayappo Gestion : Jean Matte et Philippe Mora	Personnes-ressources : Réal Courcelles Réjean Gagnon Pierre Vaillancourt Nicolas Noell Michel Traversy
<u>ÉQUIPE COMEX</u>	Pierre Mercier, président Philip Awashish Daniel Berrouard Brian Craik Robert Lemieux	Personnes-ressources : Pierre-Michel Fontaine Marie-Michèle Tessier
<u>RÉSUMÉ DE LA SÉANCE</u>	Les interventions, souvent des témoignages personnels, étaient toutes liées à la dérivation de la Rupert et non au complexe La Grande comme ce fut le cas dans d'autres communautés. Trois des huit maîtres de trappage concernés étaient présents dont deux ont témoigné. Mentionnons la présence de Luke Tent et de Walter Jolly, deux maîtres de trappage de Nemaska. Vingt-et-une (21) personnes ont fait 24 interventions au micro.	
<u>PRINCIPAUX SUJETS D'INTERVENTIONS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les changements relatifs au mode de vie traditionnel des Cris et à la faune ➤ L'importance de la rivière Rupert dans la communauté et la culture crie de Waskaganish ➤ La transmission du savoir traditionnel aux jeunes et l'avenir des jeunes ➤ La participation des Cris au projet ➤ Les programmes d'aide existants et la nouvelle Entente de réappropriation ➤ L'importance de maintenir la collaboration entre Hydro-Québec et la communauté ➤ Le castor ➤ Le poisson ➤ La chasse à l'oie ➤ Les niveaux d'eau et les conditions de glace dans l'estuaire 	



PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE WASKAGANISH
Mise en contexte

<u>MAÎTRES DE TRAPPAGE</u>	Présents : <ul style="list-style-type: none">➤ Sanders Weistche, N2➤ Allan Georgekish, N1➤ Jacob Erless, R4➤ Famille Hester, N9	Absents : <ul style="list-style-type: none">➤ Willard Stephen, R5➤ Clarence Cowboy, R11➤ Dondus Hester, R12➤ Gordon Blackned, R13
<u>AUTRES PRÉSENCES À SOULIGNER :</u>	<ul style="list-style-type: none">➤ Matthew Coon Come, grand chef, Grand Conseil des Cris➤ John Paul Murdoch, secrétaire exécutif, Grand Conseil des Cris➤ Ryan Erless, représentant du Chef de la communauté➤ Bert Moar, directeur, Cree Trappers Association➤ Luke Tent, maître de trappage du terrain R18 à Nemaska➤ Walter Jolly, maître de trappage du terrain N25 à Nemaska➤ Marc Dunn, représentant de Niskamoon	
<u>ENGAGEMENT</u>	<ul style="list-style-type: none">➤ Rencontrer le maître de trappage Luke Tent (R18) de Nemaska	

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population crie

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Waskaganish

Intervenant : James Jonah - Maître de trappage d'un terrain non touché par le projet

Objet du commentaire : *Effet du projet sur le niveau de la rivière Pontax - Présence d'ouvrages sur la Pontax*

Le maître de trappage croit que des ouvrages ont été installés dans le bassin versant de la rivière Pontax, ce qui aurait occasionné un abaissement du niveau d'eau.

Informations complémentaires :

Aucun ouvrage installé dans le bassin de la rivière Pontax

La superficie du bassin versant de la Pontax est de 8 135 km² et aucun ouvrage de retenue ou de dérivation, associé au projet Rupert, n'a été implanté à l'intérieur de ce bassin.

Influence des ouvrages de dérivation de la Nemiscau sur le débit de la Pontax

Au niveau du lac Caumont, une partie des eaux de la rivière Nemiscau s'écoule en direction du lac Champion qui constitue le lac de tête du bassin versant de la rivière Pontax. On estime à environ 19 % le volume moyen annuel d'eau de la rivière Nemiscau s'écoulant en direction de la Pontax via le lac Champion.

Les trois ouvrages installés sur les cours d'eau alimentant la rivière Nemiscau, soit Arques, Nemiscau-1 et Nemiscau-2, ont été dotés de structures qui permettent de restituer à la rivière les apports moyens annuels (15,9 m³/s) de la portion du bassin versant (905 km²) se trouvant en amont des ouvrages. De plus, ces trois ouvrages sont opérés de manière à reproduire à l'aval, tout au long de l'année, l'hydrogramme moyen naturel dans la rivière Nemiscau (Réf. :1). Il ne faut pas oublier qu'aux apports régularisés issus des ouvrages de débits réservés s'ajoutent ceux du bassin versant compris entre ces ouvrages et le lac Caumont, soit une superficie de 1 670 km² (module de $\pm 28,9$ m³/s).

Les observations faites par les utilisateurs de la rivière Pontax concernant les niveaux bas de la rivière depuis la fin 2009 sont justes mais explicables non pas par la mise en service des ouvrages de la dérivation Rupert mais par des conditions météorologiques particulières.

En effet, les années 2010 à 2012 ont été marquées par des périodes prolongées de très faibles précipitations estivales. Elles ont donné lieu à des débits et niveaux très faibles non seulement sur la rivière Pontax mais également sur toutes les autres rivières de la région dont, entre autres, les rivières Nottaway et Broadback (voir les quatre figures suivantes).

Ces conditions climatiques se résument ainsi :

- à l'hiver 2009-2010, des précipitations extrêmement faibles et une fonte et une crue de printemps très hâtives et de courte durée se traduisant par des apports naturels qui, sur l'ensemble des bassins versants du territoire, ont été parmi les plus faibles jamais enregistrés ;
- à l'été 2011, une crue très forte jusqu'à la fin juin, suivi d'un été très sec avec à nouveau des apports faibles.

En ce qui concerne les niveaux au lac Champion, on constate que, exception faite de l'année 2010, les fluctuations du niveau de ce lac se situent à l'intérieur de la gamme de fluctuations qui ont caractérisé les années 2002 à 2009, avant la dérivation Rupert.

Référence :

Réf. 1 : Page 12 du rapport : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Bilan des mesures d'atténuation et de mise en valeur. Volume 3 - Waskaganish*. Juin 2012, 104 p.

Figure 1

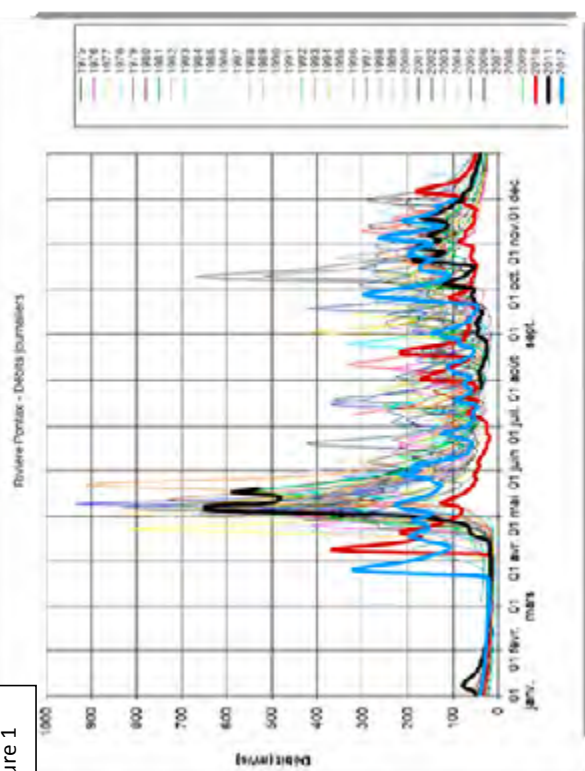


Figure 3

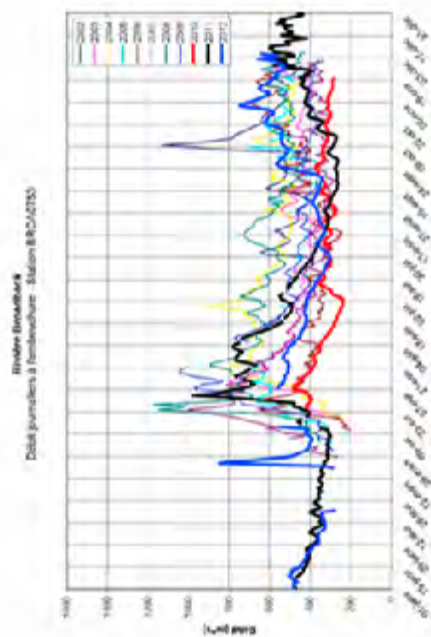


Figure 2

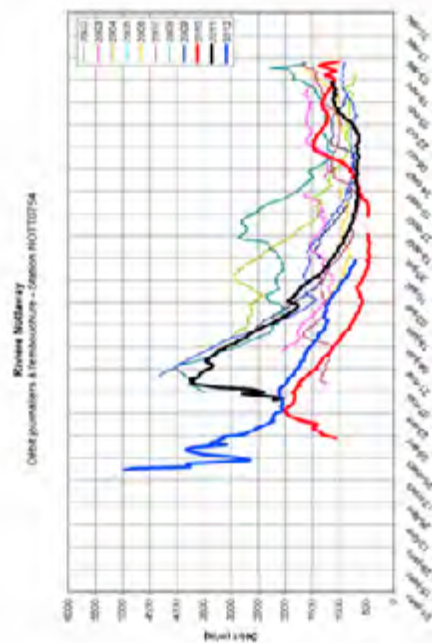
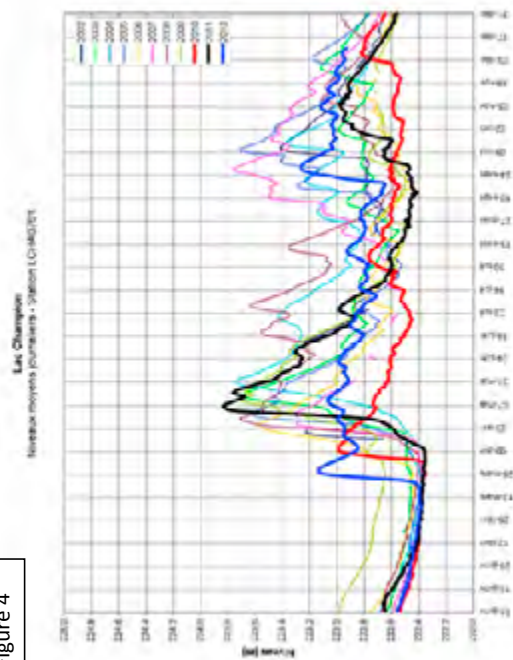


Figure 4



Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Waskaganish

Intervenant : Walter Hester

Objet du commentaire : *Modification de la couverture de glace dans l'estuaire de la Rupert*

L'intervenant souligne que, depuis la dérivation, la couverture de glace dans l'estuaire de la Rupert a changé et il est préoccupé par la sécurité de l'accès à la rive nord.

Informations complémentaires :

Dans le cadre du suivi sur l'utilisation du territoire, des modifications locales de la couverture de glace ont été mentionnées dans l'estuaire de la rivière Rupert notamment le long de la rive nord (PK 0 à 4) à cause de l'abaissement du niveau d'eau à marée basse. Ces modifications n'entravent toutefois pas les déplacements en motoneige (Réf. 1 à 4).

Relativement à l'accès à la rive nord en motoneige au droit de Waskaganish, aucun problème particulier n'a été rapporté. Depuis plusieurs années, la communauté de Waskaganish fait le marquage de cette traversée et dès l'hiver 2008, une formation a été donnée par la SEBJ à du personnel local sur la méthode d'évaluation de la qualité de la couverture de glace. Ces personnes ont participé depuis aux campagnes d'échantillonnage de la couverture de glace le long de cette traversée réalisées dans le cadre du programme de suivi de la couverture de glace de la Rupert. Les résultats des échantillonnages ont été transmis à la communauté mensuellement et affichés au Conseil de bande et dans les locaux de l'Association des trappeurs. Ce sont cependant des intervenants locaux qui déterminent quand la traversée est ouverte ou fermée aux motoneigistes.

En 2011 et 2012, la traversée a été ouverte à la circulation en motoneige dès le début décembre et les résultats des relevés au site d'échantillonnage montrent que l'épaisseur de la glace croît régulièrement au cours de l'hiver pour atteindre en moyenne plus de 60 cm à la mi-mars.

Action :

Aucune.

Références :

Réf. 1 - AECOM TECSULT. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace (hiver 2009-2010)*. 51 p. et ann.
Réf. 2 - GROUPE-CONSEIL LASALLE INC. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2010-2011*. 82 p. et ann.
Réf. 3 - GROUPE-CONSEIL LASALLE INC. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2011-2012*. 121 p. et ann.
Réf. 4 - Consortium Waska Genivar, 2012. Suivi de l'utilisation du territoire par les Cris 2010-2011, Pagination multiple et annexes.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population criée
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Waskaganish

Intervenant : Ian Diamond

Objet du commentaire : *Modification de la couverture de glace dans la baie de Rupert*

Selon l'intervenant, suite à la réduction de débit dans la Rupert, la couverture de glace à l'interface entre la baie et la rivière serait humoquée rendant les déplacements plus difficiles.

Informations complémentaires :

Les observations réalisées dans le cadre du suivi de la couverture de glace dans la baie corroborent la description de la dynamique des glaces exposée dans l'étude d'avant-projet. Celle-ci est avant tout contrôlée par la température de l'air, les courants de marée et les vents et n'est pas affectée par la dérivation partielle de la Rupert (Réf. 1 et 2).

La mise en place de la couverture de glace dans la baie de Rupert s'amorce par la formation d'une bande de glace côtière de quelques centaines de mètres de largeur sur les estrans où les courants faibles permettent la formation rapide d'une glace lisse.

Au large de cette bande, la glace en formation est constamment en mouvement au début de l'hiver sous l'effet combiné du vent et des marées. Les vents d'ouest poussent la glace et l'accumulent en hummocks contre la bande côtière déjà formée. Ce mécanisme se poursuit tant que l'amplitude de la marée n'est pas réduite par la formation de la banquise côtière dans la baie James. Les glaces dérivant au centre de la baie de Rupert s'immobilisent et forment un champ de glace qui n'est jamais lisse du fait de son mode de formation.

Action :

Aucune.

Références :

Réf. 1 - AECOM TECSULT. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace (hiver 2009-2010)*. 51 p. et ann.

Réf. 2 - GROUPE-CONSEIL LASALLE INC. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2010-2011*. 82 p. et ann.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population crie

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Waskaganish

Intervenant : Ian Diamond

Objet du commentaire : *Construction d'un seuil au PK 5*

L'intervenant croit nécessaire la construction d'un ouvrage hydraulique au PK 5 pour rehausser les niveaux d'eau à l'amont et faciliter la navigation.

Informations complémentaires :

La réduction des débits dans la Rupert a rendu plus difficile la navigation dans la section de la rivière comprise entre les PK 5 et 20. Toutefois, en collaboration avec le maître de trappage du terrain R11, des passages navigables ont pu être identifiés dans les sections les plus difficiles. À l'été 2012, un balisage de ces corridors a été réalisé par la communauté avec l'aide de la SEBJ. Ce balisage a été apprécié des utilisateurs. Signalons que l'Entente sur la réappropriation comprend des fonds pour la mise en place annuelle de ce balisage (Réf. 1).

De plus, les trois campements situés dans ce tronçon de la rivière ont été relocalisés en 2012 pour pallier aux difficultés d'approche de la rive en embarcation.

Actions :

Aucune.

Référence :

Réf. 1 - GENIVAR. 2011. *Suivi des conditions de navigation. Secteur des rivières Rupert, Lemare et Nemiscau 2010. Lots 2 à 4. Décembre 2011.* 103 p. et annexes.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Waskaganish

Intervenant : James Jonah (maître de trappage de R9) et autres

Objet du commentaire : *Accès à l'aide ou aux fonds pour les utilisateurs qui se disent impactés mais dont les terrains de trappage ne bordent pas la rivière Rupert*

Informations complémentaires :

Les fonds issus des conventions et ententes entre Hydro-Québec et les Cris sont gérés par deux sociétés :

- la Société Eeyou de la Baie James ;
- la Société Niskamoon.

Les deux sociétés considèrent que tous les Cris sont impactés par le développement hydroélectrique qui a lieu sur le territoire de la Baie James depuis 1975.

Société Eeyou de la Baie James

La Société Eeyou de la Baie James, créée en 1987 dans la foulée de la *Convention La Grande 1986*, a succédé à la SOTRAC, issue de la *Convention de la Baie James et du Nord-Québécois*. Au 31 mars 2012, le capital de cette société s'élevait à plus de 175 M\$ et elle avait versé pour le bénéfice de tous les Cris et communautés cries plus de 330 M\$ depuis sa création.

Société Niskamoon

La Société Niskamoon gère les fonds issus des conventions et ententes suivantes :

- *Convention Opimiscow*
- *Convention Nadoshtin*
- *Convention Boumhounan*
- *Convention sur le mercure (2001)*
- *Entente concernant l'emploi des Cris*
- *Convention concernant une nouvelle relation entre Hydro-Québec/SEBJ et les Cris de Eeyou Istchee*
- *Entente concernant la réappropriation du territoire visé par le projet de l'Eastmain-1-A/Sarcelle/Rupert*

Depuis 2002, plus de 280 M\$ ont été versés pour le bénéfice des Cris et des communautés cries.

Il est à noter que le fonds Hydro-Québec/Eeyou issue de la *Convention concernant une nouvelle relation entre Hydro-Québec/SEBJ et les Cris de Eeyou Istchee* est indexé et versé annuellement tant et aussi longtemps que le complexe La Grande sera en opération pour le bénéfice de tous les Cris et de toutes les communautés cries.

Le fonds d'utilisation continue et de réappropriation issu de l'*Entente concernant la réappropriation du territoire visé par le projet de l'Eastmain-1-A/Sarcelle/Rupert* est indexé annuellement et est versé pour le bénéfice des Cris et des communautés cries de Waskaganish, Nemaska et Mistissini, tant et aussi longtemps que la dérivation Rupert sera en opération.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population crie

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Bien que la société Niskamoon considère que tous les Cris de la Baie James sont impactés par le développement hydroélectrique, elle distingue :

- *les terrains de trappage directement impactés, soit :*
tout terrain de trappage qui accueille une infrastructure physique d'Hydro-Québec comme par exemple : réservoir, barrage, digue, route, ligne, poste, station hydrométrique, rivière à débit augmenté, rivière à débit réduit etc. ;
- *les terrains de trappage indirectement impactés, soit :*
tous les autres terrains de trappage qui n'ont pas dans leurs limites des infrastructures d'Hydro-Québec.

Dans sa prise de décision à l'effet d'accepter ou non un projet soumis par un utilisateur cri du territoire, la Société Niskamoon donne préséance aux trappeurs directement impactés. Ceux qui sont indirectement impactés voient leurs projets acceptés lorsqu'il reste suffisamment de fonds.

En conclusion :

- *Tous les Cris et toutes les communautés cries ont pu bénéficier de plus de 600 M\$ de projets de toutes sortes, financés à même les Fonds provenant d'Hydro-Québec.*
- *Tous les Cris et toutes les communautés cries continueront de recevoir de tels bénéfices tant et aussi longtemps que les installations d'Hydro-Québec seront en opération.*

Action :

Aucune.

Référence :



Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert

Consultations de la population crie - Novembre 2012

Complément d'information

Section 4 - Eastmain





PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE D'EASTMAIN

Mise en contexte

<u>DATE ET HEURE</u>	Le jeudi 15 novembre 2012; 18 h 30 à 22 h 35	
<u>LIEU</u>	Bureaux du Conseil de bande d'Eastmain	
<u>ASSISTANCE</u>	Près de 25 personnes (au plus fort) ont assisté à cette séance	
<u>MÉDIAS</u>	Aucun	
<u>ÉQUIPE HQ/SEBJ</u>	Panel : Céline Belzile, porte-parole René Dion André Tessier Johnny Saganash Lloyd Mayappo Gestion : Jean Matte et Philippe Mora	Personnes-ressources : Réal Courcelles Réjean Gagnon Pierre Vaillancourt Nicolas Noell Jimmy Lavoie
<u>ÉQUIPE COMEX</u>	Pierre Mercier, président Philip Awashish Daniel Berrouard Brian Craik Robert Lemieux	Personnes-ressources : Pierre-Michel Fontaine Marie-Michèle Tessier
<u>RÉSUMÉ DE LA SÉANCE</u>	<p>Les intervenants ont posé quelques questions, sur des sujets variés, notamment sur les impacts des projets hydroélectriques pour les terrains côtiers.</p> <p>La soirée a commencé par un court mot de bienvenue du vice-chef de la nation crie d'Eastmain, Johnny Tomatuk, au cours duquel il a remercié les représentants du COMEX et d'Hydro-Québec d'être présents. Il a également souligné que les travaux ont eu des impacts sociaux et environnementaux majeurs sur la communauté et a invité les gens à venir prendre la parole pour exprimer ces impacts.</p> <p>Les intervenants étaient des maîtres de trappage et des usagers du territoire d'Eastmain. Neuf (9) personnes ont témoigné. Leurs interventions, pour la plupart, comportaient peu de questions sur le projet.</p>	
<u>PRINCIPAUX SUJETS D'INTERVENTION</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le manque de fonds pour des travaux correcteurs ➤ La disparité du soutien reçu entre les utilisateurs côtiers et les maîtres de trappage impactés ➤ Les impacts des projets hydroélectriques sur les territoires côtiers et sur les terrains de trappage directement touchés ➤ L'état actuel de la chasse, de la migration des oiseaux et de la faune en général 	



PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE D'EASTMAIN
Mise en contexte

<u>MAÎTRES DE TRAPPAGE</u>	Présents : <ul style="list-style-type: none">➤ Ernie Moses, RE1➤ Roderick Mayappo, VC35➤ Thomas Mayappo, VC34	Absents : <ul style="list-style-type: none">➤ Ted Moses, VC37
<u>AUTRES PRÉSENCES À SOULIGNER :</u>	<ul style="list-style-type: none">➤ Johnny Tomatuk, vice-chef de la nation crie d'Eastmain➤ Marjorie Weapenicappo, présidente de l'Association locale des trappeurs	
<u>ENGAGEMENTS</u>	<ul style="list-style-type: none">➤ Aucun	

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population crie

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Eastmain

Intervenant : Ernie Moses, maître de trappage RE1

Objet du commentaire : *Modification de la couverture de glace sur la rivière Eastmain et perte d'accès à la rive nord*

La mise en service de la centrale de l'Eastmain-1 et plus récemment celle de l'Eastmain-1-A a eu pour effet de modifier la couverture de glace sur le tronçon de la rivière Eastmain en aval des centrales et de rendre impraticables les trajets de motoneige empruntés antérieurement.

Informations complémentaires :

La modification de la couverture de glace sur le tronçon de la rivière Eastmain à l'aval des centrales de l'Eastmain (PK 204) s'est amorcée dès la mise en service de la centrale de l'Eastmain-1 en 2006. Les forts débits turbinés et la hausse de la température de l'eau empêchent la formation du couvert de glace jusqu'aux environs du PK 190. Plus en aval, les conditions de la couverture sont changeantes et la prudence est de mise. Le suivi de la couverture de glace effectué dans le cadre de ce projet a toutefois permis d'établir qu'une traversée de motoneige sécuritaire peut être empruntée dans les environs du PK 170 du réservoir Opinaca (ancien parcours de la rivière Eastmain).

Le maître de trappage a identifié un site de traversée au PK 173 de l'Eastmain. Ce site a été retenu comme lieu d'échantillonnage pour les fins du suivi de la couverture de glace réalisé dans le cadre du projet de l'Eastmain-1-A.

Les relevés effectués entre 2010 et 2012 montrent qu'entre janvier et mars, les épaisseurs de glace au site de cette traversée sont largement sécuritaires (plus de 20 cm) pour la circulation en motoneige. L'exploitation des centrales n'a pas d'effet sur l'épaisseur de la couverture de glace au site de cette traversée (Réf. 1 à 3). Le maître de trappage pourrait également traverser en amont du PK 207.

Actions : Aucune.

Références :

Réf. 1 - AECOM TECSULT. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace (hiver 2009-2010)*. 51 p. et ann.

Réf. 2 - GROUPE-CONSEIL LASALLE INC. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2010-2011*. 82 p. et ann.

Réf. 3 - GROUPE-CONSEIL LASALLE INC. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2011-2012*. 121 p. et ann.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Eastmain

Intervenant : Thomas Mayappo – Maître de trappage du terrain VC34

Objet du commentaire : *Diminution des populations d'oies (bernache du Canada) en bordure du réservoir Opinaca lors des migrations*

Le maître de trappage s'inquiète des impacts du projet sur la faune, notamment sur la population d'oies.

Informations complémentaires :

Lors des inventaires des populations de la bernache du Canada en 2009 et en 2011, au périmètre du réservoir Opinaca, on a observé respectivement plus de 62 000 et 49 000 bernaches en migration au printemps (Ref.1 et 2).

Les changements observés dans le nombre d'individus dénombrés au printemps 2011 seraient causés par la présence importante de glace sur les grands plans d'eau. Ceci a réduit les possibilités d'alimentation et aurait ainsi modifié les axes de déplacements de la bernache dans ce secteur.

De plus, selon le *United States Fish and Wildlife Service*, lequel recense régulièrement les populations de bernaches, celles-ci seraient demeurées à toutes fins utiles identiques, soit plus d'un million d'individus en 2009 et 2011.

Soulignons que le maître de trappage du terrain VC 34 a affirmé lors des entrevues réalisées dans le cadre du suivi de l'utilisation du territoire que la chasse en 2011 avait été meilleure qu'auparavant.

Action :

Le programme de suivi de la bernache du Canada se poursuivra en 2014 et 2021.

Références :

Réf. 1 : AECOM TECSULT. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sauvagine 2009. Inventaire de la bernache du Canada. Périodes de migration printanière et de mue dans les biefs Rupert et le réservoir Opinaca.* 45 p. et ann.

Réf. 2 : KAWESHEKAMI ENVIRONNEMENT INC. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sauvagine 2011. Suivi environnemental en phase exploitation. Inventaire de la bernache du Canada. Rapport préliminaire présenté à Hydro-Québec Production.* 38 p. et ann.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population cri

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Eastmain

Intervenant : Ernie Moses, Maître de trappage du terrain RE1

Objet du commentaire : *Population d'esturgeon jaune de la rivière Eastmain entre les PK 193 et 217*

M. Moses estime que la population d'esturgeon jaune de la rivière Eastmain est en baisse et, selon lui, les frayères aménagées (PK 203 et 207) et la passe migratoire au PK 207 ne sont pas efficaces.

Informations complémentaires :

Population d'esturgeons de la rivière Eastmain

Selon le savoir traditionnel cri, l'esturgeon jaune n'était pas présent dans la rivière Eastmain, en amont de son point de coupure (barrage OA-11), avant la mise en service du détournement Eastmain-Opinaca-La Grande (1984). Les premières mentions d'esturgeons jaunes dans la rivière Eastmain ont été rapportées par des Cris d'Eastmain en 1992 après la création du réservoir Opinaca et ils provenaient alors vraisemblablement de la rivière Opinaca.

Utilisation des frayères à esturgeon

La fermeture complète de la rivière Eastmain au PK 217 dans le cadre du projet de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert a entraîné un assèchement du tronçon de la rivière immédiatement à l'aval du barrage et la perte de la frayère à esturgeon au PK 215 de l'Eastmain. En compensation de la perte de cette frayère, trois frayères à esturgeon ont été aménagées : l'une en amont du seuil du PK 207, située au PK 0,8 de la rivière à l'Eau Claire, les deux autres en aval, soit au pied du seuil (PK 207) et l'autre au PK 203 de l'Eastmain. Les résultats du suivi de ces frayères montrent que l'esturgeon jaune utilise la frayère à l'aval du PK 207. Les deux autres frayères ont été utilisées par différentes espèces de poisson mais pas par l'esturgeon jusqu'à présent.

Efficacité de la passe migratoire du seuil du PK 207

Un suivi de la passe migratoire est effectué durant les périodes libres de glace (mai à octobre) depuis 2007. Dans le cadre de ce suivi, des esturgeons ont été munis d'émetteurs. Les résultats du suivi de cet aménagement ont révélé que l'esturgeon peut franchir la passe mais jusqu'à présent seulement quelques individus marqués l'ont franchie. Il est à préciser que de 2008 à 2010, d'autres espèces ont aussi franchi avec succès la passe migratoire, soit le meunier noir, le meunier rouge, le grand brochet et le doré jaune. Par contre, il est probable que, suite à la mise en service de la centrale de l'Eastmain-1-A, les niveaux d'eau à l'aval de la passe migratoire seront plus élevés et rendront plus facile le franchissement de la passe par l'esturgeon.

Action : Le suivi de la passe migratoire du PK 207 se poursuivra jusqu'en 2016.

Référence :

Environnement Illimité Inc. 2011. Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert – Suivi de l'esturgeon jaune au PK 207 de la Rivière Eastmain en 2010. Rapport produit par Burton, F., G. Tremblay et M. Simoneau présenté à Hydro-Québec Production. 48 pages.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Eastmain

Intervenant : Ernie Moses – Maître de trappage du terrain RE1

Objet du commentaire : *Possibilité de récupérer des roulottes du chantier pour les installer dans la communauté*

Le maître de trappage dit qu'Hydro-Québec devrait lui donner des équipements, dont des roulottes de chantier, pour une somme symbolique de 1 \$. Il les donnerait ensuite à sa communauté.

Informations complémentaires :

Les roulottes de chantier, dont Hydro-Québec n'a plus besoin et qui sont déclarées excédentaires, doivent être mises en vente selon des règles de gestion bien établies. Ces règles de gestion ont été définies dans la *Convention Nadoshtin* et reprises dans la *Convention Boumhounan*.

La procédure et l'ordre de préséance pour l'acquisition des biens excédentaires ont été précisés par la Société Niskamoon et appliquée par la SEBJ.

Cette procédure a été présentée au Comité de suivi en juin 2011. De plus, le conseiller cri responsable de son application a rencontré à plusieurs reprises les Conseils de bande des diverses communautés et les maîtres de trappage pour leur expliquer la procédure et les informer des biens excédentaires disponibles. Enfin, un site Internet avec photos des équipements a aussi été mis en onde pour faciliter la diffusion et l'accessibilité de l'information dans les communautés.

Lorsque qu'Hydro-Québec déclare un bien excédentaire, elle doit d'abord l'offrir au prix raisonnable du marché et les Cries ont alors 60 jours, à partir de la date de l'avis de mise en vente, pour s'entendre avec Hydro-Québec.

L'ordre de préséance est le suivant et, à titre d'exemple, pour les biens excédentaires du campement de l'Eastmain :

1. le maître de trappage du terrain RE1, où se situe le campement, a la priorité ;
2. les Cries et entités crie de la communauté d'Eastmain viennent ensuite.

Action :

Aucune.

Référence :

CONVENTION NADOSHTIN. 2002. *Chapitre 16 - Droit de premier refus sur les biens excédentaires d'Hydro-Québec*. 101 p.

CONVENTION BOUMHOUNAN. 2002. *Chapitre 15 - Autres dispositions, article 15,8 - Biens excédentaires*. 97 p.

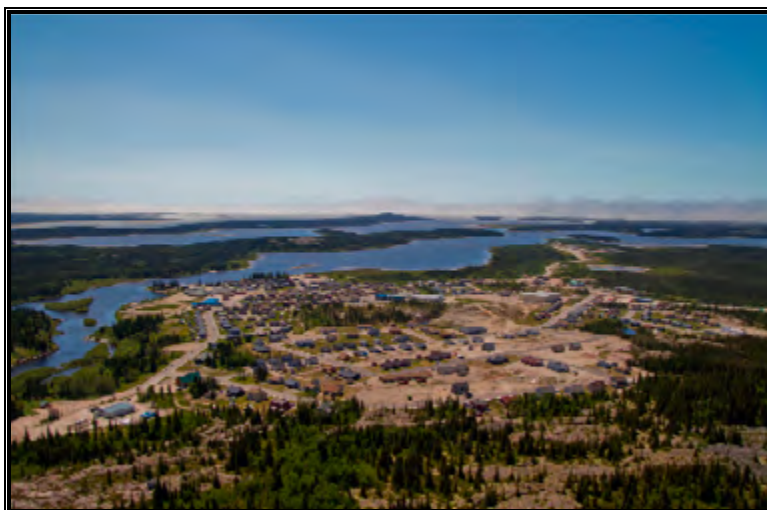


Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert

Consultations de la population crie - Novembre 2012

Complément d'information

Section 5 - Wemindji





**PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE WEMINDJI
*Mise en contexte***

<u>DATE ET HEURE</u>	Le mardi 20 novembre 2012; 18 h 55 à 23 h 15	
<u>LIEU</u>	Bureaux du Conseil de bande de Wemindji	
<u>ASSISTANCE</u>	Environ 12 personnes (au plus fort) ont assisté à cette séance	
<u>MÉDIAS</u>	Eleonore Cohen, The Nation	
<u>ÉQUIPE HQ/SEBJ</u>	Panel : Céline Belzile, porte-parole René Dion André Tessier Johnny Saganash Lloyd Mayappo Gestion : Jean Matte et Philippe Mora	Personnes-ressources : Réal Courcelles Réjean Gagnon Pierre Vaillancourt Nicolas Noell
<u>ÉQUIPE COMEX</u>	Pierre Mercier, président Philip Awashish Daniel Berrouard Brian Craik Robert Lemieux	Personnes-ressources : Pierre-Michel Fontaine Marie-Michèle Tessier
<u>RÉSUMÉ DE LA SÉANCE</u>	<p>La majorité des interventions ont été faites par les utilisateurs du terrain de trappage VC23. Plusieurs commentaires relevaient du complexe La Grande. L'intervention de James Shashaweskum (VC21) était la seule qui avait un lien direct avec le projet.</p> <p>Cinq (5) personnes ont fait huit (8) interventions qui pour la plupart, comportaient peu de questions, mais plutôt des témoignages.</p>	
<u>PRINCIPAUX SUJETS DES INTERVENTIONS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les changements relatifs à leur mode de vie traditionnel et à la faune ➤ L'ouverture du territoire et la présence de non-autochtones ➤ Les impacts liés au complexe La Grande ➤ La disparition de l'esturgeon dans une section de la rivière Opinaca en aval du barrage OA-05 ➤ Les niveaux d'eaux et les conditions de glace ➤ Les impacts des lignes de transport d'électricité ➤ La sécurité des gens de la communauté 	
<u>MAÎTRES DE TRAPPAGE</u>	Présents : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Roderick Georgekish, VC23 ➤ James Shashaweskum, VC21 	Absents : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Famille Visitor, VC20 ➤ Ronnie Georgekish, VC22 ➤ Frank Visitor, VC28
<u>AUTRES PRÉSENCES À SOULIGNER :</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aucune 	
<u>ENGAGEMENTS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aucun 	

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Wemindji

Intervenant : James Shashaweskum - Maître de trappage du terrain VC21

Objet du commentaire : *Présence de débris ligneux dans certaines baies du lac Sakami et possibilités de ramassage complémentaire*

Le maître de trappage a noté la présence d'arbres morts et de débris ligneux au fond de plusieurs baies du lac Sakami situées sur son terrain de trappage et a demandé ce que la SEBJ/HQ envisageait de faire.

Informations complémentaires :

L'objectif principal du programme de ramassage des débris ligneux des lacs Boyd et Sakami était de s'assurer que les couloirs de navigation empruntés par les maîtres de trappage sur ces deux lacs ainsi que les points principaux de desserte étaient sécuritaires et libres de débris ligneux. Il s'agissait donc d'un programme de ramassage sélectif à des fins de navigation spécifiquement.

C'est avec cet objectif que, en juin 2009, les spécialistes HQ/SEBJ ont rencontré les maîtres de trappage dont les terrains recoupent les lacs Boyd et Sakami afin qu'ils identifient les corridors de navigation qu'ils utilisent sur ces lacs ainsi que les endroits qu'ils desservent, notamment les sites de campement. Ils ont survolés l'ensemble de ces corridors et identifiés dix sites où un programme de ramassage de débris ligneux était requis pour faciliter l'accès ou améliorer la sécurité de navigation. Quatre des dix sites d'intérêt ont été identifiés sur le terrain VC21 par le maître de trappage, M. Shashaweskum. Les travaux ont été exécutés en 2010 par l'entrepreneur désigné par ce dernier.

Par ailleurs, en juillet 2012, une carte de navigation a été publiée qui illustre les différents corridors de navigation du lac Sakami, tels qu'ils avaient été déterminés par les maîtres de trappage en 2009, mais en y indiquant les obstacles ou dangers présents dans leur voisinage. La caractérisation détaillée de ces corridors, faite lors d'une campagne de navigation en 2011 en compagnie des maîtres de trappage ou de leur représentant, a permis de démontrer qu'aucun programme de ramassage des débris n'était nécessaire pour assurer la sécurité de la navigation ou permettre l'accès aux sites de campements présents sur les rives (Réf. 1 à 3).

Action :

Aucun autre programme de ramassage n'est prévu, l'ensemble des corridors de navigation étant libre de débris et sécuritaire.

Références :

Réf. 1 : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des conditions de navigation du secteur à débit augmenté. Juillet 2012.* 41 p. et ann.

Réf. 2 : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Eastmain-1-A/Sarcelle/Rupert Project. Navigation Corridors - Lac Sakami North.* July 2012.

Réf. 3 : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Eastmain-1-A/Sarcelle/Rupert Project. Navigation Corridors - Lac Sakami South.* July 2012.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Wemindji

Intervenant : James Shashaweskum, maître de trappage du terrain VC21

Objet du commentaire : *Modification de la couverture de glace du lac Sakami au site d'une traversée en motoneige*

L'augmentation des débits suite à la dérivation de la Rupert a modifié la couverture de glace du lac Sakami au site d'une traversée située au PK 50, ce qui rend nécessaire la vérification préalable de la couverture de glace avant de choisir d'emprunter cet itinéraire pour rejoindre les campements situés en rive est du lac.

Informations complémentaires :

Le site de la traversée du PK 50 sur le lac Sakami fait environ 5 km de longueur. Après consultation du maître de trappage, il a été retenu comme lieu d'échantillonnage pour les fins du suivi de la couverture de glace.

Les résultats des relevés montrent que, de janvier à mars, l'épaisseur de la glace y est sécuritaire pour la circulation en motoneige. De plus, l'état de la couverture de glace sur le lac Sakami est surtout influencé par les conditions météorologiques et non par l'augmentation du débit découlant du projet (Réf. 1 à 4).

Signalons qu'en plus de pouvoir faire appel à ses connaissances traditionnelles, le maître de trappage a reçu une formation sur l'évaluation de la qualité du couvert de glace.

Par ailleurs, pour lui permettre d'atteindre ses campements sans avoir à emprunter cette traversée du PK 50 du lac Sakami, la SEBJ a aménagé un sentier de motoneige d'une quarantaine de kilomètres en rive est du lac à partir de la route Transtaïga.

Action : Aucune.

Références :

Réf. 1 : AECOM TECSULT. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace (hiver 2009-2010)*. 51 p. et ann.

Réf. 2 : GROUPE-CONSEIL LASALLE INC. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2010-2011*. 82 p. et ann.

Réf. 3 : GROUPE-CONSEIL LASALLE INC. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2011-2012*. 121 p. et ann.

Réf. 4 : HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION ET SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES (SEBJ). 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Bilan des mesures d'atténuation et de mise en valeur. Volume 5 - Wemindji*. Avril 2012, 77 p.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Wemindji

Intervenant : James Shashaweskum, maître de trappage du terrain VC21

Objet du commentaire : *Taux de mercure dans la chair des poissons des lacs Boyd et Sakami*

Monsieur Shashaweskum s'inquiète de ne pas avoir passé de test quant à son taux de mercure dans les cheveux. Il dit qu'il a participé à toutes les études des milieux biophysiques qui se sont déroulées sur son territoire et ses environs. Il se dit incrédule quant aux conclusions des études et se questionne sur l'absence d'interdiction concernant la consommation de poisson, spécialement pour les lacs Boyd et Sakami.

Informations complémentaires :

Tel que mentionné à l'étude d'impact du projet EM-1-A-Rupert, il n'est pas prévu que les aménagements des biefs Rupert et des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle augmentent les teneurs en mercure des poissons des lacs Boyd ou Sakami.

Les derniers résultats de suivi datant de 2008 indiquent que les teneurs en mercure des poissons prédateurs (grands brochets et dorés) du lac Sakami étaient encore relativement élevées à cause des aménagements de la phase I du complexe La Grande. Les teneurs n'étaient pas encore revenues aux valeurs initiales. Selon les mesures de 2008, la consommation de grands corégones du lac Sakami est sans restriction, alors que des maxima de deux et un repas par mois sont respectivement recommandés pour les dorés et les grands brochets du lac Sakami.

Un nouveau guide de consommation de poissons pour l'ensemble du complexe La Grande, incluant les lacs Boyd et Sakami, sera produit et diffusé, en 2013, en collaboration avec le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James. Les recommandations de consommation de poissons qui y seront suggérées seront basées sur les mesures effectuées à l'été 2012. La version anglaise de ce guide sera distribuée à toutes les familles crie et des versions françaises et crie seront également disponibles.

La consommation de poissons des réservoirs et lacs naturels ne constitue pas un risque à la santé à condition de respecter les guides de consommation spécifiques au lieu de pêche.

Action :

Mise à jour et diffusion du guide en collaboration avec le Conseil Cri de la santé et services sociaux en 2013.

Référence :

GÉNIVAR et HYDRO-QUÉBEC. 2010. *Aménagement hydroélectrique de l'Eastmain-1. Suivi environnemental en phase exploitation (2009). Suivi du mercure dans la chair des poissons.* Rapport conjoint d'Hydro-Québec et de Génivar en commandite. 45 p. et ann.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Wemindji

Intervenant : Johnny Georgekish

Objet du commentaire : *Manque d'agents du MRN pour la surveillance de la chasse sportive*

Monsieur Georgekish s'est dit préoccupé par le manque d'agents de protection de la faune et la difficulté à signaler des infractions pour qu'on puisse y donner suite dans des délais raisonnables.

Informations complémentaires :

Dans la cadre de la *Convention Nadoshtin*, la Société Weh-Sees Indohoun a été mise sur pied pour assurer, en collaboration avec le Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune (MRN), une saine gestion des ressources fauniques. En plus des activités de cette Société, Hydro-Québec a financé les activités des agents de protection de la faune du MRN dans le territoire de la société Weh-Sees Indohoun. Les activités de la Société ont été reconduites dans le cadre de la *Convention Boumhounan*. La Société sera dissoute en 2014, soit un an après la mise en service de la centrale de la Sarcelle.

Les activités des agents de la protection de la faune associées à la zone gérée par la société Weh-Sees Indohoun se déroulent tout au cours de l'année. Une présence permanente d'un minimum de deux agents de protection de la faune est prévue pour ces activités et ils résident au campement de l'Eastmain. Ces agents peuvent être rejoints en tout temps par l'entremise du personnel des bureaux de la société Weh-Sees Indohoun ou par la ligne SOS - Braconnage du MRN.

Par ailleurs, soulignons que le Conseil d'administration de la société Weh-Sees Indohoun s'assure, dans le cours de ses activités normales, de transmettre aux agents de protection de la faune les observations et préoccupations des utilisateurs cris lorsque ceux-ci en font part à leurs représentants.

La SEBJ et le Service de Protection de la faune du gouvernement du Québec sont au courant du nombre de chasseurs dans la région de la Sarcelle durant la période de chasse à l'original. Aussi, le Service de Protection de la faune assure une surveillance accrue dans ce secteur durant cette période.

Action :

Aucune.

Référence :



Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert

Consultations de la population crie - Novembre 2012

Complément d'information

Section 6 - Chisasibi





PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE CHISASIBI
Mise en contexte

<u>DATE ET HEURE</u>	Le mardi 13 novembre 2012; 19 h à 00 h 30	
<u>LIEU</u>	Auditorium de l'édifice Mitchuap de Chisasibi	
<u>ASSISTANCE</u>	Environ 40 personnes (au plus fort) ont assisté à cette séance	
<u>MÉDIAS</u>	Aucun	
<u>ÉQUIPE HQ/SEBJ</u>	Panel : Céline Belzile, porte-parole René Dion André Tessier Johnny Saganash Lloyd Mayappo Gestion : Jean Matte et Philippe Mora	Personnes-ressources : Réal Courcelles Réjean Gagnon Pierre Vaillancourt Nicolas Noell
<u>ÉQUIPE COMEX</u>	Pierre Mercier, président Philip Awashish Daniel Berrouard Brian Craik Robert Lemieux	Personnes-ressources : Pierre-Michel Fontaine Marie-Michèle Tessier
<u>RÉSUMÉ DE LA SÉANCE</u>	<p>Les intervenants posaient peu de questions, mais témoignaient plutôt d'impressions négatives liées au complexe La Grande et non relatives au projet de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert.</p> <p>Les intervenants étaient des usagers du territoire de Chisasibi. Dix-huit (18) personnes sont intervenues, pour un total de 23 interventions.</p> <p>La soirée a commencé par une présentation du chef Davey Bobbish au cours de laquelle il a mentionné que le territoire a changé et qu'ils sont là pour en discuter.</p>	
<u>PRINCIPAUX SUJETS D'INTERVENTIONS</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La zostère ➤ La chasse à l'oie ➤ Les dépôts d'algues sur les roches en bordure de la rivière ➤ La qualité de l'eau ➤ La santé des gens de la communauté ➤ Les niveaux d'eau ➤ La fragilité de la glace sur la rivière La Grande ➤ L'impact des lignes de transport sur les animaux ➤ La consommation de poisson dans les réservoirs ➤ Le soutien à la communauté ➤ La sécurité des ouvrages 	
<u>MAÎTRES DE TRAPPAGE</u>	Présents : <ul style="list-style-type: none"> ➤ John E. Sam, CH33 	Absents : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Josie Sam, CH35
<u>AUTRES PRÉSENCES À SOULIGNER :</u>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dr Matthew Coon Come, grand chef, Grand Conseil des Cris ➤ John Paul Murdoch, secrétaire exécutif, Grand Conseil des Cris ➤ Davey Bobbish, chef de Chisasibi 	



PROJET DE L'EASTMAIN-1-A-SARCELLE-RUPERT
CONSULTATION DE LA POPULATION CRIE DE CHISASIBI
Mise en contexte

<u>ENGAGEMENTS</u>	<ul style="list-style-type: none">➤ La SEBJ reviendra dans un délai rapide avec les données de 2000 sur les débits.➤ La SEBJ donnera davantage d'informations sur les algues observées sur les berges de la Grande Rivière.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Chisasibi

Intervenants : William Chishkamish / Conrad Bearskin

Objet du commentaire : *Présence d'algues vertes dans la Grande Rivière*

Messieurs Chishkamish et Bearskin s'inquiètent de la présence d'algues vertes dans la Grande Rivière en amont de la communauté de Chisasibi et pensent que la pollution est une cause potentielle. Ces algues se retrouvent notamment sur les roches en rive et les rendent glissantes.

Informations complémentaires :

En 2011, M. Chishkamish avait soulevé la question de la présence d'algues vertes lors d'une réunion du Comité conjoint HQ/SEBJ – Nation crie de Chisasibi (*Chisasibi Working Group*). Cependant, en 2012, il mentionnait qu'il n'avait pas noté ce phénomène.

Complexe La Grande phases I et II

Les études environnementales au complexe La Grande ont montré que l'élément nutritif limitant pour les algues sur le territoire de la Baie-James est habituellement le phosphore. Les données du Réseau de suivi environnemental (RSE) du complexe La Grande montrent, qu'à la suite de la mise en eau du réservoir Robert-Bourassa au début des années 1980, les teneurs en phosphore et en biomasse phytoplanctonique (algues en suspension dans l'eau) ont augmenté par un facteur d'environ 3 dans La Grande Rivière. Ces teneurs sont revenues aux valeurs initiales après une dizaine d'années, soit au début des années 1990. Par la suite, au milieu des années 1990, avait lieu la mise en eau du réservoir La Grande 1. Aucune augmentation significative du phosphore et de la biomasse phytoplanctonique n'a été notée car la superficie inondée était trop faible par rapport au grand volume d'eau y transitant.

La présence d'algues observée par MM. Chishkamish et Bearskin en 2011 ne serait donc pas due à l'aménagement des phases I et II du complexe La Grande puisque les teneurs en phosphore et biomasse phytoplanctonique étaient normales à cette période.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

En ce qui concerne les aménagements du projet Eastmain-1-A-Rupert, une augmentation (par un facteur 3) des teneurs en phosphore a également été observée en 2007 dans le réservoir de l'Eastmain 1 et à son aval immédiat. Une présence d'algues a alors été observée à l'aval de la centrale de l'Eastmain-1. Cependant, dès 2008, les teneurs en phosphore étaient revenues équivalentes aux teneurs initiales et on n'a plus observé de présence d'algues en aval.

La présence d'algues observée par MM. Chishkamish et Bearskin en 2011 ne serait donc pas due au complexe La Grande, ni au projet de l'aménagement hydroélectrique de l'Eastmain-1, ni au projet de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert mais possiblement aux changements climatiques.

Action : Aucune.

Référence :

HYDRO-QUÉBEC PRODUCTION. 2005. *Suivi environnemental du complexe La Grande. Rapport synthèse 1978-2000. Évolution de la qualité de l'eau*. Décembre 2005. 168 p. et ann.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert

Consultation de la population criée

(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)

Complément d'information

Communauté : Chisasibi

Intervenants : Roderick Pachanos, George Lameboy et autres

Objet du commentaire : *Diminution des herbiers de zostères et baisse des captures de bernaches*

Messieurs Lameboy et Pachanos et autres ont fait part de leur insatisfaction quant aux conclusions du programme de suivi associé à la zostère. Ils souhaitent que des études indépendantes soient menées.

Informations complémentaires :

Lors des études relatives au projet de développement du Complexe La Grande (phase I), il avait été convenu de suivre l'évolution des herbiers de zostère à six stations permanentes sur la côte est de la baie James, réparties de part et d'autre de l'embouchure de La Grande Rivière (entre Waskaganish et Cap Hope Islands). Des cartes de distribution ont été produites lors des études de suivi de 1974-1975, 1986-1987 et 1995-1996. Lors du suivi de 1998, un important déclin des herbiers de zostère a été observé.

Dans le cadre du projet de l'Eastmain-1-A-Sarcelle-Rupert, un programme visant à suivre l'évolution des herbiers s'est déroulé en 2009 et en 2011.

Principales conclusions du rapport de suivi 2011 (mai 2012)

- Une tendance à l'augmentation du recouvrement est observée depuis 2004 ;
- le rétablissement de la zostère ne se fait pas de façon uniforme ;
- une prolifération d'algues épiphytes est notée ;
- les spécialistes HQ et les utilisateurs cris ont des avis différents sur les causes possibles du déclin de la zostère depuis 1998 ;
- les Cris associent fortement la présence d'oies migratrices (bernache cravant, oie des neiges et bernache du Canada) aux herbiers de zostères.

Lors d'un atelier tenu à Chisasibi en 2009, des représentants du Service Canadien de la faune ont présenté un bilan des connaissances acquises sur les diverses populations d'oies migratrices. En résumé :

- aucune des populations d'oies chassées par les Cris n'est en déclin ;
- leur présence des oies sur la côte de la Baie James, en moins grand nombre que dans les années 70, s'explique principalement par des changements dans leur patron de migration ;
- les changements résultent de la multiplication des aires d'alimentation aménagées sur leur parcours migratoire pour limiter les dommages causés aux cultures par les oies.

Les participants cris à cet atelier ne partageaient vraisemblablement pas ces constats.

Action Le programme de suivi de la zostère se poursuivra en 2014 et 2019.

Référence :

GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la zostère marine de la côte nord-est de la Baie James. État de référence 2009*. 54 p. et ann.

CONSORTIUM WASKA-GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la zostère marine de la côte nord-est de la Baie James. Rapport d'étude 2011*. 57 p. et ann.

Eastmain-1-A, Sarcelle et dérivation Rupert
Consultation de la population crie
(Condition 9.2 du certificat d'autorisation de construction du MDDEFP)
Complément d'information

Communauté : Chisasibi

Intervenant : Willard Napash

Objet du commentaire : *Présence d'huile à la surface de l'eau à l'aval de La Grande 1*

Monsieur Napash, un travailleur cri d'Hydro-Québec, s'est dit préoccupé des fuites d'huiles possibles dans les installations et d'éventuels déversements d'huiles et produits qu'Hydro-Québec utilise et qui pourraient se trouver dans l'eau de la Grande Rivière, utilisée par la communauté de Chisasibi.

Informations complémentaires :

Hydro-Québec a une accréditation ISO 14001 depuis 2001. L'entreprise maintient des procédures lui permettant de surveiller et suivre ses activités opérationnelles qui comportent des aspects environnementaux notamment celles qui touchent l'utilisation d'huiles et graisses.

Plus particulièrement, La Grande 1 est une centrale avec des systèmes de traitements récents dont l'efficacité est suivie conformément aux exigences légales. Les eaux huileuses sont dirigées vers deux séparateurs eau/huile et les rejets sont conformes.

La centrale est aussi munie d'une fosse septique, avec pré-filtre et filtre intermittent à recirculation, dont les rejets sont mesurés périodiquement et sont en respect des lois et règlements.

Par ailleurs, des plans d'urgence en cas de déversement accidentel sont affichés, des points d'intervention sont identifiés, des équipements requis sont disponibles et le personnel est formé pour intervenir.

Enfin, un Comité de travail permanent, le *Chisasibi Working Group*, existe depuis 1997 et sert de mécanisme de communications et d'échanges entre Hydro-Québec et la communauté de Chisasibi. Son mandat est de discuter des problèmes de la communauté liés à l'exploitation des installations et rechercher, le cas échéant, des solutions acceptables pour les deux parties.

Action :

Aucune.

Référence :



ANNEXE V

Bibliographie des études de suivi réalisées par Hydro-Québec dans le cadre du projet des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert

Source : Hydro-Québec, 2013.

Bibliographie

Rapports relatifs aux activités environnementales de 2006-2007

Suivi environnemental – Milieu naturel

- Crees (The) of the Waskaganish First Nation. 2008. *Community Fishing Program and Registry along Rupert River Anadromous Lake Cisco and Lake Whitefish*. 26 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2008. *Aménagement hydroélectrique de l'Eastmain-1. Suivi de l'esturgeon jaune et des aménagements pour l'ichtyofaune. Travaux 2007*. 124 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental. Dérive larvaire de l'esturgeon jaune. État de référence (2007). Rivière Rupert (secteur à débit réduit)*. 62 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental. État de référence. Suivi des juvéniles des espèces cibles dans la zone à débit réduit de la rivière Rupert. Travaux 2007*. 45 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2007. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Évaluation du potentiel alimentaire pour l'esturgeon jaune dans le bief Rupert amont. Été 2006. Rapport final*. 28 p. et ann.
- Tecsult. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental 2007. Inventaire de la sauvagine dans le secteur des biefs Rupert*. 69 p. et ann.
- Tecsult. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental 2007. Synthèse des connaissances sur le caribou forestier*. 67 p. et ann.
- Tecsult. 2006. *Centrale de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Inventaire de la sauvagine sur les rivières Broadback, Rupert, Eastmain, Opinaca et Petite rivière Opinaca*. 151 p. et ann.

Suivi environnemental – Milieu humain

- CROP. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A, de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des conséquences pour les travailleurs cris. Résultats de l'enquête 2007*. 43 p.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Étude de suivi des activités de chasse et pêche sportives des travailleurs en 2007*. 49 p. et ann.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des retombées économiques 2007. Rapport d'activités*. Pag. multiple.

Rapports relatifs aux activités environnementales de 2008

Suivi environnemental – Milieu naturel

- Environnement Illimité. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagement d'une frayère en aval de la Sarcelle. Énoncé d'envergure*. 27 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagement de frayères à esturgeon jaune dans le bief Rupert amont. Énoncé d'envergure*. 52 p. et ann.

- Environnement Illimité. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental. État de référence (2008). Dérive larvaire de l'esturgeon jaune. Rivière Rupert (secteur à débit réduit)*. 73 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental. État de référence. Suivi des juvéniles des espèces cibles dans la zone à débit réduit de la rivière Rupert. Travaux 2008*. 53 p. et ann.
- François Morneau. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la nidification de la mouette de Bonaparte*. 7 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport d'activités 2007*. 128 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport des activités de terrain 2008*. 19 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Pêches automnales traditionnelles sur le territoire de la famille Neeposh*. 59 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagement pour l'ichtyofaune. Rapport d'activités 2007*. 56 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Lacs RP062, RP030 et Cabot. Énoncé d'envergure*. 65 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Seuil au PK 110,3 de la rivière Rupert. Énoncé d'envergure*. 57 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Seuil au PK 170 de la rivière Rupert. Énoncé d'envergure*. 49 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Tributaires de la Rupert. Énoncé d'envergure*. 81 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Ouvrage de restitution de la Lemare. Énoncé d'envergure*. 57 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. PK 314 à l'aval du barrage Rupert. Énoncé d'envergure*. 53 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Ouvrage de restitution du ruisseau Arques. Énoncé d'envergure*. 53 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Ouvrage de restitution de la Nemiscau-1. Énoncé d'envergure*. 55 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Ouvrage de restitution de la Nemiscau2. Énoncé d'envergure*. 53 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. Canal C5. Énoncé d'envergure*. 53 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagements pour l'ichtyofaune. PK 314 à l'aval du barrage Rupert. Énoncé d'envergure*. 57 p. et ann.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport d'activités 2007-2008*. 138 p. et ann.
- Tecsult. 2008. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Inventaire de la sauvagine dans le secteur des biefs Rupert. Suivi environnemental 2007*. 32 p. et ann.

- Tecsult. 2008. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Programme détaillé de suivi de la sauvagine 2007-2021. Rapport final.* 29 p. et ann.
- Tecsult. 2008. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi du caribou 2008. Rapport d'activités.* 15 p. et ann.
- Tecsult. 2008. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Inventaire de l'original dans le terrain de trappage R18 en 2008, aux abords de l'accès au seuil du PK 233. Rapport final.* 11 p. et ann.

Suivi environnemental – Milieu humain

- CROP. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des conséquences pour les travailleurs cris. Résultats de l'enquête 2007.* 43 p.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des activités de pêche et de chasse sportives des travailleurs en 2007. Rapport technique.* 4 p. et ann.
- GENIVAR. 2008. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des activités de pêche et de chasse sportives des travailleurs en 2007.* 49 p. et ann.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête générale auprès des travailleurs cris 2008.* 71 p.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête sur les relations entre les communautés cries et les campements 2008. Communauté de Nemaska et campement de la Nemiscau.* 53 p. et ann.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête longitudinale auprès des travailleurs cris 2008.* 88 p.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête de perception auprès de la population crie 2008.* 72 p.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des retombées économiques 2007.* Pag. multiple.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des retombées économiques 2008.* Pag. multiple.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des programmes de formation 2007.* Pag. multiple.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des programmes de formation 2008.* Pag. multiple.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intégration des travailleurs cris 2008.* 76 p. et ann.
- Société d'énergie de la Baie James (SEBJ). 2008. *Construction of a New Drinking Water Treatment Plant for the Community of Waskaganish. Summary Environmental Assessment and Scope of Work.* 30 p.
- Waska Ressources. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des activités de pêche et de chasse sportives des travailleurs en 2008.* 8 p. et ann.
- Waska Ressources. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des activités de pêche et de chasse sportives des travailleurs en 2008.* 98 p. et ann.

Rapports relatifs aux activités environnementales de 2009

Suivi environnemental – Milieu naturel

- AECOM Tecscult. 2010.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sauvagine 2009. Inventaire des couples nicheurs et des couvées. Biefs Rupert et rivières Rupert et Broadback.* 95 p. et ann.
- AECOM Tecscult. 2010.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sauvagine 2009. Inventaire de la bernache du Canada. Périodes de migration printanière et de mue dans les biefs Rupert et sur le réservoir Opinaca* 45 p. et ann.
- Biofilia. 2010.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi du carbone organique total et de la croissance du meunier rouge de l'estuaire de la Rupert. État de référence. Rapport d'étude 2009.* 31 p. et ann.
- Cree Nation of Nemaska. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. December 15, 2009. Voluntary Lake Sturgeon Catch Registry along Rupert River – Cree Nation of Nemaska – Phases I and II 2008.* 15 p.
- Crees of the Waskaganish First Nation. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. December 5, 2009. Voluntary Lake Sturgeon Catch Registry along Rupert River – Crees of the Waskaganish First Nation – Phases I and II 2008.* 20 p.
- Crees of the Waskaganish First Nation. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. December, 2009. Voluntary Anadromous Crisco Catch Registry along Rupert River – Crees of the Waskaganish First Nation –2008.* 20 p.
- Del Degan, Massé et Associés. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi du caribou 2009. Rapport d'analyse.* 33 p. et ann.
- Del Degan, Massé et Associés. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Surveillance de la faune terrestre lors de la mise en eau des biefs Rupert. Rapport de surveillance.* 14 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi télémétrique de l'esturgeon jaune et du touladi lors de la mise en eau du bief Rupert amont. Compte rendu printanier 2009.* 9 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi télémétrique de l'esturgeon jaune et du touladi lors de la mise en eau du bief Rupert amont. Compte rendu estival et automnal 2009.* 35 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental. État de référence (2009). Dérive larvaire de l'esturgeon jaune. Rivière Rupert (secteur à débit réduit).* 76 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental. État de référence. Suivi des juvéniles des espèces cibles dans la zone à débit réduit de la rivière Rupert. Travaux 2009.* 64 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. État de la reproduction de l'esturgeon jaune dans le lac Boyd. Rapport d'activités.* 56 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2009.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi du cône sédimentaire à l'entrée du réservoir de l'Eastmain-1. État de référence 2009.* 43 p. et ann.

- François Morneau. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Installation de structures de nidification pour la chouette lapone*. 17 p. et ann.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Atelier de savoir traditionnel cri concernant le cisco anadrome. Rapport d'activité*. 31 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport des activités de terrain 2009*. 39 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport des activités 2008-2009*. 108 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Caractérisation génétique de l'omble de fontaine du cours amont de la rivière Rupert. Rapport d'étude*. 33 p. et ann.
- GENIVAR. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des communautés de poissons dans le secteur des biefs Rupert. État de référence. Rapport d'activités* 117 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des communautés de poissons et de la dynamique des populations dans la rivière Rupert. État de référence*. 63 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. État de référence des habitats et des populations de poissons dans le secteur à débit augmenté de la rivière Eastmain. Suivi environnemental*. 24 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la zostère marine de la côte nord-est de la Baie James - État de référence 2009*. 54 p. et ann.
- Hydro-Québec Équipement. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Régime thermique de la Rupert, de 2002 à 2009, et de ses principaux tributaires*. 24 p. et ann.
- Kaweshekami. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la dynamique des rives de la Rupert. État de référence 2009. Rapport d'étude*. 61 p. et ann.
- Tecsult. 2009. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Dynamique des rives de la Rupert. État de référence 2009. Reconnaissance générale et choix des stations de suivi du 27 au 31 août 2009. Rapport de mission*. 16 p. et ann.
- Waska Ressources. 2009. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des espèces floristiques à statut particulier - 2009*. 26 p. et ann.
- Waska Ressources. 2009. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des glaces pour la sécurité des utilisateurs. Formation des observateurs crs*. 20 p. et ann.
- Waska Ressources. 2010. *Centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la qualité de l'eau des rivières Rupert et Nemiscau*. 33 p. et ann.

Suivi environnemental – Milieu humain

- Biofilia. 2009. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Aménagement de 10 ha de milieux humides dans le secteur des biefs Rupert. Énoncé d'envergure*. 39 p et ann.
- DEVAMCO. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Rivière Rupert – Rapides de Smokey Hill, Oatmeal et de la Gorge. Analyse paysagère avant dérivation. Dossier technique. Parties 1 à 4*.

- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête générale auprès des travailleurs cris 2009*. 71 p.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête 2009 sur les relations entre les communautés cries et les campements voisins. Communauté de Nemaska et campement de la Nemiscau. Communauté de Waskaganish et campements Oujeck et Siibii*. 67 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des retombées économiques 2009. Rapport préliminaire*. Pag. multiple.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des programmes de formation en 2009. Rapport préfinal*. Pag. multiple.
- Waska Ressources. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des activités de pêche et de chasse sportives des travailleurs en 2009*. 78 p. et ann.

Rapports relatifs aux activités environnementales de 2010

Suivi environnemental – Milieu naturel

- AECOM Tecsalt. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace (hiver 2009-2010)*. 51 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi du déroulement de la fraie des espèces cibles aux sites modélisés*. 65 p.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intégrité et de l'utilisation des frayères multispécifiques aménagées dans les biefs Rupert. Rapport d'étude – Printemps et automne 2010*. 36 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intégrité et de l'utilisation des frayères à touladi aménagées dans les lacs RP062, RP030 et Cabot du bief Rupert amont. Rapport d'activités 2010*. 33 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intrusion saline dans la baie de Rupert et la rivière Pontax. Rapport de mission (campagne d'hiver 2010)*. 25 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intrusion saline dans la baie de Rupert et la rivière Pontax. Rapport de mission (campagne d'été 2010)*. 27 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intrusion saline dans la baie de Rupert et la rivière Pontax. Rapport d'analyse 2010*. 83 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi télémétrique des déplacements de l'esturgeon jaune et du touladi dans le bief Rupert amont. Rapport d'étude 2010*. 52 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase d'exploitation (2010). Utilisation des frayères naturelles d'esturgeon jaune. Rapport d'étude 2010*. 61 p. et ann.

- Environnement Illimité. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase d'exploitation (2010). Dérive larvaire de l'esturgeon jaune (secteur à débit réduit)*. 65 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Rapport d'étude 2010. Suivi des juvéniles des espèces cibles dans la rivière Rupert (secteur à débit réduit)*. 68 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011. *Centrales hydroélectriques de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intégrité et de l'utilisation des frayères à esturgeon jaune dans le bief Rupert amont. Suivi environnemental 2010 en phase exploitation*. 35 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011. *Centrales hydroélectriques de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Utilisation des frayères naturelles d'esturgeon jaune dans la rivière Rupert. Suivi environnemental 2010 en phase exploitation. Rapport d'étude*. 61 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'esturgeon jaune au PK 207 de la rivière Eastmain en 2010*. 44 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco anadrome. Rapport de mission – Printemps 2010*. 17 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport des activités 2009-2010*. 149 p. et ann.
- GENIVAR. 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. État de référence*. 180 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'accessibilité par le poisson des tributaires de la rivière Rupert*. 61 p. et ann.
- Waska Ressources 2010. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des espèces floristiques à statut particulier*. 58 p. et ann.
- Waska Ressources et Biofilia. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la qualité de l'eau des rivières Rupert et Nemiscau*. 29 p. et ann.

Suivi environnemental – Milieu humain

- Consortium Waska-GENIVAR. 2011. *Suivi des conditions de navigation secteur des rivières Rupert, Lemare et Nemiscau 2010 Rupert. Rapport d'étude (lots 2 à 4)*. 105 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Évaluation de l'efficacité des outils d'information sur le mercure et la consommation de poisson*. Pag. multiple et ann.
- GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intégration des travailleurs crie 2007-2010. Rapport préfinal*. Pag. multiple et ann.
- GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête 2010 sur les relations entre les communautés crie et les campements voisins. Rapport final*. 70 p et ann.
- GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête de perception auprès de la population crie 2010. Rapport final*. 89 p.
- GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des retombées économiques 2010. Version préfinale*. Pag. multiple et ann.

- Kaweshekami Environnement. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la dérivation Rupert. Bief amont et aval. Débris ligneux et navigation. Consultation, survol et campagne de navigation avec les maîtres de trappage. Rapport d'activités du 13 au 29 septembre*. 39 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la dérivation Rupert. Bief amont et aval. Débris ligneux et navigation. Efficacité du déboisement par les agents naturels et suivi des débris ligneux. État de la situation – Août 2010*. 38 p. et ann.
- Waska Ressources. 2010. *Rapport d'étude 2010. Suivi de la chasse et de la pêche sportives des travailleurs. Saison 2010-2011*. 92 p. et ann.
- Waska Ressources. 2010. *Suivi de la chasse et de la pêche sportives des travailleurs. Saison 2010. Rapport technique sur l'acquisition des informations*. 12 p. et ann.

Rapports relatifs aux activités environnementales de 2011

Suivi environnemental – Milieu naturel

- Biofilia. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la végétation riveraine et aquatique 2011*. 45 p. et ann.
- Consortium Otish. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi des oiseaux de proie – 2011. Secteurs des biefs et de la rivière Rupert*. 64 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport d'activités 2010-2011*. 129 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Conditions hivernales sur les frayères à grand corégone de la rivière Rupert*. 39 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2011. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la zostère marine de la côte nord-est de la baie James. Rapport d'étude 2011*. 57 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco anadrome. Rapport d'études – Activités complémentaires en 2011*. 70 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi de la fraie sur les frayères aménagées et naturelles dans la rivière Rupert et à l'exutoire du lac Boyd. Rapport d'activités 2011*. 58 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi des communautés de poissons et de la dynamique des populations dans les biefs Rupert. Rapport d'étude 2011*. 61 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi des communautés de poissons et de la dynamique des populations dans la rivière Rupert. Rapport d'étude 2011*. 84 p. et ann.

- Environnement Illimité. 2011.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Rapport d'étude 2011. Dérive larvaire de l'esturgeon jaune dans la rivière Rupert (secteur à débit réduit).* 63 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Rapport d'étude 2011. Suivi des juvéniles des espèces cibles dans la rivière Rupert (secteur à débit réduit).* 46 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2011.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi de l'intégrité et de l'utilisation des frayères aménagées pour l'esturgeon jaune.* 49 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi télémétrique des déplacements de l'esturgeon jaune et du touladi dans le bief Rupert amont. Rapport d'étude 2011.* 36 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sédimentologie – Bief Rupert aval. Rapport d'étude.* 37 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sédimentologie – PK 223. Rapport d'étude.*
- Groupe-Conseil LaSalle. 2011.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2010-2011.* 82 p. et ann.
- Hydro-Québec. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'hydrologie, de l'hydraulique et du régime thermique en milieu continental. 2011.* 42 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des aménagements pour l'omble de fontaine et des chenaux de montaison dans la rivière Rupert. Version préfinale.* 62 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'accessibilité par le poisson des tributaires de la rivière Rupert.* 63 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sauvagine 2011. Suivi environnemental en phase exploitation. Inventaire de la bernache du Canada.* 40 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la sauvagine 2011. Suivi environnemental en phase exploitation. Inventaire des couples nicheurs et des couvées.* 65 p. et ann.
- Suivi environnemental – Milieu humain*
- Consortium Otish. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi des activités récréotouristiques 2011.* 59 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'utilisation du territoire par les Cris 2010-2011.* 238 p. et ann.
- GENIVAR. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Biefs Rupert amont et aval. Suivi des retombées économiques 2011.* Pag. multiple.
- Kaweshekami Environnement. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A, de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi du paysage de la rivière Rupert – 2011. Suivi environnemental en phase exploitation.* 46 p. et ann.

- Kaweshekami Environnement. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des conditions de navigation du secteur à débit augmenté*. 41 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Biefs Rupert amont et aval. Débris ligneux et navigation. Étude de suivi et programmes d'élimination des débris ligneux et balisage*. 30 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Bief amont et aval. Débris ligneux. Efficacité du déboisement par les agents naturels et suivi des débris ligneux. État de la situation – Septembre 2011*.
- Waska Ressources. 2012. *Rapport d'étude 2011. Suivi de la chasse et de la pêche sportives des travailleurs. Saison 2011*. 102 p. et ann.
- Waska Ressources. 2012. *Suivi de la chasse et de la pêche sportives des travailleurs. Saison 2011. Rapport technique sur l'acquisition des informations*. 12 p. et ann.

Rapports relatifs aux activités environnementales de 2012


Suivi environnemental – Milieu naturel

- Consortium Otish. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi du hibou des marais, de la chouette lapone et de la mouette de Bonaparte – 2012*. 51 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco de lac anadrome. Rapport d'activités 2011-2012*. 72 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Conditions hivernales sur les frayères à grand corégone de la rivière Rupert. Rapport d'étude 2012*. 58 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intégrité et de l'utilisation des frayères multispécifiques aménagées dans les biefs Rupert. Rapport d'étude 2012*. 52 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'intégrité et de l'utilisation des frayères à touladi aménagées dans les anciens lacs RP062, RP030 et Cabot du bief Rupert amont. Rapport d'études 2012*. 37 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental du cisco anadrome. Rapport d'études – Activités complémentaires en 2011*. 73 p. et ann.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi du déroulement de la fraie du doré jaune, des meuniers et du grand corégone aux sites modélisés des PK 216 et 281 de la rivière Rupert. Rapport d'études 2012*. 36 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Rapport d'étude 2012. Dérive larvaire de l'esturgeon jaune dans la rivière Rupert (secteur à débit réduit)*. 56 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi du cône sédimentaire à l'entrée du réservoir de l'Eastmain 1. Rapport d'étude*. 63 p. et ann.

- Environnement Illimité. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Synthèse des connaissances acquises sur l'esturgeon jaune*. 173 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Rapport d'étude 2012. Suivi des juvéniles des espèces cibles dans la rivière Rupert (secteur à débit réduit)*. 58 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Suivi de l'intégrité et de l'utilisation des frayères aménagées pour l'esturgeon jaune. Travaux 2012*. 49 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi environnemental en phase exploitation. Rapport d'étude 2012. Utilisation des frayères naturelles d'esturgeon jaune dans la rivière Rupert*. 53 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi télémétrique des déplacements de l'esturgeon jaune et du touladi dans le bief Rupert amont. Rapport d'étude 2012*. 48 p. et ann.
- Environnement Illimité. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'esturgeon jaune au PK 207 de la rivière Eastmain en 2011 et 2012*. 39 p. et ann.
- Groupe-Conseil LaSalle. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la couverture de glace pendant l'hiver 2011-2012*. 100 p. et ann.
- Hydro-Québec. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'hydrologie, de l'hydraulique et du régime thermique en milieu continental*. 2012. 47 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des frayères aménagées aux PK 203 et 207 de la rivière Eastmain*. 54 p. et ann.
- Poly-Géo. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la dynamique des rives et des îles de l'estuaire de la Grande Rivière. Rapport d'études*. 20 p. et ann.
- Poly-Géo. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'efficacité et de l'intégrité des tapis granulaires le long des berges de la Grande Rivière en aval de la centrale de la Grande1. Rapport d'études*. 16 p. et ann.
- Waska Ressources et Biofilia, 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi 2012 de la qualité de l'eau des rivières Rupert et Nemiscau et des apports en carbone organique total à la baie de Rupert*. 70 p. et ann.

Suivi environnemental – Milieu humain

- Consortium Waska-GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de l'utilisation du territoire par les Cris 2010-2011*. Pag. multiple.
- Consortium Waska-GENIVAR. 2013. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi des conditions de navigation de la rivière Rupert. Consultation des utilisateurs cris – 2012. Phase exploitation*. Pag. multiple.
- GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Enquête de perception auprès de la population crie 2012*. 78 p.
- GENIVAR. 2012. *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi 2010 des déterminants de santé des Cris*. Pag. multiple.

- 
- Kaweshekami Environnement. 2013.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Bief Rupert. Débris ligneux. Mise à jour des prévisions relatives à l'évolution du déboisement par les agents naturels et à la production des débris ligneux. Rapport d'étude.* 38 p. et ann.
- Kaweshekami Environnement. 2013.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et dérivation Rupert. Bief Rupert. Mise à jour des prévisions relatives à l'évolution du déboisement par les agents naturels et à la production des débris ligneux flottants ou dérivants. Avis technique.* 12 p. et ann.
- Waska Ressources. 2012.** *Centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et dérivation Rupert. Suivi de la chasse et de la pêche sportives des travailleurs. Saison 2012 et bilan 2007-2012. Rapport d'étude.* 96 p. et ann.

